**DOSSIER TYPE D’APPEL D’OFFRES**

**Passation de marchés de travaux et de services**

**Marché routier à obligation de résultats**

**et**

**Modèle de spécifications**



**Janvier 2017**

Ce document est protégé par le droit d'auteur.

Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Aucune utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est autorisée.

**Janvier 2017**

La révision de janvier 2017 incorpore des modifications visant à renforcer la performance dans le domaine environnemental et social, et en matière d’hygiène et de sécurité et des améliorations rédactionnelles ont également été apportées.

**Juillet 2016**

La révision de juillet 2016 incorpore plusieurs modifications reflétant le Règlement de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs en date de juillet 2016 (le Règlement de Passation des Marchés). Le présent Dossier Type de Passation de Marché (DTPM) est à utiliser pour la passation des marchés de travaux financés par la BIRD ou l’AID dans le cadre de projets pour lesquels l’Accord de Financement se réfère au Règlement de Passation deS Marchés.

**Novembre 2009**

Cette révision incorpore les Directives de la Banque mondiale qui sont reflètées dans IS 3.1 (Pratiques de Corruption), IS 4.4 (Eligibilité des Soumissionnaires), CCAG 11.6 (Responsabilités de l’Entrepreneur, et CCAG 59.2.1 (Résiliation).

**Octobre 2006**

La révision datée d’octobre 2006 incorpore des modifications aux Section I - Instructions aux Soumissionnaires, Section III: Critères d’évaluation et de qualification, et Section VI Spécifications

**Avertissement important à l’usager de ce dossier**

Ce modèle de dossier d’appel d’offres (MDAO) pour la passation de **Marchés de travaux et services routiers à obligation de résultats (MROR)** est publié par la Banque mondiale à titre provisoire, en vue d’offrir à ses clients une variante à la méthode traditionnelle d’exécution de travaux de reconstruction, de réhabilitation et d’entretien. Ce dossier constitue une évolution de la version antérieure intitulée « modèle de dossier d’appel d’offres pour les **Marchés de gestion et d’entretien des routes par niveaux de service (GENiS) »** publiée par la Banque mondiale en février 2002. Comme le dossier précédent, ce dossier modèle vise à satisfaire les besoins spécifiques des Marchés de gestion et d’entretien des routes par niveaux de service, mais il convient également pour la passation de marchés de travaux et services routiers dans le cadre d’une approche de long terme du type « Conception, réalisation, exploitation et maintenance ».

Le modèle de marché inséré dans ce MDAO diffère fortement des marchés traditionnels de travaux. La différence fondamentale est liée aux modalités de paiement de l’entreprise : l’essentiel des paiements n’est pas lié aux quantités de travaux exécutés et mesurés, multipliées par les prix unitaires correspondants, mais plutôt aux résultats mesurés, reflétant l’état souhaité des routes faisant l’objet du marché (en d’autres termes « ce à quoi les routes doivent ressembler ». Cet état souhaité des routes étant exprimé par le moyen des **« Niveaux de service »** définis dans le marché. Une autre différence importante est que l’entrepreneur est pleinement responsable de la conception des travaux qui sont nécessaires pour atteindre les niveaux de service requis, ainsi que de la durabilité et la performance des routes sur une plus longue période.

Le présent dossier autorise une grande souplesse d’emploi, en fonction des besoins particuliers du réseau routier objet du marché (désigné plus loin par les termes « Route » ou « Routes »). Ce marché vise particulièrement les **Services de gestion et d’entretien**, y compris les travaux physiques à réaliser sur les Routes objet du marché nécessaires pour conserver les niveaux de services prescrits dans la durée, mais aussi toutes les activités de gestion et de suivi/évaluation du réseau faisant l’objet du marché. Le marché prévoit aussi l’exécution : (i) des **Travaux de réhabilitation,** à exécuter dans une première phase du marché pour mettre les Routes à niveau conformément aux normes prescrites ; (ii) des **Travaux** **d’amélioration** destinés à conférer à ces Routes de caractéristiques nouvelles pour répondre à l’évolution des trafics, à des impératifs de sécurité, ou autres ; et (iii) des **Travaux d’urgence** destinés à remettre les Routes en état à la suite de dégâts occasionnés par des phénomènes naturels imprévisibles, aux conséquences exceptionnelles.

Il importe de souligner que le MROR n’est pas conçu pour que l’entrepreneur se contente de construire une route et ensuite disparaisse pour prendre d’autres marchés. Au contraire, il est conçu afin d’établir un **partenariat public-privé (PPP) dans une perspective de plus long terme** entre l’entrepreneur et le maître d’ouvrage, dans lequel les deux parties ont un engagement de long terme. L’entrepreneur doit avoir pour objectif non seulement la construction de la route, mais la **gestion complète de l’investissement routier** durant une période correspondant à la durée de vie attendue de l’investissement. Pour cette raison, l’entrepreneur doit être une société ou une entreprise possédant la capacité technique, managériale et financière pour remplir son marché dans tous ses acpects.

De plus amples explications sur la nature et les spécificités des marchés routiers à objectifs de performance sont données dans les pages qui suivent.

# Préface

1. Ce modèle de dossier d’appel d’offres (MDAO) s’inspire, dans sa structure générale, du **Dossier type d’appel d’offres de la Banque mondiale pour la Passation des marchés de travaux**, lui-même basé sur la version de juillet 2004 du document de référence (Master Bidding Document for Procurement of Works and User’s Guide) préparé par les Banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales. Mais en raison des caractéristiques propres aux marchés de type MROR, il a fallu apporter d’importantes modifications à la plupart des sections, et notamment faire divers emprunts au **Dossier type d’appel d’offres de la Banque pour la Passation des marchés de fourniture et de montage de Travaux et Services**. Le *Cahier des Clauses administratives générales*, en particulier, a été réécrit pour tenir compte de la spécificité des prestations à assurer par l’Entreprise, qui vont bien au-delà de la simple réalisation de travaux physiques prédéfinis, et aussi de la nature particulière de ces marchés, qui reposent sur une obligation de « résultats ». Ce type de marché recouvre en effet toute la gamme des activités nécessaires pour garantir en permanence aux usagers de la route le niveau de service prescrit, ce qui inclut bon nombre d’activités de gestion et de suivi/évaluation périodique systématique du réseau routier concerné. Il couvre en outre l’exécution de **Travaux de réhabilitation** nécessaires pour remettre ces Routes à niveau en fonction des normes prescrites, de **Travaux d’amélioration** spécifiés par le Maître de l’Ouvrage en vue de conférer à ces Routes des caractéristiques nouvelles pour répondre à l’évolution des trafics, à des impératifs de sécurité ou autres, ainsi que de **Travaux d’urgence** destinés à remettre les Routes en état à la suite de dégâts occasionnés par des phénomènes naturels imprévisibles, aux conséquences exceptionnelles (tempêtes, inondations, séismes, etc.), ceci dans les conditions définies au marché. En annexe au dossier figure également un « *Modèle de spécifications pour MROR* », qui vise essentiellement à couvrir les besoins de gestion et d’entretien de différents types de routes, et qui devrait faciliter la préparation de spécifications particulières à une situation réelle, qui devront figurer au dossier d’appel d’offres.

2. Cette préface résume le concept de **Marché routier à obligation de résultat (MROR)**. Du point de vue juridique, c’est le corps de texte du MDAO qui l’emporte, dans sa rédaction, sur la présente préface.

3. Le recours aux marchés routiers à obligation de résultats pour la gestion et l’entretien des réseaux routiers est une nouvelle approche destinée à améliorer l’efficacité et la qualité de la gestion et de l’entretien des investissements routiers. Il s’agit de garantir que l’état physique des routes objet du marché, satisfera aux besoins des usagers tout au long de la durée de ces marchés qui sont en principe pluriannuels. Avec ce type de marché, le rôle dévolu au secteur privé s’amplifie nettement, passant de la simple exécution de travaux à la gestion et la préservation des investissements routiers.

4. Dans les **marchés classiques de travaux routiers de construction et d’entretien**, l’Entreprise se trouve en charge d’exécuter un ensemble de travaux tels que spécifiés par l’Administration en charge des routes ou par le Maître de l’Ouvrage, et elle se voit rémunérée sur la base de prix unitaires correspondant à chacune des sous composantes de ces travaux ; il s’agit donc de marchés basés sur les « moyens » à mettre en oeuvre. Cette approche donne, dans bien des cas, des résultats qui restent en dessous de l’optimum. Par un effet pervers évident, dans le cadre de ces travaux confiés à l’entreprise selon le schéma classique, l’entreprise est incitée à maximiser le volume de travaux exécutés, afin de maximiser chiffre d’affaires et bénéfices. Et pourtant, même lorsque les travaux sont réalisés conformément au projet, on constate que le niveau de qualité générale du service rendu aux usagers reste fortement dépendant de la qualité initiale de l’avant-projet détaillé confié à l’Entreprise, et dont elle n’est pas responsable. Dans de nombreux cas, les routes ne durent pas aussi longtemps qu’il était initialement prévu, du fait de défaillances éventuelles dans l’étude initiale, aggravées par un entretien ultérieur insuffisant.

5. Le **MROR** traite de la question d’insuffisance d’incitations. Au cours du processus d’appel d’offres, les entrepreneurs entrent en compétition en proposant essentiellement des prix forfaitaires pour amener la route à un certain niveau de service et ensuite l’entretenir à ce niveau pendant une période relativement longue. Il est important de comprendre que les entrepreneurs ne sont pas rémunérés directement pour les « moyens » qu’ils mettent en oeuvre ou pour les travaux physiques (qu’ils devront incontestablement effectuer), mais pour avoir assuré les Niveaux de service prescrits, c’est-à-dire avoir réalisé les travaux de réhabilitation selon les normes prédéfinies (si cela est spécifié dans le dossier d’appel d’offres), les prestations d’entretien pour maintenir les Routes aux niveaux de services requis et les travaux d’amélioration (si cela est spécifié dans le dossier d’appel d’offres), tous ces travaux représentant des productions ou des résultats. Une rémunération forfaitaire mensuelle payée à l’Entrepreneur couvrira tous les services physiques et non physiques d’entretien assurés par l’Entrepreneur, sauf pour des travaux d’urgence imprévus rémunérés à part. L’entrepreneur chiffre dans son offre les Travaux de réhabilitation et d’amélioration qui ont été expressément spécifiés par le Maître de l’Ouvrage dans le marché, sur la base de quantités de production mesurables et est rémunéré sur la base de ses réalisations. Pour pouvoir prétendre au paiement mensuel pour les services d’entretien, l’Entrepreneur doit assurer que les Routes sont conformes aux Niveaux de Service requis qui ont été spécifiés dans le dossier d’appel d’offres. Il aura probablement à exécuter une importante quantité de Travaux pour atteindre les Niveaux de service requis pendant quelques mois, et moins importante pour les mois suivants. Le paiement mensuel reste toutefois le même aussi longtemps que les Niveaux de Service requis seront atteints ou dépassés.

6. Un aspect fondamental du MROR est que l’ « Entrepreneur » ne doit pas forcément et dans tous les cas être un entrepreneur de travaux traditionnel, mais peut être (si autorisé dans le Dossier d’Appel d’Offres) toute société ou entreprise ayant la capacité technique, managériale et financière nécessaire pour remplir le marché. En tout cas, l’entrepreneur a la charge de concevoir et d’accomplir les travaux, les services et les actions qu’il juge nécessaires afin d’atteindre et de maintenir les Niveaux de Service indiqués dans le marché. Les Niveaux de Service sont définis selon les besoins de l’usager et peuvent comprendre des facteurs tels que les vitesses moyennes de circulation, le confort pendant le trajet, les caractéristiques de sécurité, etc. Si le Niveau de Service n’est pas atteint pour un mois donné, le paiement pour le mois peut être réduit, voire suspendu.

7. Dans le cadre du MROR, l’Entrepreneur est fortement incité sur le plan financier à être à la fois efficient et efficace chaque fois qu’il entreprend des travaux. Afin de maximiser son profit, il doit restreindre ses activités au plus petit volume possible d’interventions conçues avec intelligence, qui assurent néanmoins que les indicateurs prédéfinis du Niveau de Service sont atteints et maintenus dans le temps. Ce type de marché exige de l’Entrepreneur d’avoir une bonne capacité de gestion. Ici la « gestion » signifie l’aptitude à définir, optimiser et effectuer à temps des interventions physiques qui sont nécessaires à court, moyen et à long terme, afin de garantir le maintien des Routes au-dessus des Niveaux de service requis. En d’autres termes, dans les limites du Marché, des règlements et lois en vigueur, des Spécifications techniques et de performance et des règlements environnementaux et sociaux, l’Entrepreneur est libre de définir de façon indépendante : (i) que faire, (ii) où le faire, (iii) comment le faire, et (iv) quand le faire. Le rôle de l’Administration Routière et du Maître de l’Ouvrage est de faire respecter le Marché en vérifiant la conformité avec les Niveaux de Service convenus et avec les dispositions légales et règlementaires applicables.

8. L’entretien du réseau routier comprend à la fois des tâches d’entretien **courant** et d’entretien **périodique**. L’entretien courant comporte plusieurs tâches différentes, fréquemment nécessaires pour maintenir la fonction de la route (réparations des nids de poule, nettoyage des fossés, réparation des fissures, coupe de la végétation etc.). L’entretien périodique consiste en des activités prévisibles et plus coûteuses d’une nature moins fréquente, conçues pour éviter la dégradation des routes (nivellement, assainissement, réfection du revêtement, couches de revêtement bitumeux, etc.). Une gestion intelligente des interventions en temps opportun et l’adéquation des solutions techniques adoptées sont essentielles. Il est attendu que faire appel à des entreprises spécialisées dans le cadre de marchés à obligation de résultats entraînera des gains d’efficacité considérables et stimulera l’innovation par rapport aux pratiques traditionnelles d’administration routière.

9. Les conditions minima de la route et de Niveaux de Service sont mesurées en termes de résultat et de performance, et ces derniers sont utilisés dans le cadre du MROR pour définir et mesurer la performance attendue de l’Entrepreneur. Dans le MROR, les objectifs de performance sont prédéfinis comme étant les seuils minima acceptés pour les niveaux de qualité des routes dont l’Entrepreneur a la charge.

10. Les critères de performance devraient idéalement couvrir tous les aspects du marché et tenir compte du fait que différentes sous-zones, dans la zone du marché, pourraient requérir différents Niveaux de Service. Les critères peuvent être définis à trois niveaux (bien que des marchés plus simples n’utiliseront pas tous les critères identifiés ci-dessous) :

1. Les objectifs relatifs au **Service à l’Usager et au Confort de l’Usager de la Route,** qui peuvent être exprimés en termes tels que :
   * Rugosité de la Route
   * Largeur de la route et de la voie
   * Orniérage
   * Résistance au dérapage
   * Contrôle de la végétation
   * Visibilité des panneaux de signalisation et des marquages
   * Disponibilité de chaque voie-km pour un usage normal
   * Temps de réponse pour rectifier les défauts qui compromettent la sécurité des usagers
   * Interventions suite aux accidents de la route
   * Ecoulement de l’eau hors de la chaussé (l’eau stagnante est dangereuse pour   
     les usagers)
2. Les objectifs relatifs à la **Durabilité de la Route,** qui peuvent être exprimés en termes   
   tels que :

* Profil longitudinal
* Solidité de la chaussée
* L’étendue des réparations acceptables avant qu’un traitement d’entretien périodique de plus grande envergure ne soit requis
* Degré de sédimentation dans les dispositifs d’assainissement

1. Les objectifs relatifs à la **Performance de Gestion**, qui définissent les informations   
   dont le Maître de l’Ouvrage a besoin pour administrer l’investissement routier pendant   
   la durée du marché, et pour faciliter le prochain appel d’offres. Les exigences devraient comprendre :

* La production et fourniture de rapports d’avancement périodiques à l’Autorité de Contrôle de la Route
* Mises à jour de l’inventaire et autres systèmes de mise à disposition de données
* Historique de l’entretien (ainsi les soumissionnaires ultérieurs peuvent estimer le prix du travail).

Pour éviter l’ambiguïté, tous les objectifs de performance doivent être clairement définis et objectivement mesurables.

11. Considérées dans leur ensemble, les objectifs de performance définissent le minimum de Niveau de Service acceptable pour une route donnée. En définissant les objectifs, il faut bien considérer différents critères (à la fois techniques et pratiques) tels que (i) le volume et la composition du trafic (ii) si les routes sont urbaines ou rurales (iii) terrain plat, accidenté ou montagneux, (iv) la qualité et le type de la fondation de la chaussée, (v) la qualité de matériaux de construction disponibles, (vi) la capacité des entrepreneurs disponibles, (vii) toutes contraintes environnementales, telles que les zones protégées, les parcs, les réserves forestières, etc. **Cependant, le critère probablement le plus important est de déterminer le Niveau de Service financièrement acceptable et possible, et justifié sur le plan économique pour la route en question.** *[Des Conseils en matière de Niveaux de Service pour les Routes non revêtues sont présentés dans le document de la Banque Mondiale « Draft Infrastructure Note : Economically Justified Level of Service of Unpaved Roads », Rodrigo Archondo-Callao, January 2004]*

12. Selon les termes du marché, l’Entrepreneur aura également la charge du suivi et de l’évaluation continus de l’état de la route et des Niveaux de Service pour toutes les routes ou sections de route comprises dans le marché. Ceci sera nécessaire non seulement pour répondre aux conditions du marché, mais c’est une activité qui lui donnera les informations nécessaires pour pouvoir (i) connaître le degré de sa propre conformité aux critères du Niveau de Service, et (ii) de définir et planifier, de manière opportune toutes les interventions physiques requises pour assurer que les indicateurs de qualité de service ne tombent jamais au dessous des seuils indiqués. Dans le cadre du MROR, l’Entrepreneur ne recevra pas d’instructions du Maître de l’Ouvrage concernant le type et le volume des travaux d’entretien à effectuer. Au contraire, toutes les initiatives incombent à l’Entrepreneur qui doit faire tout ce qui est nécessaire et efficient pour atteindre les niveaux de qualité requis. Il est attendu que ce concept conduise non seulement à des gains d’efficience consistants, comme il est mentionné plus haut, mais également à l’innovation technologique.

13. On s’attend à ce que les bénéficiaires du nouveau concept soient les usagers de la route, l’Administration Routière, et les entrepreneurs de travaux ou d’autres entreprises du secteur privé. Dans un sens plus large, les futures générations pourront bénéficier d’une meilleure conservation des investissements routiers. Les usagers de la route connaîtront le Niveau de Service qu’ils sont en droit d’attendre en retour pour le prix que leur coûte l’utilisation de l’infrastructure (péages, redevances d’usage, taxes, etc.). Les Administrations Routières devraient y gagner en obtenant un meilleur état général des routes pour le même niveau de dépenses. Pour les entrepreneurs et autres entreprises du secteur privé, le nouveau type de marché devrait permettre de nouveaux créneaux d’activités, dans lesquels des durées de marché plus longues assurent un environnement des affaires plus stable et la mise en place de vraies relations de partenariat public privé. Toutefois, il se peut que ce soit les générations futures qui en profiteront le plus, puisque elles ne devront pas payer pour la reconstruction des routes détruites en raison du manque d’entretien actuel.

14. Bien que la conception des Travaux et Services à effectuer relève de la responsabilité de l’Entrepreneur, ce type de passation de marché exige un bon travail de préparation en ingénierie. Il est nécessaire de constituer une base d’informations complète sur l’état réel des Routes couvertes par le marché. Si des Travaux de réhabilitation sont requis, le Maître de l’Ouvrage devrait définir le niveau de qualité (ou norme) à atteindre par l’Entrepreneur dans le marché. Si on demande des Travaux d’amélioration, un détail quantitatif définissant les travaux spécifiques pour que les soumissionnaires indiquent leur prix et plus tard, pour que l’on puisse mesurer les volumes de travaux réalisés et effectuer le paiement à l’Entrepreneur, est d’une importance capitale. Des Travaux d’urgence, bien qu’impossibles à quantifier à l’avance, seront certainement nécessaires. Pour permettre aux soumissionnaires d’offrir des prix pour les Travaux d’Urgence, un bordereau de prix unitaires (semblable aux travaux à prix unitaires) avec des quantités estimées devrait être préparé pour que les soumissionnaires offrent leurs prix aux fins de l’évaluation des offres. Plus tard, ces prix unitaires et les volumes réels des Travaux d’Urgence exécutés seront utilisés pour les paiements. Un autre domaine important nécessitant un bon conseil en ingénierie est de définir si les Travaux de réhabilitation devraient être compris dans le marché ou être effectués à l’avance sous un marché « standard » séparé de travaux. Cette décision dépend dans chaque cas des risques que l’Emprunteur (et son conseiller) entend autant que possible être pris en charge de manière économique par l’Entrepreneur. En général, si ces Travaux de réhabilitation représentent plus de 40-50% de la valeur du marché, les risques peuvent être trop élevés et un marché initial distinct peut être justifié. Toutefois, si le Maître de l’Ouvrage veut obtenir des Travaux de réhabilitation basés sur un avant-projet détaillé existant et veut utiliser ce dossier pour l’associer à l’entretien ultérieur à faire par le même Entrepreneur, le dossier doit être ajusté. Dans ce cas, le détail quantitatif pour les Travaux de réhabilitation devrait être modifié pour être similaire à celui des Travaux d’urgence et les clauses de mesurage et de paiement devraient être modifiées et rendues similaires à celles d’un marché classique « moyens mis en oeuvre ».

15. Lorsque les Travaux de réhabilitation et d’amélioration ne sont pas spécifiquement requis dans le dossier d’appel d’offres, il est attendu qu’afin de se conformer au Marché, l’Entrepreneur devra vraisemblablement effectuer divers types de travaux, dont certains moins importants de réhabilitation et d’aménagement initiaux, les activités d’entretien courant et les travaux d’entretien périodique. La définition de la nature exacte des travaux, leur programmation, l’évaluation de leur coût et leur mise en œuvre est laissée au soin de l’Entrepreneur. Ceci signifie que sa capacité doit être supérieure à la capacité habituelle d’un entrepreneur traditionnel de travaux. En fait, une qualité essentielle est la capacité de gérer des routes, alors que l’exécution physique peut, soit être effectuée par l’Entrepreneur lui-même, soit par d’autres entreprises spécialisées en groupement avec le principal entrepreneur, ou dans le cadre de contrats de sous-traitance. Les groupements peuvent comprendre des sociétés d’Ingénierie et des entreprises moyennes, de petites et même des micros entrepris. Par conséquent, un processus de pré-qualification bien conçu est fortement recommandé afin d’assurer que seuls les soumissionnaires qualifiés participent au processus d’appel d’offres, même si le présent dossier d’appel d’offres peut aussi être utilisé lorsqu’on envisage la post-qualification. Dans la conception des conditions de pré-qualification, l’Emprunteur devrait considérer si l’expérience des sous- traitants spécialistes (comme un ingénieur conseil) devrait être considérées pour évaluer les candidatures. Les activités qui peuvent être déléguées par l’entrepreneur principal aux sous-traitants n’ayant pas participé au processus de pré-qualification, devraient être énumérées dans les Clauses Administratives Particulières et l’attention des soumissionnaires devrait être attirée sur ce point dans les Données Particulières de l’Appel d’Offre.

16. Les marchés routiers à obligation de résultats transfèrent une charge de risque importante à l’entrepreneur. Il est important que cette charge soit à la fois équitable et compatible avec la capacité de l’industrie. Le marché définit le profil de risques portés par l’entrepreneur émanant d’intempéries, de changements de législation, de changements du volume du trafic, et d’évolution de l’environnement immédiat de la route.

17. Un certain volume de Travaux d’urgence devrait toujours être prévu. Ceux-ci sont destinés à remédier à des dégâts inattendus qui surviennent à la suite de phénomènes naturels extraordinaires et qui affectent l’utilisation normale du réseau de routes, ou la sûreté et la sécurité des usagers. Pour les travaux d’urgence, le marché limite la responsabilité de l’Entrepreneur, établissant que le Maître de l’Ouvrage approuvera l’exécution des services et prévoyant une rémunération séparée sur la base de montants spécifiques, rémunération proposée par l’Entrepreneur au cas par cas, sur la base du volume des travaux estimé au cas par cas et de prix unitaires figurant dans l’offre et dans le marché. Une somme provisionnelle est normalement prévue pour les travaux d’urgence.

18. L’Entrepreneur devrait avoir le droit de mettre en œuvre un système de contrôle de charge par essieu, sur la base de la législation et en coopération avec les autorités locales de police.

19. Les soumissionnaires présenteront leur offre financière pour :

* les **Services** **d’entretien** sous la forme du montant mensuel forfaitaire demandé par le soumissionnaire d’après les conditions du marché (celui-ci sera un montant mensuel pendant tout la durée du marché) ;
* les **Travaux de réhabilitation** (si cela est requis dans les Données particulières de l’Appel d’Offre), sous la forme de montant forfaitaire, tout en indiquant les quantités de travaux mesurables à exécuter afin que la route atteigne les critères de performance spécifiés dans le dossier d’appel d’offres. Les paiements correspondants s’échelonneront selon l’avancement des travaux correspondants
* les **Travaux d’amélioration** (si cela est requis et pour les améliorations indiquées dans le dossier d’appel d’offres) sous la forme de prix unitaires pour chaque type de travaux d’amélioration ; les paiements correspondants seront effectués aux prix unitaires pour les travaux effectués ; et
* les **Travaux d’urgence** (à prix unitaires)sous la forme d’un détail quantitatif traditionnel. Les paiements seront effectués pour chaque urgence au cas par cas, selon un montant forfaitaire estimé par l’Entrepreneur et approuvé par le Maître de l’Ouvrage sur la base des quantités estimées et des prix unitaires du marché.

Il devrait également y avoir une clause de révision des prix applicable à tous les prix et activités pour compenser les augmentations des indices de coût.

20. Le paiement mensuel convenu pour les travaux et les services d’entretien sera effectué à l’Entrepreneur s’il s’est conformé, au cours du mois pour lequel le paiement doit être effectué, aux obligations de Niveaux de Service convenus sur le réseau routier. En même temps que sa facture mensuelle, l’Entrepreneur rendra compte de sa propre évaluation conformément aux Niveaux de Service demandés, en s’appuyant sur son propre système de suivi qui est obligatoire. Sa déclaration sera alors vérifiée par le Maître de l’Ouvrage ou son représentant (consultant en charge de la supervision) par le moyen d’inspections. Si les Niveaux de Service ne sont pas atteints, les paiements sont réduits, selon des modalités prévues dans le marché. Les paiements peuvent même être suspendus, et le marché résilié, si l’entrepreneur manque à ses engagements au cours d’une période spécifiée, d’atteindre les seuils minimaux de Niveaux de Service. Le marché inclut les formules utilisées pour calculer la réduction de paiement et les dispositions relatives aux éventuelles suspensions de marché.

Toutes personnes désireuses de soumettre des commentaires ou des questions sur ces Dossiers d’Appel d’Offres ou d’obtenir des informations supplémentaires sur la passation de marché sous les projets financés par la Banque Mondiale sont priées de contacter :

Procurement Policy and Services Group

Operations Policy and Country Services Vice Presidency

The World Bank

1818 H Street, NW

Washington, D.C. 20433 U.S.A.

http://www.worldbank.org/procure

Description Sommaire

Ce Modèle de Dossier d’Appel d’Offres pour la **Passation de Marché Routier à** **Obligations de** **Résultats (MROR)** s’applique soit quand un processus de pré-qualification a eu lieu avant d’émettre l’appel d’offres, soit quand un processus de pré-qualification n’a pas eu lieu avant l’appel d’offres (pourvu que les clauses alternatives soient sélectionnées autant qu’applicable). Une brève description de ces dossiers est donnée ci-dessous.

Modèle de Dossier d’Appel d’Offres pour la Passation de Marchés de Travaux et de Services dans le cadre du MROR

**Sommaire**

**PARTIE 1 – PROCEDURES D’APPEL D’OFFRES**

**Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)**

Cette Section fournit aux soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l’ouverture des plis et l’évaluation des offres, et sur l’attribution des marchés**.   
Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

**Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO)**

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions   
aux soumissionnaires.

**Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification** *(Version de la Section III à utiliser lorsque la Pré-qualification a eu lieu avant l’appel d’offres)*

Cette Section indique les critères utilisés pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante et pour vérifier si le Soumissionnaire continuer de possèder les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché.

**Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification** *(Version de la Section III à utiliser lorsqu’une Pré-qualification n’a pas eu lieu avant l’appel d’offres)*

Cette Section indique les critères utilisés pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante et pour assurer si le Soumissionnaire possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché.

**Section IV. Formulaires de Soumission**

Cette Section contient les formulaires qui doivent être remplis par le Soumissionnaire et soumis comme faisant partie de son Offre.

**Section V. Pays Eligibles**

Cette Section contient les renseignements concernant les critères d’éligibilité.

**PARTIE 2 – SPECIFICATIONS DES TRAVAUX ET SERVICES**

**Section VI. Spécifications des Travaux et Services**

Cette Section contient les spécifications, les Plans, et les informations supplémentaires qui décrivent les Services et les Travaux à fournir. Les Spécifications doivent être préparées de façon spécifique pour chaque marché. Pour faciliter ce travail, la Banque a fourni un volume séparé avec un ***Modèle de Spécifications pour les MROR***. Les Spécifications pour les Travaux et Services doivent également comprendre les exigences environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS) que l’Entrepreneur doit satisfaire en concevant et en exécutant les Travaux et Services.

**PARTIE 3 – MARCHE**

**Section VII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de cette Section ne doit pas être modifiée**.

**Section VIII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette Section se compose de la **Partie A, Données du Marché**, qui contient les données, et de la **Partie B, Dispositions Spécifiques**, qui contient les clauses spécifiques de chaque marché. Les contenus de cette Section modifient ou complètent le CCAG et seront préparés par le Maître de l’Ouvrage.

**Section IX. Formulaires de Marché**

Cette Section contient les formulaires qui, une fois remplis, feront partie du Marché. Les formulaires de **garantie de bonne exécution, de garantie de performance** environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) lorsqu’elle est exigée, **et de garantie de remboursement d’avance,** le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l’attribution du Marché.

**Section X: Formulaires de Marché**

Cette Section contient les formulaires qui, une fois remplis, feront partie du Marché. Les formulaires de **garantie de bonne exécution, de garantie de performance** environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) lorsqu’elle est exigée, **et de garantie de remboursement d’avance,** le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l’attribution du Marché.

**Annexe: Modèle de Spécifications pour le MROR**

Cette Annexe fournit un modèle de spécifications reflétant les principes de base d’un Marché Routier à Obligations de Résultats, garantissant qu’elles correspondent aux définitions et dispositions contenus dans le Dossier d’Appel d’Offres. Il n’existe pas de spécifications types d’application universelle dans tout pays. La Banque suggère l’utilisation du modèle de texte, qui cependant nécessite des adaptations reflétant les conditions spécifiques des réseaux routiers faisant l’objet de ces marchés.

**Pièces Jointes: Invitation à soumissionner**

Des formulaires pour “Invitation à Somissionner” sont fournis ci-après pour information :

A1. Formulaire d’Invitation (lorsque qu’une pré-qualification a eu lieu)

A2. Avis Spçifique d’appel d’Offres (lorsque qu’une pré-qualification n’a pas eu lieu)

**A1 - Modèle d’Avis d’Appel d’Offres**

(Cas sans pré qualification)

**Notes relatives à l’Avis d’Appel d’Offres**

L’avis d’appel d’offres (AAO) doit être diffusé comme suit :

(a) publication dans au moins un journal de diffusion nationale du pays du Maître de l’Ouvrage ou dans le Journal Officiel, ou sur un portail électronique ou un site internet d’usage courant et d’accès national et international libre et gratuit ; et

(b) publication dans UN Development Business-on line.

L’avis d’appel d’offres fournit les renseignements nécessaires aux soumissionnaires pour décider de leur participation. En plus d’une description brève des travaux, L’avis d’appel d’offres indique les critères d’évaluation et de qualification les plus critiques (comme l’application ou non de la marge de préférence nationale, ou encore l’expérience spécifique minimale requise)

L’avis d’appel d’offres ne fait pas partie du Dossier d’Appel d’Offres, mais doit être conforme aux dispositions de la Section II, DPAO.

Avis d’Appel d’Offres

*[Insérer : nom du pays]*

*[insérer : nom du Projet]*

*[Insérer une brève description des Travaux et Services]*

*[insérer : Numéro et Titre de l’AAO]*

1. Le *[insérer le nom de l’Emprunteur]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un *[prêt/crédit]* de *[la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement/ l’Association Internationale pour le Développement]* pour financer *[insérer le nom du Projet],* et à l’intention d’utiliser une partie de ce *[prêt/crédit]* pour effectuer des paiements au titre du Marché *[insérer le nom / numéro du Marché][[1]](#footnote-1) [[2]](#footnote-2).*
2. Le *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]* sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour exécuter les Travaux de *[insérer une brève description des Travaux[[3]](#footnote-3)]*. La durée de réalisation est de *[insérer le nombre de jours/moi/années ou des dates].*
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d’Offres (AO) telle que définie dans le « *Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement [insérer le titre exact et la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement] de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »),* et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés..
4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage; insérer les noms et courriel du responsable]* et prendre connaissance des documents d’Appel d’offres à l’adresse numéro *[insérer le numéro]* mentionnée ci-dessous *[spécifier l’adresse]* de *[insérer les heures d’ouverture et de fermeture][[4]](#footnote-4)*.
5. Le Dossier d’Appel d’offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[5]](#footnote-5) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[6]](#footnote-6).* Le dossier d’appel d’offres sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[7]](#footnote-7)].*
6. Les offres devront être remises à l’adresse ci-dessous[[8]](#footnote-8) au plus tard le *[insérer la date et l‘heure]*. La soumission des offres par voie électronique *[insérer « sera » ou « ne sera pas »]* autorisée. Toute offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres arrêté conformément aux informations données ci-dessus dans la présente clause, sera déclarée hors délai, écartée, et renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l’adresse numéro *[insérer le numéro]* 10 mentionnée ci-dessous à *[insérer la date et l’heure].*
7. Les offres doivent être accompagnées d’ *[insérer « une Garantie de l’offre » ou « une Déclaration de garantie de l’offre», selon le cas*], pour un montant de *[en cas de garantie de l’offre, insérer le montant et la monnaie]*
8. L’(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est (sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s) y compris le nom du Maître d’Ouvrage, les coordonnées du bureau (étage, numéro), le nom du responsable, le nom de la rue, le numéro dans la rue, le lieu (code postal),   
   le pays]*

Adresse No 1 :

*Nom de l’Agence d’exécution,*

*Nom et les coordonnées du bureau (étage, numéro),*

*Nom du responsable,*

*Adresse postale*

*Téléphone*

*Télécopie*

*Adresse électronique*

*Site internet :*

Adresse No 2 :

Etc.

**A2 -Modèle d’invitation à soumissionner**

(lorsqu’une pré qualification a été effectué)

*[papier à en-tête du Maître d’ouvrage]*

Date:

A : *[nom et adresse de l’entreprise]*

Référence : [*No du prêt Banque mondiale, ou du crédit de l’IDA, nom du projet]*

Nom du Marché et Identification : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Messieurs, Mesdames,

1. Le [*nom du Maître de l’Ouvrage*] a obtenu[[9]](#footnote-9) un prêt[[10]](#footnote-10)1 de la Banque mondiale[[11]](#footnote-11) pour financer le coût du Projet [*nom du projet*]. Il est prévu qu’une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché [*nom du Marché*][[12]](#footnote-12)[[13]](#footnote-13).

2. Le [*nom du Maître de l’Ouvrage*] invite, par la présente, les soumissionnaires pré-qualifiés à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la réalisation de [*description succincte des travaux*]. Votre entreprise[[14]](#footnote-14) a été pré qualifiée pour le projet cité en référence, et vous êtes donc admis à soumissionner (pour les lots suivants([[15]](#footnote-15))).

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d’Offres (AO) telle que définie dans le « *Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement [insérer le titre exact et la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement] de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »),* et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les soumissionnaires pré-qualifiés peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner le Dossier d’Appel d’Offres dans les bureaux de [*nom du service responsable du Marché*][[16]](#footnote-16) *[adresse postale, adresse de courrier électronique, numéro du télécopieur où le Soumissionnaire peut se renseigner, examiner et obtenir les documents].*

*5.* Le Dossier d’Appel d’offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par un Soumissionnaire pré-qualifié en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[17]](#footnote-17) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[18]](#footnote-18).* Le dossier d’appel d’offres sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[19]](#footnote-19)].*

6. Les offress doivent être remises à *[indiquer l’adresse et l’emplacement exacts]* au plus tard à *[heure]* le *[date]*. Le dépôt des offres par voie électronique *[sera] [ne sera pas]* permis. Toute offre reçue après l’expiration du délai de remise des offres arrêté conformément aux informations données ci-dessus dans la présente clause, sera déclarée hors délai, écartée, et renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le *[date]* à *[heure]* à l’adresse suivante : *[indiquer l’adresse et l’emplacement exacts]* ([[20]](#footnote-20))

7. Les offres doivent être accompagnées d’ [insérer « une Garantie de l’offre » ou « une Déclaration de garantie de l’offre», selon le cas], pour un montant de [en cas de garantie de l’offre, insérer le montant et la monnaie].

8. L’(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s)]*

*Nom de l’Agence d’exécution,*

*Nom et les coordonnées du bureau (étage, numéro),*

*Nom du responsable,*

*Adresse postale*

*Téléphone*

*Télécopie*

*Adresse électronique*

Nous vous prions d’agréer, Messieurs,

*[Signature autorisée]*

*[Nom et titre]*

*[Maître de l’Ouvrage]*

DOSSIER D’APPEL D’OFFRES

Date :

**Pour la**

**Passation de Marché de   
Travaux et Services**

**Marché Routier à Obligation de Résultat**

pour les routes suivantes :

*[insérer l’identification des Routes]*

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**No de l’AO :** *[insérer le numéro de l’AO]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

Pays : *[insérer le nom du Pays du Maître d’Ouvrage]*

Emis le : *[insérer la date de l’appel d’offres]*

Table des matières

[PARTIE 1 – Procédures d’appel d’offres 3](#_Toc489020854)

[Section I. Instructions aux soumissionnaires 4](#_Toc489020855)

[Section II. Données particulières de l’appel d’offres 35](#_Toc489020856)

[Section III. Critères d'Evaluation et de Qualification. 47](#_Toc489020857)

[Section IV. Formulaires de soumission 67](#_Toc489020858)

[Section V. Pays Eligibles 119](#_Toc489020859)

[Section VI. Fraude et Corruption 120](#_Toc489020860)

[PARTIE 2 – Specifications des Travaux et Services 123](#_Toc489020861)

[Section VII. Spécifications des Travaux et Services 124](#_Toc489020862)

[PARTIE 3 – Marché 131](#_Toc489020863)

[Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG) 132](#_Toc489020864)

[Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) 213](#_Toc489020865)

[Section X. Formulaires du Marché 223](#_Toc489020866)

[Annexe 242](#_Toc489020867)

PARTIE 1 – Procédures d’appel d’offres

|  |
| --- |
| Section I. Instructions aux soumissionnaires |

Table des clauses

[A. Généralités 6](#_Toc489020495)

[1. Objet du Marché 6](#_Toc489020496)

[2. Origine des fonds 7](#_Toc489020497)

[3. Fraude et corruption 7](#_Toc489020498)

[4. Candidats admis à concourir 8](#_Toc489020499)

[5. Matériaux, matériels et Services répondant aux critères de provenance 11](#_Toc489020500)

[B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres 11](#_Toc489020501)

[6. Sections du Dossier d’Appel d’Offres 11](#_Toc489020502)

[7. Eclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres, Visite du Site, Réunion préparatoire à l’établissement des Offres 12](#_Toc489020503)

[8. Modifications apportées au Dossierd’Appel d’Offres 13](#_Toc489020504)

[C. Préparation des Offres 14](#_Toc489020505)

[9. Frais afférents à la soumission 14](#_Toc489020506)

[10. Langue de l’offre 14](#_Toc489020507)

[11. Documents constitutifs de l’offre 14](#_Toc489020508)

[12. Lettre de soumission, bordereau des prix et détail quantitatif et estimatif 15](#_Toc489020509)

[13. Offres variantes 15](#_Toc489020510)

[14. Prix de l’Offre et Rabais 16](#_Toc489020511)

[15. Monnaies de l’Offre 17](#_Toc489020512)

[16. Documents constituant la proposition technique 17](#_Toc489020513)

[17. Documents attestant de l’éligibilité et des qualifications du soumissionnaire 17](#_Toc489020514)

[18. Période de validité des offres 17](#_Toc489020515)

[19. Garantie d’offree 18](#_Toc489020516)

[20. Format et signature de l’offre 20](#_Toc489020517)

[D. Remise des offres et Ouverture des Plis 21](#_Toc489020518)

[21. Cachetage et Marquage des Offres 21](#_Toc489020519)

[22. Date et heure limite de remise des offres 22](#_Toc489020520)

[23. Offres hors délai 22](#_Toc489020521)

[24. Retrait, substitution et modification des offres 22](#_Toc489020522)

[25. Ouverture des plis 23](#_Toc489020523)

[E. Evaluation et Comparaison des Offres 24](#_Toc489020524)

[26. Confidentialité 24](#_Toc489020525)

[27. Éclaircissements concernant les offres 24](#_Toc489020526)

[28. Divergences, réserves ou omissions 25](#_Toc489020527)

[29. Conformité des offres 25](#_Toc489020528)

[30. Non-conformité, erreurs et omissions 26](#_Toc489020529)

[31. Correction des erreurs arithmétiques 26](#_Toc489020530)

[32. Conversion en une seule monnaie 27](#_Toc489020531)

[33. Marge de préférence 27](#_Toc489020532)

[34. Évaluation des offres 27](#_Toc489020533)

[35. Comparaison des offres 28](#_Toc489020534)

[36. Offres anormalement basse 29](#_Toc489020535)

[37. Offre déséquilibrée 29](#_Toc489020536)

[38. Qualification du Soumissionnaire 29](#_Toc489020537)

[39. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres   
et de rejeter une ou toutes les offres 30](#_Toc489020538)

[40. Période d’attente 30](#_Toc489020539)

[41. Notification de l’intention d’attribution 31](#_Toc489020540)

[F. Attribution du Marché 31](#_Toc489020541)

[42. Critères d’attribution 31](#_Toc489020542)

[43. Notification de l’attribution du Marché 31](#_Toc489020543)

[44. Débriefing par le Maître de l’Ouvrage 32](#_Toc489020544)

[45. Signature du Marché 33](#_Toc489020545)

[46. Garantie de bonne exécution 33](#_Toc489020546)

[47. Réclamation sur la Passation des Marchés 34](#_Toc489020547)

|  |  |
| --- | --- |
| **Section I. Instructions aux soumissionnaires** | |
|  | A. Généralités |
| Objet du Marché | 1.1 Faisant suite à l’Avis d’Appel d’Offres indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), le Maître d’Ouvrage, tel qu’il est indiqué dans les DPAO, publie le présent Dossier d’appel d’offres en vue de la réalisation des Travaux et Services dont la liste figure ci-après en vue de l’attribution d’un ***marché routier à obligations de résultats (MROR)***. Les Travaux et Services objet du MROR concerneront les Routes **indiquées aux** **DPAO** et consisteront en :   1. des Services d’entretien ou « Services » comprenant toutes les interventions à réaliser sur les Routes par l’Entrepreneur, nécessaires pour atteindre et maintenir les normes de performance routière définies par les Niveaux de Services mentionnés dans les Spécifications de la Section VII –Spécifications des Travaux et Services du Dossier d’Appel d’Offres et toutes les activités de gestion et de suivi/évaluation du réseau faisant l’objet du marché ; 2. des Travaux de réhabilitation, **lorsque prévus dans les DPAO**, des sections de Route(s) **indiquées dans les DPAO**, consistant de types de travaux spécifiques décrits dans les Spécifications ; 3. des Travaux d’amélioration, **lorsque prévus dans les DPAO**, comprenant des interventions spécifiques décrites dans les Spécifications, destinées à conférer à ces Routes de caractéristiques nouvelles pour répondre au trafic existant ou prévu, à des considérations de sécurité, ou autres ; et/ou 4. des Travaux consitant en activités nécessaires afin de remettre les Routes en état et reconstruire leur structure et emprises lorsque des dommages surviennent à la suite de phénomènes naturels imprévisibles, aux conséquences exceptionnelles, tels que intempéries à caractère exceptionnel, incondations ou séismes. |
|  | 1.2 Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres :   1. Le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les DPAO, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par le Maître de l’Ouvrage) avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et 3. Le terme « jour » désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel de l’Emprunteur, à l’exclusion des jours fériés officiels de l’Emprunteur. |
| Origine des fonds | 2.1 L’Emprunteur ou le bénéficiaire (ci-après dénommé « l’Emprunteur »), dont le nom **figure dans les DPAO,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement ou de l’Association internationale de Développement (ci-après dénommée la « Banque »), d’un montant spécifié dans les DPAO en vue de financer le projet **décrit dans les DPAO**. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d’offres est lancé. |
|  | 2.2 La Banque n’effectuera les paiements qu’à la demande de l’Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre l’Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l’Accord de financement »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de financement. L’Accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque, à la connaissance de la Banque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.Aucune partie autre que l’Emprunteur ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. |
| Fraude et corruption | 3.1 La Banque exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption et des règlements et procédures de sanctions applicables, telles qu’établies par le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, comme indiqué dans la Section VI. |
|  | 3.2 Aux fins d’application de ces dispositions, les Soumissionnaires devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non), leurs sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et leur personnel, permettent à la Banque d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à toute procédure de sélection initiale, de pré-qualification, de remise des offres, remise de proposition,, et d’exécution des marchés (en cas d’attribution), et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
| Candidats admis à concourir | 4.1 Les Soumissionnaires peuvent être constitués d’entreprises privées ou publiques (sous réserve des dispositions de l’article 4.6 des IS) ou de tout groupement les comprenant au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la totalité du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l’appel d’offre, et en cas d’attribution du Marché à ce groupement, durant l’exécution du Marché. A moins que les **DPAO** n’en disposent autrement, le nombre des participants au groupement n’est pas limité. |
|  | 4.2 Les Soumissionnaires ne peuvent être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel d’offres les Soumissionnaires dans les situations suivantes:   * + 1. Les Soumissionnaires placés sous le contrôle de la même entreprise ;     2. Les Soumissionnaires qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ;     3. Les Soumissionnaires qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel d’offre ;     4. Les Soumissionnaires qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs offres ou de les influencer ;     5. Les Soumissionnaires ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les travaux qui font l’objet du présent Appel d’offres; ou     6. Le Soumissionnaire qui, lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l’être par l’Emprunteur ou le Maître de l’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle des Travaux ou Services dans le cadre du Marché.     7. Le Soumissionnaire qui fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultant qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné dans l’article 2.1 des IS, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun.     8. Les Soumissionnaires qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel de l’Emprunteur (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du Prêt): i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d’appel d’offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l’exécution du marché . |
|  | 4.3 Une entreprise soumissionnaire (à titre individuel ou en tant que partenaire d’un Groupement) ne doit pas participer dans plus d’une Offre (à l’exception de variantes éventuellement permises), y compris en tant que sous-traitant. La participation d’un Soumissionnaire à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Une entreprise qui n’est ni un Soumissionnaire, ni un partenaire de Groupement, peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres. |
|  | * 1. Sous réserve des dispositions de l’article 4.8 des IS, un Soumissionnaire, ainsi que les entités qui le constituent, doit avoir la nationalité d’un des pays éligibles tels que définis dans la Section V. du présent document-Pays éligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris pour les Services y afférant.   2. Un soumissionnaire ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la Banque, en vertu des Directives de la Banque en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption, et en conformité avec les politiques et sanctions applicables telles que prévues dans le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, - comme décrites dans la Section VI, paragraphe 2.2 d - sera inéligible pour être pré-qualifié, présélectionné, soumettre une offre ou une proposition, ou à se voir attribuer un contrat financé par la Banque, ou recevoir un bénéfice quelconque (qu’il soit d’ordre financier ou autre) d’un tel contrat, pour la période que la Banque aura déterminée. La liste des entreprises et individus déclarés inéligibles est disponible à l’adresse électronique mentionnée aux DPAO.   3. Les établissements publics du pays du Maître de l’Ouvrage sont admis à participer à la condition qu‘ils puissent établir à la satisfaction de la Banque (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu’ils ne se trouvent pas sous la supervision ou la tutelle du Maître de l’Ouvrage. |
|  | * 1. Le Soumissionnaire ne devra pas faire l’objet d’une exclusion temporaire par le Maître de l’Ouvrage au titre d’une Déclaration de garantie d’offre ou de proposition.   2. Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour les Travaux objet du présent Appel d’offres ; ou (b) si, en application d’une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. Si Les Travaux doivent être exécutés dans plusieurs pays (et plusieurs pays constituent l’Emprunteur ou sont impliqués dans la procédure d’appel d’offres), l’exclusion d’une firme ou d’un individu en application de l’article 4.8 (a) ci-dessus par l’un des pays concernés pourra s’appliquer à la présente procédure avec l’accord de la Banque et des Emprunteurs concernés.   3. Le présent appel d’offres est ouvert aux seuls candidats pré-qualifiés, à moins que les DPAO n’en disposent autrement.   4. Le Soumissionnaire doit fournir tout document que le Maître de l’Ouvrage peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction du Maître de l’Ouvrage qu’il continue d’être admis à concourir.   5. Une entreprise tombant sous le coup d’une sanction par l’Emprunteur l’excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l’Emprunteur, la Banque ne détermine que l’exclusion : (a) est en relation avec la fraude et la corruption, et (b) a été prononcée dans le cadre d’une procédure judiciaire ou administrative équitable à l’égard de l’entreprise. |
| Matériaux, matériels et Services répondant aux critères de provenance | 5.1 Sous réserve des dispositions figurant à la Section V, Pays éligibles, tous les matériaux, matériels, équipements et services faisant l’objet du présent marché et financés par la Banque peuvent provenir de tout pays et les dépenses pour les besoins du Marché seront limitées à de tels matériaux, matériels, équipements et services. Les soumissionnaires peuvent se voir demander par le Maître de l’Ouvrage de justifier la provenance de ces matériaux, matériels, équipements et services. |
|  | 5.2 Aux fins la clause 5.1, le terme « provenir » qualifie le pays où  les matériaux, matériels sont extraits, cultivés, produits, fabriqués ou transformés, et à partir duquel les services sont fournis. Matériaux et matériels sont produits lorsqu’un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, aboutit à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants. |
|  | B. Contenu du Dossier d’Appel d’Offres |
| Sections du Dossier d’Appel d’Offres | 6.1 Le Dossier d’Appel d’Offres comprend toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l’article 8 des IS.  **PARTIE 1 Procédures d’Appel d’Offres**   * Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS) * Section II. Données particulières de l’Appel d’Offres (DPAO) * Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification * Section IV. Formulaires de Soumission * Section V. Pays éligibles   **PARTIE 2 Spécifications des Travaux et Services**   * Section VI. Spécifications pour les Travaux et Services   **PARTIE 3 Clauses du Marché et Formulaires**   * Section VII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG) * Section VIII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) * Section IX. Formulaires du Marché |
|  | * 6.2 L’Avis d’Appel d’Offres publié par le Maître de l’Ouvrage ne fait pas partie du Dossier d’Appel d’Offres. |
|  | * 6.3 Le Maître de l’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Soumissionnaires de l’intégrité du Dossier d’Appel d’Offres, des réponses aux demandes de clarifications, du compte rendu de la réunion préparatoire précédant le dépôt des Offres (le cas échéant) et des additifs au Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’article 8 des IS, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus par le Maître de l’Ouvrage auront précédence. |
|  | * 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d’appel d’offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’appel d’offres. |
| Eclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres,  Visite du Site, Réunion préparatoire à l’établissement des Offres | * 7.1 Un soumissionnaire souhaitant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d’Appel d’Offres devra contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage **indiquée dans les DPAO** ou soumettra sa demande au cours de la réunion préparatoire prévue, le cas échéant, en application des dispositions de l’article 7.4 des IS. Le Maître de l’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de son origine) à tous les soumissionnaires qui auront obtenu le Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’article 6.3 des IS. Si les DPAO le prévoient, le Maître de l’Ouvrage publiera également sa réponse sur site internet identifié dans les DPAO. Au cas où le Maître de l’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’Appel d’Offres pour donner suite aux éclaircissements demandés, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS. |
|  | * 7.2 Il est recommandé au Soumissionnaire de visiter et d’inspecter le Site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l’offre et la signature d’un marché pour l’exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du Site sont à la seule charge du Soumissionnaire. |
|  | 7.3 Le Maître d’Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître de l’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite de Site. |
|  | 7.4 Lorsque les **DPAO le prévoient,** le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire sur le Site des Travaux. L’objet de la réunion est d’éclaircir tout point et de répondre à toutes questions qui pourraient être soulevées à ce stade. |
|  | 7.5 Il est demandé au Soumissionnaire de soumettre, dans la mesure du possible, de soumettre ses questions par écrit, de façon qu’elles parviennent au Maître de l’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire. |
|  | 7.6 Le compte-rendu de la réunion, le cas échéant, incluant le texte des questions posées par les Soumissionnaires (sans en identifier la source) et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’Appel d’Offres en conformité avec les dispositions de l’article 6.3 des IS. Si cela est indiqué dans les DPAO, le Maître de l’Ouvrage publiera le compte-rendu de la réunion sur le site internet identifié dans les DPAO. Toute modification des documents d’appel d’offres qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître de l’Ouvrage par la publication d’un additif conformément aux dispositions de l’article 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.  7.7 Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres ne constituera pas un motif de rejet de son offre. |
| Modifications apportées au Dossierd’Appel d’Offres | 8.1 Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’appel d’offres en publiant un additif.  8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres du Maître d’Ouvrage en conformité avec les dispositions de l’article 6.3 des IS.  8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’additif lors de la préparation de leur offre, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter  la date limite de remise des offres conformément à l’article 22.2 des IS. |
|  | C. Préparation des Offres |
| Frais afférents à la soumission | 9.1 Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître  d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| Langue de l’offre | 10.1 L’offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue **indiquée dans les DPAO**. Les documents complémentaires et les publications fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction des passages pertinents à l’offre dans la langue **indiquée dans les DPAO**, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi. |
| Documents constitutifs  de l’offre | 11.1 L’Offre comprendra les éléments suivants :   1. La Lettre de Soumission préparée conformément aux dispositions de l’Article 12 des IS 2. Les autres formulaires inclus dans la Section IV-Formulaires de Soumission dûment remplis, y compris les bordereaux des prix et détail quantitatif estimatifs Détail quantitatif et estimatifremplis conformément aux dispositions des articles 12 et 14 des IS ; 3. la Garantie d’offre ou la déclaration de garantie de l’offre établie conformément aux dispositions de l’article 19  des IS ; 4. des variantes, si autoriséees conformément aux dispositions de l’article 13 des IS ; 5. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de  l’offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 20.2 des IS ; 6. les documents fournis conformément aux dispositions de l’article 17 des IS, attestant que le Soumissionnaire est qualifié ou continue à présenter les qualifications requises pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; 7. la Proposition technique soumise conformément à l’article 16 des IS ; et 8. tout autre document requis dans les DPAO.   11.2 En sus des documents requis à l’article 11.1 des IS, l’offre présentée par un groupement d’entreprise devra inclure soit une copie de l’accord de groupement liant tous les membres du groupement, ou une lettre d’intention de constituer le groupement en cas d’attribution du marché, signée par tous les membres et accompagnée du projet d’accord de groupement. |
| Lettre de soumission, bordereau des prix et détail quantitatif et estimatif | 12.1 Le Soumissionnaire établira son offre en remplissant la Lettre de Soumission inclue dans la Section IV-Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques devront être remplies et inclure les renseignements demandés. |
| Offres variantes | 13.1 Sauf disposition contraire dans les DPAO, les offres variantes ne seront pas prises en compte. |
|  | 13.2 Quand des variantes de délais pour atteindre les Niveaux de Service requis ou pour réaliser les Travaux de réhabilitation ou d’amélioration sont explicitement permis, **les DPAO préciseront ces délais**, et indiqueront la méthode retenue pour l’évaluation du délai d’achèvement proposé par le Soumissionnaire. |
|  | 13.3 Excepté dans le cas mentionné à l’article 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques de moindre coût doivent d’abord chiffrer la solution de base du Maître d’Ouvrage telle que décrite dans le Dossier d’Appel d’offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d’Ouvrage a besoin pour procéder à l’évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Seules les variantes techniques du Soumissionnaire ayant offert l’offre conforme à la solution de base évaluée la moins-disante pourront être prises en considération par le Maître de l’Ouvrage. |
|  | 13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés, **dans les DPAO**, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des Travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration, et de telles parties **sont identifiées dans les DPAO**, ainsi que la méthode de leur évaluation, et décrites dans la Section VII, Spécifications. |
| Prix de l’Offre et Rabais | 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire dans sa Lettre  de soumission, le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif seront conformes aux stipulations ci-après. |
|  | 14.2 Le Soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du Bordereau de prix unitaires et du Détail quantitatif et estimatif. Les postes pour lesquels le Soumissionnaire n’a pas indiqué de prix unitaires ne feront l’objet d’aucun paiement par le Maître d’Ouvrage après exécution et seront réputés être inclus dans les autres prix du Bordereau des Prix unitaires et du Détail quantitatif et estimatif. Tout poste ne figurant pas au Détail quantitatif et estimatif chiffré sera considéré comme exclu de l’Offre et, dans la mesure où l’Offre est conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’Appel d’offres, sera évalué aux fins de comparaison des Offres, en utilisant la moyenne des valeurs fournies par ceux des Soumissionnaires dont l’ Offre est conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’Appel d’offres. |
|  | 14.3 Le montant devant figurer à la Soumission, conformément aux dispositions de l’article 12.1 des IS, sera le montant total de l’Offre, à l’exclusion de tout rabais éventuel. |
|  | 14.4 Le Soumissionnaire indiquera les rabais et la méthode d’application desdits rabais dans la Lettre de Soumission conformément aux dispositions de l’article 12.1 des IS. |
|  | 14.5 **À moins qu’il n’en soit stipulé autrement dans les DPAO** et le CCAP, les prix indiqués par le Soumissionnaire seront révisés durant l’exécution du Marché, conformément aux dispositions du Marché. Le Soumissionnaire devra fournir les indices et paramètres retenus pour les formules de révision de prix en annexe à la soumission et présenter avec son offre tous les renseignements complémentaires requis. Le Maître d’Ouvrage peut exiger du Soumissionnaire de justifier les paramètres qu’il propose. |
|  | 14.6 Si l’article 1.1 indique que l’appel d’offres est lancé pour plusieurs lots pouvant faire l’objet de marchés séparés, les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plusieurs lots spécifieront les rabais applicables à chaque groupe de lots ou à chaque lot. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l’article 14.4, à la condition toutefois que les offres pour l’ensemble des lots soient soumises et ouvertes en même temps. |
|  | 14.7 Tous les droits, impôts et taxes payables par l’Entrepreneur au titre du Marché, ou à tout autre titre, 28 jours avant la date limite de dépôt des offres, seront réputés inclus dans les prix et dans le montant total de l’offre présentée par le Soumissionnaire. |
| Monnaies de l’Offre | 15.1 Les monnaies de l’Offre et les monnaies de règlement **seront identiques et seront conformes aux dispositions des DPAO***.*  15.2 Le Maître d’Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de justifier leurs besoins en monnaies nationale et étrangères et d’établir que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux,  et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables et conformes aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le Soumissionnaire. |
| Documents constituant la proposition technique | 16.1 Le Soumissionnaire devra fournir une Proposition technique incluant un programme des travaux et les méthodes d’exécution prévues, la liste du matériel, du personnel, le calendrier d’exécution et tout autre renseignement demandé à la Section IV-Formulaires de Soumission. La Proposition technique devra inclure tous les éléments permettant d’établir que l’offre du Soumissionnaire est conforme aux exigences de la Section VII, Spécifications. |
| Documents attestant de l’éligibilité  et des qualifications du soumissionnaire | 17.1 Afin d’établir son éligibilité en conformité avec l’Article 4 des IS, le Soumissionnaire remplira la Lettre de Soumission inclue à la Section IV- Formulaires de Soumission.  17.2 Conformément aux dispositions de la Section III-Critères d’évaluation et de qualification, afin d’établir qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché, le Soumissionnaire fournira les informations requises en utilisant les formulaires figurant à la Section IV- Formulaires de Soumission. |
|  | 17.3 Lorsque l’article 33 des IS prévoit l’application de la préférence  en faveur des entreprises du pays de l’Emprunteur, les Soumissionnaires prétendant au bénéfice de cette préférence, que ce soit individuellement ou en groupement, devront fournir tous les renseignements requis pour satisfaire aux critères d’éligibilité à la préférence nationale, tels qu’indiqués à l’article 33 des IS. |
| Période de validité des offres | 18.1 Les offres demeureront valables pendant la période **spécifiée dans les DPAO** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée par le Maître d’Ouvrage conformément à l’article 22.1 des IS. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et sera rejetée par le Maître d’Ouvrage. |
|  | 18.2 Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des offres, le Maître d’Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur Offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. Lorsqu’ une Garantie d’offres ou une Déclaration de garantie de l’’offre est exigée en application de l’article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l’article 18.3 des IS. |
|  | 18.3 Si l’attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de l’Offre, le prix du Marché sera actualisé comme suit :  a) dans le cas d’un marché à prix ferme, le Montant du Marché sera égal au Montant de l’Offre actualisé par le facteur figurant aux **DPAO**; ou  b) dans le cas d’un marché à prix révisable, le Montant du Marché sera le Montant de l’Offre ;et  c) dans tous les cas, les offres seront évaluées sur la base du Montant de l’Offre sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. |
| Garantie d’offree | 19.1 **Si cela est requis dans les DPAO**, le Soumissionnaire fournira l’original d’une garantie d’offre ou d’une déclaration de garantie d’offre, qui fera partie intégrante de son Offre. Lorsqu’une garantie d’offre est exigée, le montant et la monnaie dans laquelle elle doit être libellée seront **indiqués dans les DPAO**. |
|  | 19.2 Lorsqu’elle est requise par le présent article, la Garantie d’offre sera une garantie à première demande et se présentera sous l’une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :   1. une garantie de soumission émise par une banque ou une institution financière autre qu’une banque (telle une compagnie d’assurances ou un organisme de caution) ; 2. un crédit documentaire irrévocable ; ou 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les DPAO,   en provenance d’une source reconnue, établie dans un pays satisfaisant aux critères d’origine figurant à la Section V. Pays Eligibles. Si une garantie inconditionnelle est émise par une institution financière autre q’une banque, située en dehors du pays du Maître de l’Ouvrage, l’institution financière émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître de l’Ouvrage afin d’en permettre l’exécution, le cas échéant, à moins que le Maître de l’Ouvrage n’ait donné son accord par écrit, avant le dépôt de l’Offre, pour qu’une institution financière correspondante dans le pays du Maître de l’Ouvrage ne soit pas requise. Dans le cas d’une garantie bancaire, la garantie d’offre sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Soumission, ou dans une autre forme similaire pour l’essentiel et approuvée par le Maître de l’Ouvrage avant le dépôt de l’Offre. La Garantie d’offre devra demeurer valide pour une période excédant et vingt-huit jours (28) la durée initiale de validité de l’Offre et, le cas échéant, être prorogée selon les dispositions de l’article 18.2 des IS. |
|  | 19.3 Si une garantie d’offre est requise en application de l’article 19.1 des IS, toute offre non accompagnée d’une garantie d’offre conforme pour l’essentiel sera rejetée par le Maître de l’Ouvrage comme étant non conforme. |
|  | 19.4 Si une garantie d’offre est requise en application de l’article 19.1 des IS, les Garanties de soumission des Soumissionnaires non retenus leur seront restituées dans les meilleurs délais après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) prescrites à l’article 41 des IS.  19.5 Si une garantie d’offre est requise en application de l’article 19.1 des IS, les Garanties de soumission des Soumissionnaires non retenus leur seront restituées dans les meilleurs délais après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution, et si cela est stipulé dans les **DPAO**, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) prescrites à l’article 47 des IS. |
|  | 19.6 La garantie d’offre du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, contre remise de la Garantie de bonne exécution et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) requises. |
|  | 19.7 La garantie d’offre peut être saisie ou la déclaration de garantie d’offre mise en œuvre :   1. si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans sa Soumission, le cas échéant prorogé par le Soumissionnaire ; ou 2. s’agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 40 des IS ; ou 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) en application de l’article 41 des IS. |
|  | 19.8 La garantie d’offre, ou la déclaration de garantie d’offre d’un groupement d’entreprises sera libellée au nom du groupement qui a soumis l’Offre. Si un groupement n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de l’Offre, la garantie d’offre ou la Déclaration de garantie d’offre de ce groupement sera libellée au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé du projet d’accord de groupement mentionné aux articles 4.1 et 11.2 des IS.  19.9 Lorsqu’en application de l’article 19.1 des IS, une déclaration de garantie d’offre a été exigée à la place d’une garantie d’offre et si :  (a) le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité mentionné dans le Formulaire de soumission ; ou bien  (b) le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché conformément à l’article 42 des IS, ou de fournir la Garantie de bonne exécution et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) conformément à l’article 43 des IS,  l’Emprunteur pourra disqualifier le Soumissionnaire de toute attribution de marché par le Maître de l’Ouvrage pour la période de temps **stipulée dans les DPAO**. |
| Format et signature de l’offre | 20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à l’article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Une offre variante, lorsque permise en application de l’article 13 des IS portera clairement la mention « VARIANTE ». Par ailleurs, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies de l’offre **indiqué dans les DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi. |
|  | 20.2 L’original et toutes les copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile et seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation sera établie dans **la forme spécifiée dans les DPAO**, et jointe à la Soumission. Le nom et le titre de chaque signataire devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’Offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’Offre. |
|  | 20.3 Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire. |
|  | D. Remise des offres et Ouverture des Plis |
| Cachetage et Marquage des Offres | * 1. Le Soumissionnaire devra placer son offre dans une enveloppe unique (procédure à une seule enveloppe), et cachetée. Dans l’unique enveloppe, le Soumissionnaire placera les enveloppes distinctes et cachetées ci-après :   (a) une enveloppe portant la mention « ORIGINAL », contenant tous les documents constitutifs de l’Offre, tels que décrits à l’Article 11 des IS, et  (b) une enveloppe portant la mention « COPIES », contenant toutes les copies de l’Offre demandées ; et  (c) si des offres variantes sont autorisées en application de l’Article 13 des IS, le cas échéant :  i. une enveloppe portant la mention « ORIGINAL -VARIANTE », contenant l’Offre variante ; et  ii. les copies demandées de l’Offre variante dans l’enveloppe portant la mention « COPIES - VARIANTE ». |
|  | 21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :   1. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ; 2. être adressées au Maître de l’Ouvrage conformément à l’article 22.1 des IS ; 3. comporter l’identification de l’appel d’offres indiquée à l’article 1.1 des IS ; et 4. comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis. |
|  | 21.3 Si toutes les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme requis, le Maître de l’Ouvrage n’assumera aucune responsabilité si l’offre est égarée ou ouverte prématurément. |
| Date et heure limite de remise des offres | 22.1 Les offres doivent être reçues par le Maître de l’Ouvrage à l’adresse et au plus tard à la date et à l’heure **indiquées dans les DPAO. Lorsque les DPAO le prévoient,** les Soumissionnaires devront avoir la possibilité de soumettre leur offre par voie électronique. Dans un tel cas, les Soumissionnaires devront suivre la procédure **prévue aux DPAO**. |
|  | 22.2 Le Maître de l’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’article 8 des IS, auquel cas tous les droits et obligations du Maître de l’Ouvrage et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite précédente, seront par la suite régis par la nouvelle date limite. |
| Offres hors délai | 23.1 Le Maître d’Ouvrage n’acceptera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’article 22 des IS. Toute offre reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. |
| Retrait, substitution et modification des offres | * 1. Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une habilitation en application de l’article 20.2 des IS. La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :  1. préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « Retrait », « Offre de Remplacement » ou « Modification » ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de remise des offres conformément à l’article 22 des IS. |
|  | 24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes. |
|  | 24.3 Une offre ne peut pas être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sa Soumission, ou la date d’expiration de la période de prorogation de la validité. |
| Ouverture des plis | 25.1 Sous réserve des dispositions figurant aux articles 23 et 24.2 des IS, à la date, heure et à l’adresse **indiquées dans les DPAO** le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture en public de toutes les offres reçues avant la date et l’heure limites (quel que soit le nombre d’offres reçues) en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute autre personne qui souhaite être présente. Les procédures spécifiques à l’ouverture d’offres électroniques si de telles offres sont prévues à l’article 22.1 des IS seront **détaillées dans les DPAO**. |
|  | 25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d’une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui elle-même sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d’offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Puis, les enveloppes marquées « Modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. La modification d’une offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. |
|  | 25.3 Toutes les enveloppes restantes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, le montant de l’offre par lot le cas échéant, y compris les rabais et leurs modalités d’imputation, les variantes le cas échéant, l’existence d’une garantie d’offre si elle est exigée ou d’une déclaration de garantie de l’offre, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l’offre annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront soumis à évaluation. La Lettre de Soumission et le Bordereau des prix unitaires et du Détail quantitatif seront paraphées par les représentants du Maître de l’Ouvrage présents à la cérémonie d’ouverture des plis **de la manière précisée dans les DPAO**. Le Maître de l’Ouvrage ne doit ni se prononcer sur les mérites des offres ni rejeter aucune des offres (à l’exception des offres reçues hors délais et en conformité avec l’article 23.1 des IS). |
|  | 25.4 Le Maître d’Ouvrage établira le procès-verbal de la séance d’ouverture des plis, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et, s’il y a retrait, remplacement de l’offre ou modification, le Montant de l’Offre, et de chaque lot le cas échéant, y compris les rabais, toute variante proposée, et l’existence ou l’absence d’une garantie d’offre lorsqu’une telle garantie est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer le procès- verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature d’un Soumissionnaire ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du Procès-verbal. Un exemplaire du Procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires. |
|  | E. Evaluation et Comparaison des Offres |
| Confidentialité | 26.1 Aucune information relative à l’évaluation des offres et à la recommandation d’attribution du Marché ne sera fournie aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que la Notification de l’intention d’attribution du Marché n’aura pas été transmise à tous les Soumissionnaires conformément à l’article 41 des IS. |
|  | 26.2 Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer le Maître de l’Ouvrage lors de l’évaluation des offres ou lors d la décision d’attribution peut entrainer le rejet de son offre. |
|  | 26.3 Nonobstant les dispositions de l’article 26.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, un soumissionnaire qui souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre devra le faire uniquement par écrit. |
| Éclaircissements concernant les offres | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, et la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l’offre (y compris un changement dans le Montant de son Offre fait à l’initiative du Soumissionnaire) ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des offres en application de l’article 31 des IS.   2. L’offre d’un soumissionnaire qui ne fournit pas les éclaircissements sur son Offre avant la date et l’heure spécifiée par le Maître de l’Ouvrage dans sa demande d’éclaircissement sera susceptible d’être rejetée. |
| Divergences, réserves ou omissions | 28.1 Aux fins de l’évaluation des offres, les définitions suivantes seront d’usage :   1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations  du Dossier d’Appel d’Offres ; 2. Une « réserve » est la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation d’une disposition requise  par le Dossier d’Appel d’Offres ; et 3. Une « omission » est l’absence totale ou partielle des renseignements et documents exigés par le Dossier  d’Appel d’Offres. |
| Conformité des offres | 29.1 Le Maître d’Ouvrage établira la conformité de l’offre sur la base de son seul contenu, tel que défini à l’article 11 des IS. |
|  | 29.2 Une offre conforme pour l’essentiel est une offre conforme aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres, sans divergence, réserve ou omissions importantes. Les divergences, réserves ou omission importantes sont celles qui :   1. si elles étaient acceptées, 2. limiteraient de manière importante la portée, la qualité ou les performances des travaux et services spécifiés dans le Marché ; ou 3. limiteraient, d’une manière importante et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou 4. si elles étaient rectifiées, seraient préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes  pour l’essentiel. |
|  | 29.3 Le Maître d’ouvrage examinera les aspects techniques de l’offre en application de l’article 16 des IS, notamment pour s’assurer que toutes les exigences de la Section VI (Spécifications pour les Travaux et Services) ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission importante. |
|  | 29.4 Le Maître d’Ouvrage écartera toute offre qui n’est pas  conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et le Soumissionnaire ne pourra pas, par la suite, la rendre conforme en apportant des corrections à une divergence, réserve ou omission importante constatée. |
| Non-conformité, erreurs et omissions | 30.1 Lorsqu’une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence importante par rapport aux conditions de l’appel d’offres. |
|  | 30.2 Lorsqu’une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaires pour remédier à la non-conformité mineure constatée dans l’Offre en comparaison avec la documentation requise par le Dossier d’Appel d’Offres. Une telle demande ne peut, en aucun cas, porter sur un élément reflété dans le Montant de l’Offre. Le Soumissionnaire qui ne donnerait pas suite à cette demande peut voir son offre écartée. |
|  | 30.3 Lorsqu’une offre est conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres, le Maître d’Ouvrage rectifiera les non-conformités ou omissions mineures qui affectent le Montant de l’offre. À cet effet, le Montant de l’offre sera ajusté, uniquement aux fins de l’évaluation, pour tenir compte de l’élément manquant ou non conforme de la manière indiquée dans les DPAO. |
| Correction  des erreurs arithmétiques | 31.1 Lorsqu’une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage en rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :   1. S’il existe une contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité correspondante, le prix unitaire fera foi et le prix total sera rectifié, à moins que, de l’avis du Maître d’Ouvrage, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera rectifié ; 2. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n’est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera rectifié ; et 3. S’il existe une contradiction entre le montant indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant ne entaché d’une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus. |
|  | 31.2 Il sera demandé au Soumissionnaire d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Soumissionnaire n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article 31.1, son offre sera écartée. |
| Conversion  en une seule monnaie | 32.1 Aux fins d’évaluation et de comparaison des offres, le Maître de l’Ouvrage convertira tous les prix des offres exprimés en diverses monnaies dans la monnaie **spécifiée dans les DPAO**. |
| Marge de préférence | 33.1 **Sauf stipulation contraire dans les DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée. |
| Évaluation  des offres | 1. Pour évaluer les offres, le Maître de l’Ouvrage n’utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause et dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Le recours à tous autre critères et/ou méthodes ne sera pas permis. Par le moyen de ces critères et méthodes, le Maître de l’Ouvrage déterminera l’Offre la plus avantageuse en conformité avec l’article 39 des IS. |
|  | 1. Pour évaluer une offre, le Maître d’Ouvrage prendra en compte les éléments ci-après : 2. le Montant de l’offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le récapitulatif du Détail quantitatif et estimatif récapitulatif ; 3. les ajustements apportés au prix pour rectifier les erreurs arithmétiques en application de l’article 31.1 des IS : 4. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’article 14.4 des IS ; 5. la conversion en une seule monnaie des montants résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l’article 32 des IS ; 6. les ajustements résultant de toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable conformément à l’article 30.3 des IS ; 7. les ajustements résultant de l’utilisation des facteurs d’évaluation additionnels stipulés aux DPAO à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. |
|  | 1. L’effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP qui seront appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation des offres. |
|  | 1. Lorsque le Dossier d’Appel d’Offres prévoit que les Soumissionnaires pourront indiquer le montant de chaque lot séparément, la méthode d’évaluation permettant de déterminer la combinaison des offres de moindre coût pour l’ensemble des lots compte tenu de tous les rabais offerts dans le Formulaire de Soumission, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. |
|  | 1. Le prix des Travaux de réhabilitation et d’amélioration inclus dans l’offre ne sera pas plus élevé que le plafond indiqué dans les **DPAO**. Si le Soumissionnaire estime que son coût pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration est plus élevé que le seuil indiqué dans les DPAO, il devra inclure la part au dessus du plafond dans son prix pour les Services d’Entretien. Si l’offre évaluée la plus avantageuse propose des prix pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration supérieurs au plafond indiqué dans les **DPAO**, le Maître de l’Ouvrage peut rejeter l’offre. |
|  | 1. Le prix des Travaux de réhabilitation et d’amélioration inclus dans l’offre ne sera pas plus élevé que le plafond **indiqué dans les DPAO**. Si le Soumissionnaire estime que son coût pour les Travaux de réhabilitation et d’Amélioration est plus élevé que le seuil indiqué dans les DPAO, il devra inclure la part au dessus du plafond dans son prix pour les Services d’Entretien. Si l’offre évaluée la moins-disante propose des prix pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration supérieurs au plafond indiqué dans les DPAO, le Maître de l’Ouvrage peut rejeter l’offre. |
| Comparaison des offres | 35.1 Le Maître d’Ouvrage comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l’offre évaluée de moindre coût, en application de l’article 34.2 des IS.  35.2 Après l’application des critères établis dans les articles 34.1 à 34.6, le Prix évalué de l’offre pour la comparaison sera :   1. Le prix forfaitaire offert par le Soumissionnaire pour les Services d’Entretien ; plus 2. Le prix forfaitaire offert par le Soumissionnaire pour les Travaux de réhabilitation, si le dossier d’appel d’offres exige des prix pour ce type de travaux ; plus 3. Le coût total du Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’amélioration, si le dossier d’appel d’offres exige des prix pour ce type de travaux, plus 4. Le coût total du Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’urgence. |
| Offres anormalement basse | 36.1 Une offre anormalement basse est une offre qui, en tenant compte de sa portée, du mode de fabrication des produits, de la solution technique et du calendrier de réalisation, apparait si basse qu’elle soulève des préoccupations chez le Maître de l’Ouvrage quant à la capacité du Soumissionnaire à réaliser le Marché pour le prix proposé.  36.2 S’il considère que l’offre est anormalement basse, le Maître  de l’Ouvrage devra demander au Soumissionnaire des éclaircissements par écrit, y compris une analyse détaillée du prix en relation avec l’objet du Marché, sa portée, le calendrier de réalisation, l’allocation des risques et responsabilités, et toute autre exigence contenue dans le Dossier d’Appel d’Offres.  36.3 Après avoir vérifié les informations et le détail du prix fournis par le Soumissionnaire, dans le cas où le Maître de l’Ouvrage établit que le Soumissionnaire n’a pas démontré sa capacité à réaliser le Marché pour le prix proposé, il écartera l’Offre. |
| Offre déséquilibrée | 37.1 Si l’offre évaluée de moindre coût est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation faite par le Maître de l’Ouvrage de l’échéancier de paiement des travaux à exécuter, le Maître de l’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir des éclaircissements par écrit. Les demandes d’éclaircissements pourront porter sur le sous détail de prix pour tout élément du Détail quantitatif et estimatif, aux fins d’établir que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et l’échéancier proposé.  37.2 Après avoir examiné les informations et le sous détail de prix fourni par le Soumissionnaire, le Maître de l’Ouvrage peut selon le cas :  (a) accepter l’Offre, ou  (b) demander que le montant de la Garantie de bonne exécution soit porté, aux frais de l’Attributaire du Marché, à un niveau qui ne pourra pas dépasser 20% du Montant du Marché, ou  (c) écarter l’Offre. |
| Qualification du Soumissionnaire | 38.1 Le Maître d’Ouvrage s’assurera que le Soumissionnaire ayant soumis l’offre évaluée de moindre coût et conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’Appel d’Offres, continue de satisfaire aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification (dans le cas d’une pré-qualification) ou (dans le cas d’une détermination a posteriori de la qualification) a démontré dans son Offre qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et ce, conformément à cette même section. |
|  | 38.2 Cette détermination sera fondée sur l’examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de l’article 17.2 des IS. La détermination ne tiendra pas compte des qualifications d’autres entreprises telles que les filiales, maison-mère, sous-traitants (autres que des sous-traitants spécialisés si cela est permis dans les **DPAO** lorsqu’une pré-qualification n’a pas eu lieu) du Soumissionnaire, ou de toute autre entreprise distincte du Soumissionnaire.  38.3 L’attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée  à la vérification que le soumissionnaire satisfait ou continue  de satisfaire aux critères de qualification. Dans le cas contraire, l’offre sera rejetée et le Maître d’Ouvrage procédera à l’examen  de la seconde offre évaluée de moindre coût afin d’établir de  la même manière si le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter  le Marché.  38.4 Après avoir évalué le coût des Offres, le Maître de l’Ouvrage détermine l’Offre la plus avantageuse. Il s’agit de l’Offre présentée par le Soumissionnaire satisfaisant aux critères de qualification et  (a) qui est conforme pour l’essentiel au DAO, et  (b) dont le coût évalué est le moindre. |
| Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres | 37.1 Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute offre, et d’annuler la procédure d’appel d’offres et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. Dans le cas d’annulation, les offres et les garanties de soumission seront renvoyées sans délai aux Soumissionnaires. |
| Période d’attente | 40.1 Le Marché ne sera pas attribué avant l’achèvement de la période d’attente. La Période d’attente est indiquée dans les DPAO. Lorsqu’une seule offre a été déposée, la période d’attente ne sera pas applicable. |
| Notification  de l’intention d’attribution | 41.1 Lorsque la période d’attente est applicable, ce délai commence lorsque le Maître de l’Ouvrage aura transmis à tous les Soumissionnaires la Notification de son intention d’attribution du Marché au soumissionnaire retenu. La Notification de l’intention d’attribution du Marché doit au minimum contenir les renseignements ci-après :  (a) le nom et l’adresse du Soumissionnaire dont l’offre est retenue ;  (b) le Montant du Marché de ce Soumissionnaire ;  (c) le nom de tous les Soumissionnaires ayant remis une offre, le prix de leurs offres tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué de chacune des offres ;  (d) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) l’Offre du Soumissionnaire non retenu, destinataire de la notification, n’a pas été retenue, sauf si l’information en (c) ci-dessus ne révèle le motif;  (e) la date d’expiration de la période d’attente ; et  f) les instructions concernant la présentation d’une demande de débriefing |
|  | F. Attribution du Marché |
| Critères d’attribution | 42.1 Sous réserve des dispositions de l’article 40.1 des IS, le Maître de l’Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l’Offre aura été évaluée la plus avantageuse, dans la mesure où le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le marché d’une manière satisfaisante. |
| Notification de l’attribution du Marché | 43.1 Avant l’expiration du délai de validité des offres, le Maître d’Ouvrage adressera au Soumissionnaire retenu, la lettre de notification de l’attribution. La lettre de notification à laquelle il est fait référence ci-après et dans le Marché sous l’intitulé « Lettre de Marché » comportera le montant que le Maître de l’Ouvrage devra régler à l’Entrepreneur pour l’exécution du Marché et la reprise des malfaçons éventuelles, montant auquel il est fait référence ci-après et dans les documents contractuels sous le terme de « Montant du Marché ».  43.2 Simultanément, le Maître de l’Ouvrage publiera la notification d’attribution qui devra contenir, au minimum, les renseignements ci-après :   1. le nom et l’adresse du Maître de l’Ouvrage ; 2. l’intitulé et la référence du marché faisant  l’objet de l’attribution, ainsi que la méthode d’attribution utilisée ; 3. le nom de tous les Soumissionnaires ayant remis une offre, le prix de leurs offres tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué de chacune des offres ; 4. les noms des soumissionnaires dont l’offre a été écartée pour non-conformité ou n’ayant pas satisfait aux conditions de qualification, ou dont l’offre n’a pas été évaluée et le motif correspondant ; et 5. le nom et l’adresse du Soumissionnaire dont l’offre est retenue, le montant total final du Marché, la durée d’exécution et un résumé de l’objet du Marché. |
|  | 43.2 La notification d’attribution sera publiée sur le site du Maître de l’Ouvrage d’accès libre s’il existe, ou dans au minimum un journal national de grande diffusion dans le pays du Maître de l’Ouvrage, ou dans le journal officiel. Le Maître de l’Ouvrage publiera la notification d’attribution également dans UNDB en ligne. |
|  | 43.3 Jusqu’à la rédaction et l’approbation de la version officielle et définitive du Marché, la Notification d’attribution constituera l’engagement réciproque du Maître de l’Ouvrage et de l’Attributaire. |
| Débriefing par le Maître de l’Ouvrage | 44.1 Après avoir reçu du Maître de l’Ouvrage, la Notification de l’intention d’attribution du Marché mentionnée à l’article 42.1 des IS, tout soumissionnaire non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour solliciter un débriefing, par demande écrite adressée au Maître de l’Ouvrage. Le Maître de l’Ouvrage devra accorder un débriefing à tout soumissionnaire non retenu qui en aura fait la demande dans ce délai.  44.2 Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai prescrit, le Maître de l’Ouvrage accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à moins que le Maître de l’Ouvrage ne décide d’accorder le débriefing plus tard, pour un motif justifié. Dans un tel cas, la période d’attente sera automatiquement prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Si plusieurs débriefings sont ainsi retardés, la période d’attente sera prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le dernier débriefing aura eu lieu. Le Maître de l’Ouvrage informera tous les soumissionnaires par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente.  44.3 Lorsque la demande de débriefing par écrit est reçue par le Maître de l’Ouvrage après le délai de trois (3) jours ouvrables, le Maître de l’Ouvrage devra accorder le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Marché. Une demande de débriefing reçue après le délai de (3) jours ouvrables ne donnera pas lieu à une prorogation de la période d’attente.  44.4 Le débriefing peut être oral ou par écrit. Un soumissionnaire réclamant un débriefing devra prendre à sa charge toute dépense y afférente. |
| Signature du Marché | 45.1 Dans les meilleurs délais après la notification de l’attribution, le Maître d’Ouvrage enverra au Soumissionnaire retenu l’Acte d’Engagement. |
|  | 45.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l’Acte d’Engagement, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra au Maître d’Ouvrage. |
| Garantie de bonne exécution | 46.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la lettre de notification de l’attribution du Marché effectuée par le Maître d’Ouvrage, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution (sous réserve des dispositions de l’article 34.5 des IS) et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) conformément au CCAG en utilisant le modèle de garantie de bonne exécution et le modèle de garantie de performance ESHS figurant à la Section IX-Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la garantie de bonne exécution fournie par le Soumissionnaire est sous la forme d’un cautionnement, ce dernier devra être émise par un organisme de cautionnement ou d’une compagnie d’assurance acceptable au Maître d’Ouvrage. Un organisme de cautionnement ou une compagnie d’assurance situé en dehors du pays du Maître d’Ouvrage devra avoir un correspondant dans le pays du Maître d’Ouvrage à moins que le Maître de l’Ouvrage n’ait donné son accord par écrit pour que le correspondant ne soit pas exigé. |
|  | 46.2 Le défaut de fourniture par le Soumissionnaire retenu de la garantie de bonne exécution et si cela est stipulé dans les DPAO, la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) susmentionnées ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie d’offre, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l’offre est jugée conforme pour l’essentiel au dossier d’appel d’offres et classée la deuxième moins-disante. |
| Réclamation sur la Passation des Marchés | 47.1 Les procédures applicables pour formuler une réclamation relative à la passation de marché sont indiquées dans les **DPP**. |

|  |  |
| --- | --- |
| Section II. Données particulières de l’appel d’offres  *Les données particulières qui suivent, relatives à la passation des marchés de travaux, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IS.*  *[Lorsque l’utilisation d’un système électronique est prévue, modifier les parties pertinentes des DPAO afin de refléter le recours à ce système électronique]*  *[Les notes en italiques qui accompagnent les clauses ci-dessous sont destinées à faciliter l’établissement des données particulières correspondantes]* | |
| **A. Introduction** | |
| **IS 1.1** | Numéro de l’Avis d’Appel d’Offres :  *[insérer le numéro de l’AAO].* |
| **IS 1.1** | Nom du Maître d’Ouvrage :  *[insérer la dénomination complète du Maître d’ouvrage].* |
| **IS 1.1** | Nom de l’AOI : *[insérer la dénomination].*  Numéro d’identification de l’AOI : *[insérer le numéro]*  *[Le texte ci-après doit être inclus seulement si l’appel d’offres porte sur plusieurs lots dont l’attribution peut donner lieu à un ou plusieurs marchés. Dans le cas contraire, il convient de l’omettre]*  Nombre et numéro d’identification des lots faisant l’objet du présent AO :  *[nombre de lots et numéro d’identification de chaque lot, le cas échéant].* |
| **IS 1.1** | Les Routes sont : *[insérer l’identification des routes devant faire l’objet du Marché]* |
| **IS 1.1** | Des Travaux de réhabilitation*[insérer « sont » ou « ne sont pas », selon le cas]* prévus**,** des sections de Route(s).  Les sections de Route(s) faisant l’objet de Travaux de réhabilitation sont les suivantes : *[si des Travaux de réhabilitation sont prévus, insérer l’identification des sections de Route(s) objet de ces travaux ; dans le cas contraire, insérer « Sans objet »]* |
| **IS 1.1** | Des Travaux d’amélioration *[insérer « sont » ou « ne sont pas », selon le cas] prévus.* |
| **IS 2.1** | L’Emprunteur est :  *[insérer le nom de l’Emprunteur et préciser sa relation avec le Maître d’Ouvrage, si ce dernier n’est pas l’Emprunteur. Cette information doit correspondre à celle contenue dans l’Avis d’Appel d’Offres]*. |
| **IS 2.1** | Nom du Projet : [*insérer le* *nom du Projet*]. |
| **IS 4.1 (a)** | *[The following provision should be included and the corresponding information inserted only if partners of a JVA will not be required to be jointly and severally liable. Otherwise omit.]*  The individuals or firms in a joint venture or association *[insert “shall not be”]* jointly and severally liable. |
| **IS 4.8** | *[Dans les cas exceptionnels où une Pré qualification n'a pas eu lieu, indiquer que l'appel d’offres est ouvert à tous soumissionnaires intéressés.]* |
| **B. Dossier d’appel d’offres** | |
| **IS 7.1** | Aux seules fins d**’obtention d’éclaircissements**, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante : *[Insérer les informations requises ci-dessous. L’adresse peut être la même ou différente de celle spécifiée sous la disposition IS 22.1 pour le dépôt des offres]*  Attention de :  Rue :  Étage/Numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  Numéro de téléphone :  Numéro de télécopie :  Adresse électronique : |
| **IS 7.4** | Une réunion préparatoire à l’établissement des offres *[insérer « se tiendra » et insérer la date, l’heure et le lieu si la réunion est prévue, en tenant en compte que la réunion devrait se tenir au plus tard quatre semaines avant la date limite de dépôt des offres. Autrement, insérer « ne sera pas organisée » et insérer « Non Applicable » dans l’espace prévue ci-dessous pour la date, l’heure et le lieu]* à la date, heure et lieu suivants :  Date :  Heure :  Lieu :  Une visite du Site *[insérer « sera » ou « ne sera pas », selon le cas]* organisée par le Maître de l’Ouvrage. |
| **C****. Préparation des offres** | |
| **IS 10.1** | La langue de l’offre est :  *[insérer « Anglais », « Espagnol », ou « Français »]*  *[Note : après accord de la Banque, le Maître de l’Ouvrage pourra publier le Dossier d’Appel d’Offres dans une autre langue qui devra être (a) soit la langue nationale de l’Emprunteur, (b) soit la langue utilisée dans son pays pour les transactions commerciales. Dans de tels cas, la disposition suivante  sera incluse :]*  De plus, le Maître de l’Ouvrage a publié une version du Dossier d’Appel d’Offres traduite en : *[insérer la langue nationale ou la langue utilisée pour les transactions commerciales].*  Le Soumissionnaire peut, à son choix, formuler son offre dans l’une ou l’autre des langues indiquées ci avant, en utilisant une langue seulement. A l’issue de l’Appel d’Offres, le Marché à signer entre les deux parties sera dans la langue de l’Offre, et deviendra la langue gouvernant les relations contractuelles entre l’Entrepreneur et le Maître de l’Ouvrage. Le Soumissionnaire ne devra pas signer le marché dans plus d’une langue.  Toute correspondance sera échangée en *[indiquer une seule langue]*. La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera *[indiquer une seule langue].* |
| **IS 11.1 (h)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants : ***[Indiquer ici tout document qui ne figure pas déjà à la clause 11.1 des IS et qui doit obligatoirement être joint à l’offre. La liste des documents additionnels devrait inclure ce qui suit :]***  **Code de conduite (ESHS)**  Le Soumissionnaire devra soumettre le Code de Conduite applicable à son personnel et ses sous-traitants, afin d’assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS) spécifiées dans le Marché. *[Note : compléter et insérer les risques à prendre en compte dans le Code conformément à la Section VII – Spécifications des Travaux et Services, entre autres les risques liès au déplacement de main d’oeuvre, maladies transmissibles, harcèlement sexuel, violence à caractère sexuel, conduite illicite et criminalité, et à la préservation de l’environnement, etc.]*  En outre, le Soumissionnaire devra indiquer en détail la manière dont le  Code sera mis en œuvre. Cela doit comprendre la manière dont il sera présenté dans les termes d’embauche et le contrat de travail, la formation qui sera fournie, le suivi et la manière dont l’Entrepreneur envisage de remédier aux infractions éventuelles.  **Stratégies de management et plans de mise en œuvre de gestion des  risques ESHS**  Le Soumissionnaire devra soumettre les stratégies de management et plans  de mise en œuvre de gestion des risques majeurs dans les domaines environnemental, social, hygiène et sécurité (ESHS) ci-après :  *[****Note :*** *insérer l’intitulé de chacun des plans et risques spécifiques] :*   * *[par ex. Plan de Gestion de la circulation afin d’assurer la sécurité des communautés locales eu égard au trafic généré par le chantier]* * *[par ex. Plan de Protection des ressources en eau afin d’éviter la contamination de l’eau potable]* * *[par ex. Marquage des délimitations et stratégie de protection en période de mobilisation et de travaux afin d’éviter les impacts négatifs  à l’extérieur des chantiers]* * *[par ex. Statégie pour obtenir les permis ou approbations requisavant  le démarrage de travaux, tels que l’ouverture de carrières et sites d’emprunts]*.   L’Entrepreneur devra soumettre pour approbation et ensuite mettre en œuvre le Plan de Gestion environnemental et social de l’Entrepreneur (PGES-E) en conformité avec la Clause 10.1 du CCAP, comprenant les stratégies de management et plans de mise en œuvre décrits ci-dessus.  *[Note : l’étendue et l’importance de ces exigences devrait être à la mesure des risques ou obligations ESHS décrits à la Section VII, selon l’avis des spécialistes envionnementaux et/ou sociaux. Les risques essentiels à prendre en compte par le Soumissionnaire devraient être identifiésd par les spécialistes envionnementaux et/ou sociaux, par exemple découlant de l’évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES), du plan de gestion environnementale et sociale (PGES)], du Plan d’action de relocalisation (PAR) et/ou des Conditions à remplir (conditions de l’autorité de réglementation relatives aux permis ou approbations requises pour le projet). Les risques peuvent exister durant la mobilisation, la réalisation de travaux, la réhabilitation, l’amélioration ou les services d’entretien et peuvent comprendre l’impact de la circulation de chantier sur les communautés, la pollution de l’eau potable, les dépôts sur propriété privée et les impacts sur des espèces rares, etc. Les stratégies de management et/ou plans de mise en œuvre concernant ces risques peuvent inclure, selon les besoins : une stratégie de mobilisation, pour onbtenir les permis et consentements, le plan de gestion de la circulation, le plan de protection des ressources en eau, le plan de protection de la bio-diversité et une stratégie pur le marquage et le respect des délimitations des chantiers, etc.]*. |
| **IS 13.1** | *[Si le Maître d’Ouvrage souhaite permettre des variantes, il devra l’indiquer explicitement dans les DPAO, comme indiqué ci-après. Dans le cas contraire, ne rien indiquer]*  « Des variantes *[sont]* permises » |
| **IS 13.2** | *Si le Maître d’Ouvrage souhaite permettre des variantes portant sur les délais au titre de la clause 13.2 des IS, il devra l’indiquer explicitement dans les DPAO, comme indiqué ci-après et insérer :*  « Des variantes portant sur le délai d’exécution pour atteindre les Niveaux de Service exigés et pour la réalisation des Travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration, sont permises.Les offres sont appelées sur la base d’un délai d’exécution des travaux compris entre **[insérer]** jours au minimum et **[insérer]** jours au maximum. La méthode d’évaluation figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Le délai d’exécution proposé par le Soumissionnaire retenu dans la fourchette ci-dessus sera le délai d’exécution contractuel. »  *La disposition ci-dessus sera incluse, avec les délais appropriés, lorsque le Maître d’Ouvrage escompte des avantages nets d’un délai d’exécution fixé par le soumissionnaire dans un créneau proposé par le Maître d’Ouvrage; elle peut être également retenue dans le cas de lots groupés. Autrement, elle doit être supprimée. Si elle est retenue, le Maître d’Ouvrage devra également prévoir une disposition correspondante dans la Section III du DAO.* |
| **IS 13.4** | *Si le Maître d’Ouvrage souhaite permettre des variantes techniques pour les Travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration au titre de la clause 13.4 des IS, il devra l’indiquer explicitement dans les DPAO, comme indiqué et insérer :*  « Des variantes techniques sur la ou les parties des Travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration, spécifiées ci-dessous sont permises dans le cadre des dispositions prévues dans la Section VII, Spécifications :*[insérer la ou les parties de travaux, ainsi que les références précises appropriées de la Section VII].* La méthode d’évaluation figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. »  *La disposition ci-dessus sera incluse lorsque le Maître d’Ouvrage souhaite faire jouer la mise en concurrence sur une solution de base et des variantes techniques prédéterminées. Afin de permettre l’évaluation et la comparaison des offres dans des conditions d’équité et de transparence satisfaisantes, le Maître d’Ouvrage doit alors définir dans la Section VII, les parties d’ouvrage sur lesquelles il invite des offres variantes éventuelles*. |
| **IS 14.5** | *[Le Maître d’Ouvrage doit adopter des prix révisables pour les marchés dont  la durée d’exécution dépasse 18 mois, ou lorsque les prix de certains  matériaux (produits pétroliers, acier, etc.…) varient rapidement. La disposition suivante devrait être incluse et les informations correspondantes insérées seulement si les prix indiqués par le Soumissionnaire ne sont pas révisables.  Sinon, omettre.]*  Les prix indiqués par le Soumissionnaire seront :  *[insérer « fermes ; par conséquent, le Soumissionnaire n'est pas tenu de fournir  les indices et pondérations pour les formules de révision des prix dans le formulaire correspondant ».]* |
| **IS 15.1** | Les monnaies de l’offre et de paiement devront suivre les dispositions [de l’Option A] ou [de l’Option B] ci-dessous.  ***[Le Maître d’Ouvrage doit choisir l’option qu’il préfère. On estime que l’Option B reflète mieux (en terme de calendrier) les besoins réels de l’Entreprise en diverses monnaies.***  ***Selon l’option qu’il aura choisie, le Maître d’Ouvrage ne devra conserver qu’une des versions Option A ou Option B ci-dessous.]*** |
| **Option A :**  **Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale** | Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :   1. les prix seront entièrement libellés dans la monnaie **[insérer la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage]** et dénommée « monnaie nationale » ci-après. Le Soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d’autres monnaies pour la réalisation des Travaux, dénommées « monnaies étrangères » ci-après, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l’offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies; et 2. les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le Soumissionnaire en annexe à la soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, afin que le risque de change ne soit pas supporté par le Soumissionnaire retenu. |
| **Option B :**  **Le montant de la soumission est directement libellé en monnaies nationale et étrangères** | Le Soumissionnaire libellera séparément les prix unitaires du Bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :  (a) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d’Ouvrage seront libellés dans la monnaie **[insérer la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage]** et dénommée « monnaie nationale » ci-après; et  (b) les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d’Ouvrage seront libellés dans au plus trois monnaies et dénommées « monnaies étrangères » ci-après. |
| **IS 18.1** | La période de validité de l’offre sera de  *[Indiquer un nombre de jours réaliste pour la validité des offres consécutifs à la date limite de dépôt des offres, qui soit un multiple de sept, compris entre 56 et 182 au maximum, dans la mesure où ce délai devrait être suffisant pour procéder à l’évaluation des offres, obtenir les approbations nécessaires, y compris la non objection de la Banque mondiale, et procéder à la notification de l’attribution du Marché. Normalement, ce délai ne devrait pas excéder 182 jours]* jours. |
| **IS 18.3 (a)** | Dans le cas d’un marché à prix ferme, le Montant du marché sera le Montant de l’Offre actualisée de la manière suivante : [*insérer la méthode ou indiquer « comme il sera indiqué dans la demande de prorogation de validité des offres]*.  *[La part du Prix du Marché exprimée en monnaie nationale sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau national durant la période d’extension ; et la part du Prix du Marché exprimée en monnaies étrangères sera ajustée par un facteur reflétant l’inflation au niveau international, à savoir dans les pays des monnaies étrangères, durant la période d’extension.]* |
| **IS 19.1** | *[Si une garantie d’offre est exigée insérer ce qui suit]*  Le montant de la garantie de l’offre est : *[insérer le montant]*  *[Dans le cas de lots, insérer le montant de garantie d’offre pour chacun des lots]*  *[Note : une garantie d’offre est exigée pour chacun des lots, pour le montant indiqué. Le Soumissionnaire pourra remettre une seule garantie d’offre pour tous les lots (pour le montant total correspondant à tous les lots) pour les lots pour lesquels le Soumissionnaire dépose une offre ; cependant si le montant de la garantie d’offre est inférieur au montant total requis, le Maître de l’Ouvrage déterminera le lot or les lots pour lesquels la garantie d’offre s’appliquera]*  *[Si une déclaration de garantie de l’offre est exigée au lieu d’une garantie d’offre, insérer ce qui suit]*  [Une déclaration de garantie de l’offre est exigée] |
| **IS 19.3(d)** | Autres types de garanties de soumission acceptables :  *[Insérer les noms des autres types de garanties de soumission acceptables. Insérer « Néant » si aucune garantie d’offre n'est acceptée sous la disposition IS 19.1 ou si la garantie d’offre est exigée mais aucune autre forme de garantie en plus de celles énumérées dans IS 19.2 (a) à (c) n’est acceptable.]* |
| **IS 19.9** | *[La disposition suivante devrait être incluse et les données correspondantes insérées seulement si une garantie d'offre n'est pas exigée sous la disposition  IS 19.1 et que le Maître de l’Ouvrage souhaite prononcer l’exclusion du Soumissionnaire pendant une période donnée si le Soumissionnaire commet l’un des actes mentionnés à l’article 19.8 des IS. Sinon, omettre.]*  Si le Soumissionnaire commet un des actes décrits aux paragraphes (a) ou (b) du présent article, le Maître de l’Ouvrage l’exclura de toute attribution de marché(s) pour une période de *[insérer le nombre d’années]* ans. |
| **IS 20.1** | Outre l’original de l’offre, le nombre de copies demandées est de : *[Nombre de copies].* |
| **IS 20.3** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : *[Nom et description de la documentation demandée à titre d’attestation de procuration (ou pouvoir) du signataire de l’offre]* |
| **D****. Remise des offres et ouverture des plis** | |
| **IS 22.1** | Aux **fins de remise des offres uniquement**, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante : *[Insérer les informations comme demandées ci-dessous. Cette adresse peut être la même ou différente que celle indiquée en IS 7.1]*  Attention de :  Adresse :  Étage/Numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  **La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :** *[insert date and time in the spaces provided below]*  Date :  Heure :  *[La date et l'heure devraient être identiques à celles fournies dans l’AAO, sous réserve d’amendement en application de l’Article 22.2 des IS]*  Les soumissionnaires *[insérer « auront » ou « n’auront pas »]* l'option de remettre leur offre par voie électronique.  Si les Soumissionnaires peuvent soumettre leurs offres par voie électronique, la procédure de soumission est la suivante : *[insérer une description de la procédure de soumission des offres par voie électronique le cas échéant]* |
| **IS 25.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse suivante : *[insérer les informations correspondantes au besoin ci-dessous]*  Adresse :  Étage /Numéro de bureau :  Ville :  Pays :  Date :  Heure :  *[La date et l’heure devraient être les mêmes que la date et l’heure de clôture du dépôt des offres en application de l’Article 22 des IS]*  *[La disposition suivante et les informations correspondantes seront insérées uniquement lorsque les soumissionnaires ont le choix de présenter une offre par voie électronique. Dans le cas contraire, supprimer.]*  [Les procédures d’ouverture des plis remis par voie électronique, lorsqu’elles sont applicables, sont les suivantes: *[insérer une description des procédures d’ouverture des plis par voie électronique.]* |
| **IS 25.6** | La Lettre de Soumission, le Bordereau des Prix unitaires et le Détail quantitatif estimatif \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer « seront »ou « ne seront pas]* paraphés par les représentants du Maître de l’Ouvrage assistant à l’ouverture des plis.  Si le paraphe est exigé, il sera effectué de la façon suivante : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la description de la méthode pour parapher la Lettre de Soumission, le Bordereau des Prix unitaires et le Détail quantitatif ; ex : toutes ou seulement une partie des pages et le nombre de représentants du Maître d’Ouvrage assiatantà l’ouverture des offres qui devront également parapher la Lettre de Soumission, le Bordereau des Prix unitaires et le Détail quantitatif. Ou sinon, indiquer « Pas Applicable »]*. |
| **E. Évaluation et comparaison des offres** | |
| **IS 30.3** | L’ajustement sera calculé comme étant la [*insérer soit «*valeur moyenne »] *ou* [« valeur la plus élevée »] des prix proposés par les autres soumissionnaires ayant présenté une offre conforme pour l’élément en question. Si le prix de l’élément ne peut pas être calculé sur la base des prix des autres soumissionnaires ayant présenté une offre conforme, le Maître de l’Ouvrage établira une estimation raisonnable. |
| **IS 32.1** | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies, aux fins d’évaluation et de comparaison de ces offres, est : [*Nom de la monnaie. Habituellement on utilisera la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage*]  La source du taux de change à employer sera : *[Nom de la source utilisée] [Habituellement on utilisera la banque centrale du pays du Maître d’Ouvrage]*  La date de référence sera : *[Jour, mois et année, par ex., 15 juin 2016, au plus tôt 28 jours avant la date limite de dépôt des offres et au plus tard la date limite de validité des offres].*  La(es) monnaie(s) de l’Offre sera(ont) convertie(s) en une seule monnaie conformément à la procédure correspondant à l’Option [A/B] telle que précisée ci-après : *[supprimer la mention inutile]*  **Option A (le Soumissionnaire est requis de libeller ses prix entièrement en monnaie nationale) :**  Aux fins de comparaison des offres, dans une première étape, le Montant de l’Offre, tel que corrigé conformément à l’article 31, sera d’abord décomposé et converti suivant les pourcentages respectifs payables en diverses monnaies selon les taux de changes spécifiés par le Soumissionnaire et en conformité avec les dispositions de l’article 15.1.  Dans une seconde étape, le Maître de l’Ouvrage reconvertira les montants ainsi obtenus dans la monnaie d’évaluation mentionnée au présent article au taux de change vendeur établi à la date et par l’autorité mentionnées en cet article.  **Option B (le Soumissionnaire est autorisé à libeller directement ses prix en monnaies nationale et étrangères) :**  Aux fins de comparaison des Offres, le Maître de l’Ouvrage, après les corrections prévues à l’article 31, convertira le Montant de l’Offre libellé en diverses monnaies de règlement dans la monnaie mentionné au présent article au taux de change de vente établi à la date et par l’autorité mentionnées en cet article.  Quelle que soit l’option choisie, aux fins de cette évaluation, le montant des Travaux en Régie, si leurs prix ne sont pas fixés d’avance par le Maître de l’Ouvrage, sera inclus ; mais le montant des Sommes à valoir sera exclus du Montant de l’Offre. |
| **IS 33.1** | *[La disposition suivante et les informations correspondantes seront uniquement inclues si le Plan de passation des marchés autorise l’application de la marge de préférence nationale et que l’Acheteur prévoit de l’appliquer dans le cadre du Marché. Dans le cas contraire, supprimer.]*  Une marge de préférence *[insérer « sera****»****]* accordée aux entreprises nationales.  *Dans le cas cette disposition est retenue, il conviendra aussi d’ajouter ce qui suit :*  « Lorsqu’une marge de préférence est accordée, la méthode pour l’application de la marge et les critères correspondants sont définis dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification » |
| **IS 34.5** | Le prix total des Travaux de réhabilitation et d'amélioration ne peut pas dépasser le seuil suivant : *[choisir une des deux options ci-dessous]*  Option 1 : *[insérer le pourcentage]* % du prix total du contrat à l'exclusion des sommes provisionnelles*, ou*  Option 2 : Le montant de  *[insérer le montant et la monnaie]* |
| **IS 34.2(f)** | *[Supprimer cette ligne si elle ne s’applique pas]*  Des critères additionnels sont applicables, tels que détaillés dans la Section III – Critères d’évaluation et de qualification. |
| **IS 38.2** | *[Lorsqu’une pré-qualification n’a pas eu lieu, insérer le cas échéant :]*  [Le Maître de l’Ouvrage permet que les exigences d’expérience spécialisée pour des parties des Travaux et Services soient satisfaites par des Sous-Traitants spécialisés] |
| **IS 41 Période d’attente** | La période d’attente est de *[insérer un nombre de jours qui ne peut être inférieur à dix]* jours ouvrables à compter du jour de transmission par le Maître de l’Ouvrage à tous les Soumissionnaires ayant remis une offre, la notification de son intention d’attribution du marché au soumissionnaire retenu.  [indiquer « La période d’attente ne s’appliquera pas au présent appel d’offres »  dans le cas où l’appel d’offres est en réponse à une situation d’urgence reconnue par la Banque] |
| **IS 41.1  et 41.2** | ***[Omettre ce sui suit si non applicable]***  Le Soumissionnaire retenu devra fournir une Garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS).  *[Note : une Garantie de performance ESHS devrait normalement être exigée lorque les risques ESHS sont significatifs].* |
| **IS 48.1** | Les procédures de présentation d’une réclamation concernant la passation des marchés est détaillée dans les Règlements de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d’investissement (Annexe III). Un Soumissionnaire désirant présenter une réclamation concernant la passation des marchés devra présenter sa réclamation en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide, c’est-à-dire courriel ou télécopie) à :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence:** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  En résumé, une réclamation concernant la passation des marchés pourra porter sur :  1. Les termes du présente Dossier d’Appel d’Offres ; et/ou  2. La décision d’attribution du marché par le Maître d’Ouvrage. |

|  |
| --- |
| Section III. Critères d'Evaluation et de Qualification.  *(Si une Pré Qualification a été effectuée préalablement)* |

Cette Section inclut les facteurs, méthodes et critères que le Maître de l’Ouvrage doit utiliser pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux qualifications requises. Le Maître de l’Ouvrage n’utilisera pas d’autres critères que ceux indiqués dans le présent Dossier d’appel d’offres.

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission.

*[Le Maître de l’Ouvrage sélectionnera les critères considérés adéquats pour la passation du marché en question, insèrera le texte modèle en utilisant les exemples ci-dessous, ou un autre texte acceptable, et supprimera le texte en italiques.]*

Tout montant indiqué par le Soumissionnaire sera en équivalent US$ ou € en utilisant le taux de change déterminé de la manière suivante :

* Pour le chiffre d’affaires et autres données financières annuels requis, le taux de change applicable sera celui du dernier jour de l’année calendaire en question.
* Pour le montant d’un marché, le taux de change sera celui de la date de signature du marché en question.

Les taux de change seront ceux provenant de la source identifiée à l’article 32.1 des IS. Le Maître de l’Ouvrage aura la latitude de corriger toute erreur commise dans la détermination du taux de change dans l’Offre.

**1. Marge de préférence**

Si les DPAO le prévoient, une marge de préférence nationale de 7,5% (sept pourcent et demi) sera accordée aux entreprises nationales conformément et sous réserve des dispositions suivantes :

(a) Les entreprises souhaitant bénéficier d’une telle préférence, doivent, dans le cadre des justifications en support à leurs qualifications, fournir également les informations portant entre autres sur l’actionnariat de l’entreprise, et permettant d’établir si l’entreprise (ou les entreprises groupées) est (sont qualifiée(s) pour bénéficier de la préférence nationale conformément à la classification établie par l’Emprunteur et acceptée par la Banque.

(b) Une fois reçues et revues par l’Emprunteur, les Offres conformes pour l’essentiel seront classées en deux groupes :

(i) Groupe A : Soumissionnaires nationaux éligibles à la préférence nationale ;

(ii) Groupe B : Autres Soumissionnaires.

Dans un premier temps, toutes les Offres évaluées d’un Groupe seront comparées dans le but de déterminer l’Offre évaluée de moindre coût de chaque Groupe, qui sera à son tour comparée avec l’Offre évaluée de moindre coût de l’autre Groupe. Si à l’issue de cette comparaison, une Offre du Groupe A est de moindre coût, elle sera l’attributaire du Marché. Si une Offre du Groupe B est de moindre coût, dans une seconde étape, toutes les offres du Groupe B majorées d’un montant équivalent à 7,5% (appliqué au montant des Offres corrigées pour erreurs arithmétiques et rabais et excluant les Sommes à Valoir et les Travaux en Régie, le cas échéant), seront comparées à l’Offre évaluée de moindre coût du Groupe A. Si l’Offre du Groupe A est de moindre coût, elle sera l’attributaire du Marché ; dans le cas contraire, l’Offre évaluée de moindre coût du Groupe B telle que déterminée lors de la première étape ci-dessus sera sélectionnée.

Le Maître de l’Ouvrage utilisera les critères et méthodes définis dans les Sections 2 et 3 ci-après afin de déterminer quelle est l’Offre la plus avantageuse. Il s’agit de l’Offre présentée par le Soumissionnaire satisfaisant aux critères de qualification et

(a) qui est conforme pour l’essentiel au Dossier d’Appel d’Offres et

(b) dont le coût évalué est le plus bas.

**2. Évaluation**

En sus des critères énumérés dans IS 34.2 (a) - (e) les critères suivants s'appliqueront :

**2.1 Acceptabilité de la Proposition Technique**

L’évaluation de l’Offre technique présentée par le Soumissionnaire comprendra : (a) l’évaluation de la capacité technique du Soumissionnaire à mobiliser les équipements et le personnel clés pour l’exécution du Marché, (b) la méthode d’exécution, (c) le calendrier de travail, et (d) les sources d’approvisionnement dans les détails suffisants, et en conformité avec les exigences définies à la Section VII. Spécifications des Travaux et Services.

**2.2 Variantes de délai d’exécution :**

si elles sont permises en application de l’article 13.2 des IS, elles seront évaluées comme suit : *[préciser la méthode d’application des variantes au délai d’exécution, le cas échéant ; dans le cas contraire, indiquer « Non Applicable »]*

**2.3 Variantes techniques (pour des éléments prédéfinis des travaux) :**

si elles sont permises en application de l’article 13.4 des IS, elles seront évaluées comme suit: *[préciser la méthode d’application des variantes techniques, le cas échéant ; dans le cas contraire, indiquer « Non Applicable »]*

**2.4 Acquisition durable**

*[si des exigences d’acquisition durable ont été spécifiées dans la Section VII, en fonction des besoins, indiquer que (i) soit ces exigences seront évaluées sur la base oui/non (conformité) ou (ii) la méthodologie pour le calcul d’un ajustement monétaire à effectuer au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation, pour tenir compte des offres qui dépassent le minimum exigé en matière de durabilité*]

**2.5 Autres critères**

(si permis par IS 34.2(f)

**2.6 Appel d’Offres pour Lots multiples (IS 34.4):**

Si conformément à l’article 1.1 des IS, les offres sont invitées pour des lots individuels ou toute combinaison de lots, le marché sera attribué au(x) soumissionnaire(s) ayant remis une (des) offre(s) conforme(s) pour l’essentiel et évaluée(s) au coût le moins élevé pour le Maître de l’Ouvrage pour l’ensemble des lots combinés, après avoir pris en compte toutes les combinaisons possibles, sous réserve que le (les) soumissionnaire(s) retenu(s) satisfasse(nt) aux conditions de qualification (conformément à cette Section III).

Pour déterminer le(les) soumissionnaire(s) présentant le moindre coût évalué de l’ensemble des lots combinés pour le Maître de l’Ouvrage, le Maître de l’Ouvrage devra procéder selon les étapes ci-après :

1. Evaluer les offres pour chacun des lots individuels afin d’identifier les offres conformes pour l’essentiel et les coûts évalués correspondants ;
2. Pour chacun des lots, classer les offres conformes pour l’essentiel en commençant par le coût évalué le plus bas pour le lot ;
3. Appliquer au coût évalué mentionnés en b) ci-avant, tout rabais proposé par le Soumissionnaire en cas d’attribution de contrats multiples en tenant compte de la méthode d’application du rabais indiquée par ledit soumissionnaire, et
4. Déterminer les attributions de marchés sur la base de la combinaison de lots qui conduit au coût total évalué le moindre pour le Maître de l’Ouvrage.

**3. Qualification**

**3.1 Mise à jour des Informations (IS 38)**

Le soumissionnaire doit continuer à satisfaire aux critères utilisés lors de la pré-qualification. Le soumissionnaire doit utiliser les formulaires de la Section IV afin de fournir toute mise à jour nécessaire aux renseignements fournis à l’appui de la demande de pré-qualification.

**3.2 Sous-traitants spécialisés**

Seule l’expérience spécifique des sous-traitants spécialisés autorisés par le Maître de l’Ouvrage sera prise en compte. Les sous-traitants spécialisés devront continuer à être qualifiés au regard des critères utilisés au moment de la pré-qualification. L’expérience générale et les ressources financières des sous-traitants spécialisés ne seront pas ajoutées à celles du Soumissionnaire pour justifier sa qualification.

**3.3 Ressources financières**

Le Soumissionnaire démontrera (en utilisant le Formulaire No 3.1 de la Section IV. Formulaires de Soumission) qu’il dispose d’avoirs liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l’avance de démarrage éventuel, pour subvenir :

1. aux besoins de trésorerie du Marché à hauteur de *[insérer montant],* et
2. aux besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés.

**3.4 Personnel**

Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose du personnel pour les positions-clés qui répondent aux exigences suivantes : *[Spécifier les critères pour chaque lot, le cas échéant]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Poste** | **Expérience globale en travaux (années)** | **Expérience dans des Travaux similaires**  **(années)** |
| 1 |  |  |  |
| 2 |  |  |  |
| 3 |  |  |  |
| 4 |  |  |  |
| 5 |  |  |  |
|  |  |  |  |

Le Soumissionnaire fournira les données du personnel proposé et les détails de leurs expériences professionnelles dans les Formulaires de Renseignement adéquats inclus dans la section IV, Formulaires de soumission.

**3.5 Matériels**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a les matériels suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et Caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission.

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’évaluation et de qualification *(Si une Pré-Qualification n’a pas été effectuée préalablement)* |

| ***Objet*** | 1. Critères d’admissibilité | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Spécification de conformité | | | | | Documentation Requise |
| Critère | Soumissionnaire | | | |
| **Entité  unique** | Groupement d’entreprises | | |
| **Toutes Parties Combinées** | Chaque membre | **Un membre** |
| **1.1 Nationalité** | Conforme à l’article 4.2 des IS. | Doit satisfaire au critère | doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Formulaires  ELI –1 et 2, avec pièces jointes |
| * 1. **1.2 Conflit d’intérêts** | * 1. Pas de conflit d’intérêts selon l’article 4.3 des IS. | Doit satisfaire au critère | doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Formulaire de Soumission |
| * 1. **1.3 Exclusion par  la Banque** | * 1. Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit à l’article 4.4  des IS. | Doit satisfaire au critère | doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Formulaire de Soumission |
| * 1. **1.4 Entreprise publique du pays de l’Emprunteur** | * 1. Conforme à l’article 4.5 des IS. | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Formulaires  ELI -1, 2, avec pièces jointes |
| * 1. **1.4 Exclusion au titre d’une résolution des Nations Unis ou de la réglementation du pays emprunteur** | * 1. Ne pas avoir été exclu au titre de la réglementation du pays emprunteur en matière de relations commerciales avec le pays du Soumissionnaire ou d’une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unis conformément à la Section V, Pays Eligibles. | Doit satisfaire au critère | doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Formulaire de Soumission |

| ***Objet*** | 2 Antécédents de défaut d’exécution de marché | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Spécification de conformité | | | | | **Documentation Requise** |
| Critère | Soumissionnaire | | | |
| **Entité  unique** | Groupement d’entreprises | | |
| **Toutes Parties Combinées** | Chaque Membre | **Un membre** |
| 2.1 Antécédents de non-exécution de marché | * 1. Pas de défaut d’exécution incombant au Soumissionnaire d’un marché au cours des \_\_ dernières années *[insérer le nombre d’années en toutes lettres et en chiffres]* depuis le 1er janvier de l’année  [ ][[21]](#footnote-21). | Doit satisfaire au critère2. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère[[22]](#footnote-22). | Sans objet | Formulaire  ANT - 2 |
| 2.2 Exclusion dans  le cadre de la mise  en œuvre d’une Déclaration de garantie d’offre | * 1. Ne pas être sous le coup d’une sanction relative à la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie d’offre en application de l’article 4.7 des IS. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | Sans objet | Soumission (Formulaire) |
| 2.3 Litiges en instance | * 1. La solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire telles qu’évaluées au critère 3.1 ci-après restent acceptables même dans le cas où l’ensemble des litiges en instance seraient tranchés  à l’encontre du Soumissionnaire. | Doit satisfaire au critère. | Sans objet | Doit satisfaire au critère. | Sans objet | Formulaire  ANT - 2 |
| 2.4 Antécédents de litiges | * 1. Absence d’antécédent  de différends systématiquement  conclus à l’encontre du Soumissionnaire[[23]](#footnote-23) depuis le 1er janvier de l’année [ ]. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | Sans objet | Formulaire  ANT - 2 |
| 2.5 Déclaration : Performance passée dans les domaines environnemental, social hygiène et sécurité | * 1. Déclarer tous les marchés de travaux qui ont fait l’objet de suspension ou de résiliation et/ou de saisie de la garantie de performance par le Maître d’Ouvrage pour des motifs de non-respect des exigences en matière environnementale, sociale, hygiène et sécurité au cours des cinq dernières années[[24]](#footnote-24). | Doit fournir la déclaration. En cas de recours à des Sous-traitants spécialisés, ceux-ci doivent également fournir la déclaration. | Sans objet | Chaque membre doit fournir la déclaration. En cas de recours à des Sous-traitants spécialisés, ceux-ci doivent également fournir la déclaration. | Sans objet | Formulaire  ANT-3  Déclaration de performance ESHS |

| **Objet** | 3 Situation et Performance Financières | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Spécification de conformité | | | | | Documentation Requise |
| Critère | Soumissionnaire | | | |
| **Entité unique** | Groupement d’entreprises | | |
| **Toutes Parties Combinées** | Chaque membre | **Un membre** |
| 3.1 Capacité financière | * 1. (i) Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il dispose d’avoirs liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l’avance de démarrage éventuelle, à des montants suffisants pour subvenir  aux besoins de trésorerie nécessaires à l’exécution  des travaux objet du présent Appel d’Offres à hauteur de [*insérer le montant en US$]* et nets de ses autres engagements ; | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Sans objet | Formulaire FIN – 3.1 avec pièces jointes |
|  | * 1. (ii) le Soumissionnaire doit démontrer, à la satisfaction du Maître de l’Ouvrage qu’il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ; | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Sans objet |  |
|  | * 1. (iii) Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n’est pas requis par la réglementation du pays du Soumissionnaire, autres états financiers acceptables par le Maître de l’Ouvrage pour les \_\_\_\_[ *insérer le nombre d’années*] dernières années démontrant la solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire. | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Doit satisfaire au critère | Sans objet |  |
| 3.2 Chiffre d’affaires annuel moyen | * 1. Avoir un chiffre d’affaires annuel moyen d’au moins\_\_ [*insérer montant en équivalent en US$ en toutes lettres et en chiffres*], calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des [*insérer nombre d’années (\_\_\_)*] dernières années divisées par *[insérer le nombre d’années de la période considérée*. | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire à \_\_ [*insérer pourcentage*] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | Doit satisfaire à \_\_ [*insérer pourcentage*] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | Formulaire FIN – 3.2 |

| **Objet** | 4 Expérience | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Spécification de conformité | | | | | Documentation Requise |
| **Critère** | Soumissionnaire | | | |
| **Entité unique** | Groupement d’entreprises | | |
| **Toutes Parties Combinées** | Chaque membre | **Un membre** |
| 4.1 (a) Expérience générale en construction | * 1. Expérience de marchés de construction à titre d’entrepreneur principal, de membre de groupement, d’ensemblier ou de sous-traitant au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ [\_\_\_\_] dernières années à partir du 1er janvier de l’année [ ] | Doit satisfaire  au critère | Sans objet | Doit satisfaire  au critère | Sans objet | Formulaire  EXP – 4.1 |
| 4.2. (a) Expérience spécifique de construction et de gestion de contrat | * 1. a) Réalisation à titre d’entrepreneur principal, de membre d’un groupement[[25]](#footnote-25), d’ensemblier, ou de sous-traitant[[26]](#footnote-26) d’un nombre minimal de marchés similaires[[27]](#footnote-27)stipulé ci-après, de manière satisfaisante et achevés pour l’essentiel[[28]](#footnote-28)  exécutés au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ ( ) dernières années à compter du 1er janvier [insérer l’année] jusqu’à la date limite de remise des offres: (i) N marchés d’un montant minimum de V, ou (ii) moins de N marchés d’un montant d’au moins V, sachant que le montant total de tous les marchés doit être égal ou supérieur à NxV *[insérer des valeurs pour N et V, supprimer (ii) ci-dessus si non applicable]. [En cas de marchés à lots multiples, le nombre de marchés requis pour l’évaluation des qualifications sera déterminé conformément à l’option choisie à l’article 35.4 des IS et à III.2.2.]*   2. Chacun des marchés présentés au titre de ces critères doit satisfaire aux exigences essentielles minimales ci-après : [*en référence à la Section VII-Spécifications des Travaux, indiquer les exigences essentielles minimales en terme de taille physique, complexité, méthodes de construction, technologie et/ou autres caractéristiques*].   3. *[si le recours à un sous-traitant spécialisé est autorisé, décrire la nature et les caractéristiques des travaux spécialisés pour lesquels les exigences de qualification peuvent être satisfaites par des sous-traitants spécialisés, en terme de taille physique, complexité, méthodes de construction, technologie et/ou autres caractéristiques*], | Doit satisfaire au critère | Doivent satisfaire au critère[[29]](#footnote-29) | Sans objet | Sans objet | Formulaire  EXP 2.4.2 (a) |
| 4.2 (b) Expérience Spécifique | Pour les marchés référencés ci-dessus ou pour d’autres marchés exécutés en tant qu’entrepreneur principal, membre de groupement,  ou sous-traitant[[30]](#footnote-30) pendant  la période stipulée au paragraphe 4.2 a) ci-dessus  à compter du 1er janvier de [*insérer l’année*, une expérience minimale de construction achevée de manière satisfaisante et achevés pour l’essentiel  dans les activités-clés suivantes[[31]](#footnote-31) [*fournir la liste des activités-clés en indiquant le volume, le nombre ou la cadence  de production tel qu’applicable][[32]](#footnote-32)*: *Le critère 4.2(a) les exigences mentionnées définissent la similitude des marchés, alors que les activités clés ou les cadences de production à spécifier au critère 4.2(b) ont pour but de définir la capacité requise de la part du Candidat afin de réaliser les Travaux. Il ne doit pas y avoir de contradiction ni de répétition entre 4.2(a) et 4.2(b). Concernant la cadence de production, indiquer la cadence moyenne durant la période considérée ou la cadence annuelle durant 12 mois de la période considérée][[33]](#footnote-33)*: | Doit  satisfaire aux spécifications  *[indiquer les activités qui peuvent être réalisées par un sous-traitant spécialisé, si cela est permis en conformité avec IS 34.2]* | Doivent satisfaire aux spécifications  *[indiquer les activités qui peuvent être réalisées par un sous-traitant spécialisé, si cela est permis en conformité avec IS 34.2]* | Sans objet | Doit  satisfaire aux spécifications dans les domaines mentionnés  ci-après [[34]](#footnote-34):  *[le cas échéant, parmi les activités clés dont la liste figure dans la première colonne de  ce 4.2(b), indiquer les activités (volume, nombre ou cadence de production tel qu’applicable) et les exigences minimales correspondantes qui doivent être satisfaites par une Partie, sinon indiquer « Sans Objet »]* | Formulaire  EXP-4.2 (b) |

**2.5 Personnel-Clé**

***[Note : insérer dans le tableau ci-après le personnel-clé minimum nécessaire pour exécuter le marché, en tenant compte de sa nature, son étendue, sa complexité et des risques]***

Le Soumissionnaire doit établir qu’il disposera du personnel-clé de qualification convenable (et en nombre suffisant) décrit dans le tableau ci-après, qui est nécessaire pour exécuter le Marché.

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel que le Soumissionnaire prévoit d’affecter aux travaux et services, y compris leur formation académique et leur expérience professionnelle. Le Soumissionnaire remplira les formulaires prévus à la Section IV – Formulaires de soumission.

L’Entrepreneur devra obtenir l’acocrd du Maître d’Ouvrage avant de remplacer le Personnel clé (cf Clause 19.1 du CCAP).

**Personnel-Clé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Position/spécialité** | **Formation académique pertinente** | **Nombre d’années minimum d’Expérience pertinentedans des travaux similaires** |
| *1* | *[Gestionnaire routier]* |  |  |
| *2* | *….* |  |  |
| **Experts qualifiés dans les spécialités ci-après** | | | |
| *3* | *[Environnementaliste]* | Par ex diplôme dans un des domaines de l’envionnement | Par ex. un minimum de 10 années dans les marchés routiers dans un environnement de travail similaire |
| *4* | *[Hygiène et sécurité]* |  |  |
| *5* | *[Social]* |  |  |
| *6* | *[insérerd’autresspécialités,  selon les besoins]* |  |  |

**2.6 Matériel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a les matériels suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 |  |  |
| *2* |  |  |
| *3* |  |  |
| *4* |  |  |
| *5* |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission.

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de soumission |

Liste des formulaires

[Lettre de Soumission 68](#_Toc489019967)

[Annexe de la soumission 72](#_Toc489019968)

[Bordereau des prix (BP) et Détail quantitatif et estimatif (DQE) 76](#_Toc489019969)

[Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Services d’Entretien 77](#_Toc489019970)

[Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux   
de réhabilitation et d’amélioration 80](#_Toc489019971)

[Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’Urgence 84](#_Toc489019972)

[Proposition technique 88](#_Toc489019973)

[Formulaires de qualification des Soumissionnaires 101](#_Toc489019974)

|  |
| --- |
| Lettre de Soumission |

Date de soumission :

AO No. :

Variante No. :

À :

Nous, les soussignés attestons que :

1. nous avons examiné le Dossier d’Appel d’Offres, y compris l’additif/ les additifs   
   No. :  ;
2. nous remplissons les critères d’éligibilité et nous n’avons pas de conflit d’intérêt tels que définis à l’article 4 des IS;
3. nous n’avons pas été exclus par le Maître de l’Ouvrage sur la base de la mise en œuvre de la déclaration de garantie d’offre ou de proposition telle que prévue à l’article 4.7 des IS;
4. nous nous engageons à exécuter conformément au Dossier d’Appel d’Offres et aux Spécifications des Travaux et Services ci-après : *[insérer une brève description des Travaux et Services*] ;
5. le montant total de notre offre, hors rabais offert à l’alinéa (f) ci-après est composé des éléments suivants;

|  |  |
| --- | --- |
| **Description** | **Montant  (en chiffres)** |
| (a) Services d’entretien pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*.  (b) Travaux de réhabilitation pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*.  (c) Travaux d’amélioration pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de monnaie]*. |  |
| **A. SOUS-TOTAL = (a) + (b) + (c)** |  |
| (d) Travaux d’urgence pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*. |  |
| **B. TOTAL = A + (d)** |  |

Nous confirmons par la présente que le total de nos prix des Travaux de réhabilitation et d’amélioration ne dépasse pas le seuil donné dans les DPAO (34.5), qui est de *[insérer le montant ou le pourcentage du prix contractuel total].*

ou

1. le montant total de notre offre, hors rabais offert à l’alinéa (f) ci-après est composé des éléments suivants ;

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description** | **Montant (en chiffres et en lettres)** | | |
|  | **Lot 1** | **Lot 2** | **Lot 3** |
| (a) Services d’entretien pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*.  (b) Travaux de réhabilitation pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*.  (c) Travaux d’amélioration pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*. |  |  |  |
| **A. SOUS-TOTAL = (a) + (b) + (c)** |  |  |  |
| (d) Travaux d’urgence pour un montant de *[montant en toutes lettres] [nom de la monnaie]*. |  |  |  |
| **B. TOTAL = A + (d)** |  |  |  |

Nous confirmons par la présente que le total de nos prix des Travaux de réhabilitation et d’amélioration ne dépasse pas le seuil donné dans les DPAO (34.5), qui est de *[insérer le montant ou le pourcentage du prix contractuel total].*

Dans le cas de lots multiples, le montant total de chaque lot : [*insérer le montant total de l’offre pour chacun des lots en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives*] ;

Dans le cas de lots multiples, le montant total pour l’ensemble des lots :

[*insérer le montant total de l’offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives*] ;

1. les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

i) Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*

ii) la méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l’offre est la suivante: *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

1. notre offre demeurera valide pendant la période indiquée aux DPAO - IS 18.1 (telle que modifiée par additif le cas échéant) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres aux DPAO - IS 22.1 (telle que modifiée par additif le cas échéant) ; cette offre nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant l’expiration de cette période ;
2. si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché *[et une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité ;* ***omettre si non applicable****]* conformément au Dossier d’appel d’offres ;
3. conformément à l’article 4.2 des Instructions aux soumissionnaires, nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire à plus d’une offre dans le cadre du présent Appel d’offres,   
   à l’exception des offres variantes présentées conformément à l’article 13 des Instructions   
   aux Soumissionnaires ;
4. ni notre entreprise, ni nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne faisons l’objet et ne sommes pas sous le contrôle d’une entité ou d’une personne, faisant l’objet de suspension temporaire ou d’exclusion prononcée par le Groupe Banque mondiale, ou d’exclusion imposée par le Groupe Banque mondiale en vertu de l’Accord Mutuel d’Exclusion entre la Banque mondiale et les autres banques de développement. En outre nous ne sommes pas inéligibles au titre de la législation, ou d’une autre réglementation officielle du pays du Maître de l’Ouvrage, ou en application d’une décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
5. *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître de l’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître de l’Ouvrage  et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.6 des IS »]*;
6. les avantages, honoraires ou commissions ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure d’Appel d’offres ou l’exécution/signature du Marché :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

1. il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez, tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé ;
2. nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter l’offre évaluée de moindre coût ou toute offre que vous avez pu recevoir ;
3. nous certifions que nous avons adopté toute mesure appropriée afin d’assurer qu’aucune personne agissant en notre nom, ou pour notre compte, ne puisse se livrer à un quelconque acte de fraude et corruption.

Nom du Soumissionnaire\* *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

Nom de la personne signataire de l’offre\*\* *[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire de l’offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une offre présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Soumissionnaire.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Soumissionnaire, à joindre à l’offre.

Annexe(s) :

|  |
| --- |
| Annexe de la soumission |

**Paramètres de révision des prix**

*[Dans les Tableaux A, B, et C ci-dessous, le Soumissionnaire (a) indiquera le montant de son paiement demandé en monnaie nationale, (b) indiquera les sources et les valeurs de base des indices proposés pour les différents éléments des coûts en monnaies étrangères, (c) indiquera les pondérations proposées pour les formules de révisions correpsondant aux paiements en monnaie nationale et en monnaie, et (d) fera une liste des taux de change utilisés dans la conversion de monnaie, le cas échéant. Dans le cas d’un contrat très important et/ou complexe, il peut s’avérer nécessaire de spécifier plusieurs groupes de formules d'ajustement des prix correspondant aux différents travaux concernés.]*

**Tableau A. Monnaie nationale**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code d'indice\*** | **Description  de l’indice\*** | **Source de l’indice\*** | **Valeur de base et date\*** | **Montant de la soumission en la monnaie correspondante** | **Pondérations proposées** |
|  | Part non révisable | - | - | - | A : \*  B :  C :  D :  E : |
|  |  |  | **Total** |  | **1.00** |

[\*A remplir par le Maître de l’Ouvrage]

**Tableau B. Monnaie étrangère**

**Monnaie :** ....................... *[Si le Soumissionnaire souhaite utiliser plus d'une monnaie étrangère,   
ce tableau devrait être répété pour chaque monnaie étrangère.]*

| **Code de l'indice** | **Description de l’indice** | **Source de l’indice** | **Date et Valeur de base** | **Montant de la soumission en la monnaie correspondante** | **Equivalent en monnaie ‘etrang`ere ME1** | **Pondérations proposées par le soumissionnaire** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Part non révisable | **-** | **-** | **-** |  | **A : \***  **B :**  **C :**  **D :**  **E :** |
|  |  |  |  | **Total** |  | **1.00** |

[\* A remplir par le Maître de l’Ouvrage]

**Tableau C. Tableaux récapitulatifs des monnaies de paiement**

Pour ............................. *[insérer le nom de la Section des Travaux]*

*[Des tableaux séparés peuvent être nécessaires si les diverses sections des Travaux (ou du Détail quantitatif et estimatif) requièrent des proportions de monnaies nationale et étrangères très différentes. Le Maître de l’Ouvrage doit insérer les noms de chaque Section des Travaux.]*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom de la monnaie de règlement** | **A**  **Montant dans la monnaie** | **B**  **Taux de change**  **(monnaie nationale / par unité de monnaie étrangère)** | **C**  **Équivalent  en monnaie nationale**  **C = A x B** | **D**  **Pourcentage du**  **Prix net de l’Offre**  **100xC**  **PNO** |
| **Monnaie nationale** |  | **1,00** |  |  |
| **Détail quantitatif  et estimatif Monnaie étrangère #1** |  |  |  |  |
| **Détail quantitatif  et estimatif Monnaie étrangère #2** |  |  |  |  |
| **Détail quantitatif  et estimatif Monnaie étrangère #3** |  |  |  |  |
| **Prix net  de l’Offre** |  |  |  | **100.00** |
| **Sommes provisionnelles libellées en monnaie locale** | *[A compléter par le  Maître de l’Ouvrage]* |  | *[A compléter  par le Maître  de l’Ouvrage]* |  |
| **Omettre si non applicable :**  **Sommes provisionnelles aditionnelles, libellées en monnaie locale, pour des résultats ESHS** | *[A compléter par le  Maître de l’Ouvrage]* |  | *[A compléter  par le Maître  de l’Ouvrage]* |  |
| **PRIX DE L’OFFRE** |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| Bordereau des prix (BP) et Détail quantitatif  et estimatif (DQE) |

L'offre inclut les BP/DQE suivants :

* **BP/DQE pour les Services d’Entretien**
* **BP/DQE pour les Travaux de réhabilitation** (si ceux-ci sont stipulés dans le contrat)
* **BP/DQE pour les Travaux d'amélioration** (si ceux-ci sont stipulés dans le contrat)
* **BP/DQE pour les Travaux d’urgence**

*[Des Modèles de* BP/DQE *ci-dessus sont présentés dans les pages suivantes.]*

|  |
| --- |
| Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif  pour les Services d’Entretien |

1. Le BP/DQE pour les Services d’Entretien sera lu conjointement avec les Instructions aux Soumissionnaires, les Clauses du Marché, les Spécifications et les Plans.

2. Ce BP/DQE sert de référence pour le paiement des Services d’Entretien, effectué sur la base d’un forfait par kilomètre pour l’entretien des routes comprises dans le Marché, aux Niveaux de Services définis dans les Spécifications. Les prix indiqués par le soumissionnaire, sauf autrement stipulé dans le Marché, incluent le matériel, les équipements, la main-d’œuvre, la gestion et la surveillance, les matériaux, l’installation, l’entretien, les assurances, la marge bénéficiaire, tous impôts et taxes, ainsi que tous les risques, responsabilités et obligations expressément stipulés ou implicites dans le Marché.

3. Le paiement sera effectué selon les résultats obtenus par l'Entrepreneur et en fonction de la conformité aux Niveaux de Service exigés selon les Spécifications pour chaque route. La non atteinte des Niveaux de Service aura pour conséquence des réductions de paiement selon la Clause 47 du SpécificationsClauses administratives générales (CCAG).

4. Les paiements correspondants aux taux et prix unitaires seront effectués dans les proportions et monnaies indiquées dans l’Annexe de la soumission.

5. Un taux ou prix unitaire sera indiqué par le soumissionnaire pour chaque poste dans le Bordereau des Prix. Le coût des postes pour lesquels le soumissionnaire a omis d’indiquer le taux ou prix unitaire sera considéré couvert par d'autres taux et prix unitaires indiqués dans le Détail quantitatif et estimatif.

6. Les instructions générales et descriptions du travail et des matériaux ne sont pas nécessairement reprises ni récapitulées dans le Bordereau des Prix ou le Détail quantitatif et estimatif. Des références aux sections appropriées dans les documents du Marché seront faites par le Soumissionnaire avant d’indiquer les taux ou prix pour chaque poste dans le Détail quantitatif et estimatif.

7. La méthode de mesurage des travaux effectués en vue du paiement sera conforme aux dispositions de mesure et de paiement dans les sections appropriées selon les Spécifications.

8. Les erreurs de calcul découvertes avant la passation du Marché seront corrigées par le Maître de l’Ouvrage conformément aux Instructions aux Soumissionnaires.

**Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Services d’Entretien**

*[A remplir par le Soumissionnaire]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° Prix** | **Description des Service et Prix** | Prix Unitaire |
|  |  | Dans la Monnaie nationale |
| **1.** | Prix Unitaire par kilomètre et par mois |  |
|  | Ce prix rémunère entièrement au forfait les travaux et services que doit exécuter l'Entrepreneur pour atteindre et maintenir les niveaux de service décrits dans les Spécifications et autres dispositions du Marché.  Il comprend également le coût des activités mises en œuvre par l'Entrepreneur se rattachant à l’autocontrôle, l’assurance qualité et les essais de matériaux.  Le prix unitaire par kilomètre et par mois s’établit ainsi :   * Section de route a : ......................................... * Section de route b : ......................................... * Section de route c : ......................................... * Etc. ............   *[Note : Il peut y avoir soit un seul prix unitaire pour l’ensemble des routes ou sections de routes objet du Marché, soit des prix différents pour chacune.]* | ............  ............  ............ |

**Détail quantitatif et estimatif pour les Services d’Entretien**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  | **Prix Unitaire au kilomètre  et au mois** | **Prix Total** | |
| **N° Prix** | **Route ou section  de route** | **Longueur**  **(km)** | **Niveau de service** |  |  | |
| **2** | Paiement forfaitaire mensuel |  |  |  |  | |
| 2a  2b  2c  … | *[Indiquer les routes ou les sections de route]* | km | *[indiquer le Niveau de service pour chaque route ou section  de route]* |  |  | |
|  |  |  |  |  |  | |
| **SOUS-TOTAL par mois**: | | | | |  |  |
| Multiplier par le nombre de mois (durée du Marché) | | | | | *[Nombre de mois]* | |
| **Total pour la durée du Marché** | | | | |  | |

|  |
| --- |
| Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration |

1. Le Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux de réhabilitation et d'amélioration seront lus conjointement avec les Instructions aux Soumissionnaires, les Conditions du Marché, les Spécifications et les plans et dessins.

**Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux de réhabilitation**

2. Les Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux de réhabilitation présentent un certain nombre d'activités explicites considérées comme nécessaires pour la   
remise en état de sections de route particulières avant que certains ou l’ensemble des critères   
de Niveau de service relatifs à l’entretien stipulés dans les Spécifications puissent être appliqués. Le soumissionnaire entreprendra une évaluation détaillée de l'état des routes au moment de préparer son offre. Le soumissionnaire indiquera dans son offre la localisation et l'ampleur des Travaux de réhabilitation spécifiques qu’il considére nécessaires pour l'atteinte des Niveaux de service requis.

3. Bien que le dossier d’appel d’offres puisse donner une estimation de l’ensemble des Travaux de réhabilitation, il est de la responsabilité du soumissionnaire de préparer sa propre évaluation du volume de travaux requis pour chaque activité de mise à niveau, et il inscrira les chiffres correspondant à ce volume dans le Détail quantitatif et estimatif.

4. Le Maître de l’Ouvrage peut, dans certains cas, donner des quantités fixes pour quelques Travaux spécifiques de réhabilitation, tels que le revêtement de bitume, etc.. Ces cas sont clairement spécifiés par le Maître de l’Ouvrage dans les DPAO, les Spécifications et le Détail quantitatif et estimatif pour des Travaux de réhabilitation.

5. Le Paiement des Travaux de réhabilitation sera effectué en fonction des travaux réalisés conformément aux Spécifications selon les mesurages effectués par l'Entrepreneur et vérifiés par le Directeur de projet, et calculé aux taux et prix unitaires figurant dans le Bordereau des prix unitaires. Le prix total des Travaux de réhabilitation et d'amélioration, le cas échéant, ne dépassera pas le seuil exprimé en montant ou en pourcentage donné par le Maître de l’Ouvrage dans les DPAO.

**Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d'amélioration**

6. Les Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif des Travaux d’amélioration présentent un ensemble d'interventions à effectuer par l'entrepreneur qui ajoutent de nouvelles caractéristiques à la Route nécessaires en réponse à la circulation existante ou nouvelle, la sécurité ou d'autres conditions, comme défini dans Spécificationsles DPAO et les Spécifications.

7. Le Paiement pour les Travaux d'amélioration sera effectué en fonction des travaux réalisés conformément au Spécifications, comme mesurés par l'Entrepreneur et vérifiés par le Directeur de projet, et calculé aux taux et prix unitaire figurant dans le Bordereau des prix unitaires pour les Travaux d'amélioration.

**Dispositions générales**

8. Les taux unitaires et prix figurant dans le Borederau des Prix/Détail quantitatif et estimatif de l’offre, à moins que stipulé autrement dans le Marché, incluent le matériel, les équipements, la main d’œuvre, la gestion et la surveillance, les matériaux, l’installation, l’entretien, les assurances, la marge bénéficiaire, tous impôts et taxes, ainsi que tous les risques, responsabilités et obligations expressément stipulés ou implicites dans le Marché. Les taux et prix unitaires incluent également le coût des prestations d’ingénierie, des mesures nécessaires pour la prévention ou l’atténuation des atteintes à l’environnement et des mesures de sécurité.

9. Les paiements correspondants aux taux et prix unitaires seront effectués dans les proportions et monnaies indiquées dans l’Annexe de la soumission.

10. Une quantité, un taux ou prix unitaire seront indiqués seulement pour les postes de travaux considérés nécessaires pour atteindre les Niveaux de Service requis et assurer la pérennité de ces Niveaux de Service par la suite durant l'exécution des Services d’entretien, fournis séparément.

11. Les instructions générales et les descriptions du travail et des matériaux ne sont pas nécessairement reprises ni récapitulées dans le Bordereau des Prix ou le Détail quantitatif et estimatif. Des références aux sections appropriées du Marché seront faites par le Soumissionnaire avant d’indiquer les taux ou les prix pour chaque article dans le Détail quantitatif et estimatif.

12. La méthode de mesure des travaux effectués en vue du paiement sera conforme aux dispositions de mesure et de paiement de la section correspondante dans les Spécifications.

13. Les erreurs de calcul découvertes avant la passation du marché seront corrigées par le Maître de l’Ouvrage conformément aux Instructions aux Soumissionnaires.

**Modèle**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Détail quantitatif et estimatif des Travaux de réhabilitation** | | | | | |
| Poste | Quantité | Unité | Prix unitaire (en chiffres) | En lettres | Prix total |
| Fraisage et renouvellement |  |  |  |  |  |
| * Voie |  | Km |  |  |  |
| * Accotement |  | Km |  |  |  |
| Retraitement |  |  |  |  |  |
| * Voie |  | Km |  |  |  |
| * Accotement |  | Km |  |  |  |
| Coulis bitumeux |  |  |  |  |  |
| * Voie |  | Km |  |  |  |
| * Accotement |  | Km |  |  |  |
| Etc. |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Prix total des Travaux de réhabilitation | | | | |  |

Modèle

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Détail quantitatif et estimatif des Travaux d'Amélioration** | | | | | |
| Poste | Quantité | Unité | Prix unitaire (en chiffres) | En lettres | Prix total |
| Voie supplémentaire entre les km 50 et 80 | 30 | Km |  |  |  |
| Revêtement de l’accotement entre les km 50 et 80 | 30 | Km |  |  |  |
| Construction d’arrêts d'autobus dans 5 villes | 5 | Arrêt d'autobus de type A |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Prix total pour les travaux d'amélioration | | | | |  |

|  |
| --- |
| Bordereau des Prix et Détail quantitatif et estimatif  pour les Travaux d’Urgence |

**GÉNÉRALITÉS**

1. Le BP/DQE pour les Travaux d’Urgence sera lu conjointement avec les Instructions aux Soumissionnaires, les Clauses du Marché, les Spécifications et les Plans.

2. Les quantités indiquées dans le Détail quantitatif et estimatif sont hypothétiques et provisionnelles, dans le but de constituer une base commune pour l'offre. Les volumes de Travaux d’Urgence à réaliser en réalité seront spécifiés dans les Ordres de service émis par le Directeur de projet selon les Clauses administratives générales. La base de paiement pour les Travaux d’Urgence sera le volume réel des travaux ordonnés et réalisés, mesurés par l'Entrepreneur et vérifiés par le Directeur de projet et évalués aux taux unitaire et prix de l’offre dans le Bordereau des Prix, si applicables, et sinon aux taux et prix unitaires établis d’un commun accord ou déterminés par le Directeur de projet selon les dispositions du Marché.

3. Les taux unitaires et prix indiqués par le Soumissionnaire dans le BP/DQE, à moins que stipulé autrement dans le contrat, incluent le matériel, les équipements, la main-d’œuvre, la gestion et la surveillance, les matériaux, l’installation, l’entretien, les assurances, la marge bénéficiaire, tous impôts et taxes, ainsi que tous les risques, responsabilités et obligations expressément stipulés ou implicites dans le Marché.

4. Les paiements correspondants aux taux et prix unitaires seront effectués dans les proportions et monnaies indiquées dans l’Annexe de la soumission.

5. Un taux ou prix unitaire sera indiqué pour chaque poste dans le BP/DQE. Le coût des postes pour lesquels l'Entrepreneur n'a pas indiqué un taux ou un prix unitaire sera considéré couvert par d'autres taux et prix unitaire figurant dans le Détail quantitatif et estimatif.

6. Les instructions générales et les descriptions du travail et des matériaux ne sont pas nécessairement reprises ni récapitulées dans le Boredereau des Prix ou le Détail quantitatif et estimatif. Des références aux sections appropriées dans les documents du Marché seront faites par le Soumissionnaire avant d’indiquer les taux ou prix pour chaque poste dans le Détail quantitatif et estimatif.

7. La méthode de mesurage des travaux effectués en vue du paiement sera conforme aux dispositions de mesure et de paiement dans les sections appropriées selon les Spécifications.

8. Les erreurs de calcul découvertes avant l’attribution du Marché seront corrigées par le Maître de l’Ouvrage conformément à la Clause 29 des Instructions aux Soumissionnaires.

**Modèle**

**Borderau des Prix/Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’urgence**

**B. Postes de Travaux**

1. Le BP/DQE comprend généralement les détails partiels suivants, regroupés en fonction de la nature et du calendrier des Travaux :

Détail quantitatif et estimatif No 1 – Postes généraux

Détail quantitatif et estimatif No 2 – Terrassements

Détail quantitatif et estimatif No 3 – Dalots et Ponts

Détail quantitatif et estimatif No 4 – Autres postes, selon les besoins

et

Récapitulatif du Détail quantitatif et estimatif

2. Les soumissionnaires doivent libeller uniquement en monnaie nationale les prix inscrits au Détail quantitatif et estimatif, et indiquer dans l’Annexe de la Soumission, le(s) pourcentage(s) demandé(s) de paiement(s) en monnaie(s) étrangère(s).

**Modèle**

## Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’urgence

#### Détail quantitatif et estimatif No 1 : Postes généraux

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Poste No.* | *Description* | *Unité* | *Quantité* | Prix unitaire | *Montant* |
| 101 | Mise en place d’une déviation revêtue de gravier | km | 5 |  |  |
| 102 | Régulation du trafic et entretien de  la déviation | Km/jr | 30 |  |  |
| 103 | Transport de matériaux pour couche de base | m3 x km | 2500 |  |  |
| 104 | Transport de matériaux pour couche de roulement | m3 x km | 1400 |  |  |
| 105 | - etc. - |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Total du Détail quantitatif et estimatif No 1  (pour report au Récapitulatif, p.) | | | | |  |

Modèle

**Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux d’Urgence**

#### Détail quantitatif et estimatif No 2 : Terrassements

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Poste No.* | *Description* | *Unité* | *Quantité* | *Prix unitaire* | *Montant* |
| 201 | Déblaiement de la terre végétale sur une profondeur maximum de 25 cm et mise en dépôt pour reprise, transport sur une distance maximum de 1km | m3 | 95.000 |  |  |
| 202 | Déblaiement de la terre végétale sur une profondeur maximum de 25 à 50 cm et mise à la décharge | m3 | 15.000 |  |  |
| 203 | - etc. - |  |  |  |  |
| 206 | Déblai de matériaux à mettre en remblais en provenance de zone de déblais ou des lieux d’emprunt approuvés, transport sur une distance maximale de 1 km, déchargement, réglage et compactage du remblai | m3 | 258.000 |  |  |
| 207 | Déroctage au niveau des déblais et mise à la décharge des matériaux, toute profondeur | m3 | 25.000 |  |  |
| 208 | - etc. - |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
| Total du Détail quantitatif et estimatif No 2  (pour report au Récapitulatif, p.) | | | | |  |

|  |
| --- |
| Proposition technique |

La Proposition technique du soumissionnaire devrait comprendre les éléments suivants :

ANNEXE A. Prévision des flux de paiements

ANNEXE B. Organisations des Sites

ANNEXE C. Sous-traitants

ANNEXE D. Matériel de l’entrepreneur

ANNEXE E. Programme Préliminaire initial d’activité

ANNEXE F. Personnel Clé Proposé

ANNEXE G. Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre ESHS

ANNEXE H. Code de Conduite (ESHS)

Des instructions sur la manière de présenter les différentes annexes de la Proposition technique sont données dans les pages suivantes.

**ANNEXE A**

**Prévision des flux de paiements**

(1) Les soumissionnaires présenteront les prévisions ci-dessous sous forme de tableau, sur la base du programme de travail préliminaire :

(a) Dans la colonne des dépenses, le coût des travaux à effectuer

(b) Dans la colonne des recettes, les paiements nets qu’ils comptent percevoir en tenant compte du paiement d’avance et de son remboursement, les avances sur matériaux, et la retenue de garantie, mais excluant les révisions de prix à la hausse et à la baisse, et les sommes provisionnelles pour les travaux d’urgence.

(c) La prévision de paiements nets pendant la durée du marché.

(2) L’attributaire potentiel peut être tenu de remettre les informations complètes pour justifier   
ses prévisions.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Période (Mois) | Coût/Valeur des  Travaux de réhabilitation et d’amélioration *[indiquer* ***le montant*** *et* ***la monnaie*** | Coût/Valeur des Services d’Entretien *[indiquer* ***le  montant*** *et* ***la monnaie*** | Paiements Nets  à percevoir *[indiquer* ***le montant*** *et* ***la monnaie****]* | Cash Flow Net |
| Période de démarrage |  |  |  |  |
| 1 à 6 |  |  |  |  |
| 6 à 12 |  |  |  |  |
| 12 à 18 |  |  |  |  |
| 18 à 24 |  |  |  |  |
| 24 à 30 |  |  |  |  |
| 30 à 36 |  |  |  |  |
| 36 à 42 |  |  |  |  |
| 42 à 48 |  |  |  |  |
| 48 à 54 |  |  |  |  |
| 54 à 60 |  |  |  |  |
| … etc. |  |  |  |  |
| Total |  |  |  |  |

**ANNEXE B**

**Organisation du Site**

Les soumissionnaires doivent fournir ci-dessous les détails complets sur l’organisation qu’ils proposent afin d’établir, de diriger, et de gérer l’exécution du Marché. En particulier, les soumissionnaires indiqueront la localisation des camps et les ressources qu’ils ont l’intention d’affecter aux Unités de contrôle pour la planification et le suivi.

**1. TABLEAU DE L’ORGANISATION DU SITE**

**2. DESCRIPTION NARRATIVE DU TABLEAU DE L’ORGANISATION DU SITE**

**ANNEXE C**

**SOUS-TRAITANTS / PARTENAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir ci-dessous la liste des parties de Travaux et de Services qu’ils proposent de sous-traiter, et spécifier la valeur approximative de ces parties, et les noms et adresses des sous-traitants proposés, si ceux-ci sont identifiés lors de l’établissement de l’offre. Les soumissionnaires fourniront aussi la liste des autres partenaires de l’exécution du contrat et leurs rôles et responsabilités respectifs.

Partie des Travaux / Services :

Valeur approximative :

Nom et adresse du sous-traitant/partenaire proposé :

Partie des Travaux / Services :

Valeur approximative :

Nom et adresse du sous-traitant / partenaire proposé :

Partie des Travaux / Services :

Valeur approximative :

Nom et adresse du sous-traitant / partenaire proposé :

Partie des Travaux / Services :

Valeur approximative :

Nom et adresse du sous-traitant / partenaire proposé :

**Annexe D**

**Matériel de l’Entrepreneur**

**Modèle MAT**

Le Soumissionnaire fournira les informations établissant qu’il satisfait aux exigences pour l’équipement clé figurant dans la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. Un Formulaire distinct sera rempli pour chaque article de matériel énuméré (d’un prix d’achat neuf dépassant 5 000 US$), ou pour les matériels variantes proposés par le Soumissionnaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article de matériel | | |
| Informations sur le matériel | Nom du fabricant | Modèle et puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| Situation actuelle | Emplacement actuel | |
|  | Détail des engagements actuels | |
|  |  | |
| Source | Indiquer la source du matériel  o En propriété o Loué  o Location Bail o Fabriqué spécialement | |

Omettre les informations suivantes pour les équipements appartenant au Soumissionnaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Propriétaire | Nom du propriétaire | |
|  | Adresse du propriétaire | |
|  |  | |
|  | Téléphone | Nom et titre du contact |
|  | Fax | Télex |
| Accords | Détail des accords delocation/ location bail/ fabrication spécifiques au projet | |
|  |  | |
|  |  | |

**ANNEXE E**

**Programme Préliminaire initial d’activité**

Pour démontrer une bonne compréhension des exigences du Marché, les soumissionnaires fourniront les documents suivants :

i) un tableau à barres subdivisé en sections pour chaque route montrant les principales activités à effectuer pour les Services d’Entretien, les Travaux de réhabilitation et d’amélioration éventuels. Les activités devraient être indiquées avec les délais et les liens entre les activités liées/séquentielles, autant que nécessaire et possible.

ii) un tableau à barres ou une annexe montrant l’utilisation des principaux équipements, y compris ceux énumérés dans l’Annexe D (Matériel de l’entrepreneur).

**ANNEXE F**

**Modèle PER -1**

**Personnel Clé**

**Schedule**

Le Soumissionnaire devra fournir le nom et les détails demandés pour les Personnels-clés qualifiés pour exécuter le marché. Les renseignements concernant leur expérience devront être fournis dans le Formulaire PER-2 ci-après, pour chaque candidat.

**Personnel - Clé**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1.** | **Intitulé du poste : Gestionnaire routier** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **2.** | **Intitulé du poste : …** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **3.** | **Intitulé du poste : Géométre/s** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **4.** | **Intitulé du poste : Spécialiste environnement** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serai dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **5.** | **Intitulé du poste : Spécialiste Santé et Sécurité** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serait dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **6.** | **Intitulé du poste : Spécialiste Affaitres Sociales** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serait dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |
| **7.** | **Intitulé du poste :** *[insérer le titre de la position]* | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée d’emploi :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle cette position serait dotée]* |
|  | **Durée de travail prevue pour ce poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois prévus pour  la position*] |
|  | **Programme de travail prévu pour ce poste :** | [*insérer le programme d’activité prévu (par ex diagramme  Gantt détaillé*] |

**Modèle PER-2**

Curriculum Vitae et déclaration du Personnel

|  |
| --- |
| **Nom du Soumissionnaire** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Poste *[#1] : [intitulé du poste selon Formulaire PER-1]*** | | | |
| **Information sur le Personnel** | **Nom :** | | **Date de naissance :** |
|  | **Adresse :** | **Courriel :** | |
|  | **Qualifications professionnelles :** | | |
|  | **Formation académique :** | | |
|  | **Connaissance linguistique :** *[langue et niveau oral, lecture et écriture]* | | |
| **Détails** |  | | |
| **Nom de l’employeur :** | | |
|  | **Adresse de l’employeur :** | | |
|  | **Téléphone :** | | **Contact (directeur / responsable du personnel) :** |
|  | **Fax :** | |  |
|  | **Intitulé du poste :** | | **Années passées chez l’employeur actuel :** |

Résumer l’expérience professionnelle dans l’ordre inversement chronologique. Indiquer l’expérience technique et de gestion pertinente au projet.

| **Projet** | **Rôle** | **Durée d’engagement** | **Expérience pertinente** |
| --- | --- | --- | --- |
| *[identifier le projet]* | *[Rôle et responsabilités sur le projet]* | *[durée sur le projet]* | *[décrire l’expérience pertinente au poste prévu]* |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Déclaration**

Je soussigné certifie que les renseignements contenus dans le Formulaire PER-2 décrivent fidèlement ma personne, mes qualifications et mon expérience.

Je confirme que je suis disponible comme certifié ci après et le serai durant la période d’engagement sur le poste qui m’est destiné, comme indiqué dans l’Offre :

|  |  |
| --- | --- |
| **Engagement** | **Détails** |
| **Disponibilité pour la durée du Marché :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pendant laquelle le personnel clé est disponible pour ce marché]* |
| **Durée :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois pendant lequel le personnel clé est disponible*] |

Je reconnais que toute fausse déclaration ou omission dans le présent formulaire :

1. être prise en compte lors de l’évaluation de l’Offre ;
2. entrainer ma disqualification de l’Offre ;
3. entrainer ma congédiation du marché.

**Nom du Personnel –Clé : *[insérer le nom]***

Signature :

Date (jour/mois/année) :

**Signature du Représentant autorisé du Soumissionnaire :**

Signature :

Date (jour/mois/année) :

**ANNEXE G**

**Stratégies de management et plans de mise en œuvre ESHS**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : modifier le texte en italiques dans les points numérotés ci-dessous, afin de désigner les documents adéquats]***

Le Soumissionnaire devra soumettre les stratégies de management et plans de mise en œuvre dans les domaines environnemental, social, hygiène et sécurité (ESHS) tel que demandé à la Clause 11.1 (h) des DPAO. Lesdits stratégies et plans décriront en détail les actions, matériaux, matériels, procédés de gestion etc. qui seront mis en œuvre par l’Entrepreneur et ses sous-traitants.

Lors de la préparation de ces stratégies et plans, le Soumissionnaire devra prendre en compte les dispositions ESHS dans le marché, y compris celles qui pourra ient être décrites en détail dans les documents suivants :

1. *[les Spécifications des Travaux décrites dans la Section VII] ;*
2. *[l’évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES] ;*
3. *[plan de gestion environnementale et sociale (PGES)] ;*
4. *[plan d’action de relocalisation (PAR)] ;*
5. *[conditions à remplir (conditions de l’autorité de réglementation relatives aux permis ou approbations requises pour le projet)] ; et*
6. *[indiquer tout autre document pertinent]*.

**ANNEXE H**

**Code de Conduite**

**(ESHS)**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : modifier le texte en italiques dans les points numérotés ci-dessous, afin de désigner les documents adéquats]***

Le Soumissionnaire devra soumettre le Code de Conduite applicable à ses employés et sous-traitants, tel que demandé à la Clause 11.1 (h) des DPAO. Le Code de Conduite devra assurer la conformité aux dispositions ESHS dans le marché, y compris celles qui pourraient être décrites en détail dans les documents suivants :

1. *[les Spécifications des Travaux décrites dans la Section VII] ;*
2. *[l’évaluation des impacts environnementaux et sociaux (EIES] ;*
3. *[plan de gestion environnementale et sociale (PGES)] ;*
4. *[conditions à remplir (conditions de l’autorité de réglementation relatives aux permis ou approbations requises pour le projet)] ; et*
5. *[indiquer tout autre document pertinent]*.

En outre, le Soumissionnaire devra indiquer les grandes lignes de la manière dont le Code sera mis en œuvre. Cela doit comprendre la manière dont il sera présenté dans les termes d’embauche et le contrat de travail, la formation qui sera fournie, le suivi et la manière dont l’Entrepreneur envisage de remédier aux infractions éventuelles.

Formulaires de qualification des Soumissionnaires

Formulaire ELI – 1.1 :

Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

Date :

AO No. :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

|  |
| --- |
| Nom du Soumissionnaire : |
| En cas de groupement, noms de tous les membres : |
| Pays où le Soumissionnaire est, ou sera légalement enregistré :  *[insérer le nom du pays d’enregistrement]* |
| Année d’enregistrement du Soumissionnaire : |
| Adresse officielle du Soumissionnaire *[dans le pays d’enregistrement]* : |
| Renseignement sur le représentant dûment habilité du Soumissionnaire :  Nom :  Adresse :  Téléphone/Fac-similé :  Adresse électronique : |
| 1. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après :  🞎 Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en 1 ci-dessus, en conformité avec l’article 4.4 des IS  🞎 En cas de groupement, lettre d’intention de constituer un groupement, ou accord de groupement, en conformité avec l’article 4.1 des IS.  🞎 Dans le cas d’une entreprise publique du pays du Maître de l’Ouvrage, documents établissant   * qu’elle est juridiquement et financièrement autonome, * et administrée selon les règles du droit commercial, * et qu’elle n’est pas sous la tutelle du Maître de l’Ouvrage l’Acheteur, en conformité avec l’article 4.5 des IS.   2. Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d’administration et  propriété bénéficiaire |

Formulaire ELI – 1.2 :

Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un GE / sous-traitants spécialisés

*[Le Soumissionnaire remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau doit être rempli par chaque membre/partenaire du groupement ou sous-traitant spécialisé.]*

Date :

AO No. :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

|  |
| --- |
| Nom du Soumissionnaire : |
| Nom du membre du groupement : |
| Pays où le membre du groupement est, ou sera légalement enregistré : |
| Année d’enregistrement du membre du groupement : |
| Adresse officielle du membre du groupement dans le pays d’enregistrement : |
| Renseignement sur le représentant dûment habilité du membre du groupement :  Nom :  Adresse :  Téléphone/Fac-similé :  Adresse électronique : |
| 1. Ci-joint copie des originaux des documents ci-après :  🞎 Document d’enregistrement, d’inscription ou de constitution de la firme nommée en  2 ci-dessus, en conformité avec l’article 4.2 des IS  🞎 Dans le cas d’une entreprise publique du pays du Maître de l’Ouvrage, documents établissant qu’elle est juridiquement et financièrement autonome, administrée selon les règles du droit commercial, et qu’elle n’est pas sous la tutelle du Maître de l’Ouvrage en conformité avec l’article 4.5 des IS.  2. Diagramme organisationnel, liste des membres du conseil d’administration et  propriété bénéficiaire |

Formulaire ANT – 2 :

Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d’antécédents de litiges

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III,  Critères d’évaluation et de qualification | | | |
| 🞎 Il n’y a pas eu de marché non exécutés depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* tel que spécifié au critère 2.2.1 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.  🞎 Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* tel que spécifié au critère 2.2.1 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification : | | | |
| Année | Fraction non exécutée du contrat | Identification du contrat | **Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et montant équivalent $EU ou €)** |
|  |  | Identification du marché :  Nom du Maître de l’Ouvrage :  Adresse du Maître de l’Ouvrage :  Motifs de non exécution : |  |
| Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification | | | |
| 🞎 Pas de litige en instance tel que spécifié au critère 2.2.2 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification  🞎 Litige(s) en instance tel que spécifié au critère 2.2.2 de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification : | | | |

Formulaire ANT – 3 :

Déclaration de performance ESHS

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Soumissionnaire et par chaque partenaire   
dans le cas d’un GE et chaque Sous-traitant spécialisé]*

**Nom du Soumissionnaire : *[insérer le nom complet]***

**Date : *[insérer jour, mois, année]***

**Nom de la Partie au GE ou Sous-traitant spécialisé : *[insérer le nom complet]***

No. AO et titre : *[numéro et titre de l’AO]*

*Page [numéro de la page] de [nombre total de pages] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité  selon les dispositions de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification  (dans le cas où une préqualification a été effectuée, il s’agit de la Section III, Critères et conditions de qualification du Dossier de Pré-qualification) | | | |
| 🞎 **Pas de suspension ou résignation de marché :** Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* pour des motifs liés à la performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité comme stipulé à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, critère 2.2.3.  🞎 **Déclaration de suspension ou résiliation de marché :** Le(s) marché(s) ci-après ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* pour des motifs liés à la performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité comme stipulé à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, critère 2.2.3. Les détails sont founis ci-après : | | | |
| **Année** | **Fraction non exécutée du contrat** | **Identification du marché** | **Montant total du contrat (valeur actuelle en équivalent $US)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître de l’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître de l’Ouvrage : *[rue, numéro,  ville, pays]*  Motifs de suspension ou résiliation : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* | *[insérer le montant]* |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | Identification du marché :*[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître de l’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître de l’Ouvrage : *[rue, numéro,  ville, pays]*  Motifs de suspension ou résiliation : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* | *[insérer le montant]* |
| *…* | *…* | *[fournir la liste de tous les marchés concernés]* | *…* |
| **Saisie de garantie de performance par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ESHS** | | | |
| Année | Identification du marché | | Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en $US) |
| *[insérer l’année]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître de l’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître de l’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de saisie de garantie : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* | | *[insérer le montant]* |
|  |  | |  |

Formulaire FIN – 3.1 :

Situation et Performance financières

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

**1. Données financières**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Données financières en *[préciser la monnaie]*** | **Antécédents pour les \_\_\_\_\_\_ (\_\_) dernières années**  (montant en *[préciser la monnaie, le taux de change et le montant]* équivalent en $ E.U.) | | | | |
|  | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année 4 | Année 5 |
| Situation financière (Information du bilan) | | | | | |
| Total actif (TA) |  |  |  |  |  |
| Total passif (TP) |  |  |  |  |  |
| Avoirs nets (AN) |  |  |  |  |  |
| Disponibilités (D) |  |  |  |  |  |
| Engagements (E) |  |  |  |  |  |
| Fonds de Roulement (FR) |  |  |  |  |  |
| Information des comptes de résultats | | | | | |
| Recettes totales (RT) |  |  |  |  |  |
| Bénéfices avant impôts (BAI) |  |  |  |  |  |
| Information sur la capacité de financement | | | | | |
| Capacité de financement générée par les activités opérationnelles |  |  |  |  |  |

Formulaire FIN – 1 :

**Sources de financement**

Specify proposed sources of financing, such as liquid assets, unencumbered real assets, lines of credit, and other financial means, net of current commitments, available to meet the total construction cash flow demands of the subject contract or contracts as indicated in Section III, Evaluation and Qualification Criteria

|  |  |
| --- | --- |
| Source de financement | Montant (équivalent en US$) |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| 4. |  |

Formulaire FIN – 3.2 :

Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | **Données sur le chiffre d’affaires annuel (construction uniquement)** | | |
| **Année** | **Montant**  **Monnaie** | | **Taux de Change** | **Equivalent US$** |
| *[indiquer l’années]* | *[insérer le montant et indiquer la monnaie]* | |  |  |
|  |  | |  |  |
|  |  | |  |  |
|  |  | |  |  |
|  |  | |  |  |
| Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction \* |  | |  |  |

\* Voir Section III, Critères de Evaluation et Qualification, Sous Facteur 2.3.2.

Formulaire FIN – 3.3 : Ressources financières

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ressources financières** | | |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (US$ équivalent)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |

Formulaire FIN – 3.4

Charge de travail / travaux en cours

Les Soumissionnaires, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

**Engagements en cours**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Nom du marché** | **Adresse, tel., fax du maître de l’ouvrage** | **Montant des travaux à achever [équivalent US$]** | **Date d’achèvement estimé** | **Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (US$/mois)** |
| 1 |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Formulaire EXP – 4.1 :

Expérience générale de construction

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

| Mois/ année de départ\* | Mois/ année final(e) | Identification du marché | Rôle du soumissionnaire |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | Nom du marché :  Brève description des Travaux réalisés par le :  Soumissionnaire :  Montant du marché :  Nom du Maître de l’Ouvrage :  Adresse : |  |
|  |  | Nom du marché :  Brève description des Travaux réalisés par le :  Soumissionnaire :  Montant du marché :  Nom du Maître de l’Ouvrage :  Adresse : |  |
|  |  | Nom du marché :  Brève description des Travaux réalisés par le :  Soumissionnaire :  Montant du marché :  Nom du Maître de l’Ouvrage :  Adresse : |  |

Formulaire EXP – 2.4.2 (a) *:*

Expérience spécifique en tant qu’Entrepreneur ou Ensemblier

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

| **Numéro de marché similaire :** | **Information** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Identification du marché |  | | | |
| Date d’attribution |  | | | |
| Date d’achèvement |  | | | |
| Rôle dans le marché | 🞎  Entrepreneur Principal | 🞎  Membre  d’un GE | 🞎  Sous-traitant | 🞎  Ensemblier |
| Montant total du marché |  | | $ E.U. | |
| Dans le cas d’une partie à un GE ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total  du marché |  |  |  | |
| Nom du Maître de l’Ouvrage : |  | | | |
| Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |  | | | |

Formulaire EXP – 2.4.2 (a)(suite) :

Expérience en tant qu’Entrepreneur et d’Ensemblier (suite)

| **No. du marché similaire :** | **Information** |
| --- | --- |
| Description de la similitude en référence au critère 2.4.2 (a) de  la Section III : |  |
| 1. Montant |  |
| 2. Taille physique des Travaux  et Services |  |
| 3. Complexité |  |
| 4. Méthodes/Technologie |  |
| 5. Taux de construction des activités principales |  |
| 6. Autres caractéristiques |  |

Formulaire EXP – 4.2 (b) :

Expérience spécifique de construction dans les activités clés

Nom légal du Soumissionnaire :

Date :

Nom légal de la Partie au GE :

No. AO et titre :

Page *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pages

1. Activité clé No. 1 :

|  | **Information** | | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Identification du marché |  | | | | | |
| Date d’attribution |  | | | | | |
| Date d’achèvement |  | | | | | |
| Rôle dans le marché | 🞎  Entrepreneur Principal | 🞎  Membre  d’un GE | | 🞎  Sous-traitant | | 🞎  Ensemblier |
| Montant total du marché |  | | | $E.U. | | |
| Quantité (volume ou taux de production, le cas échéant) mise en œuvre dans le cadre du marché par an (ou toute autre période inférieure à un an) | Quantité totale dans le cadre  du marché  (i) | | Pourcentage de participation  (ii) | | Quantité effective mise en œuvre  (i) x (ii) | |
| 1ère année |  | |  | |  | |
| 2ème année |  | |  | |  | |
| 3ème année |  | |  | |  | |
| 4ème année |  | |  | |  | |
| Nom du Maître de l’Ouvrage : |  | | | | | |
| Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |  | | | | | |

Section V. Pays Eligibles

**Eligibilité en matière de passation des marchés de fournitures,   
travaux et services financés par la Banque mondiale.**

Aux fins d’information des emprunteurs et des soumissionnaires, en référence aux articles 4.8 et 5.1 des IS, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce projet :

* 1. (a) au titre des IS articles 4.8(a) et 5.1:
  2. *[insérer la liste des pays inéligibles, ou s’il n’y en a pas, indiquer « aucun »]*
  3. (b) au titre des IS 4.8(b) et 5.1:

*[insérer la liste des pays inéligibles, ou s’il n’y en a pas, indiquer « aucun »]*

Section VI. Fraude et Corruption

(Le texte de cette section ne doit pas être modifié)

1. Objet

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente Section, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des opérations de financement de projets d’investissement de la Banque.

2. Exigences

2.1 La Banque exige que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que l’ensemble de leur personnel ; se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation des marchés, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque :

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

(i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;

(ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou s’abstient d’agir, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;

(iii) se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités;

(iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité; et

(v) et se livre à des « manœuvres obstructives »

(aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou

(bb) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.

1. rejettera la proposition d’attribution d’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat;
2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur, ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[35]](#footnote-35) (ii) de la participation[[36]](#footnote-36) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ;
4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[37]](#footnote-37) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou l’exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

PARTIE 2 – Specifications des Travaux et Services

Section VII. Spécifications des Travaux et Services

**Notes pour la préparation des Spécifications pour les Marchés routiers à obligation de résultats**

Des Spécifications claires et précises sont essentielles pour que les soumissionnaires soient en mesure de répondre de manière réaliste et compétitive aux exigences du Maître d’Ouvrage sans émettre de réserves ni conditions dans leurs offres. Dans le cas des **marchés routiers à obligation de résultats**, les Spécifications doivent couvrir des aspects divers (critères de performance, les aspects techniques généraux, l’organisation, la réglementation environnementale, etc..) et doivent être rédigées de manière à permettre la concurrence la plus étendue possible, tout en présentant clairement les normes requises auxquelles les soumissionnaires doivent se conformer. Les Spécifications doivent être spécialement rédigées par le Maître d’ouvrage pour convenir aux conditions spécifiques de chaque pays et aux routes sur lesquelles porte le marché. Reconnaissant qu’il n’existe pas de spécifications types applicables de manière universelle dans tous les pays, le présent document ne comprend pas un modèle de Spécifications. Cependant, afin de servir de guide à ses clients et des autres utilisateurs du présent document et de leur venir en aide, la Banque a préparé une annexe au présent document sous la forme d’un volume séparé, contenant un « Modèle de Spécifications pour les marchés routiers à obligation de résultats » dans laquelle sont présentés un exemple de rédaction et des informations techniques pour la préparation de la Section VI – Spécifications. L’annexe peut être utilisée, avec les ajustements nécessaires, à différents types de routes, allant des routes non revêtues à faible volume de trafic aux routes revêtues à multiples voies de circulation. La Banque suggère l’utilisation de ce modèle de rédaction selon les besoins, qui demandera cependant des adaptations aux circonstances spécifiques des réseaux routiers sous contrat. Le modèle de Spécifications fourni est le reflet des principes de base sur lesquels est fondé le modèle de dossier d’appel d’offres pour marchés routiers à obligation de résultats. Le recours au modèle de Spécifications devrait également aider à éviter tout conflit qui pourrait survenir à cause de contradictions possibles entre les parties administratives du dossier d’appel d’offres et les Spécifications.

Le document « Modèle de Spécifications pour les marchés routiers à obligation de résultats » est disponible sur le site de la Banque mondiale consacré à la passation des marchés.

La Section VI du dossier d’appel d’offres final devrait comprendre au minimum les parties suivantes :

**Partie A : Spécifications relatives aux obligations de résultats**

Cette partie comprend une description détaillée (i) des concepts sur la base desquels les marchés routiers à obligation de résultats sont préparés, (ii) des Niveaux de Service demandés pour les routes faisant l’objet du marché, (iii) des méthodes et procédures à appliquer pour mesurer la conformité avec les Niveaux de Service, (iv) les réductions de paiement et/ou les pénalités applicables en cas de non-conformité, (v) les travaux initiaux de réhabilitation et les travaux d’amélioration que l’entrepreneur devra exécuter en plus des Services de gestion et d’entretien et les travaux, et (vi) d’autres aspects, tels que l’organisation interne de l’entrepreneur, etc.

**Partie B : Spécifications générales pour travaux routiers**

Cette partie est très spécifique au pays et devrait présenter les normes et spécifications généralement utilisées aux travaux routiers dans le pays, essentiellement en termes de qualité et mise en œuvre. La partie B est applicable particulièrement pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration décrits à la partie A, mais certaines dispositions peuvent également s’appliquer aux Services d’entretien et aux Travaux d’urgence.

**Partie C : Spécifications pour Travaux d’urgence**

Cette partie doit décrire les procédures et autres mesures à appliquer si des Travaux d’urgence doivent être exécutés dans le cadre du Marché. Le recours au modèle de rédaction devrait éviter que le concept de Travaux d’urgence ne soit pas utilisé à tort.

**Partie D : Spécifications relatives aux aspects environnementaux et sociaux**

Cette partie devrait présenter les règles à suivre par l’entrepreneur afin de prévenir des dégâts à l’environnement indésirables, et/ou concernant les aspects sociaux concernant le logement, l’assainissement et la santé de la main-d’œuvre.

D’autres Spécifications peuvent être nécessaires, portant sur l’utilisation des matériaux, du matériel et des équipements par l’entrepreneur, si les dispositions du CCAG et du CCAP sont jugées insuffisantes par le Maître d’ouvrage. Ces aspects peuvent également être traités dans les Spécifications générales relatives aux Travaux routiers.

Les objectifs d’économie, d’efficacité et d’équité lors du processus de passation de marchés seront atteints, la conformité des offres assurée, et la tâche d’évaluation des offres facilitée, si les différentes parties des Spécifications sont préparées de manière adéquate et insérées dans le dossier d’appel d’offres.

L’usage du système métrique est recommandé par la BIRD.

On veillera, lors de la préparation des Spécifications, à ce qu’elles ne soient pas trop restrictives pour ce qui concerne les spécifications de normes applicables aux matériaux, matériel et autres fournitures et mise en œuvre. Des normes internationalement reconnues devraient être utilisées dans toute la mesure du possible.

Les présentes **Notes pour la préparation des Spécifications** sont fournies seulement pour l’information du Maître d’ouvrage ou de la personne en charge de la rédaction des Spécifications. Elles **ne** devraient pas être conservées dans le DAO final.

**EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES, HYGIENE ET SECURITE (ESHS)**

*Le Maître d’Ouvrage doit recourir aux services d’un spécialiste qualifié dans le domaine environnemental, social, hygiène et sécurité afin de préparer les spécifications ESHS, en collaboration avec un spécialiste en passation des marchés.*

*Le Maître d’Ouvrage doit joindre ou se référer à sa politique/ses règles environnementales,   
sociales, hygiène et sécurité applicables au projet. Si cette politique ou ces règles n’existent pas,   
le Maître d’Ouvrage devrait se référer aux conseils ci-après afin de préparer des règles applicables aux Travaux.*

**Contenu Recommandé pour des Règles Environnementales et Sociales**

*L’objectif d’une politique applicable aux Travaux devrait au minimum être formulé en vue d’intégrer la protection de l’environnement, l’hygiène et la sécurité au travail et dans les communautés concernées, l’égalité des sexes, la protection des enfants, les groupes vulnérables (y compris les handicapés), la violence à caractère sexiste (VCS), la prévention et l’information concernant le VIH/SIDA, et l’engagement des parties prenantes dans les processus de planification, les programmes et activités des parties concernées par la réalisation des Travaux. Il est conseillé au Maître d’Ouvrage de consulter la Banque mondiale afin de convenir des aspects à inclure, qui peuvent également traiter de : l’adaptation climatique, la relocalisation et l’expropriation, les populations indigènes, etc. La politique applicable devrait établir le cadre de suivi, les processus et activités d’amélioration continue, et les mécanismes destinés à rendre compte de la conformité aux règles.*

*La politique applicable devrait dans toute la mesure du possible être brève mais spécifique et explicite, et mesurable afin de permettre de rendre compte de la conformité aux règles applicables en conformité avec la Clause 17.3 du CCAP et l’Annexe B du CCAG.*

*Au minimum, la politique doit contenir les engagements à :*

1. *appliquer les bonnes pratiques professionnelles internationales pour la protection et la conservation de l’environnement naturel et minimiser les impacts inévitables ;*
2. *procurer et maintenir un cadre de travail respectant l’hygiène et la sécurité et des systèmes de travail sécures ;*
3. *protéger la santé et la sécurité des communautés locales et des usagers, avec une attention particulière pour les personnes handicapées, âgées ou plus généralement vulnérables ;*
4. *assurer que les conditions d’embauche et de travail de tous les travailleurs engagés pour les Travaux se conforment aux conventions du BIT relatives à la main d’œuvre auxquelles le pays hôte a adhéré ;*
5. *ne pas tolérer les activités illégales et mettre en œuvre les mesures disciplinaires à leur encontre. Ne pas tolérer les activités VCS, sacrifice d’enfants, atteintes sexuelles aux enfants, et harcèlement sexuel et mettre en œuvre les mesures disciplinaires à leur encontre ;*
6. *adopter une perspective sexo-spécifique et procurer un cadre favorisant l’égalité des hommes et des femmes dans la participation à la planification et à la préparation des Travaux et leur permettant d’en bénéficier de manière égale ;*
7. *travailler de manière collaborative, y compris avec les usagers in fine des Travaux, les autorités concernées, les entreprises et les communautés locales ;*
8. *entendre et écouter les personnes et organisations affectées et répondre à leurs préoccupations, avec une attention particulière pour les personnes vulnérables, handicapées, ou âgées ;*
9. *procurer un cadre faisant la promotion d’échange d’information, de vues et d’idées en toute liberté et sans crainte de représailles ;*
10. *minimiser le risque de transmission VIH et réduire les effets de VIH/SIDA liés à la réalisation des Travaux.*

*Le document de politique devrait être signé par la plus haute autorité du Maître d’Ouvrage, afin de signaler l’intention de mettre la politique en œuvre de manière rigoureuse.*

**Contenu Minimum pour les Spécifications ESHS**

*Les spécialistes préparant les spécifications ESHS doivent se reférer aux documents ci-après :*

1. *Rapports du projet, par ex. EIES, PGES*
2. *Conditions d’obtention de consentements/permis*
3. *Normes applicables, y compris les Directives EHS du Groupe de la Banque mondiale*
4. *Normes et dispositions légales et réglementaires nationales (lorsqu’elles reflètent des exigences supérieures à celles des Directives EHS du Groupe de la Banque mondiale)*
5. *Normes internationales pertinentes, par ex. les Directives de l’OMS sur l’utilisation sans danger des Pesticides*
6. *Normes sectorielles pertinentes, par ex. Directive 91/271/CEE de l’UE sur le traitement des eaux usées urbaines*
7. *Mécanismes de prise en charge des réclamations.*

*Les spécifications ESHS devraient être préparées de manière à ne pas entrer en conflit avec les dispositions pertinentes du CCAG et du CCAP, et en particulier :*

CCAG

Clause 4 Langue et droit applicable

Clause 11 Responsabilités de l’Entrepreneur

Clause 12 Sous-traitants

Clause 18 Réalisation des Travaux

Clause 19 Personnel et Main d’œuvre

Clause 25 Auto-contrôle de la qualité et de la sécurité par l’Entrepreneur

Clause 26 Exigences environnementales et de sécurité

**Contenu minimum du Code de Conduite**

*Des exigences minimales pour le Code de Conduite devraient être décrites, en tenant compte des enjeux, impacts et mesures palliatives identifiées dans les documents ci-après :*

1. *Rapports du projet, par ex. EIES, PGES*
2. *Conditions d’obtention de consentements/permis*
3. *Normes applicables, y compris les Directives EHS du Groupe de la Banque mondiale*
4. *Normes et dispositions légales et réglementaires nationales (lorsqu’elles reflètent des exigences supérieures à celles des Directives EHS du Groupe de la Banque mondiale)*
5. *Normes internationales pertinentes, par ex. les Processus et normes de logement des travailleurs (IFC et BERD)*
6. *Normes sectorielles pertinentes, par ex. logement des travailleurs*
7. *Mécanismes de prise en charge des réclamations.*

*Les types d’enjeux identifiés pourraient comprendre : les risques liès au déplacement de main d’oeuvre, maladies transmissibles, harcèlement sexuel, violence à caractère sexuel, conduite illicite et criminalité, et à la préservation de l’environnement, etc.*

*Les exigences minimales pour le Code de Conduite pourraient être fondées sur ce qui suit :*

**Exigences du Code de Conduite**

Un code de conduite satisfaisant devra imposer des obligations à tous le personnel de projet (y compris les sous-traitants et les journaliers) adaptées pour tacler les points suivant, au minimum. Des obligations supplémentaires peuvent être ajoutées afin de prendre en compte des préoccupations de la région, de la localisation, du secteur ou des exigences spécifiques du projet. Les points à traiter comprennent :

1. Conformité avec les lois et règlements applicables à la juridiction
2. Conformité avec les exigences applicables d’hygiène et de sécurité (y compris le   
   port d’équiment personnel protectif, la prévention d’accidents évitables et le devoir de signaler des situations ou des pratiques présentant un risque de sécurité ou une menace   
   à l’environnement)
3. L’usage de substances illégales
4. L’abscence de discrimination (par exemple sur la base du statut familial, l’origine ethnique, le sexe, la religion, la langue, le statut marital, l’âge, la naissance ou les convictions politiques)
5. Les interactions avec les membres des communautés (par exemple afin de promouvoir une attitude respectueuse et non-discriminatoire)
6. Le harcèlement sexuel (par exemple afin de prohiber l’usage de langage ou de comportement -- notamment à l’égard des femmes et des enfants—qui serait inapproprié, ou s’apparentrait à du harcèlement, serait abusif, sexuellement provocatif, humiliant ou culturellement inapproprié)
7. La violence et l’exploitation (par exemple la prohibition d’échange monétaire, d’emploi, de biens ou de services en échange d’actes sexuels, y compris des faveurs sexuelles ou autres formes de comportement humiliant, dégradant ou de nature exploitive)
8. La protection des enfants (y compris la prohibition d’abus, d’agression sexuelle ou autres comportements inacceptables à l’égard des enfants, restreignant les interactions avec   
   les enfants et assurant leur sécurité dans les zones du projet)
9. Les dispositifs sanitaires (pr exemple afin d’assurer que les travailleurs utilisent   
   des installations sanitaires spécifiées fournies par leur employeur et non pas des   
   zones extérieures)
10. La prévention des conflits d’intérêts (afin que des avantages, des contrats ou l’emploi, ou toute sorte de traitement préférentiel ou faveur ne soient pas accordés à toute personne ayant une relation financière, familiale ou personnelle)
11. Le respect des instructions de travail raisonnables (y compris concernant les normes environnementales et sociales)
12. La protection et l’utilisation appropriée de la propriété (par exemple afin de prohiber le vol, la négligence ou le gaspillage)
13. L’obligation de signaler les infractions au Code
14. L’absence de représailles à l’encontre des travailleurs qui signalent des infractions au Code, si cela est effectué de bonne foi.

Le Code de Conduite doit être formulé en langage clair et signé par chaque travailleur afin d’indiquer qu’ils ont :

1. reçu une copie du code ;
2. reçu une explication sur le contenu du code
3. pris connaissance que le respect du code est une exigence de leur contrat d’embauche ; et
4. compris que toute infraction au code peut avoir de sérieuses conséquences, y compris le licenciement, ou le défèrement aux autorités judiciaires.

**Paiement pour les Exigences ESHS**

*Les spécialistes ESHS et de passation des marchés du Maître d’Ouvrage doivent envisager comment l’Entrepreneur étalira le coût des exigences ESHS. Dans la majorité des cas, la rémunération correspondant aux exigences ESHS (accessoires à la réalisation des travaux et services) sera normalement couverte par le coût des autres éléments du Détail quantitatif et estimatif. Par exemple, le coût de mise en œuvre de systèmes de sécurité du travail, y compris le coût des mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la circulation, sera couvert par les prix du Soumissionnaire pour les travaux correspondants. Dans des circonstances exceptionnelles, l’insertion d’un poste de prix spécifique dans le Détail quantitatif et estimatif pourra être souhaitable, afin de rémunérer certaines activités ESHS, par exemple les activités de conseils et de sensibilisation sexo-spécifiques au VIH.*

PARTIE 3 – Marché

Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)

## Table des clauses

[A. Marché et Interprétation 135](#_Toc489019557)

[1. Définitions 135](#_Toc489019558)

[2. Interprétation 137](#_Toc489019559)

[3. Documents contractuels 138](#_Toc489019560)

[4. Langue et droit applicable 138](#_Toc489019561)

[5. Notifications 138](#_Toc489019562)

[6. Règlement des litiges (cas du recours à une équipe de conciliation   
de trois membres) 140](#_Toc489019563)

[7. Règlement des litiges (cas du recours à un Conciliateur unique) 143](#_Toc489019564)

[B. Responsabilités des parties 146](#_Toc489019565)

[8. Etendue des prestations 146](#_Toc489019566)

[9. Responsabilité de la Conception 147](#_Toc489019567)

[10. Copyright 150](#_Toc489019568)

[11. Date de démarrage et Date d’achèvement 150](#_Toc489019569)

[12. Responsabilités de l’Entrepreneur 150](#_Toc489019570)

[13. Sous-traitance 152](#_Toc489019571)

[14. Cession 152](#_Toc489019572)

[15. Responsabilités du Maître de l’ouvrage 152](#_Toc489019573)

[16. Informations confidentielles 153](#_Toc489019574)

[C. Exécution des Travaux et Services 154](#_Toc489019575)

[17. Représentants 154](#_Toc489019576)

[18. Programme des travaux 157](#_Toc489019577)

[19. Exécution des Travaux 158](#_Toc489019578)

[20. Personnel et Main d’oeuvre 161](#_Toc489019579)

[21. Essais et inspections 163](#_Toc489019580)

[22. Travaux de réhabilitation 165](#_Toc489019581)

[23. Travaux d’amélioration 165](#_Toc489019582)

[24. Services d’entretien 166](#_Toc489019583)

[25. Normes de performance 166](#_Toc489019584)

[26. Autocontrôle de qualité et sécurité par l’Entrepreneur 166](#_Toc489019585)

[27. Sécurité des personnes et des biens et protection de l’environnement 167](#_Toc489019586)

[28. Ordres de service 167](#_Toc489019587)

[29. Réception provisoire 167](#_Toc489019588)

[30. Travaux d’urgence 168](#_Toc489019589)

[31. Qualité des matériaux utilisés par l’Entrepreneur 169](#_Toc489019590)

[32. Signalisation et marquage des zones de travail et déviations 169](#_Toc489019591)

[D. Partage des risques 170](#_Toc489019592)

[33. Risques incombant au Maître d’Ouvrage 170](#_Toc489019593)

[34. Risques incombant à l’Entrepreneur 171](#_Toc489019594)

[35. Pertes ou dommages matériels ; accidents du travail ; indemnisation 171](#_Toc489019595)

[36. Assurances 172](#_Toc489019596)

[37. Circonstances imprévisibles 174](#_Toc489019597)

[38. Modification des législations et réglementations 176](#_Toc489019598)

[39. Force majeure 176](#_Toc489019599)

[E. Garanties et responsabilités 178](#_Toc489019600)

[40. Garantie du délai d’achèvement 178](#_Toc489019601)

[41. Garantie de performance et responsabilité 179](#_Toc489019602)

[42. Garantie des défectuosités 180](#_Toc489019603)

[43. Limite de responsabilité 182](#_Toc489019604)

[44. Responsabilité des dommages résultants des accidents routiers   
et des interruptions de circulation 182](#_Toc489019605)

[F. Paiement 182](#_Toc489019606)

[45. Montant du Marché 182](#_Toc489019607)

[46. Avance de démarrage 183](#_Toc489019608)

[47. Borderau des Prix et Détail quantitatif et estimatif 183](#_Toc489019609)

[48. Mesurage 185](#_Toc489019610)

[49. Révision des prix 185](#_Toc489019611)

[50. Décomptes 186](#_Toc489019612)

[51. Paiements 187](#_Toc489019613)

[52. Retenue de garantie et réductions 187](#_Toc489019614)

[53. Impôts et taxes 188](#_Toc489019615)

[54. Garanties 188](#_Toc489019616)

[55. Réception provisoire/ Achèvement 189](#_Toc489019617)

[56. Décompte final 190](#_Toc489019618)

[57. Décharge 190](#_Toc489019619)

[58. Plans de récolement et Manuels 190](#_Toc489019620)

[G. Mesures coercitives 190](#_Toc489019621)

[59. Suspension 190](#_Toc489019622)

[60. Résiliation 192](#_Toc489019623)

[H. Somme provisionnellé 198](#_Toc489019624)

[61. Somme provisionnelle 198](#_Toc489019625)

[62. Utilisation de la somme provisionnelle pour les Travaux d’urgence 198](#_Toc489019626)

[63. Utilisation de la somme provisionnelle pour les Imprévus 199](#_Toc489019627)

[I. Modification des éléments du Marché 199](#_Toc489019628)

[64. Modification des Travaux et Services 199](#_Toc489019629)

[65. Prolongation du délai d’achèvement 203](#_Toc489019630)

[66. Exonération de l’obligation d’exécution 204](#_Toc489019631)

[67. Fraude et Corruption 204](#_Toc489019632)

A. Marché et Interprétation

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Définitions | * 1. Les termes et expressions suivants en caractères gras auront la signification qui leur est attribuée ci-après :   Le terme **« Marché »** désigne le marché conclu entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur afin de réaliser les Services attendus de l’Entrepreneur et de mener à bien les Travaux et obligations d’entretien correspondants. Il comprend les documents dont la liste figure à la Clause 3 ci-après.  Le terme **« jour »** signifie jour calendaire et le terme **« mois »** désigne un mois calendaire.  L’expression **« Maître d’ouvrage »** désigne la personne qui a contracté l’Entrepreneur en vue de réaliser les Travaux et Services.  L’expression **« Directeur de projet »** désigne la personne nommée dans le **CCAP**, en charge de l’administration du Marché, pour le compte du Maître d’ouvrage, et du contrôle des travaux et des services à réaliser dans ce cadre. Le Directeur de projet peut déléguer certaines de ses fonctions à une autre personne compétente, tout en gardant la responsabilité des actions de cette personne. Le Directeur de projet ne peut déléguer l’ensemble de ses responsabilités de contrôle administratives.  L’expression **« Entrepreneur »** désigne la personne ou société dont l’offre pour réaliser les Travaux et les Services a été acceptée par le Maître de l’ouvrage.  L’expression **« Offre de l’Entrepreneur »** désigne les documents constitutifs de l’offre préparée par l’Entrepreneur et remise au Maître de l’ouvrage.  Le terme **« Sous-traitant »**, désigne toute personne ou société avec laquelle l’Entrepreneur a passé contrat en vue d’exécuter certaines activités en liaison acvec les Services à assurer dans le cadre du Marché, y compris des travaux sur le Site.  Le terme **« Comité de Règlement des Différends »** désigne la personne ou le groupe de trois personnes, désignée(s) et oeuvrant en accord avec les règles et procédures définies dans le Marché, et en application de la Clause 6 ci-après, à l’effet de rechercher des solutions amiables aux litiges qui pourraient survenir entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur dans le cadre du Marché.  L’expression **« Montant du Marché »** désigne le montant fixé dans l’Acte d’engagement, sous réserve des augmentations, réajustements ou réductions qui pourront y être apportés en vertu du Marché.  L’expression **« Equipements de l’Entrepreneur »** désigne toutes machines et véhicules de l’Entrepreneur amenées sur le Ste afin de réaliser les Travaux ou les Services.  Le terme **« Site »** désigne la zône définie comme telle dans  le CCAP.  L’expression **« Date de démarrage »** désigne la date à laquelle l’Entrepreneur a commencé l’exécution physique des Travaux et Services sur le Site. Cette date n’est pas nécessairement la date à laquelle le Site est mis à disposition par le Maître d’ouvrage.  L’expression **« Délai d’achèvement contractuel »** désigne le délai dans lequel les Travaux et Services dans leur ensemble doivent être achevés conformément au CCAP. Le délai d’achévement contractuel ne peut être modifié que par le Directeur de projet, dans le cadre d’un ordre de service de prolongation de délai.  L’expression **« Date d’achèvement »** signifie la date à laquelle les Travaux et Services ont été achevés selon le constat établi par le Directeur de projet en application de la Clause 10.2.  L’expression **« Période de garantie »** désigne la période définie dans le Marché et qui s’applique aux Travaux de réhabilitation et d’amélioration, sous réserves des exclusions définies dans le CCAP, le cas échéant.  L’expression **« Ordre de service »** signifie toute instruction écrite donnée par le Chef de projet à l’Entrepreneur concernant l’exécution des Travaux et Services, et notamment en application de la Clause 27 ci-après, pour ce qui concerne les Travaux d’amélioration et d’urgence.  Le terme **« Route »** désigne la route ou le réseau routier faisant l’objet du Marché de Travaux et Services d’entretien.  L’expression **« Bureau de gestion de la Route »** désigne l’endroit désigné par l’Entrepreneur, à partir duquel le gestionnaire routier opère, et où l’Entrepreneur recevra les notifications.  L’expression **« Gestionnaire routier »** désigne la personne nommée par l’Entrepreneur, en charge de gérer toutes les activités de l’Entrepreneur dans le cadre du Marché. Il représente également l’Entrepreneur pour les besoins du Marché.  Le terme **« Services »** désigne toutes les interventions sur la Route objet du Marché, et toutes les activités en relation avec la gestion et l’évaluation de la Route, qui doivent être menées par l’Entrepreneur afin d’atteindre et de maintenir les normes de performance routiére telles que définies par les Niveaux de service, et afin de percevoir le paiement total de la rémunération mensuelle dans le cadre du Marché.  Le teme **« Spécifications »** désigne les Spécifications des Travaux et Services faisant partie du Marché, et toute modification ou addition effectuée ou approuvée à ce document par le Directeur  de projet.  L’expression **« Niveau de Service »** désigne le seuil de performance minimal de qualité de l’état de la Route défini dans les Spécifications, que l’Entrepreneur à l’obligation d’assurer.  L’expression **« Travaux de réhabilitation »** désigne des travaux spécifiques clairement définis que l’Entrepreneur doit exécuter dans les conditions définies au Marché, en conformité avec les Spécifications. Les quantités de Travaux de réhabilitation ont été estimées par l’Entrepreneur comme nécessaires pour atteindre les normes de performance définies par les Niveaux de Service et seront rémunérées sous forme de prix forfaitaire.  L’expression **« Travaux d’amélioration »** désigne un ensemble d’interventions qui ajoutent des caractéristiques à la Route, pour répondre au besoin du trafic existant ou nouveau, à des impératifs de sécurité ou autres, en conformité avec les Spécifications.  L’expression **« Travaux d’urgence »** désigne un ensemble d’activités nécessaires et suffisantes afin de restaurer la Route et rétablir sa structure ou son emprise à la suite de dégâts occasionnés par des phénomènes naturels, aux conséquences exceptionnelles, tels que fortes tempêtes, inondations, et séismes. Le besoin d’exécuter des Travaux d’urgence est défini conjointement par le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, et le Maître d’ouvrage émettra un ordre de service afin de démarrer des Travaux d’urgence.  Le terme **« Travaux »** désigne ce que le Marché impose à l’Entrepreneur de construire, installer, ou céder au Maître d’ouvrage, dans le cadre des Travaux de réhabilitation, d’amélioration ou d’urgence. |
| 1. Interprétation | * 1. Pour l’interprétation des présentes Clauses administratives génerales, le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier, le masculin inclura le féminin ou le neutre, et réciproquement. Les en-têtes sont incluses pour faciliter la commodité des références et ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation. Les mots ont leur signification normale dans le cadre de la langue du Marché, sauf si définis spécifiquement. Le Directeur de projet fournira toute clarification nécessaire concernant ces Clauses administratives génerales. |
| 1. Documents contractuels | 3.1 Les documents constitutifs du Marché seront interprétés selon l’ordre de priorité ci-après :   * 1. l’Acte d’engagement   2. la Lettre de notification du marché   3. l’Offre de l’Entrepreneur   4. le Cahier des Clauses administratives particulières   5. le Cahier des Clauses administratives générales   6. les Spécifications des Travaux et Services   7. les Plans   8. le Bordereau des Prix et le Détail quantitatif et estimatif   9. Tout autre document indiqué au CCAP comme faisant partie du Marché |
| 1. Langue et droit applicable | 4.1 La langue du Marché et le droit applicable sont indiqués dans  le CCAP. |
| 1. Notifications | 5.1 Sauf dispositions contraires du Marché, les notifications qui doivent être délivrées en vertu du Marché devront être faites par écrit et remises en main propre, ou par courrier postal aérien, courrier spécial, télécopie ou courrier électronique à l’adresse de la partie concernée inscrite dans le CCAP sous réserve des dispositions qui suivent :  5.1.1 Toute notification envoyée par télécopie ou courrier électronique doit être confirmée dans les deux (2) jours par l’envoi d’un courrier postal aérien ou par courrier spécial, sous réserve de dispositions contraires figurant au Marché.  5.1.2 Toute notification envoyée par courrier postal aérien ou par courrier spécial sera réputée (en l’absence de preuves d’une réception antérieure) avoir été reçue dix (10) jours après l’expédition ; la preuve que l’enveloppe contenant cette notification a été correctement libellée, affranchie et déposée à l’administration des postes ou au service de messagerie constituant une preuve suffisante de cette transmission par courrier postal, aérien ou courrier spécial.  5.1.3 Toute notification, remise en main propre ou envoyée par télécopie ou courrier électronique sera réputée remise à la date de son envoi.  5.1.4 Chaque partie peut, par notification préalable de dix (10) jours envoyés par écrit à l’autre partie, modifier son adresse ou ses adresses de réception des notifications par poste, télécopie ou courrier électronique.  5.2 Les notifications sont réputées comprendre toutes les approbations, agréments, instructions, ordres et certificats qui doivent être délivrés en vertu du Marché.  5.3 l’Entrepreneur doit fournir à ses frais, et devra maintenir en état de fonctionnement en permanence pendant la durée du Marché, tout équipement de communication permettant de garantir que les communications écrites (télécopie ou courriel) et orales (vocales) peuvent être établies à tout moment  (a) entre le Gestionnaire routier et son personnel de chantier cadre ;  (b) entre le Directeur de projet et le Gestionnaire routier ;  (c) entre le système téléphonique public et le Gestionnaire routier ;  (d) l’équipement à fournir et entretenir comprend l’équipement situé dans le bureau du Directeur de projet.  5.4 A la Date de démarrage du Marché, l’Entrepreneur doit communiquer au Maître d’ouvrage l’adresse de son bureau, y compris les coordonnées postales, de télécopie et de courriel, qui pour les besoins du présent marché est intitulé le Bureau de Gestion routière, auquel les Notifications et Ordres de service seront effectuées. Le Maître d’ouvrage peut exiger que le Bureau de Gestion routière soit situé à proximité géographique de la Route. Dans le cas où l’Entrepreneur manque à fournir l’adresse du Bureau de Gestion routière, et le Maître d’ouvrage ne peut par ailleurs identifier la localisation du Gestionnaire routier, toute notification adressée à l’Entrepreneur sera réputée valide si elle est déposée à un emplacement désigné à cet effet au bureau du Directeur de projet et qu’une copie a été envoyée à l’adresse légale de l’Entrepreneur. |
| 1. Règlement des litiges (cas du recours à une équipe de conciliation de trois membres) | 6.1 Comité de Règlement des Différends (Equipe de conciliation de trois membres)  6.1.1 Si un litige quelle qu’en soit la nature survient entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur en relation avec le Marché ou du fait de ce dernier, y compris, sans préjuger de la généralité de ce qui précède, les questions relatives à l’existence du Marché, sa validité ou sa résiliation, ou à l’exécution des Travaux et Services, que ce soit pendant leur réalisation ou après leur achèvement et que ce soit avant ou après la résiliation du marché ou le manquement à une obligation contractuelle, les parties chercheront à régler ce litige ou ce différend à l’amiable. Si les parties ne parviennent pas à résoudre ce litige ou ce différend à l’amiable, l’une des parties soumettra alors ce litige par écrit au Comité de Règlement des Différends (composé de trois membres), avec copie adressée à l’autre partie.  6.1.2 Le Comité de Règlement des Différends sera constitué lorsque chacun des trois membres constituant l’équipe aura signé une Déclaration d’acceptation comme prévu par les Régles et Procédures applicables à l’équipe de conciliation (qui sont annexées au Marché, ainsi que la Déclaration d’acceptation). Le Comité de Règlement des Différends sera constitué de trois membres expérimentés dans le domaine des travaux et services faisant l’objet du Marché, et dans l’interprétation des documents contractuels. Le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur désigneront chacun un des membres, qui sera approuvé par l’autre partie. Si l’un des deux membres n’a pas été désigné et approuvé dans les 28 jours après envoi de la lettre de Notification d’attribution, à la demande de l’une ou l’autre des parties, ou des deux parties, ledit membre sera désigné par l’Autorité de désignation mentionnée dans le CCAP. Le troisième membre sera désigné par les deux premiers membres, avec l’approbation des parties. Si les deux premiers membres désignés par les parties ne parviennent pas à désigner le troisième membre dans le délai de 14 jours à compter de la désignation du dernier d’entre eux à être désigné, ou si dans le délai de 14 jours à compter de la désignation du troisième membre, les parties ne parviennent pas à en approuver sa désignation, à la demande de l’une ou l’autre des parties, ou des deux parties, ledit membre sera désigné par l’Autorité de désignation mentionnée dans le CCAP ; cette dernière devra alors solliciter l’approbation par les parties du candidat proposé avant sa désignation, mais à défaut de pouvoir obtenir un tel accord, elle désignera le troisième membre. Le troisième membre sera le Président de l’équipe de conciliation, (collectivement désignée comme le Comité de Règlement des Différends).  6.1.3 En cas de décès, d’incapacité, ou de démission d’un membre de l’équipe de Conciliation, le dit membre sera remplacé de la même manière que le membre à remplacer avait été désigné. Si pour toute autre motif, un membre se trouve dans l’impossibilité de remplir ses fonctions, le Président (ou si le Président ne le fait pas, l’un ou l’autre des deux autres membres) informera les parties et le membre défaillant sera remplacé de la même manière que le membre à remplacer avait été désigné. Le remplacement d’un membre par les parties devra être réalisé dans les 28 jours à compter de l’évènement ayant provoqué la vacance, à défaut de quoi ledit membre sera désigné par l’Autorité de désignation de la manière décrite ci avant. Le remplacement sera considéré effectif dès que le nouveau membre aura signé la Déclaration d’acceptation. Durant toute la procédure de remplacement, les membres qui ne sont pas remplacés continueront de servir, et le Comité de Règlement des Différends poursuivra ses fonctions et ses activités auront même force et effet que si la vacance n’avait pas eu lieu, Cependant, le Comité de Règlement des Différends ne pourra entendre les parties en audience, ni émettre une Recommandation tant que le remplacement n’aura pas été finalisé.  6.1.4 Le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur peut saisir le Comité de Règlement des Différends d’un différend en conformité avec les Régles et Procédures applicables à l’équipe de conciliation, annexées au Marché. La Recommandation du Comité de Règlement des Différends liera les parties qui la feront suivre d’effet sans tarder, à moins que et jusqu’à ce que la Recommandation ait fait l’objet d’une révision comme indiqué ci après, à la suite d’une décision arbitrale. A moins que le Marché n’ait été résilié, l’Entrepreneur poursuivra l’exécution des Travaux et Services en conformité avec le Marché.  6.1.5 Si le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur n’est pas satisfait par la Recommandation du Comité de Règlement des Différends, ou si le Comité de Règlement des Différends manque à émettre sa Recommandation dans le délai de 56 jours suivant la réception par le Président de l’équipe de conciliation de la Demande de Recommandation par écrit, le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur pourra, dans le délai de 14 jours suivant la réception de la Recommandation ou dans le délai de 14 jours suivant l’expiration de la période de 56 jours, selon le cas, notifier à l’autre partie son intention de commencer une procédure d’arbitrage concernant le différend comme indiqué ci après. La notification devra mentionner à quel titre la partie émettant la notification entreprend la procédure d’arbitrage concerant le différend comme indiqué ci après, et sous réserve des dispositions de la Clause 6.3, la procédure d’arbitrage ne peut être commencée sans qu’une telle notification ait été effectuée.  6.1.6 Si le Comité de Règlement des Différends a émis une Recommandation au Maître d’ouvrage et à l’Entrepreneur dans ledit délai de 56 jours, et si l’une ou l’autre partie n’a pas notifié son intention d’entreprendre une procédure d’arbitrage en relation avec le différend dans le délai de 14 jours suivant la réception de la Recommandation du Comité de Règlement des Différends par les parties, la Recommandation sera finale et liera le Maître d’ouvrage  et l’Entrepreneur.  6.1.7 Que la Recommandation soit devenue finale et lie le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, ou non, la Recommandation pourra être utilisée comme élément de preuve dans une éventuelle procédure ultérieure de résolution de litige, y compris un arbitrage ou une procédure en relation avec le différend auquel la Recommandation se rapporte.  6.1.8 Une Recommandation devenue finale et liant les parties doit être suivie d’effet et mise en œuvre sans délai.  6.2 Arbitrage  6.2.1 Si le Maître de l’ouvrage ou l’Entrepreneur ne se satisfont pas de la décision du Comité de Règlement des Différends, le Maître de l’ouvrage ou l’Entrepreneur peuvent l’un ou l’autre, en conformité avec la Clause 6.1.5, notifier à l’autre partie, son intention de soumettre le litige à arbitrage, suivant la procédure précisée ci dessous ; aucune procédure d’arbitrage ne peut être commencée en l’absence d’une telle notification. Le tribunal arbitral dispose de tout pouvoir de visiter, revoir et réviser toute décision, opinion, instruction, determination, certificat et toute(s) Recommandation(s) du Comité de Règlement des Différends.  6.2.2 Tout litige ayant fait l’objet d’une notification suivant la Clause 6.2.1 sera résolu en dernier ressort par arbitrage. Aux fins de la procédure d’arbitrage, les parties ne seront pas limitées aux seuls éléments de preuve ou aux arguments qui avaient été présentés au Comité de Règlement des Différends afin d’obtenir sa Recommandation. La Recommandation ne saurait avoir pour effet de disqualifier le Comité de Règlement des Différends afin d’être appelé comme témoin ou afin d’apporter des preuves devant l’arbitre (les arbitres) sur quelque sujet que ce soit en relation avec le différend. L’arbitrage peut commencer avant ou après l’achèvement des Travaux et Services.  6.2.3 La procédure arbitrale sera conduite conformément aux règles de procédures indiquées dans le CCAP.  6.3 Lorsque ni l’Entrepreneur, ni le Maître d’ouvrage n’a notifié à l’autre partie son intention d’entreprendre une procédure d’arbitrage concernant un différend dans le délai indiqué à la Clause 6.1.5 et que la Recommandation est devenue finale et lie les parties, l’une ou l’autre des parties pourra, si l’autre partie manque à mettre en œuvre la Recommandation, reférer le manquement à l’arbitrage suivant les dispositions de la Clause 6.2, sans préjudice des autres droits que cette partie pourrait avoir. Les dispositions de la Clause 6.1 ne s’appliquent pas dans une telle situation.  6.4 Nonobstant les références ci-dessus faites au Comité de Règlement des Différends ou à l’arbitrage :  (a) Les parties continueront à exécuter les obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché tant qu’elles n’en auront pas convenu autrement ; et  (b) Le Maître de l’ouvrage devra payer à l’Entrepreneur toute somme due à l’Entrepreneur. |
| 1. Règlement des litiges (cas du recours à un Conciliateur unique) | 7.1 Conciliateur  7.1.1 Si un litige, quelle qu’en soit la nature, survient entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur en relation avec le Marché ou du fait de ce dernier, y compris, sans préjuger de la généralité de ce qui précède, les questions relatives à l’existence du Marché, sa validité ou sa résiliation, ou à l’exécution des Travaux et Services, que ce soit pendant leur réalisation ou après leur achèvement et que ce soit avant ou après la résiliation du marché ou le manquement à une obligation contractuelle, les parties chercheront à régler ce litige ou ce différend en se consultant. Si les parties ne parviennent pas à résoudre ce litige ou ce différend à l’amiable, l’une des parties soumettra alors ce litige par écrit au Conciliateur, avec copie adressée à l’autre partie.  7.1.2 Le Conciliateur prendra ses fonctions après avoir signé une Déclaration d’acceptation comme prévu par les Régles et Procédures applicables à l’équipe de conciliation (qui sont annexées au Marché, ainsi que la Déclaration d’acceptation). Le Conciliateur sera une personne expérimentée dans le domaine des travaux et services faisant l’objet du Marché, et dans l’interprétation des documents contractuels, et sera désigné d’un commun accord du Maître d’ouvrage et de l’Entrepreneur. Si le Conciliateur n’a pas été désigné dans les 28 jours après envoi de la lettre de Notification d’attribution, à la demande de l’une ou l’autre des parties, ou des deux parties, le Conciliateur sera désigné par l’Autorité de désignation mentionnée dans le CCAPdans les meilleurs délais.  7.1.3 En cas de décès, d’incapacité ou de démission du Conciliateur, un nouveau Conciliateur sera conjointement désigné par le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur. A défaut d’accord dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant l’évènement ayant provoqué le remplacement, le Conciliateur sera désigné par la même Autorité de nomination internationale indiquée ci-avant.  7.1.4 Le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur peut saisir le Conciliateur d’un différend en conformité avec les Régles et Procédures applicables au Concilateur, annexées au Marché. La Recommandation du Conciliateur liera les parties qui la feront suivre d’effet sans tarder, à moins que et jusqu’à ce que la Recommandation ait fait l’objet d’une révision comme indiqué ci après, à la suite d’une décision arbitrale. A moins que le Marché n’ait été résilié, l’Entrepreneur poursuivra l’exécution des Travaux et Services en conformité avec le Marché  7.1.5 Si le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur n’est pas satisfait par la Recommandation du Conciliateur, ou si le Conciliateur manque à émettre sa Recommandation dans le délai de 56 jours suivant la réception par le Président de l’équipe de conciliation de la Demande de Recommandation par écrit, le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur pourra, dans le délai de 14 jours suivant la réception de la Recommandation ou dans le délai de 14 jours suivant l’expiration de la période de 56 jours, selon le cas, notifier à l’autre partie son intention de commencer une procédure d’arbitrage concernant le différend comme indiqué ci après. La notification devra mentionner à quel titre la partie émettant la notification entreprend la procédure d’arbitrage concerant le différend comme indiqué ci après, et sous réserve des dispositions de la Clause 6.3, la procédure d’arbitrage ne peut être commencée sans qu’une telle notification ait été effectuée.  7.1.6 Si le Conciliateur a émis une Recommandation au Maître d’ouvrage et à l’Entrepreneur dans ledit délai de 56 jours, et si l’une ou l’autre partie n’a pas notifié son intention d’entreprendre une procédure d’arbitrage en relation avec le différend dans le délai de 14 jours suivant la réception de la Recommandation du Conciliateur par les parties, la Recommandation sera finale et liera le Maître d’ouvrage  et l’Entrepreneur.  7.1.7 Que la Recommandation soit devenue finale et lie le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, ou non, la Recommandation pourra être utilisée comme élément de preuve dans une éventuelle procédure ultérieure de résolution de litige, y compris un arbitrage ou une procédure en relation avec le différend auquel la Recommandation se rapporte.  7.1.8 Une Recommandation devenue finale et liant les parties doit être suivie d’effet et mise en œuvre sans délai.  7.2 Arbitrage  7.2.1 Si le Maître de l’ouvrage ou l’Entrepreneur ne se satisfont pas de la décision du Conciliateur, le Maître de l’ouvrage ou l’Entrepreneur peuvent l’un ou l’autre, en conformité avec la Clause 6.1.5, notifier à l’autre partie, son intention de soumettre le litige à arbitrage, suivant la procédure précisée ci dessous ; aucune procédure d’arbitrage ne peut être commencée en l’absence d’une telle notification. Le tribunal arbitral dispose de tout pouvoir de visiter, revoir et réviser toute décision, opinion, instruction, determination, certificat et toute(s) Recommandation(s) du Conciliateur.  7.2.2 Tout litige ayant fait l’objet d’une notification suivant le paragraphe 6.2.1 ci-dessus sera résolu en dernier ressort par arbitrage. Aux fins de la procédure d’arbitrage, les parties ne seront pas limitées aux seuls éléments de preuve ou aux arguments qui avaient été présentés au Conciliateur afin d’obtenir sa Recommandation. La Recommandation ne saurait avoir pour effet de disqualifier le Conciliateur afin d’être appelé comme témoin ou afin d’apporter des preuves devant l’arbitre (les arbitres) sur quelque sujet que ce soit en relation avec le différend. L’arbitrage peut commencer avant ou après l’achèvement des Travaux et Services.  7.2.3 La procédure arbitrale sera conduite conformément aux règles de procédures indiquées dans le CCAP.  7.3 Lorsque ni l’Entrepreneur, ni le Maître d’ouvrage n’a notifié à l’autre partie son intention d’entreprendre une procédure d’arbitrage concernant un différend dans le délai indiqué à la Clause 6.1.5 et que la Recommandation est devenue finale et lie les parties, l’une ou l’autre des parties pourra, si l’autre partie manque à mettre en œuvre la Recommandation, reférer le manquement à l’arbitrage suivant les dispositions de la Clause 6.2, sans préjudice des autres droits que cette partie pourrait avoir. Les dispositions de la Clause 6.1 ne s’appliquent pas dans une telle situation.  7.4 Nonobstant les références ci-dessus faites au Conciliateur ou à  la procédure :  (a) Les parties continueront à exécuter les obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché tant qu’elles n’en auront pas convenu autrement ; et  (b) Le Maître de l’ouvrage devra payer à l’Entrepreneur toute somme due à l’Entrepreneur. |

B. Responsabilités des parties

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Etendue des prestations | | 8.1 Sous réserve de limitations expressément contraires figurant dans les Spécifications, les obligations de l’Entrepreneur couvrent la conception, et l’exécution de la totalité des Travaux et des Services nécessaires au maintien de la Route en conformité avec les Niveaux de Service définis dans les Spécifications, tout en se conformant aux plans, procédures, spécifications, dessins, codes et autres documents indiqués aux Spécifications. Ces spécifications incluent, sans y être limitées, la fourniture de services de supervision et d’ingénierie, main-d’œuvre, matériel de l’Entrepreneur, équipements, services et fournitures accessoires de construction, matériaux temporaires, ouvrages et équipements temporaires, transport (y compris déchargement et manutention à destination ou à partir du Site et sur le Site) et entreposage, à l’exception des fournitures, travaux et services qui seront fournis par ou à la charge du Maître de l’ouvrage comme indiqué dans les Spécifications correspondantes.  8.2 L’Entrepreneur devra, à l’exception de ce qui pourrait être exclu par le Marché, exécuter les travaux et services, et assurer la fourniture d’articles et de matériels non expressément mentionnés au Marché mais que l’on peut raisonnablement déduire, à la lecture du Marché, comme nécessaires à l’obtention des Normes de Performance (telles que définies à la Clause 24 du CCAG), comme si ces travaux, services, articles et matériels étaient expressément mentionnés au Marché. |
| 1. Responsabilité  de la Conception | | 9.1 L’Entrepreneur sera responsable de la conception et de la programmation des Travaux et Services, et de l’exactitude et l’exhaustivité des renseignements utilisés pour lesdites conception et programmation en conformité avec les exigences formulées dans les Spécifications.  9.2 Spécifications et plans  9.2.1 L’Entrepreneur se chargera des études de base et détaillées de conception et d’exécution conformément aux stipulations du Marché et aux Spécifications ou, lorsque cela n’est pas précisé, conformément aux bons usages en matière d’ingénierie.  L’Entrepreneur sera responsable de tout écart, erreur ou omission affectant les spécifications, plans et autres documents techniques élaborés par ses soins, indépendamment du fait que lesdits plans, spécifications et autres documents techniques aient été approuvés ou non par le Directeur de projet, sous réserve que lesdits écarts, erreurs ou omissions ne soient dus à des informations inexactes fournies par écrit à l’Entrepreneur par le Maître de l’ouvrage ou au nom de celui-ci.  9.2.2 L’Entrepreneur a le droit de décliner toute responsabilité pour toute étude de conception, données, dessin, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui lui serait fourni ou assigné par le Maître de l’ouvrage ou au nom de ce dernier, en faisant tenir au Directeur de projet un avis par lequel il décline sa responsabilité.  9.3 Codes et normes  Chaque fois que le Marché fait référence à des codes et des normes conformément auxquels le Marché doit être exécuté, l’édition ou la version révisée desdits codes et normes qui est en vigueur vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt de l’offre prévaudra en l’absence de dispositions contraires. Pendant l’exécution du Marché, toute modification desdits codes et normes sera appliquée après que le Maître de l’ouvrage aura donné son accord et elle sera traitée conformément aux provisions de la Clause 63 du CCAG.  9.4 Approbation/examen des documents techniques par le Directeur de projet  9.4.1 Pour les Travaux définis au CCAP, l’Entrepreneur élaborera (ou fera en sorte que ses sous-traitants élaborent) et fournira au Directeur de projet les documents énumérés dans les Spécifications (liste des documents soumis à approbation ou examen)  Sauf si le CCAP en dispose différemment, l’Entrepreneur ne sera pas tenu de soumettre à l’approbation du Maître d’ouvrage la conception ou tout autre document technique concernant les Services d’Entretien rémunérés dans le cadre de forfaits mensuels.  Toute partie des Travaux décrite ou incluse dans les documents soumis au Directeur de projet pour accord ne sera réalisée qu’après approbation du Directeur de projet.  Les dispositions des Clauses 8.4.2 à 8.4.7 ci-après s’appliqueront à tous les documents soumis à l’approbation du Directeur de projet, mais non à ceux qui sont fournis  au Directeur de projet aux seules fins d’information  ou d’examen.  9.4.2 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception par le Directeur de projet de tout document soumis à son approbation conformément à la Clause 8.4.1 ci-dessus, le Directeur de projet en retournera une copie revêtue de son approbation signifiée par endos à l’Entrepreneur ou il avisera l’Entrepreneur par écrit de sa décision de rejeter ledit document, des raisons qui ont motivé ce rejet et des modifications qu’il propose.  Si le Directeur de projet ne prend pas une telle mesure dans le délai de quatorze (14) jours précité, ledit document sera réputé avoir été approuvé par le Directeur de projet.  9.4.3 Le Directeur de projet ne rejettera un document qu’aux seuls motifs de non-conformité du document en question à une quelconque disposition du Marché ou du fait qu’il est contraire aux bons usages en matière d’ingénierie.  9.4.4 Si le Directeur de projet rejette un document, l’Entrepreneur modifiera ce document et le représentera au Directeur de projet pour approbation conformément à la Clause 8.4.2 ci-dessus. Si le Directeur de projet approuve un document sous réserve de modification(s), l’Entrepreneur procédera à la ou aux modification(s) requise(s), après quoi le document sera réputé avoir été approuvé.  9.4.5 En cas de litige ou de différend entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur provenant de ou en conséquence du rejet par le Directeur de projet d’un quelconque document et/ou modification(s) d’un quelconque document, et si ce litige ne peut être résolu entre les parties dans un délai raisonnable, ce litige ou ce différend pourra être soumis à la décision d’un Conciliateur ou d’un Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 6.1 du CCAG. Si ce litige ou différend est soumis à un Conciliateur/Comité de Règlement des Différends, le Directeur de projet donnera instructions sur le point de savoir s’il convient de poursuivre ou non l’exécution du Marché et, dans l’affirmative, sur la manière de poursuivre cette exécution. L’Entrepreneur poursuivra le Marché conformément aux instructions du Directeur de projet, sous réserve que si le Conciliateur/Comité de Règlement des Différends soutient le point de vue de l’Entrepreneur sur le litige et qu’aucune notification n’est délivrée par le Maître de l’ouvrage au titre de la Clause 6.1.5, l’Entrepreneur soit remboursé par le Maître de l’ouvrage de tous frais supplémentaires subis en raison de ces instructions, et soit libéré de toute responsabilité ou obligation en liaison avec ce litige ou avec l’exécution des instructions, au choix du Conciliateur/Comité de Règlement des Différends, et sous réserve que le Délai d’achèvement contractuel soit prolongé en conséquence.  9.4.6 L’approbation du Directeur de projet avec ou sans modification du document fourni par l’Entrepreneur ne libérera l’Entrepreneur d’aucune des responsabilités ou obligations qui lui incombent en vertu des stipulations du Marché, sauf dans la mesure où tout manquement ultérieur serait dû aux modifications exigées par le Directeur de projet.  9.4.7 L’Entrepreneur ne pourra modifier un document déjà approuvé sans avoir au préalable soumis au Directeur de projet la modification dudit document et obtenu l’approbation du Directeur de projet à cet égard en vertu des dispositions de la présente Clause 8.4.  Si le Directeur de projet demande une modification quelconque sur un document déjà approuvé ou sur tout document basé sur ce document, les dispositions de la Clause 63.2 du CCAG s’appliqueront à cette demande. |
| 1. Copyright | | 10.1 Les droits de propriété intellectuelle attachés à tous les plans, documents et autres matériaux contenant des données et informations fournies au Maître de l’ouvrage par l’Entrepreneur en vertu du Marché demeureront la propriété de l’Entrepreneur ou, dans le cas où ils sont fournis au Maître de l’ouvrage, soit directement, soit par une quelconque tierce partie, y compris les fournisseurs de matériaux, par l’entremise de l’Entrepreneur, ladite tierce partie conservera la propriété intellectuelle de ces documents. |
| 1. Date de démarrage  et Date d’achèvement | | 11.1 L’Entrepreneur devra commencer les Travaux et Services dans le délai fixé dans le CCAP**.** Si l’Entrepreneur en fait la demande, le Maître d’ouvrage confirmera par écrit la Date de démarrage, après avoir vérifié que l’exécution des travaux et services a commencé sur le Site.  11.2 L’Entrepreneur devra atteindre les Niveaux de Service exigés et achever les Travaux de réhabilitation et d’amélioration (ou une partie des travaux si le Marché indique un délai d’achèvement distinct pour cette partie) dans les délais fixés dans le CCAP et les Spécifications, ou dans les délais prolongés auquel l’Entrepreneur aura droit en vertu de la Clause 64 du CCAG, le cas échéant. |
| 1. Responsabilités de l’Entrepreneur | | 12.1 L’Entrepreneur devra concevoir, réaliser les Travaux et Services (y compris les achats et les sous-traitances correspondantes) nécessaires pour se conformer aux obligations définies daans les Spécifications avec toute la diligence et le soin requis conformément au Marché.  12.2 L’Entrepreneur confirme qu’il a conclu le présent Marché après avoir examiné les informations relatives aux Travaux et Services, y compris toutes les données et essais fournis par le Maître de l’ouvrage, et toutes les informations qu’il pourra avoir obtenues grâce à une inspection visuelle du Site (si celui-ci était accessible) et toutes autres informations déjà disponibles relatives à la Route, vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt des offres. L’Entrepreneur reconnaît qu’un manquement de sa part à prendre connaissance de ces données et informations ne le dégagera pas de la responsabilité qui lui incombe d’estimer correctement la difficulté ou le coût de la bonne exécution des Travaux et Services.  12.3 L’Entrepreneur devra obtenir, en son nom propre, et à ses frais, tous les permis, autorisations et licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales du pays du Maître d’ouvrage, que l’Entrepreneur doit obtenir auprès des administrations ou services publics et qui sont nécessaires pour l’exécution du Marché, y compris, cette liste n’étant pas limitative, les visas du personnel de l’Entrepreneur et des sous-traitants et les autorisations d’importer les matériels de l’Entrepreneur. Il devra obtenir à ses frais tous autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n’incombe pas au Maître de l’ouvrage en vertu de la Clause 14.3 du CCAG et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché.  12.4 L’Entrepreneur devra respecter le droit en vigueur dans le pays du Maître d’ouvrage et où il exécute les Travaux et Services. Ce droit comprend les réglementations nationales, régionales, locales ou autres, affectant l’exécution du Marché, et qui sont applicables à l’Entrepreneur. L’Entrepreneur devra indemniser et garantir le Maître de l’ouvrage contre toute responsabilité, dommage, réclamation, amende, pénalité et frais de toute natures entraînés par ou résultant de la violation par l’Entrepreneur ou par son personnel, y compris les sous-traitants et leur personnel, de ces lois, mais sans préjudice de la Clause 14.1 du CCAG.  12.5 Les matériels, les équipements, matériaux et services qui seront incorporés dans ou sont nécessaires aux Travaux et Services et autres fournitures, devront provenir d’un pays éligible, tel que définis dans les Directives de la Banque mondiale pour la passation des marchés.  12.6 L’Entrepreneur conservera, et fera tous les efforts raisonnables pour que ses sous-traitants et consultants conservent les documents et pièces comptables relatives à l’exécution du marché sous la forme et les détails permettant d’identifier clairement les modifications de temps et de coûts.  12.7 En conformité avec le paragraphe 2.2 e de l’Annexe 1 du CCAG, l’Entrepreneur permettra et s’assurera que ses sous-traitants et prestataires permettent à la Banque et/ou à des personnes qu’elle désignera d’inspecter le Site et d’examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation du Marché, la sélection et/ou à l’exécution du Marché et à les faire vérifier par des auditeurs nommés par la Banque si la Banque en fait la demande. L'attention de l'Entrepreneur et de ses sous-traitants et prestataires est attirée sur l’Article 66.1 du CCAG qui prévoit, entre autres, que les actes visant à entraver concrètement l'exercice des droits d'inspection et d’audits de la Banque constituent une pratique interdite conduisant à la résiliation du contrat (ainsi qu’à une décision de suspension de l’Entrepreneur conformément aux procédures de sanctions en vigueur à la Banque). |
| 1. Sous-traitance | | 13.1 L’Entrepreneur sera autorisé à sous traiter les activités dont la liste figure au CCAP. Aucune autre activité ne pourra être sous traitée dans le cadre du Marché sans l’accord du Directeur de projet. L’Entrepreneur ne pourra céder la totalité du Marché sans l’approbation écrite du Maître d’ouvrage. Le fait de sous traiter une activité n’altèrera pas la responsabilité ou les obligations de l’Entrepreneur dans la cadre du Marché, et l’Entrepreneur sera responsable des actions, déficiences et négligences de tout sous traitant, y compris les agents, employés ou ouvriers d’un sous traitant, dans les mêmes conditions que s’il s’agissait des actions, déficiences et négligences de l’Entrepreneur, y compris ses agents, employés ou ouvriers.  13.2 Sans préjudice de la Clause 12.1, l’Entrepreneur sera autorisé à sous traiter sous sa responsabilité et sans accord préalable du Maître d’ouvrage, les petits Travaux et Services dont la liste figure également au CCAP. |
| 1. Cession | | 14.1 Ni le Maître de l’ouvrage ni l’Entrepreneur ne pourront, sans le consentement écrit formel de l’autre partie (consentement qui ne pourra pas être refusé sans motif valable) céder à un tiers le Marché, ou une partie de celui-ci, ou tout droit, avantage, obligation ou intérêt inclus dans celui-ci, excepté que l’Entrepreneur sera autorisé à céder soit absolument soit par imputation toutes sommes qui lui sont dues ou susceptibles de lui être dues au titre du Marché. |
| 1. Responsabilités du Maître de l’ouvrage | | 15.1 Le Maître de l’ouvrage devra s’assurer de l’exactitude de toutes les informations et données qu’il convient de fournir à l’Entrepreneur ainsi qu’elles sont décrites dans les Spécifications, sous réserve de dispositions contraires figurant au Marché.  15.2 Le Maître de l’ouvrage sera responsable de l’acquisition et de la mise à disposition de la possession légale et physique du Site ainsi que son accès, de la possession, de l’utilisation et de l’accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, y compris tous les droits de passage correspondants, comme indiqué dans les Spécifications. Il devra donner totale possession et accorder tout droit d’accès au Site au plus tard à la (ou aux) date(s) fixée(s) au CCAP.  15.3 Le Maître de l’ouvrage devra obtenir à ses frais les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics du pays d’emplacement du Site, que le Maître de l’ouvrage doit obtenir au nom du Maître d’ouvrage auprès des administrations et services publics et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché, tels que précisés dans les Spécifications correspondantes.  15.4 Si l’Entrepreneur en fait la demande, le Maître de l’ouvrage fera tout son possible pour l’aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l’exécution du Marché requis par ces organismes pour l’Entrepreneur, ses sous-traitants ou le personnel de l’Entrepreneur ou de ses sous-traitants selon les cas.  15.5 Le Maître de l’ouvrage sera responsable de l’exploitation continue de la Route après l’Achèvement, conformément à la Clause 28 du CCAG, et sera tenu de faciliter les Essais de garantie de la Route conformément à la Clause 20 du CCAG.  15.6 Les frais et dépenses engagés dans l’exécution des obligations à remplir au titre de la présente Clause incombent au Maître de l’ouvrage, à l’exception des frais engagés par l’Entrepreneur dans le cadre de l’exécution des Essais de garantie conformément à la Clause 20 du CCAG. |
| 1. Informations confidentielles | | 16.1 Le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur tiendront pour confidentiel et ne divulgueront pas, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l’autre, les documents, données ou autres informations fournis, directement ou indirectement, par l’autre partie en relation avec le Marché, que ces informations aient été fournies avant, pendant ou après la fin du Marché. Nonobstant ce qui précède, l’Entrepreneur a la faculté de communiquer à son ou ses sous-traitant(s) les documents, données et autres informations qu’il aura reçus du Maître de l’ouvrage dans la mesure où cela est nécessaire pour que ce(s) sous-traitant(s) exécute(nt) les travaux à sa charge en vertu du Marché, auquel cas l’Entrepreneur obtiendra de ce(s) sous-traitant(s) un engagement de confidentialité analogue à celui qui est requis de l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 15 du CCAG.  16.2 Le Maître de l’ouvrage n’utilisera pas les documents, données et informations qu’il tient de l’Entrepreneur dans un but autre que l’exploitation et la maintenance de la Route. De même, l’Entrepreneur n’emploiera pas les documents, données et informations qu’il tient du Maître d’Ouvrage dans un but autre que la conception, l’achat des matériels et équipements, la construction, ou les Travaux et Services tels que nécessaires pour l’exécution du Marché.  16.3 L’obligation incombant à chaque partie en vertu des Clauses 15.1 et 15.2 ci-dessus ne s’applique cependant pas aux informations :  (a) qui tombent dans le domaine public dès à présent ou par la suite indépendamment de la volonté de cette partie ; ou  (b) dont on peut prouver qu’elles ont été en possession de cette partie au moment de leur divulgation et qui n’ont pas été précédemment obtenues, ni directement, ni indirectement, de l’autre partie ; ou  (c) qui sont, de façon licite, mises à la disposition de cette partie par une tierce partie non soumise à l’obligation  de confidentialité.  16.4 Les dispositions de la présente Clause 15 n’affectent en aucune façon un quelconque engagement de confidentialité souscrit par l’une ou l’autre des parties avant la date du Marché en ce qui concerne les Travaux et Services ou une quelconque partie de celles-ci.  16.5 Les dispositions de la présente Clause 15 survivront à la résiliation du Marché quel qu’en soit le motif. |
| C. Exécution des Travaux et Services | | |
| 1. Représentants | | 17.1 Directeur de projet  Si le Directeur de projet n’est pas désigné dans le Marché, le Maître de l’ouvrage nommera un Directeur de projet dans les quatorze (14) jours suivant la date de notification de l’attribution du Marché et avisera l’Entrepreneur de son identité par écrit. Pendant la durée du Marché, le Maître de l’ouvrage pourra à sa discrétion nommer une autre personne en qualité de Directeur de projet en lieu et place de la personne précédemment nommée à cette fonction et il avisera sans délai l’Entrepreneur de son identité. Il ne pourra être procédé à une telle nomination que dans la mesure où la période et les modalités de cette nomination ne perturbent pas la réalisation des Travaux et Services. Cette nomination ne sera effective qu’à partir de la réception de cet avis par l’Entrepreneur. Le Directeur de projet représentera le Maître de l’ouvrage et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la durée du Marché. Tous les notifications, instructions, ordres, certificats, autorisations et autres communications donnés en vertu du Marché émaneront du Directeur de projet, sauf dans les cas où le Marché en dispose autrement.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par l’Entrepreneur au Maître de l’ouvrage en vertu du Marché seront remis au Directeur de projet, sauf dans les cas où le Marché en dispose autrement.  Le Directeur de projet peut déléguer ses obligations et responsabilités à d’autres personnes, à l’exception du Conciliateur ou du Comité de Règlement des Différends, après en avoir notifié l’Entrepreneur, et peut annuler une telle délégation après après en avoir notifié l’Entrepreneur.  17.2 Gestionnaire routier  17.2.1 Si le Gestionnaire routier n’est pas désigné dans le Marché, l’Entrepreneur nommera alors ledit Gestionnaire routier avant la Date de démarrage et demandera par écrit au Maître d’ouvrage d’approuver cette nomination. Si le Maître de l’ouvrage n’oppose aucune objection à cette nomination dans un délai de quatorze (14) jours, le choix du Gestionnaire routier sera réputé avoir été approuvé. Si le Maître de l’ouvrage s’oppose au choix du Gestionnaire routier dans ce délai de quatorze (14) jours en précisant les motifs de sa décision, l’Entrepreneur nommera un remplaçant dans les quatorze (14) jours suivant cette opposition, et cette nomination sera soumise aux dispositions de cette Clause 16.2.1.  17.2.2 Le Gestionnaire routier représentera l’Entrepreneur et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la durée du Marché et il donnera au Directeur de projet tous les avis, instructions, informations et autres communications de l’Entrepreneur en vertu du Marché. Le Gestionnaire routier sera en charge de la gestion courante des travaux et services devant être exécutés dans le cadre du Marché, pour le compte de l’Entrepreneur, et aura compétence pour prendre toute décision nécessaire en relation avec l’exécution du Marché.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Maître de l’ouvrage ou le Directeur de projet à l’Entrepreneur en vertu du Marché seront remis au Gestionnaire routier ou, en son absence,  à son adjoint, sauf dans les cas où le Marché en dispose autrement.  L’Entrepreneur ne révoquera pas le Gestionnaire routier sans le consentement écrit préalable du Maître de l’ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable. Si le Maître de l’ouvrage y consent, l’Entrepreneur nommera une autre personne Gestionnaire routier conformément à la procédure décrite dans la Clause 16.2.1 ci-dessus.  17.2.3 Le Gestionnaire routier a la faculté, sous réserve du consentement du Maître de l’ouvrage (qui ne refusera pas son consentement sans motif valable), de déléguer à tout moment à toute personne tout pouvoir, fonction ou autorité dont il est investi. Cette délégation peut être révoquée à tout moment. Cette délégation ou révocation fera l’objet d’un avis préalable écrit signé par le Gestionnaire routier, et qui spécifie les pouvoirs, fonctions et autorités ainsi délégués ou révoqués. Cette délégation ou révocation sera sans effet tant qu’une copie de l’avis notifiant ladite délégation ou révocation n’aura pas été remise au Directeur de projet.  Tout acte, ou l’exercice par une quelconque personne  de pouvoirs, fonctions et autorités qui lui ont ainsi  été délégués conformément à la présente Clause 16.2.3, sera réputé avoir été effectué ou exercé par le Gestionnaire routier.  17.2.4 A partir de la Date de démarrage jusqu’à la Date d’achèvement, le Gestionnaire routier supervisera tous les travaux et services effectués sur le Site par l’Entrepreneur et il sera présent sur le Site pendant les heures de travail normales, sauf en cas de congé, de maladie ou d’absence pour des raisons liées à la bonne exécution du Marché. Toutes les fois où le Gestionnaire routier sera absent du Site, une personne appropriée sera nommée pour le remplacer en qualité d’adjoint.  17.2.5 Le Maître de l’ouvrage a la faculté, par notification à l’Entrepreneur, de contester le choix d’un quelconque représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur dans l’exécution du Marché et dont le Maître de l’ouvrage a raisonnablement lieu de penser qu’il se conduit de manière inappropriée, est incompétent, négligent ou commet une violation grave aux règlements du Site édictés dans les Spécifications. Le Maître de l’ouvrage en fournira la preuve et en conséquence l’Entrepreneur retirera cette personne du Site.  17.2.6 Si un représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur est retiré du chantier conformément aux dispositions du paragraphe 16.2.5 ci-dessus, l’Entrepreneur nommera rapidement un remplaçant, si nécessaire. |
| 1. Programme  des travaux | | * 1. Organisation de l’Entrepreneur   L’Entrepreneur fournira au Directeur de projet un organigramme montrant l’organisation proposée par l’Entrepreneur pour la réalisation des Travaux et Services, y compris l’identité du personnel clé ainsi que le curriculum vitae de ces personnes qui seront employées conformément à l’offre de l’Entrepreneur. L’Entrepreneur informera rapidement par écrit le Directeur de projet de toute révision ou modification de cet organigramme.   * 1. Programme d’exécution   Au plus tard à la Date de démarrage, l’Entrepreneur préparera et soumettra au Directeur de projet un programme détaillé d’exécution du Marché respectant la forme spécifiée dans les Spécifications et montrant l’ordre selon lequel il propose de concevoir, et réaliser les Travaux et Services, ainsi que la date à laquelle l’Entrepreneur demande raisonnablement que le Maître de l’ouvrage se soit acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du Marché de manière à permettre à l’Entrepreneur d’exécuter le Marché conformément au programme et de procéder à l’achèvement, conformément au Marché. L’Entrepreneur devra actualiser et réviser le programme chaque fois que cela sera nécessaire, mais sans modifier les Délais d’achèvement contractuels donnés dans le CCAP et les extensions de délai décidées en vertu de la Clause 64 du CCAG, et soumettre toutes ces révisions au Directeur de projet.   * 1. Rapport d’avancement   L’Entrepreneur assurera le suivi de l’avancement de toutes les activités, spécifiées dans le programme visé à la Clause 17.2 ci-dessus, et il remettra tous les mois un rapport d’avancement au Directeur de projet en même temps que le Décompte mensuel. Le rapport d’avancement revêtira une forme satisfaisant le Directeur de projet et conforme aux Spécifications.   * 1. Avancement de l’exécution   Si, à un moment quelconque, la progression effective des travaux de l’Entrepreneur prend du retard sur le programme visé à la Clause 17.2 ci-dessus, ou s’il devient manifeste qu’elle prendra du retard, l’Entrepreneur préparera et soumettra au Directeur de projet un programme révisé tenant compte des circonstances, et avisera le Directeur de projet des mesures prises pour hâter cette progression de manière à achever les Travaux et Services dans le délai d’achèvement imparti en vertu de la Clause 10.2 du CCAG, ou toute extension de ce délai qui résulterait de l’application de la Clause 64 du CCAG, ou dans le respect de tout délai supplémentaire qui pourra être convenu par ailleurs entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur.   * 1. Procédures de travail   Le Marché sera exécuté conformément aux documents contractuels et aux procédures spécifiées dans les Spécifications. |
| 1. Exécution  des Travaux | | * 1. Implantation, supervision, main-d’œuvre   19.1.1 *Repères topographiques* : L’Entrepreneur sera responsable d’assurer l’implantation correcte et précise des Travaux, en respectant les repères topographiques, ainsi que tous les autres repères et bases d’implantation qui lui auront été communiqués par écrit par ou pour le compte du Maître de l’ouvrage.  S’il apparaît, pendant l’exécution des Travaux, qu’une erreur a été commise dans le positionnement, le niveau ou l’alignement des Travaux, l’Entrepreneur devra immédiatement notifier cette erreur au Directeur de projet et rectifier immédiatement cette erreur à ses propres frais, d’une manière jugée raisonnablement satisfaisante pour le Directeur de projet, à moins que cette erreur n’ait pour cause des données incorrectes communiquées par écrit par le Maître de l’ouvrage ou pour son compte, auquel cas les frais de rectification de cette erreur seront à la charge du Maître de l’ouvrage.  19.1.2 *Supervision du chantier par l’Entrepreneur* : L’Entrepreneur assurera ou fera assurer toutes les opérations de supervision et de contrôle nécessaires pendant l’exécution des Travaux, et le Gestionnaire routier ou son adjoint devra être constamment présent sur le Site afin d’assurer la supervision à plein temps des travaux. L’Entrepreneur devra uniquement fournir et employer sur le chantier du personnel technique qualifié et expérimenté dans chacun des corps de métier concernés, et un personnel d’encadrement compétent pour assurer la supervision appropriée des travaux dont il a la charge. |
|  | | * 1. Matériel de l’Entrepreneur   19.2.1 Tous les matériels de l’Entrepreneur amenés par l’Entrepreneur sur le Site seront réputés être exclusivement destinés à l’exécution du Marché. L’Entrepreneur ne devra pas les enlever du Site sans que le Directeur de projet n’ait reconnu au préalable que ces équipements ne sont plus nécessaires à l’exécution du Marché.  19.2.2 Sauf stipulation contraire du Marché, l’Entrepreneur devra enlever du Site tous les matériels qu’il aura apportés sur le Site, ainsi que tous les surplus de matériaux restant sur le Site, lors de l’achèvement des Travaux et Services.  19.2.3 Si l’Entrepreneur le lui demande, le Maître de l’ouvrage devra déployer toute la diligence requise pour l’aider à obtenir toutes les autorisations que l’Entrepreneur devra se faire délivrer par les autorités administratives compétentes, au niveau local, régional ou national, afin de pouvoir réexporter les matériels importés par l’Entrepreneur pour l’exécution du Marché, et qui ne sont plus nécessaires à cette exécution.   * 1. Règlement de Site et sécurité   Le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur devront établir un règlement de Site imposant les règles à observer dans l’exécution du Marché sur le Site, et auxquelles ils devront se conformer. L’Entrepreneur devra préparer un projet de règlement de Site, qu’il soumettra pour approbation au Maître de l’ouvrage, avec copie au Directeur de projet, étant entendu que cette approbation ne devra pas lui être refusée sans motif valable.  Ce règlement de chantier comprendra notamment des règles en matière de gardiennage, sécurité, contrôle du trafic, réponse suite à des accidents, contrôle des barrières, assainissement et hygiène, soins médicaux, prévention-incendie. |
|  | | * 1. Accés au Site pour d’autres entrepreneurs   19.4.1 Sur demande écrite du Maître de l’ouvrage ou du Directeur de projet, l’Entrepreneur devra donner accés aux autres entrepreneurs engagés par le Maître de l’ouvrage, travaillant sur le Site ou à proximité de celui-ci.   * 1. Nettoyage du Site   19.5.1 *Nettoyage en cours d’exécution* : Pendant l’exécution du Marché, l’Entrepreneur devra veiller à ce que le Site ne soit pas inutilement obstrué, et il devra stocker ou enlever les matériaux en surplus, enlever les épaves, déchets et ouvrages provisoires, et enlever tous les équipements de l’Entrepreneur qui ne sont plus nécessaires pour l’exécution du Marché.  19.5.2 *Nettoyage du* Site *après achèvement* : Après achèvement complet des Travaux et Services, l’Entrepreneur devra déblayer et enlever du Site tous les décombres, épaves, déchets et débris de toute sorte, et laisser le Site et la Route en parfait état de propreté et de sécurité.   * 1. Gardiennage et éclairage   L’Entrepreneur devra fournir et maintenir à ses propres frais tous les éclairages, clôtures et gardiennage nécessaires à la bonne exécution et la protection appropriée des Travaux et Services, à la protection de ses propres installations et matériels, et à la sécurité des propriétaires et occupants des immeubles adjacents et du public.   * 1. Accés au Site   L’Entrepreneur devra donner au Directeur de projet et à toute personne autorisée par ce dernier, accès au Site et à tout lieu où une activité liée au Marché est réalisée ou est prévue être réalisée. |
|  | | * 1. Réunions de gestion   19.8.1 Le Directeur du projet ou l’Entrepreneur pourront demander à l’autre partie de participer à une réunion de gestion. Une réunion de gestion a pour but d’examiner les programmes du travail restant à effectuer et de traiter des questions soulevées par l’Entrepreneur ou le Maître d’ouvrage.  19.8.2 Le Directeur du projet dressera le compte-rendu des réunions de gestion et remettra des copies aux participants et au Maître d’ouvrage. Le Directeur du projet décidera de l’attribution des responsabilités aux participants à la réunion soit lors de la réunion, soit après celle-ci et transmettra ses décisions par écrit à tous les participants. |
| 1. Personnel et Main d’oeuvre | | * 1. L’Entrepreneur devra employer le personnel clé désigné dans l’offre de l’Entrepreneur afin d’exercer les fonctions définiées dans les Spécifications, ou d’autres personnels avec l’accord du Directeur de projet. Le Directeur de projet ne donnera son accord à tout personnel de remplacement que si leurs qualifications et leurs capacités sont équivalentes ou supérieures à celles du personnel désigné dans l’offre de l’Entrepreneur.   2. Main-d’œuvre   (a) L’Entrepreneur devra fournir et employer sur le Site, pour l’exécution des Travaux et Services, la main-d’œuvre qualifiée, semi-qualifiée et non qualifiée nécessaire afin d’assurer la bonne exécution du Marché dans les délais. L’Entrepreneur est encouragé à faire appel à la main-d’œuvre locale, dans la mesure où celle-ci dispose des compétences nécessaires.  (b) Sauf stipulation contraire du Marché, l’Entrepreneur sera responsable du recrutement, du transport, de l’hébergement et de la restauration de toute la main-d’œuvre, locale ou expatriée, nécessaire à l’exécution du Marché, et devra faire son affaire de tous les paiements correspondants.  (c) L’Entrepreneur aura la responsabilité d’obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d’œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière dans le pays où le Site est situé.  (d) L’Entrepreneur devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l’exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d’être employés à l’exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement. Si l’Entrepreneur manque à fournir ces moyens de transport et de séjour temporaire, le Maître de l’ouvrage pourra les fournir à sa place au personnel concerné, et être remboursé des frais correspondants auprès de l’Entrepreneur.  (e) L’Entrepreneur devra déployer toute la diligence requise, pendant toute la durée d’exécution du Marché, afin d’empêcher une conduite ou des agissements illégaux, séditieux de la part de ses employés ou de ceux de ses  sous-traitants.  (f) L’Entrepreneur devra fournir le logement, l’assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie de l’entrepreneur, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d’oeuvre.  (g) Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l’exécution du Marché, l’Entrepreneur devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit  du travail.  (h) Prévention du VIH-SIDA : si exigé au CCAP, l’Entreprise doit mettre en œuvre un programme de sensibilisation  VIH-SIDA, par le biais d’un prestataire de services ou d’une ONG spécialisée, et doit prendre toutes les mesures spécifiées dans le Marché pour réduire le risque de transmission du virus HIV entre les Personnels de l’Entreprise et la communauté locale, pour encourager un diagnostic précoce et aider les personnes atteintes. L’Entrepreneur doit, pendant la durée du Marché : (i) mener des campagnes d’information, éducation et communication, au minimum chaque mois pour les personnels et la main d’œuvre sur Site (incluant les employés de l’Entrepreneur, les employés des sous-traitants et Consultants travaillant sur le Site, les chauffeurs et les équipes effectuant des livraisons sur le Site aux fins des Travaux et Services objet du Marché) et pour les communautés riveraines, concernant les risques, les dangers et les conséquences, et les comportements préventifs appropriés concernant les maladies sexuellement transmissibles (MST) – ou les infections sexuellement transmissibles (IST) en general et le VIH/SIDA en particulier ; (ii) fournir des préservatifs masculins et féminins à tous les personnels et main d’œuvre présents sur le Site, selon les besoins ; et (iii) assurer le dépistage du VIH/SIDA, le diagnostic, le conseil et la référence au programme spécialisé IST et VIH/SIDA (sauf si accord différent) pour tout le personnel et la main d’œuvre du Site.  (i) Si cela est indiqué dans le CCAP, l’Entrepreneur doit inclure dans le programme d’exécution des Travaux et Services à fournir dans le cadre de la Clause 17, un programme destiné au personnel, à la main d’œuvre du Site, et à leurs familles, en rapport avec les maladies sexuellement transmissibles (MST) et les infections sexuellement transmissibles (IST) incluant le VIH/SIDA. Le programme d’atténuation des IST, MST et VIH/SIDA doit indiquer quand, comment et à quel coût l’Entrepreneur prévoit de satisfaire aux exigences de la présente clause et de la spécification correspondante. Pour chaque composante, le programme comprendra le détail des ressources à fournir ou utiliser, et des sous-traitants proposés à cet effet. Le programme devra également fournir une évaluation de coût détaillée avec toute documentation pertinente à l’appui. Le paiement à l’Entrepreneur pour la préparation et la mise en œuvre de ce programme n’excédera pas le Montant de la somme provisionnelle prévu à cet effet. |
|  | | * 1. Retrait de personnel   Si le Directeur du projet demande à l’Entrepreneur de retirer une personne faisant partie de ses effectifs, en donnant les motifs de sa requête, l’Entrepreneur veillera à ce que cette personne quitte le Site dans les sept jours et qu’elle n’ait plus aucun rapport avec le travail dans le cadre du Marché. |
|  | | * 1. Travail de nuit et pendant les jours fériés   20.4.1 Sauf disposition contraire du Marché, si l’Entrepreneur estime nécessaire d’effectuer des travaux de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de Services et le Délai d’achèvement contractuel, et s’il demande son consentement au Maître de l’ouvrage à cet effet (si u tel consentement est requis), le Maître de l’ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable. |
| 1. Essais et inspections | | 21.1 L’Entrepreneur devra réaliser à ses propres frais, sur le Site, tous les essais et/ou inspections comme indiqué dans les Spécifications, et en accord avec les procédures décrites dans les Spécifications.  21.2 Le Maître de l’ouvrage et le Directeur de projet ou leurs représentants désignés seront en droit d’assister aux essais  et/ou inspections.  21.3 En ce qui concerne les essais à exécuter à l’initiative de l’Entrepreneur, lorsqu’il sera prêt à réaliser l’un quelconque de ces essais et/ou de ces inspections, l’Entrepreneur devra en prévenir le Directeur de projet raisonnablement à l’avance, en lui indiquant le lieu, la date et l’heure de cet essai et/ou inspection. L’Entrepreneur devra fournir au Directeur de projet un rapport signé des résultats de ces essais et/ou inspections.  21.4 Dans le cas où le Maître de l’ouvrage et le Directeur de projet (ou leurs représentants désignés) s’abstiendraient d’assister à un essai et/ou inspection, ou encore si les parties conviennent qu’ils n’y assisteront pas, l’Entrepreneur pourra procéder à l’essai et/ou inspection en l’absence de ces personnes et fournir au Directeur de projet un rapport signé des résultats de cet essai et/ou inspection.  21.5 Le Directeur de projet pourra exiger de l’Entrepreneur qu’il réalise des essais et/ou inspections non exigés par le Marché, étant entendu que les coûts et dépenses raisonnables encourus par l’Entrepreneur pour la réalisation de cet essai et/ou inspection seront ajoutés au montant du Marché. En outre, si cet essai et/ou inspection entrave l’avancement des travaux et/ou l’exécution par l’Entrepreneur des autres obligations mises à sa charge par le Marché, il en sera tenu compte dans le Délai d’achèvement contractuel et les autres obligations ainsi affectées.  21.6 Si des Travaux de réhabilitation, d’amélioration ou d’urgence ne subissent pas avec succès un essai et/ou une inspection quelconque, l’Entrepreneur devra soit rectifier soit remplacer ces travaux et répéter cet essai et/ou cette inspection, en en prévenant le Directeur de projet conformément à la Clause 20.3.  21.7 S’il survient un différend ou une divergence d’opinion entre les parties à propos d’un essai et/ou d’une inspection des Travaux et Services, ou d’une partie de ces derniers, que les parties ne parviennent pas à résoudre dans un délai raisonnable, ce différend pourra être soumis pour décision au Conciliateur ou au Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 6.1 du CCAG.  21.8 L’Entrepreneur convient qu’il ne sera délié de ses responsabilités aux termes du Marché ni par la réalisation des essais et/ou des inspections des Travaux et Services ou de toute partie de ces derniers, ni du fait de l’assistance du Maître de l’ouvrage ou du Directeur de projet à des essais et/ou inspections ni encore du fait de l’établissement d’un rapport sur les résultats de ces essais et/ou inspections, conformément à la Clause 20.4.  21.9 Aucune partie d’ouvrage ou élément de fondation ne devra être recouverte sur le Site, sans qu’il ait été procédé aux essais et/ou inspections exigés par le Marché, et l’Entrepreneur devra prévenir le Directeur de projet, suffisamment à l’avance, dès que cette partie des Travaux et Services ou des fondations sera prête ou pratiquement prête à subir cet essai et/ou cette inspection ; cet essai et/ou cette inspection et les formalités de notification dont ils feront l’objet doivent satisfaire aux exigences du Marché.  21.10 L’Entrepreneur devra dégager toute partie d’ouvrage ou élément de fondation, ou y pratiquer toutes les ouvertures que le Directeur de projet pourra exiger de temps à autre sur le Site, et il devra ensuite recouvrir et remettre cette ou ces parties dans leur état antérieur.  S’il s’avère qu’une partie des Travaux ou des fondations, recouverte sur le Site après qu’il a été satisfait aux exigences posées par la Clause 20.9, a été exécutée en parfaite conformité avec le Marché, le Maître de l’ouvrage prendra à sa charge les frais encourus afin de dégager et pratiquer des ouvertures dans cette partie des Travaux ou des fondations, conformément à la demande du Directeur de projet, et afin de la recouvrir et la remettre ensuite en état, et le Délai d’achèvement contractuel sera raisonnablement ajusté pour tenir compte du retard ou de la gêne en résultant pour l’exécution des obligations mises à la charge de l’Entrepreneur aux termes du Marché. |
| 1. Travaux de réhabilitation | | 22.1 Si cela est prévu dans le CCAP, des Travaux de réhabilitation spécifiques seront à réaliser, de manière explicite, en conformité avec les Spécifications, et tels que précisés dans le dossier d’appel d’offres et l’offre de l’Entrepreneur. Des quantités d’intrants pour les Travaux de réhabilitation ont été estimés par l’Entrepreneur afin d’atteindre les critères de performance pour les Travaux de réhabilitation fournis dans les Spécifications. Les Travaux de réhabilitation spécifiques ont fait l’objet d’un prix forfaitaire dans l’offre de l’Entrepreneur. |
| 1. Travaux d’amélioration | | 23.1 Si cela est prévu dans le CCAP, des Travaux d’amélioration seront à réaliser et consisteront en un ensemble d’interventions destinées à ajouter des caractéristiques nouvelles aux routes, en réponse au trafic nouveau et aux conditions de sécurité et autres. Les quantités pour les Travaux d’amélioration ont été proposées à des prix unitaires figurant dans le Borderau des Prix.  23.2 L’exécution de Travaux d’amélioration fera l’objet de demande par le Directeur de projet, qui émettra un Ordre de Service définissant les travaux demandés, à exécuter par l’Entrepreneur, sur la base des activités dont les prix figurent dans le Détail quantitatif et estimatif et le Bordereau des Prix. L’ordre de service spécifiera les activités à exécuter et le prix correspondant. Le Gestionnaire routier confirmera son acceptation en signant l’ordre de service. |
| 1. Services d’entretien | | 24.1 Les Services d’entretien sont les activités nécessaires afin de maintenir la Route en conformité avec les normes de performance selon la Clause 24. Ils comprennent toutes les activités nécessaires afin d’atteindre et maintenir les Normes de Performance de la Route et les Niveaux de Service. Ces Services feront l’objet de rémunération forfaitaire pendant la durée du Marché, payée par mensualité constante durant la totalité de la durée du Marché. |
| 1. Normes de performance | | 25.1 L’Entrepreneur doit exécuter les Services d’Entretien afin que  la Route atteigne et conserve les Niveaux de Service définis  dans les Spécifications. Il exécutera tous les Travaux en conformité avec les normes de performance définies dans  les Spécifications. |
| 1. Autocontrôle  de qualité et sécurité par l’Entrepreneur | | 26.1 Durant l’exécution et l’achèvement des Travaux et Services, l’Entrepreneur doit maintenir en place un Systéme qui assure que les méthodes et procédures de travail sont adéquates et sans danger à tout moment, et ne présentent aucun risque ou danger qu’il est possible d’éviter, pour la santé, la sécurité et les biens des travailleurs et agents de l’Entrepreneur ou de ses sous-traitants, des usagers de la route, des personnes vivant à proxilité des routes faisant l’objet du Marché, et de toute personne qui viendrait à se trouver sur les routes ou le long des routes objet du marché.  26.2 A moins qu’il n’en soit spécifié différemment dans le CCAP, l’Entrepreneur doit constituer au sein de sa structure organisationnelle, une Unité spéciale dotée de personnel qualifié, dont la tâche est de vérifier en permanence le degré de conformité de l’Entrepreneur aux Niveaux de Service exigés. Cette Unité est également responsable de générer et présenter  des renseignements dont l’Entrepreneur a besoin afin de constituer la documentation exigée dans les Spécifications. L’Unité est en charge de maintenir une banque de données détaillée et complète de l’état de la Route, et de fournir au Gestionnaire routier l’information nécessaire afin de gérer et entretenir la Route. L’Unité doit également réaliser les vérifications des Niveaux de Service, en étroite collaboration avec le Directeur de projet.  26.3 L’Unité d’autocontrôle de l’Entrepreneur mentionnée à la Clause 25.2 produit les rapports sur le degré de conformité aux Niveaux de Service exigés, suivant le format présenté dans les Spécifications. |
| 1. Sécurité des personnes et  des biens et protection de l’environnement | | 27.1 L’Entrepreneur doit, lors de la conception, l’exécution et l’achèvement des Travaux et Services et ddurant la période  de garantie :  (a) assurer la sécurité des personnes employées par lui ou par ses sous traitants, et maintenir le Site (tant que celui‑ci se trouve sous son contrôle) en bon ordre, de manière à éviter tous risques pour les personnes ;  (b) fournir et entretenir à ses propres frais tous dispositifs garde corps, clôture, signaux d’alarme et gardiennage aux moments et aux endroits nécessaires ou requis par la Clause 18.3, par toute autorité dûment constituée et par la réglementation en vigueur, pour la protection des Travaux et Services ou pour la sécurité et la commodité des travailleurs et des usagers de la route, du public ou autres ; et  (c) prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger l’environnement (tant sur le Site qu’en dehors) et pour éviter tous dégâts ou dommages aux personnes ou propriétés qui résulteraient de la pollution, du bruit ou autres inconvénients résultant de ses activités. |
| 1. Ordres de service | | 28.1 Les Travaux d’amélioration et d’urgence seront exécutés par l’Entrepreneur sur la base d’un Ordre de service émis par le Directeur de projet.  28.2 Les Ordres de service sont écrits ; ils sont signés et datés par le Directeur de projet. Ils sont adressés en deux (2) exemplaires par le Directeur de projet à l’Entrepreneur ; celui‑ci renvoie immédiatement au Directeur de projet l’un des deux exemplaires après l’avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l’a reçu.  28.3 Lorsque l’Entrepreneur estime que les prescriptions d’un Ordre de service appellent des réserves ou objections de sa part, le Gestionnaire routier doit les présenter par écrit au Directeur de projet dans un délai de dix (10) jours à compter de lémission de l’Ordre de service. Le Directeur de projet annulera, modifiera ou confirmera l’Ordre de service dans un délai de cinq (5) jours à compter de la présentation de ses objections par le Gestionnaire routier. |
| 1. Réception provisoire | | 29.1 Lorsque les Travaux et Services ont été achevés pour l’essentiel, et ont subi les essais d’Achèvement stipulés au Marché, de manière satisfaisante, l’Entrepreneur peut adresser une notification au Directeur de projet à cet effet, accompagnée d’un engagement écrit de terminer diligemment tous travaux restant à réaliser durant la période de garantie. La notification et l’engagement valent demande adressée au Directeur de projet de prononcer la réception provisoire des Travaux et Services. Dans le délai de vingt-et-un (21) jours de réception de cette notification, le Directeur de projet doit, soit émettre un procés-verbal de réception provisoire, indiquant la date à laquelle les Travaux et Services ont été achevés pour l’essentiel, en conformité avec le Marché, soit émettre une instruction par écrit à l’Entrepreneur précisant toutes les conditions à remplir, et tous les travaux à réaliser par l’Entrepreneur, avant que la réception provisoire puisse être prononcée.  29.2 De la même manière, en suivant la procédure définie à la Clause 29.1, l’Entrepreneur peut demander au Directeur de projet d’émettre un procès-verbal de réception provisoire concernant :  (a) toute Section pour laquelle un Délai d’exécution spécifique est indiqué dans le marché,  (b) toute partie importante des Travaux et Services, qui a été,  à la fois, achevée à la satisfaction du Directeur de projet  et, différemment de ce qui est prévu dans le Marché, occupée ou utilisée par le Maître d’ouvrage, ou  (c) toute partie des Travaux et Services que le Maître d’ouvrage a décidé d’occuper ou d’utiliser avant son achévement (lorsque cette occupation ou utilisation n’est pas prévue dans le Marché, ou n’a pas fait l’objet de l’accord de l’Entrepreneur, en tant que mesure temporaire). |
| 1. Travaux d’urgence | | 30.1 La nécessité de réaliser des Travaux d’urgence est déterminée d’un commun accord par le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, et un Ordre de Service doit toujours être émis par le Directeur de projet avant le commencement de l’exécution de Travaux d’urgence.  30.2 La réalisation de Travaux d’urgence est demandée par l’Entrepreneur, en se fondant sur les pertes ou dommages survenues en conséquence de phénoménes naturels (tels les orages, inondations ou séismes puissants) aux conséquences imprévisibles, ou sur la possibilité que des pertes ou dommages surviennent ou que la sécurité de personnes, travaux, services ou matériel soit menacée en conséquence de phénoménes naturels, Afin de caractériser les Travaux d’urgence, l’Entrepreneur adresse un Rapport technique au Directeur de projet demandant la réalisation de Travaux d’urgence et précisant la situation. En se fondant sur ledit rapport et sa propre évaluation de la situation, le Directeur de projet décide s’il émet un Ordre de Service à l’Entrepreneur afin de réaliser les Travaux.  30.3 Le Maître d’ouvrage ou les autorités gouvernementales peuvent déclarer une situation d’urgence, en se fondant sur la législation ou la réglementation locales. Dans ce cas, le Directeur de projet peut émettre un Ordre de Service à l’Entrepreneur en vue de Travaux d’urgence sans avoir préalablement reçu une demande de l’Entrepreneur à cet effet.  30.4 Si l’Entrepreneur ne peut pas ou ne veut pas réaliser de tels travaux immédiatement, le Maître d’ouvrage peut réaliser ou faire réaliser les travaux par les moyens jugés appropriés par lui, afin d’éviter que la Route ne subisse des dégats. Dans ce cas, aussitôt que possible après la survenance de la situation d’urgence, le Maître d’ouvrage notifie à l’Entrepreneur par écrit, la situation d’urgence, les travaux réalisés et les motifs. Si les travaux que le Maître d’ouvrage a réalisés ou fait réaliser sont des travaux dont la charge et le coût incombaient à l’Entrepreneur, le coût raisonnablement encourru par le Maître d’ouvrage en relation avec ces travaux sera remboursé par l’Entrepreneur. Dans le cas contraire, le coût de ces travaux incombe au Maître d’ouvrage. |
| 1. Qualité des matériaux utilisés par l’Entrepreneur | | 31.1 La qualité des matériaux utilisés par l’Entrepreneur pour l’exécution du Marché doit être conforme aux Spécifications. Si l’Entrepreneur estime que des matériaux de qualité supérieure à ceux prévus dans les Spécifications sont nécessaires afin d’assurer la conformité avec les Marché, il utilisera de tels matériaux de meilleure qualité, sans pour autant pouvoir prétendre à des prix ou rémunérations supérieures.  31.2 En aucune circonstance l’Entrepreneur ne peut formuler de réclamation fondée sur la qualité insuffisante des matériaux qu’il a utilisés, même si le matériau utilisé avait été autorisé par le Directeur de projet.  31.3 L’Entrepreneur doit réaliser à ses frais, les essais de laboratoire et autres essais dont il a besoin pour vérifier que les matériaux à utiliser sont conformes aux Spécifications, et il doit conserver les résulats de ces essais. Si le Directeur de projet en formule la demande, l’Entrepreneur doit lui remettre les résultats des essais. |
| 1. Signalisation et marquage des zones de travail et déviations | | 32.1 Afin de garantir la sécurité des usagers de la route, y compris les usagers non motorisés et les piétons, l’Entrepreneur doit installer et entretenir à ses frais, une signalisation et un marquage adéquats des zônes de travail, qui de plus doivent se conformer à la réglementation applicable.  32.2 Lorsque l’exécution de services et de travaux dans la cadre du Marché pourrait interférer avec la circulation, l’Entrepreneur doit prendre toute mesure nécessaire, à ses frais, afin de limiter la gêne au strict minimum, ainsi que l’exposition des travailleurs et autres personnes au danger. A cet effet, l’Entrepreneur peut aménager dans l’emprise de la route, des déviations temporaires, des ouvrages ou autres moodifications afin de permettre le passage de la circulation durant la réalisation des travaux et services. L’Entrepreneur doit notifier au Directeur de projet la réalisation de tels aménagements temporaires.  32.3 Lorsque l’exécution de Travaux et Services par l’Entrepreneur rend nécessaire la fermeture temporaire d’une section de route, et qu’une déviation de la circulation doit être réalisée sur d’autres routes publiques ou voie urbaines, l’Entrepreneur est responsable de la signalisation adéquate de la déviation, dans les mêmes conditions que celles définies à la Clause 31.1.  32.4 L’Entrepreneur doit informer les autorités et la police locales des activités à réaliser par lui, pouvant conduire à des interruptions de circulation ou des modifications aux conditions de circulation normales. Cela doit être fait par écrit, au minimum sept (7) jours avant le début de telles activités. Si l’Entrepreneur en fait la demande, le Maître d’ouvrage assiste l’Entrepreneur dans la coordination avec les autorités et la police locales. |
| D. Partage des risques | | |
| 1. Risques incombant  au Maître d’Ouvrage | | 33.1 Depuis la Date de démarrrage jusqu’à ce que le Certificat de correction des défauts ait été délivré, les risques incombant au Maître d’ouvrage sont les suivants :  (a) guerre, hostilités (qu’il y ait ou non déclaration de guerre), invasion, action d’un ennemi extérieur ;  (b) rébellion, révolution, insurrection, usurpation de pouvoir civile ou militaire, guerre civile ;  (c) radiations ionisantes, contamination radioactive provenant de combustible nucléaire ou de déchets nucléaires provenant de combustible nucléaire, explosion toxique radioactive ou autre propriétés dangereuses d’un assemblage d’explosif nucléaire ou d’un composant nucléaire d’un tel assemblage ;  (d) émeute, troubles et désordre, sauf si ces derniers sont limités au personnel de l’Entrepreneur ou de ses sous traitants et liés à la conduite des Travaux et Services ;  (e) perte ou dommages provoqués par l’utilisation ou l’occupation par le Maître d’ouvrage de toute Section ou partie des Travaux non achevée, sauf si cela est prévu  au Marché ;  (f) toute action des forces de la nature contre lesquelles un entrepreneur expérimenté ne pouvait pas raisonnablement se protéger. |
| 1. Risques incombant à l’Entrepreneur | | 34.1 Le Maître d’Ouvrage assume les risques que le Marché  définit comme lui incombant ; les autres risques incombent  à l’Entrepreneur. |
| 1. Pertes ou dommages matériels ; accidents  du travail ; indemnisation | | 35.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 34.3, l’Entrepreneur devra indemniser et garantir le Maître de l’ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, toute action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, et action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui seraient la conséquence d’un décès, de dommages corporels, de la perte de biens ou de dommages matériels, et découleraient de l’exécution des Travaux et Services, dès lors qu’ils auraient pour cause une négligence de l’Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de leurs employés, dirigeants ou agents respectifs, exception faite du décès ou des dommages corporels ou matériels qui auraient pour cause une négligence du Maître de l’ouvrage, de ses sous-traitants, de ses employés, de ses dirigeants ou de ses agents.  35.2 Dans le cas où une procédure intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître de l’ouvrage serait susceptible de faire jouer la responsabilité de l’Entrepreneur en vertu de la Clause 34.1, le Maître de l’ouvrage devra en aviser l’Entrepreneur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et l’Entrepreneur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître de l’ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler transactionnellement cette procédure ou cette réclamation.  Si l’Entrepreneur s’abstient de notifier au Maître de l’ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu’il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître de l’ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que l’Entrepreneur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître de l’ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître de l’ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.  Le Maître de l’ouvrage devra, si l’Entrepreneur le lui demande, donner à ce dernier toute l’assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas l’Entrepreneur devra rembourser au Maître de l’ouvrage tous les frais raisonnables encourus pour lui apporter cette assistance.  35.3 Le Maître de l’ouvrage devra indemniser et garantir l’Entrepreneur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute responsabilité pour perte ou dommage causé à des biens du Maître de l’ouvrage, autres que les Travaux ou leurs parties qui n’auraient pas encore été réceptionnés par ce dernier, du fait d’un incendie, d’une explosion ou de tout autre sinistre, dans la mesure où le préjudice excéderait le montant récupérable en vertu des assurances souscrites en application de la Clause 35 du CCAG, sous réserve que cet incendie, cette explosion ou cet autre sinistre n’ait pas été causé par un acte ou une défaillance de l’Entrepreneur.  35.4 La partie pouvant prétendre au bénéfice d’une indemnité en vertu de la présente Clause 34 devra prendre toutes les mesures raisonnables pour atténuer l’ampleur de la perte ou du dommage ayant pu survenir. Si cette partie s’abstient de prendre ces mesures, les responsabilités de l’autre partie seront réduites en conséquence. |
| 1. Assurances | | 36.1 Dans la mesure indiquée au CCAP, l’Entrepreneur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur, les assurances énumérées ci-dessous, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans le CCAP, et ce pendant toute la durée d’exécution du Marché. L’identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l’approbation du Maître de l’ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.  (a) *Perte ou dommages causés aux matériels et matériaux*  Couvrant la perte ou les dommages causés aux  matériels et matériaux survenant avant l’Achèvement (Réception provisoire).  (b) *Assurance de* responsabilité *civile vis-à-vis des tiers*  Couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître de l’ouvrage) et les risques de perte ou de dommages causés à des biens, survenant en relation avec les Travaux et Services.  (c) *Assurance de* responsabilité *automobile*  Couvrant l’utilisation de tous les véhicules utilisés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants (qu’ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l’exécution du Marché.  (d) *Assurance contre les accidents du travail*  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  (e) *Assurance de responsabilité civile du Maître de l’ouvrage*  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  (f) *Autres* assurances  Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au Marché.  36.2 Le Maître de l’ouvrage devra être nommément désigné comme coassuré au titre des polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Clause 35.1, exception faite de l’assurance de responsabilité civile, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître de l’ouvrage. En outre, les sous-traitants de l’Entrepreneur devront être nommément désignés comme coassurés au titre des polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Clause 35.1, exception faite de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître de l’ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces coassurés, du fait de sinistres ou de demandes d’indemnités résultant de l’exécution du Marché.  36.3 L’Entrepreneur devra fournir au Maître de l’ouvrage des certificats d’assurance (ou des copies des polices d’assurance) prouvant que les polices exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les certificats devront stipuler que les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Maître de l’ouvrage, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante.  36.4 L’Entrepreneur devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d’assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les travaux exécutés par eux en vertu du Marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par l’Entrepreneur.  36.5 Si l’Entrepreneur manque à son obligation de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Clause 35.1, le Maître de l’ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre des montants dus à l’Entrepreneur en vertu du Marché, toute prime que le Maître de l’ouvrage aura payée à l’assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme si c’était une dette due par l’Entrepreneur.  36.6 Sauf stipulation contraire du Marché, l’Entrepreneur devra assurer la préparation et le suivi de tous les dossiers de demandes d’indemnisation présentés en vertu des polices qu’il aura contractées en application de la présente Clause 35 et toutes les sommes payables par des assureurs devront être payées à l’Entrepreneur. Le Maître de l’ouvrage devra fournir à l’Entrepreneur l’assistance qui pourra être exigée par l’Entrepreneur. Dans tous les cas où des demandes d’indemnisation au titre d’assurance mettraient en jeu les intérêts du Maître de l’ouvrage, l’Entrepreneur ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Maître de l’ouvrage. Dans tous les cas où des demandes d’indemnisation mettraient en jeu les intérêts de l’Entrepreneur, le Maître de l’ouvrage ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit de l’Entrepreneur. |
| 1. Circonstances imprévisibles | | 37.1 Si, pendant l’exécution du Marché, l’Entrepreneur rencontre sur le Site des conditions physiques (autres que climatiques) ou des obstacles artificiels qu’un constructeur expérimenté n’aurait pas pu raisonnablement prévoir avant la date de conclusion du Marché, sur la base d’un examen raisonnable des données fournies par le Maître de l’ouvrage sur la Route (y compris les données et essais fournis par le Maître d’ouvrage), et sur la base des informations qu’il aurait pu obtenir à la suite d’une inspection visuelle du Site, ou encore sur la base d’autres données sur la Route auxquelles il aurait pu aisément accéder, et si l’Entrepreneur détermine qu’il encourra des coûts et dépenses supplémentaires ou aura besoin d’un délai supplémentaire pour exécuter ses obligations aux termes du Marché, en raison de ces conditions ou obstacles, qu’il n’aurait pas encourus ou dont il n’aurait pas eu besoin s’il ne les avait pas rencontrés, l’Entrepreneur devra en aviser sans délai le Directeur de projet par une notification écrite à cet effet, avant d’exécuter des travaux supplémentaires ou d’utiliser des matériels et équipements supplémentaires ou des matérériels supplémentaires de l’Entrepreneur ; cette notification devra indiquer :  (a) les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés sur le Site et qui ne pouvaient raisonnablement être prévus ;  (b) les travaux supplémentaires et/ou les matériels et équipements supplémentaires et/ou les matériels supplémentaires de l’Entrepreneur qui sont nécessaires, y compris les mesures que l’Entrepreneur prendra ou proposera de prendre afin de surmonter ces conditions ou obstacles ;  (c) l’importance du retard prévu ; et  (d) les coûts et dépenses supplémentaires que l’Entrepreneur est susceptible d’encourir.  A la réception de la notification donnée par l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 36.1, le Directeur de projet devra se concerter sans délai avec le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur et décider des mesures à prendre pour surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés. A la suite de ces consultations, le Directeur de projet devra donner à l’Entrepreneur ses instructions sur les mesures à prendre, en adressant copie de ces instructions au Maître de l’ouvrage.  37.2 Le Maître de l’ouvrage devra payer à l’Entrepreneur, en supplément du montant du Marché, tous les coûts et dépenses supplémentaires raisonnablement encourus par l’Entrepreneur pour se conformer aux instructions du Directeur de projet, afin de surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels visés à la Clause 36.1 ci-dessus.  37.3 Si l’Entrepreneur est retardé dans l’exécution du Marché  ou empêché d’exécuter le Marché en raison de conditions physiques ou d’obstacles artificiels de la nature visée à la Clause 36.1 ci-dessus, le Délai d’achèvement contractuel sera prolongé conformément à la Clause 64 du CCAG. |
| 1. Modification des législations et réglementations | | 38.1 Si, après la date située vingt-huit (28) jours précèdant la date limite de dépôt des offres, dans le pays où est situé le Site, la promulgation, l’abrogation ou la modification (qui sera réputée inclure toute modification d’interprétation ou d’application par les autorités compétentes) de toute loi, réglementation, ordonnance, ou de tout décret ou réglementation locale ayant force de loi, affecte ultérieurement les coûts et dépenses de l’Entrepreneur et/ou le Délai d’achèvement contractuel, le montant du Marché sera augmenté ou réduit en conséquence et/ou le Délai d’achèvement contractuel sera modifié en conséquence dans la mesure où l’Entrepreneur en est affecté dans la réalisation de ses obligations aux termes du Marché. Nonobstant ce qui précède, l’augmentation ou la réduction des coûts ne pourra pas être payée ou créditée séparément si elle a déjà été prévue dans les dispositions de révision de prix, conformément au CCAP. |
| 1. Force majeure | | 39.1 Aux fins du présent Marché, « force majeure » signifie tout événement qui est en dehors du contrôle du Maître d’ouvrage ou de l’Entrepreneur, selon le cas, et qui affecte directement l’exécution des Services et Travaux objet du Marché, et qui est inévitable malgré les précautions que la partie affectée purrait prendre raisonnablement. Les événements de force majeure incluent, mais ne sont pas limités aux :  (a) guerre, hostilités et opérations s’apparentant à des guerres (qu’il y ait ou non déclaration de guerre), invasion, acte de guerre civile ou d’un ennemi extérieur ;  (b) rébellion, révolution, insurrection, mutinerie, usurpation de pouvoir civil ou militaire, complot, émeutes, troubles civils et actes terroristes ;  (c) confiscation, nationalisation, mobilisation, réquisition par ou suivant les ordres d’un gouvernement ou d’une autorité de droit ou de fait, ou suite à un autre acte ou absence d’action d’une autorité locale ou nationale ;  (d) grève, sabotage, lock-out, embargo, restriction des importations, congestion portuaire, manque des moyens habituels de transport publics et de communication, dispute de nature industrielle, naufrage, coupure ou restriction de l’alimentation électrique, épidémies, quarantaine et peste ;  (e) tremblement de terre, glissement de terrain, activité volcanique, incendie, inondations, raz de marée, typhon ou cyclone, ouragan, tempête, foudre, ou autre circonstance climatique adverse, onde de choc ou nucléaire ou autre désastre naturel ou physique ;  (f) pénurie de main-d’œuvre, matériaux, eau ou électricité lorsque cela est du à des causes considérées elles-mêmes comme relevant de la force majeure.  39.2 Si l’une ou l’autre des parties est empêchée, entravée ou retardée dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché par un événement de force majeure, elle devra notifier par écrit à l’autre partie cet événement de force majeure et ses circonstances dans les quatorze (14) jours suivant l’événement.  39.3 La partie ayant notifié à l’autre partie un événement de force majeure sera dispensée de l’exécution ou de l’exécution de ses obligations spécifiquement mises en cause au titre du Marché pendant toute la durée de l’événement de force majeure et dans la mesure où l’exécution de ses obligations est empêchée, entravée ou retardée par cet événement. Le Délai d’achèvement contractuel sera prolongé conformément à la Clause 64 du CCAG.  39.4 La partie ou les parties affectée(s) par l’événement de force majeure devra (devront) faire ce qui est en son (leur) pouvoir pour atténuer les effets de cet événement sur son (leur) exécution du Marché et sur ses (leurs) obligations au titre du Marché, sans préjudice, pour l’une ou l’autre des parties, du droit de résilier le Marché conformément aux Clauses 38.6 du CCAG.  39.5 Aucun retard ni aucun défaut d’exécution de l’une des parties pour cause d’événement de force majeure ne pourra :  (a) constituer une défaillance ou une rupture du Marché ; ou  (b) donner lieu à une action en dommages-intérêts ou à une demande de remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par l’événement de force majeure ;  si, et dans la mesure où, le retard ou le défaut d’exécution en question est provoqué par un événement de force majeure.  39.6 Si l’exécution du Marché est substantiellement empêchée, entravée ou retardée pendant une période de plus de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de plus de cent vingt (120) jours par suite d’un ou de plusieurs événements de force majeure pendant la durée du Marché, les parties tenteront de mettre en place une solution mutuellement satisfaisante, faute de quoi l’une ou l’autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l’autre partie, sans préjudice du droit de l’une ou l’autre des parties de résilier le Marché conformément à la Clause 59  du CCAG.  39.7 En cas de résiliation conformément à la Clause 38.6, les droits et obligations du Maître de l’ouvrage et de l’Entrepreneur seront ceux spécifiés aux Clauses 59.1.2 et 59.1.3 du CCAG.  39.8 Nonobstant la Clause 38.5, la force majeure ne pourra s’appliquer à aucune des obligations du Maître de l’ouvrage de payer l’Entrepreneur ci-après. |
| E. Garanties et responsabilités | | |
| 1. Garantie du délai d’achèvement | | 40.1 L’Entrepreneur garantit qu’il parviendra aux Niveaux de Services spécifiés et à l’achèvement des Travaux de réhabilitation et d’amélioration (ou de toute partie de ceux-ci pour laquelle un délai d’achèvement séparé est spécifié dans le CCAP) dans le Délai d’achèvement contractuel spécifié dans le CCAP conformément à la Clause 10.2 du CCAG, ou dans tel délai prolongé auquel l’Entrepreneur pourra prétendre en vertu de la Clause ­ 64 du CCAG.  40.2 Si l’Entrepreneur ne parvient pas aux Niveaux de Services spécifiés dans les délais contractuels fournis dans les Spécifications, l’Entrepreneur recevra un paiement réduit pour les Services d’Entretien, au titre de la performance insuffisante, et non au titre de pénalité, conformément aux Spécifications.  40.3 Si l’Entrepreneur ne parvient pas à l’achèvement des Travaux de réhabilitation et d’amélioration (ou de toute partie de ceux-ci pour laquelle un délai d’achèvement distinct a été spécifié à la Clause 39.1 du CCAP) dans le Délai d’achèvement contractuel, l’Entrepreneur devra payer au Maître de l’ouvrage une pénalité de retard en conformité avec le CCAPet les Spécifications.  40.4 La réduction de paiement au titre de la Clause 39.2 et les pénalités de retard au titre de la Clause 39.3 seront les seuls montants dus par l’Entrepreneur au titre des déficiences mentionnées, et ces réductions et pénalités seront appliquées pour chaque jour de retard, conformément au CCAP et aux Spécifications. Le montant cumulé de ces réductions de paiement et de ces pénalités de retard ne saurait excéder la « limite de responsabilité » en application de la Clause 42. Le paiement de pénalité de retard ou la réduction de paiement ne libéreront aucunement l’Entrepreneur de ses obligations d’achever les Travaux et Services, ni de toutes ses autres obligations et responsabilités aux termes du Marché. |
| 1. Garantie de performance et responsabilité | | 41.1 L’Entrepreneur garantit que lors des essais de performance ou des inspections des Travaux de réhabilitation et d’amélioration et des Travaux d’urgence, la Route et toutes ses parties et toutes ses parties atteindront les normes de performance indiquées dans les Spécifications correspondantes.  41.2 Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les normes de performance indiquées dans les Spécifications correspondantes n’atteignent pas le niveau garanti, en totalité ou en partie, l’Entrepreneur devra, à ses frais, apporter à la Route ou ses parties les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre au minimum le niveau garanti de ces normes de performance. L’Entrepreneur devra adresser une notification au Maître de l’ouvrage lorsqu’il aura fini d’apporter les changements, modifications et/ou adjonctions nécessaires, et il demandera au Maître de l’ouvrage de procéder à un nouvel essai ou une inspection, jusqu’à ce que le niveau garanti ait été atteint. Si l’Entrepreneur n’arrive pas à atteindre le niveau minimum des normes de performance, le Maître de l’ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Clause 59.2.2 du CCAG.  41.3 Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les normes de performance relatives aux Travaux de réhabilitation et d’amélioration indiquées dans les Spécifications correspondantes ne sont pas atteintes, en totalité ou en partie, l’Entrepreneur devra, au choix de l’Entrepreneur :  (a) soit apporter aux Travaux et Services ou à toute partie de ceux-ci, à ses frais, les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre les normes de performance, et demander au Maître de l’ouvrage de procéder à un nouvel essai ;  (b) soit payer au Maître de l’ouvrage une pénalité en relation avec les Travaux et Services qui ne respectent pas  les normes de performance, conformément aux Spécifications correspondantes.  41.4 Le paiement de la pénalité visée à la Clause 40.3, à concurrence du plafond indiqué dans le CCAP, satisfera intégralement les obligations de garantie mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la Clause 40.1, moyennant quoi l’Entrepreneur n’aura plus aucune responsabilité envers le Maître de l’ouvrage à ce titre. Dès le paiement de cette pénalité par l’Entrepreneur, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception provisoire pour les Travaux ou la partie en question ayant donné lieu au paiement de cette pénalité. |
| 1. Garantie des défectuosités | | 42.1 L’Entrepreneur garantit que les Travaux et Services ou toute partie de ceux-ci seront exempts de toutes défauts de conception, d’ingénierie, de matériaux et de construction, des Travaux et Services exécutés.  42.2 Sauf stipulation contraire du CCAP, la période de garantie sera égale à la plus courte des périodes suivantes : douze (12) mois à compter de la Date d’achèvement, ou dix-huit (18) mois à compter de la Date de réception provisoire des Travaux (ou de toute partie de ceux-ci).  Dans le cas où un défaut de conception, d’ingénierie, des matériaux ou de construction entachant les Travaux et Services exécutés par l’Entrepreneur apparaîtrait pendant la période de garantie, l’Entrepreneur devra réparer, remplacer ou remettre en état à ses frais (au choix discrétionnaire de l’Entrepreneur) les travaux en question, et remédier à tout dommage que ce défaut aurait causé à la Route, après s’être concerté et entendu avec le Maître de l’ouvrage sur le moyen le plus approprié de remédier à ce défaut. Il est cependant entendu que l’Entrepreneur n’aura pas la responsabilité de réparer, remplacer ou remettre en état tous défauts ou dommages causés à la Route, dès lors qu’ils découleraient ou résulteraient de l’exploitation ou l’entretien inapproprié de la Route par le Maître de l’ouvrage, après la Réception.  42.3 Les obligations mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 41 ne s’appliquent pas :  (a) aux travaux ou matériaux qui ont une durée de vie inférieure à celle de la période de garantie stipulée  au Marché ;  (b) aux conceptions, spécifications ou autres données respectivement réalisées, fournies ou imposées par ou pour le compte du Maître de l’ouvrage ou tout autre élément à l’égard duquel l’Entrepreneur a dégagé sa responsabilité ;  (c) aux autres matériaux fournis, aux autres travaux exécutés par ou pour le compte du Maître de l’ouvrage, exception faite des travaux exécutés par le Maître de l’ouvrage en vertu de la Clause 41.6.  42.4 Le Maître de l’ouvrage devra adresser à l’Entrepreneur une notification précisant la nature du défaut, accompagnée de toutes les preuves disponibles établissant son existence, et ce sans retard. Dès la découverte de ce défaut, le Maître de l’ouvrage devra donner à l’Entrepreneur toute latitude raisonnable pour inspecter ce défaut.  42.5 Le Maître de l’ouvrage devra donner à l’Entrepreneur l’accès nécessaire au Site pour lui permettre d’exécuter les obligations mises à sa charge par la présente Clause 41. L’Entrepreneur pourra enlever du Site les matériels et équipements défectueux si la nature du défaut est telle que les réparations nécessaires ne peuvent pas être réalisées rapidement sur le Site.  42.6 Si l’Entrepreneur manque à d’entreprendre les travaux nécessaires afin de remédier à ce défaut ou à tout dommage que ce défaut aurait causé à la Route dans un délai raisonnable (qui ne saurait en aucun cas être inférieur à quinze (15) jours), le Maître de l’ouvrage pourra procéder lui-même à ces travaux, après avoir adressé une notification à l’Entrepreneur, et, dans une limite raisonnable, les coûts encourus par le Maître de l’ouvrage en relation avec ces travaux devront lui être payés par l’Entrepreneur ou pourront être déduits par le Maître de l’ouvrage de toutes sommes dues à l’Entrepreneur ou réclamées en vertu de la garantie de bonne exécution.  42.7 Si la Route ou une partie de celle-ci ne peuvent pas être  utilisées en raison de ce défaut et/ou des travaux destinés à remédier à ce défaut, la période de garantie de la Route ou de cette partie, selon le cas, sera prolongée d’une période égale à celle pendant laquelle la Route ou cette partie ne pourra pas être utilisée par le Maître de l’ouvrage, pour l’une ou l’autre des raisons précitées.  42.8 Excepté dans les conditions stipulées par les Clauses 40 et 41  du CCAG, l’Entrepreneur n’assumera aucune responsabilité,  que ce soit en vertu du Marché ou du droit applicable, au  titre des défauts entachant la Route ou une de ses parties ou les matériels et équipements, la conception, l’ingénierie ou  les travaux exécutés par lui, qui apparaîtraient après l’achèvement des Travaux et Services ou d’une de ses parties, à moins que ces défauts n’aient été causés par une négligence coupable, une fraude, un acte délictueux ou une faute lourde  de l’Entrepreneur. |
| 1. Limite de responsabilité | | 43.1 Excepté en cas de dol ou de faute lourde :  (a) l’Entrepreneur n’encourra aucune responsabilité envers le Maître de l’ouvrage, que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, à raison des pertes ou dommages indirects, tels que perte d’usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers, étant entendu que cette exclusion de responsabilité ne s’appliquera pas à l’obligation de l’Entrepreneur de payer une pénalité de retard au Maître de l’ouvrage ; et  (b) la responsabilité totale que l’Entrepreneur peut assumer envers le Maître de l’ouvrage en vertu du Marché que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, ne saurait excéder le montant indiqué au CCAP. |
| 1. Responsabilité des dommages résultants des accidents routiers et des interruptions  de circulation | | 44.1 L’Entrepreneur n’encourra aucune responsabilité pour toute  perte et dommages résultant des accidents de circulation survenant sur les routes faisant l’objet du Marché, à l’exception des accidents de circulation qui ont été directement provoqués par des nids de poule, ou d’autres désordres majeurs de la Route faisant l’objet du Marché que l’Entrepreneur a manqué de réparer dans un délai normal, un acte délictueux ou une faute lourde de l’Entrepreneur.  44.2 L’Entrepreneur ne sera en aucun cas responsable de toute perte ou dommage survenant à toute personne, en conséquence d’interruption ou de retard du trafic sur la Route faisant l’objet du Marché, y compris en raison des pertes ou dommages indirects, perte d’usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers. |
| F. Paiement | | |
| 1. Montant du Marché | 45.1 Le montant du Marché sera le prix fixé dans l’Acte d’engagement, et sera payé dans les monnaies indiquées dans  le CCAP.  45.2 Sauf mention contraire dans le CCAP, et excepté en cas de modification comme prévu dans le Marché, le montant du Marché sera :  (a) pour les Travaux de réhabilitation, une somme forfaitaire fixe ne pouvant faire l’objet de modifications, qui sera payée en fonction de l’avancement des travaux ;  (b) pour les Services d’Entretien, une somme forfaitaire fixe, qui sera payée sous la forme de versements mensuels ;  (c) pour les Travaux d’amélioration, le montant total figurant dans le Détail quantitatif et estimatif correspondant ; et  (d) pour les Travaux d’urgence, la somme provisionnelle correspondante.  45.3 L’Entrepreneur sera réputé s’être assuré par lui même de l’exactitude et du caractère suffisant du montant du Marché, lequel devra, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes les obligations qui lui incombent en vertu du Marché. | |
| 1. Avance de démarrage | 46.1 Le Maître d’ouvrage versera une avance de démarrage à l’Entrepreneur pour le montant et à la date indiquée dans le CCAP, contre la fourniture par l’Entrepreneur d’une garantie bancaire inconditionnelle dans la forme et provenant d’une banque acceptable au Maître d’ouvrage, et pour les montants et dans les monnaies de l’avance. La garantie demeurera en vigueur jusqu’au remboursement intégral de l’avance, toutefois le montant de la garantie sera réduit progressivement, au fur et à mesure du remboursement de l’avance par l’Entrepreneur. L’avance ne fera pas l’objet de paiement d’intérêt.  46.2 L’Entrepreneur utilisera exclusivement l’avance de démarrage pour les acquisitions de Matériels, d’équipements, de matériaux et les dépenses de mobilisation spécialement nécessaires pour les besoins de l’exécution du Marché. L’Entrepreneur devra apporter la preuve que l’avance de démarrage a été utilisée à cet effet, en fournissant les copies des factures ou autres documents au Directeur de projet.  46.3 L’avance de démarrage sera remboursée par déductions au prorata des sommes dues à l’Entrepreneur, en fonction de l’échéancier des paiements sur la base de l’avancement des Travaux et Services, comme indiqué dans le CCAP. | |
| 1. Borderau des Prix et Détail quantitatif et estimatif | 47.1 Le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif comprennent des prix pour des groupes d’activités, comprenant l’exécution de Services (mesurés par les normes de performance) et de Travaux (mesurés par unité de production ou de produit). Le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif pour les Travaux comprennent, le cas échéant, le forfait et les prix unitaires pour les Travaux de réhabilitation, et des taux unitaires pour les Travaux d’amélioration et d’urgence.  47.2 Les Services d’Entretien seront mesurés et facturés séparément et seront rémunérés par le montant forfaitaire durant la périoode du Marché, et payés par versements fixes mensuels durant toute la période du Marché. Les montants de la rémunération pour les Travaux d’entretien sont ceux indiqués dans le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif.  47.3 Les Travaux de réhabilitation seront rémunérés par un montant forfaitaire durant la période du Marché, indiquant cependant les quantités de productions mesurables à réaliser afin que la Route atteigne les normes de performance indiquées dans le document d’appel d’offres. Les paiements seront effectués en fonction de l’exécution des productions telles que mesurées. Les prix seront comme indiqués au Bordereau des Prix.  47.4 Les Travaux d’amélioration seront rémunérés après leur acceptation par le Maître d’ouvrage, et feront l’objet de paiement en fonction du prix unitaire de produit en utilisant les prix indiqués au Bordereau des Prix.  47.5 Chaque Ordre de Service pour Travaux d’urgence émis par le Directeur de projet indiquera un prix forfaitaire pour les travaux à réaliser. Le Prix forfaitaire pour les Travaux d’urgence sera soumis au Directeur de projet par l’Entrepreneur dans chaque situation d’urgence selon les dispositions des Clauses 29 et 61, et sera préparé en se fondant sur les Spécifications et les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix pour les Travaux d’urgence. Ce prix forfaitaire rémunérera toutes les activités à mener dans le cadre de ces Travaux d’urgence, y compris les obligations de conformité aux critères de performance décrits dans les Spécifications. Lorsqu’ils auront été approuvés,  les Travaux d’urgence feront l’objet d’un paiement  forfaitaire suivant le calendrier de paiement proposé par l’Entrepreneur pour les dits travaux d’urgence, et approuvé par  le Maître d’ouvrage.  47.6 Le Bordereau des Prix et le Détail quantitatif et estimatif sont utilisés pour calculer le Prix du Marché. Les montants pour les Services d’entretien et les Travaux de réhabilitation sont les montants forfaitaires figurant dans la soumission de l’Entrepreneur. Le montant des Travaux d’amélioration figurant dans le Marché constitue une estimation calculée sur la base des prix unitaires figurant dans la soumission de l’Entrepreneur. Le Montant provisionnel figurant dans le Marché constitue une estimation et sera utilisé avec l’autorisation du Maître d’ouvrage pour les Travaux d’urgence et les imprévus. | |
| 1. Mesurage | 48.1 Les Services d’entretien ne seront pas mesurés par leur volume ; cependant le paiement correspondant sera fonction du degré de conformité aux Normes de performance, selon les dispositions de la Clause 24 du CCAG. Les Services d’entretien seront facturés sous la forme de montants mensuels fixes selon le prix forfaitaire pour les Travaux d’entretien indiqué dans le Bordereau des Prix, à partir de la Date de démarrage. Les paiements feront l’objet de Réductions si les Normes de performance ne sont pas atteintes, comme définies dans les Spécifications. Les Réductions pour non-conformité aux normes de performance seront appliquées sur une base journalière, pour la période au cours de laquelle la Route n’est pas en conformité, selon la méthodologie indiquée dans les Spécifications.  48.2 Les Travaux de réhabilitation seront mesurés comme indiqué dans le CCAP, et sur la base des quantités de travaux effectivement réalisées, conformément aux Spécifications, établies par l’Entrepreneur et approuvées par le Directeur de projet. Les prix sont ceux figurant dans le Bordereau des Prix.  48.3 Les Travaux d’amélioration seront mesurés comme indiqué dans le CCAP, conformément à l’unité de mesurage utilisée pour le prix unitaire de produit figurant dans le Borderau des Prix. Les prix sont ceux figurant dans le Bordereau des Prix.  48.4 Les Travaux d’urgence ne feront pas l’objet de mesurage et seront facturés selon le Calendrier de Paiement établi d’accord parties à chaque fois que des Travaux d’urgence seront nécessaires, comme approuvé par le Maître d’ouvrage. | |
| 1. Révision des prix | 49.1 Les prix seront ajustés pour prendre en compte les fluctuations du coût des intrants seulement dans le cas où cette possibilité est prévue dans leCCAP. Dans l’affirmative, les montants certifiés dans chaque décompte, avant déduction au titre du paiement de l’avance, seront ajustés en appliquant le facteur d’ajustement des prix applicable aux montants dûs dans chaque monnaie. Une formule séparée du type indiqué ci-dessous s’applique à chaque monnaie du Marché :  **Pc = Ac + Bc Imc/Ioc**  où :  Pc est le facteur de révision correspondant à la portion du Prix du Marché payable dans une monnaie spécifique « c. »  Ac et Bc sont des coefficients[[38]](#footnote-38) spécifiés dans le **CCAP,** représentant les portions révisables et non révisables, respectivement, du Prix du Marché payable dans une monnaie spécifique « c ; » et  Imc est la valeur de l’indice en vigueur à la fin du mois de facturation, et Ioc est la valeur de l’indice en vigueur 28 jours avant l’ouverture des offres et correspondant aux intrants payables dans les deux cas dans la monnaie spécifique « c ».  49.2 Si la valeur de l’indice est modifiée après qu’il ait été utilisé  dans un calcul, le calcul sera corrigé et un ajustement sera apporté au décompte suivant. La valeur de l’indice sera réputée prendre en compte tous les changements des coûts dus aux fluctuations des coûts. | |
| 1. Décomptes | 50.1 L’Entrepreneur présentera au Directeur de projet des décomptes mensuels suivant le format figurant dans les Spécifications, de la valeur estimée des Services d’Entretien, des Travaux de réhabilitation, d’amélioration et d’urgence indiqués séparément, couvrant les Travaux et Services pour le mois concerné.  50.2 Le Directeur de projet vérifiera les décomptes mensuels et dans le délai maximum de quatorze (14) jours, certifiera les montants devant être versés à l’Entrepreneur.  50.3 La valeur des Services exécutés sera certifiée par le Directeur de projet, sur la base du montant mensuel figurant dans le Bordereau des prix des Services d’Entretien, et l’obtention des Normes de Performances pour les Services d’Entretien, et ajusté pour tenir compte de toute réduction de paiement conformément à la Clause 47.1 du CCAG.  50.4 La valeur des Travaux exécutés sera certifiée par le Directeur de projet, sur la base des quantités de travaux exécutés et des prix unitaires figurant dans le Bordereau des prix.  50.5 Le Directeur de projet pourra exclure tout montant certifié dans un décompte précédent ou réduire proportionnellement tout montant certifié précédemment à la lumière d’informations nouvelles. | |
| 1. Paiements | 51.1 Les paiements seront ajustés pour prendre en compte les paiements des avances, les retenues et les réductions dues à la non obtention des Normes de Performance pour les Services d’Entretien. Le Maître d’ouvrage versera à l’Entrepreneur les montants certifiés par le Directeur de projet conformément à la Clause 49, dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant la date de chaque décompte. Si le Maître d’ouvrage effectue un paiement en retard, l’Entrepreneur recevra des intérêts moratoires lors du paiement suivant. L’intérêt sera calculé à partir de la date à laquelle le paiement aurait du être effectué jusqu’à la date à laquelle le paiement en retard aura été versé, au taux d’intérêt en vigueur pour des emprunts commerciaux et pour chacune des monnaies dans lesquelles les paiements seront effectués.  51.2 Si un montant certifié est augmenté dans un décompte ultérieur ou à la suite d’une décision du Conciliateur ou du Comité de Règlement des Différends ou de l’Arbitre, l’Entrepreneur recevra des intérêts sur les arriérés conformément à la présente clause. L’intérêt sera calculé à partir de la date à laquelle le montant augmenté aurait été certifié en l’absence d’un différend. Le taux applicable sera comme indiqué à la Clause 50.1.  51.3 Sauf disposition contraire, tous les paiements et retenues seront effectués dans les proportions des monnaies figurant dans le  Prix du Marché.  51.4 Les éléments des Travaux pour lesquels aucun prix unitaire, ou montant n’a été indiqué dans le Bordereau des Prix ne seront pas payés par le Maître d’ouvrage et seront réputés être compris dans d’autres prix unitaires et montants figurant dans le Marché. | |
| 1. Retenue de garantie et réductions | 52.1 Le Maître d’ouvrage effectuera une retenue de garantie correspondant au pourcentage indiqué au CCAP sur chaque décompte dû à l’Entrepreneur pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration, à l’exception des types de travaux mentionné dans le CCAP. Les paiements mensuels forfaitaires au titre des Services d’Entretien basés sur la performance ne feront pas l’objet de cette retenue, à moins qu’il ne soit mentionné autrement dans le CCAP.  52.2 Lors de la réception provisoire des Travaux de réhabilitation et d’amélioration, la moitié du montant total retenu sera versé à l’Entrepreneur, et l’autre moitié douze (12) mois plus tard, lorsque le Directeur de projet aura certifié que tous les défauts dont il avait fait part à l’Entrepreneur avant la fin de ladite période ont été corrigés.  52.3 Après l’achèvement de la totalité des Travaux et Services, l’Entrepreneur pourra remplacer le montant retenu par une garantie bancaire inconditionnelle.  52.4 Des réductions sur les paiements mensuels pour les Services d’Entretien pour non-conformité avec les Niveaux de Services seront appliquées comme indiqué à la Clause 47.1 du CCAG. Le montant de la réduction pour les jours au cours desquels la Route n’est pas en conformité avec les Normes de Performance ne sera pas payé, ni remboursé, même après que l’Entrepreneur ait rétabli les niveaux de qualité aux niveaux exigés par le Marché. | |
| 1. Impôts et taxes | 53.1 Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, l’Entrepreneur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges établis à la charge de l’Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de leurs employés par toute autorité locale, régionale ou nationale en liaison avec les Travaux et Services dans le pays d’emplacement du Site ou à l’étranger.  53.2 Si, dans le pays où se trouve le Site, l’Entrepreneur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, le Maître de l’ouvrage fera tous ses efforts pour lui permettre d’en bénéficier au maximum.  53.3 Pour les besoins du Marché, il est convenu que le montant du Marché indiqué dans l’Acte d’engagement est établi en tenant compte des taxes, droits, impôts et charges (dénommé « taxe » dans le présent alinéa) en vigueur vingt-huit (28) jours avant la date de soumission des offres dans le pays d’emplacement du Site. Si le taux d’une taxe est augmenté ou réduit, qu’une nouvelle taxe est introduite, qu’une taxe existante est supprimée ou en cas de tout changement dans l’interprétation ou l’application de toute taxe survenant pendant l’exécution du Marché, qui s’est appliqué ou s’appliquera à l’Entrepreneur, à ses sous-traitants ou à leurs employés dans le cadre de l’exécution du Marché, un ajustement équitable du prix du Marché sera effectué pour prendre totalement en compte toute modification de ce type par majoration ou minoration du montant du Marché selon le cas, conformément à la Clause 37 du CCAG. | |
| 1. Garanties | 54.1 Emission des garanties  L’Entrepreneur devra fournir les garanties décrites ci-après en faveur du Maître de l’ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après.  54.2 Garantie de restitution d’avance de démarrage  54.2.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie d’un montant égal à l’avance indiquée dans le CCAP et dans la ou les mêmes monnaies.  54.2.2 La garantie devra suivre la forme prévue par le Dossier d’appel d’offres ou toute forme satisfaisant le Maître de l’ouvrage. Le montant de la garantie sera réduit à concurrence de la valeur des Travaux et Services exécutés par l’Entrepreneur et réglés à l’Entrepreneur périodiquement ; elle sera annullée de plein droit lorsque le montant total de l’avance aura été recouvré par le Maître de l’ouvrage. La garantie sera retournée à l’Entrepreneur dès son expiration.  54.3 Garantie de bonne exécution  54.3.1 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie de bonne exécution du Marché pour le montant fixé dans le CCAP.  54.3.2 La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître de l’ouvrage, et devra suivre l’un des modèles fournis dans le Dossier d’appel d’offres, comme indiqué par le Maître de l’ouvrage dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître de l’ouvrage.  54.3.3 La garantie deviendra nulle douze (12) mois après l’achèvement des Travaux et Services, sous réserve toutefois que si la période de garantie a été prolongée pour une partie quelconque des Travaux en vertu de la Clause 41.8 du CCAG. l’Entrepreneur devra émettre une garantie supplémentaire d’un montant correspondant au prix du Marché pour cette partie. La garantie sera retournée à l’Entrepreneur dès après son expiration. | |
| 1. Réception provisoire/ Achèvement | 55.1 L’Entrepreneur demandera au Directeur de projet de délivrer un procès verbal de réception proviosire des Travaux de réhabilitation, d’amélioration et d’urgence, ou de parties de ces travaux, si applicable, et le Directeur de projet le fera après avoir décidé que les Travaux sont achevés. | |
| 1. Décompte final | 56.1 L’Entrepreneur remettra au Directeur de projet le décompte détaillé du montant total qu’il estime lui être dû en vertu du Marché avant la fin de la Période de garantie. Le Directeur de projet délivrera un Certificat de réception définitive et certifiera tout paiement final dû à l’Entrepreneur dans un délai de cinquante six (56) jours après avoir reçu de l’Entrepreneur le décompte complet et correct. Si ce décompte n’est pas correct et complet, le Directeur de projet présentera dans les cinquante six (56) jours un état des corrections ou additions nécessaires. Si le décompte final continue d’être défectueux après avoir été présenté une nouvelle fois, le Directeur de projet décidera des montants payables à l’Entrepreneur et délivrera un décompte pour paiement. | |
| 1. Décharge | 57.1 Après la présentation du décompte final, l’Entrepreneur remettra au Maître d’ouvrage, par écrit, une décharge confirmant que le montant du décompte final constitue règlement final et en totalité de toutes sommes dûes à l’Entrepreneur au titre du Marché. Cependant, cette décharge ne sera effective qu’après que le paiement dû au titre du décompte final émis au titre de la Clause 55 aura été effectué, et que la garantie de bonne exécution mentionnée à la Clause 53.3, le cas échéant, aura été restituée à l’Entrepreneur. | |
| 1. Plans de récolement  et Manuels | 58.1 Si des Plans de récolement et/ou des manuels de fonctionnement et d’entretien sont exigés, l’Entrepreneur les fournira dans les délais prescrits dans leCCAP**.**  58.2 Si l’Entrepreneur ne fournit pas les Plans et/ou les Manuels dans les délais prévus dans le CCAP, ou s’ils ne sont pas approuvés par le Directeur de projet, celui-ci effectuera la retenue stipulée dans leCCAP des paiements dûs à l’Entrepreneur. | |
| G. Mesures coercitives | | |
| 1. Suspension | | 59.1 Le Maître de l’ouvrage peut demander au Directeur de projet, par notification adressée à l’Entrepreneur, d’ordonner à l’Entrepreneur de suspendre, totalement ou partiellement, l’exécution de ses obligations au titre du Marché. Cette notification devra spécifier quelle obligation devra être suspendue, la date d’effet et les motifs de la suspension. L’Entrepreneur devra en conséquence suspendre l’exécution de l’obligation en question (à l’exception des obligations nécessaires à l’entretien ou à la préservation du Site et des Travaux) jusqu’à ce que le Directeur de projet lui ait demandé par écrit d’en reprendre l’exécution.  Si, en vertu d’un ordre de suspension donné par le Directeur de projet, pour toute raison autre qu’une défaillance ou manquement de l’Entrepreneur à ses obligations contractuelles, l’exécution de l’une des obligations de l’Entrepreneur est suspendue pendant une période globale de plus de quatre-vingt-dix (90) jours, l’Entrepreneur pourra, à tout moment ultérieur et à condition que la suspension en question soit toujours en vigueur, adresser une notification au Directeur de projet exigeant du Maître de l’ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu’il ordonne la reprise de l’exécution ou qu’il demande et, ultérieurement, ordonne, une modification conformément à la Clause 63.1 du CCAG excluant du Marché l’exécution des obligations suspendues.  Si le Maître de l’ouvrage n’agit pas dans le délai imparti, l’Entrepreneur pourra, au moyen d’une nouvelle notification au Directeur de projet, choisir de considérer la suspension comme une résiliation du contrat conformément à la Clause 59.1 du CCAG.  59.2 Si :  (a) le Maître de l’ouvrage n’a pas payé à l’Entrepreneur une somme due au titre du Marché dans le délai imparti, ou a refusé sans motif suffisant d’approuver une facture ou des pièces justificatives, ou commet un manquement important à ses obligations au titre du Marché, l’Entrepreneur peut adresser au Maître de l’ouvrage une notification exigeant le paiement de ladite somme, et des intérêts correspondants, conformément à la Clause 50.1 du CCAG, ou exigeant l’approbation de la facture ou des pièces justificatives ou spécifiant la nature du manquement, et exigeant du Maître de l’ouvrage qu’il y remédie, selon le cas. Si le Maître de l’ouvrage ne règle pas la somme avec les intérêts, ou n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives ou ne communique les raisons de son refus, ou ne remédie pas au manquement à ses obligation contractuelles ou ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à cette rupture dans un délai de quatorze (14) jours après réception de la notification de l’Entrepreneur ; ou  (b) l’Entrepreneur est dans l’incapacité d’exécuter l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison attribuable au Maître de l’ouvrage, incluant, de façon non limitative, le fait que le Maître de l’ouvrage ne soit pas en possession du Site ou qu’il ne puisse pas y avoir accès, ou le défaut d’obtention d’une autorisation gouvernementale nécessaire à l’exécution ou l’achèvement des Travaux et Services,  l’Entrepreneur peut, après avoir donné un préavis de quatorze (14) jours au Maître de l’ouvrage, suspendre l’exécution de ses obligations ou d’une partie de ses obligations au titre du Marché, ou ralentir le rythme d’avancement des travaux.  59.3 Si l’exécution des obligations de l’Entrepreneur est suspendue ou si le rythme d’avancement des travaux est ralenti conformément à la présente Clause 58, le Délai d’achèvement contractuel devra être prolongé conformément à la Clause 64 du CCAG et tous les coûts et dépenses supplémentaires engagés par l’Entrepreneur en raison de cette suspension ou de ce ralentissement seront payés à l’Entrepreneur par le Maître de l’ouvrage en plus du montant du Marché, sauf dans le cas d’un ordre de service de suspension ou de ralentissement du rythme d’avancement des travaux motivé par une défaillance de l’Entrepreneur ou d’un manquement de l’Entrepreneur à ses obligations contractuelles.  59.4 Pendant la durée de la suspension, l’Entrepreneur ne pourra retirer du Site aucun matériel ou équipement, ni aucun équipement de l’Entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l’autorisation par écrit du Maître de l’ouvrage. |
| 1. Résiliation | | 60.1 Résiliation pour convenance du Maître de l’ouvrage  60.1.1 Le Maître de l’ouvrage pourra à tout moment résilier le Marché pour quelque raison que ce soit en faisant la notification à l’Entrepreneur par référence à la présente Clause 59.1.  60.1.2 A réception de la notification faite au titre de la Clause 60.1.1, l’Entrepreneur devra, soit immédiatement, soit à la date spécifiée dans la notification :  (a) interrompre tout travail à venir, à l’exception des travaux que le Maître de l’ouvrage aura spécifié dans sa notification dans le seul but de protéger la partie des Travaux et Services déjà exécutée ou de tout travail nécessaire pour que le Site soit laissé propre et sans danger ;  (b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître de l’ouvrage conformément à l’alinéa (d) (ii) ci-dessous ;  (c) retirer du Site tous les matériels de l’Entrepreneur et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitant présents sur le Site, retirer du Site les épaves, décombres, et débris de toute sorte et laisser le Site propre et sans danger ;  (d) de plus, sous réserve du paiement spécifié à la Clause 60.1.3 ci-dessous, l’Entrepreneur devra :  (i) livrer au Maître de l’ouvrage les parties des Travaux et Services exécutées par l’Entrepreneur à la date de résiliation ;  (ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, transférer au Maître de l’ouvrage tout droit, titre et avantage de l’Entrepreneur sur les Travaux et Services et sur les matériels et équipements à la date de la résiliation et, si le Maître de l’ouvrage l’exige, tout contrat  de sous-traitance entre l’Entrepreneur et ses sous-traitants ; et  (iii) remettre au Maître de l’ouvrage tous les dessins, spécifications et autres documents, sous réserve des droits de propriété intellectuelle, en rapport avec le Site, préparés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants à la date de résiliation en relation avec les Travaux.  60.1.3 Dans le cas d’une résiliation du Marché conformément à la Clause 60.1.1 ci-dessus, le Maître de l’ouvrage devra payer à l’Entrepreneur les montants suivants :  (a) Le montant du Marché correctement attribuable aux parties des Travaux et Services exécutées par l’Entrepreneur à la date de résiliation ;  (b) les coûts raisonnablement engagés par l’Entrepreneur pour enlever les matériels de l’Entrepreneur du Site et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants ;  (c) toutes les sommes devant être payées par l’Entrepreneur à ses sous-traitants à la suite de la résiliation de tous les contrats de sous-traitance, y compris les frais d’annulation ;  (d) les coûts engagés par l’Entrepreneur pour assurer la protection du Site et le laisser propre et sans danger conformément à l’alinéa (a) de la Clause 60.1.2 du CCAG ;  (e) le montant nécessaire pour remplir toutes les autres obligations, engagements et réclamations que l’Entrepreneur aura engagés de bonne foi auprès de tiers, en rapport avec le Marché et non couverts par les alinéas (a) à (d) ci-dessus.  60.2 Résiliation pour défaillance de l’Entrepreneur  60.2.1 Le Maître de l’ouvrage, sans préjudice de tout autre droit ou recours, peut résilier le Marché immédiatement dans les circonstances suivantes par notification à cet effet à l’Entrepreneur faisant référence à la présente Clause 60.2 du CCAG et mentionnant les motifs de résiliation :  (a) si l’Entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, ou ses biens ont été mis sous séquestre, ou, si étant une société, il est mis en liquidation judiciaire par résolution ou par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si l’Entrepreneur fait l’objet de toute autre action en justice similaire pour cause de dette ;  (b) si l’Entrepreneur cède ou transfère le Marché ou tout droit ou intérêt y afférents en violation des dispositions de la Clause 13 du CCAG ;  (c) si l’Entrepreneur, de l’avis du Maître de l’ouvrage, s’est livré à la fraude ou la corruption comme défini au paragraphe 2.2 a de l’Annexe 1 au CCAG, au cours de l’attribution ou de l’exécution du Marché.  60.2.2 Si l’Entrepreneur :  (a) a délaissé ou refusé de poursuivre l’exécution  du Marché ;  (b) sans motif valable, n’a pas commencé les travaux promptement ou a suspendu (dans des conditions autres que celles prévues à la Clause 58.2 du CCAG) l’avancement de l’exécution du Marché pendant plus de vingt-huit (28) jours après réception de l’ordre écrit du Maître de l’ouvrage d’exécuter le Marché ;  (c) manque, de manière répétée, à l’exécution de ses obligations contractuelles conformément au Marché, un tel manquement étant défini dans le CCAP, ou néglige, de façon persistante, de respecter ses obligations au titre du Marché ;  (d) refuse ou est dans l’incapacité de fournir les matériaux, les services ou la main-d’œuvre nécessaires à la réalisation des Travaux et Services ainsi qu’il est spécifié au programme fourni à  la Clause 17 du CCAG et à un rythme d’avancement offrant au Maître de l’ouvrage l’assurance que l’Entrepreneur parviendra à l’achèvement des Travaux et Services à la fin du Délai d’achèvement contractuel ;  le Maître de l’ouvrage peut, sans préjudice de ses autres droits contractuels, notifier à l’Entrepreneur la nature de sa défaillance et exiger de celui-ci qu’il y remédie. Si l’Entrepreneur ne remédie pas à cette défaillance ou ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier dans les quatorze (14) jours qui suivent la réception de la notification, le Maître de l’ouvrage peut résilier le Marché sur le champ en notifiant l’Entrepreneur par référence à la présente Clause 59.2.  60.2.3 A réception de la notification conformément aux Clauses 60.2.1 ou 60.2.2 ci-dessus, l’Entrepreneur doit, soit immédiatement, soit à la date notifiée :  (a) cesser tout travail à venir, à l’exception du travail spécifié par le Maître de l’ouvrage dans le seul but de protéger la partie des Travaux et Services déjà exécutée ou des travaux nécessaires à la remise en état du Site.  (b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître de l’ouvrage conformément à la demande écrite de ce dernier ;  (c) livrer au Maître de l’ouvrage tous les plans, spécifications et autres documents en rapport avec les Travaux et Services préparés par l’Entrepreneur et ses sous-traitants à la date de résiliation.  60.2.4 L’Entrepreneur aura droit au paiement du montant du Marché imputable aux Travaux et Services exécutées à la date de la résiliation et, le cas échéant, les coûts supportés pour protéger les Travaux et Services et remettre le Site en état conformément à l’alinéa (a) de la Clause 60.2.3 du CCAG. Toute somme due par l’Entrepreneur au Maître de l’ouvrage à la date de résiliation sera déduite du montant à payer à l’Entrepreneur au titre du Marché.  60.3 Résiliation par l’Entrepreneur  60.3.1 Si :  (a) le Maître de l’ouvrage n’a pas effectué les paiements dûs à l’Entrepreneur au titre du Marché dans les délais qui lui étaient impartis ; ou n’a pas approuvé une facture ou des pièces justificatives sans motif valable conformément à la Clause 50 du CCAG ; ou contrevient à une obligation contractuelle essentielle, l’Entrepreneur peut adresser au Maître de l’ouvrage une notification l’enjoignant de payer ladite somme et les intérêts qui s’y appliquent conformément à la Clause 50.2 du CCAG, ou l’enjoignant d’approuver la facture ou les pièces justificatives, ou stipulant qu’il y a manquement à une obligation contractuelle et enjoignant le Maître de l’ouvrage d’y remédier, selon le cas. Si le Maître de l’ouvrage ne paie pas la somme et les intérêts, n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives et ne communique pas les raisons justifiant son refus d’approbation, ou ne remédie pas à ce manquement ou ne prend aucune mesure pour y remédier dans les quatorze (14) jours suivant réception de la notification par l’Entrepreneur ; ou  (b) l’Entrepreneur est dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison quelconque imputable au Maître de l’ouvrage, y compris, de façon non limitative, le fait que le Maître de l’ouvrage ne lui donne pas possession du ou accès au Site ou d’autres lieux, ou ne puisse pas obtenir une autorisation gouvernementale nécessaire à l’exécution et à l’achèvement de l’ouvrage ;  l’Entrepreneur peut en aviser le Maître de l’ouvrage et, si le Maître de l’ouvrage n’a pas payé la somme à régler ou n’a pas approuvé la facture ou les pièces justificatives ni fourni les motifs de son refus d’approbation ou n’a pas remédié au manquement de ses obligations contractuelles dans les vingt-huit (28) jours suivant cette notification, ou si l’Entrepreneur est toujours dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations aux termes du Marché, pour une raison imputable au Maître de l’ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification, l’Entrepreneur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître de l’ouvrage une seconde notification faisant référence à la Clause 59.3.1. du CCAG.  60.3.2 L’Entrepreneur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître de l’ouvrage une notification à cet effet, faisant référence à la présente Clause 60.3.2, si le Maître de l’ouvrage fait faillite ou devient insolvable, ou fait l’objet d’une ordonnance de mise sous séquestre, ou, si le Maître de l’ouvrage est une société, s’il est mis en liquidation judiciaire par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Maître de l’ouvrage fait l’objet de toute autre action en justice similaire en conséquence de dettes.  60.3.3 Si le Marché est résilié aux termes des Clauses 60.3.1 ou 60.3.2 ci dessus, l’Entrepreneur devra immédiatement :  (a) cesser tout travail à venir, à l’exception des travaux nécessaires à la protection de la partie de la Route déjà exécutée et à la remise en état du Site ;  (b) résilier les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître de l’ouvrage conformément à l’alinéa (d) (ii) ci-dessous ;  (c) retirer du Site tous les matériels de l’Entrepreneur et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et des sous-traitants présents sur le Site ; et  (d) de plus, l’Entrepreneur, sous réserve du paiement spécifié à la Clause 60.3.4 ci-dessous, devra :  (i) livrer au Maître de l’ouvrage les parties de la Route exécutées par l’Entrepreneur à la date  de résiliation ;  (ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître de l’ouvrage tout droit, titre et avantage détenu par l’Entrepreneur sur la Route et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation, et, si le Maître de l’ouvrage l’exige, sur tous les contrats de sous-traitance entre l’Entrepreneur et ses sous- traitants ; et  (iii) livrer au Maître de l’ouvrage tous les dessins, spécifications, et autres documents se rapportant aux Travaux et Services, préparés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants à la  date de résiliation.  60.3.4 Si le Marché est résilié aux termes des Clauses 60.3.1 et 60.3.2 ci-dessus, le Maître de l’ouvrage devra verser à l’Entrepreneur les montants spécifiés à la Clause 60.1.3 du CCAG, et une compensation raisonnable pour toute perte ou dommage, à l’exclusion d’une perte de profit, subi par l’Entrepreneur par suite de, en relation avec, ou en conséquence de cette résiliation.  60.3.5 La résiliation par l’Entrepreneur conformément à la présente Clause 60.3 est sans préjudice à d’autres droits et recours que l’Entrepreneur peut exercer à la place de ou en plus des droits conférés par la présente Clause 60.3.  60.4 En ce qui concerne la présente Clause 60, et pour le calcul des sommes dues par le Maître de l’ouvrage à l’Entrepreneur, toute somme précédemment payée par le Maître de l’ouvrage à l’Entrepreneur au titre du Marché devra être dûment comptabilisée, y compris toute avance versée conformément au Marché. |
| H. Somme provisionnellé | | |
| 1. Somme provisionnelle | 61.1 Une « Somme provisionnelle » est un montant inclus dans le Marché afin d’être utilisé, avec l’autorisation du Maître d’ouvrage, pour les Travaux d’urgence et les imprévus ; cette somme peut être utilisée en tout ou en partie, ou ne pas être utilisée du tout, sur instruction du Maître d’ouvrage. L’Entrepreneur peut prétendre seulement aux paiements relatifs aux travaux, fournitures ou imprévus auxquels la Somme provisionnelle se rapporte, comme cela sera déterminé par le Directeur de projet en vertu de la présente Clause. | |
| 1. Utilisation  de la somme provisionnelle pour les Travaux d’urgence | 62.1 Après avoir identifié une situation qui, selon l’Entrepreneur, justifie l’exécution de Travaux d’urgence ou autres comme définis dans la Clause 29, l’Entrepreneur fournira un Rapport technique au Directeur de projet décrivant la situation, et définissant les quantités de travaux estimées afin de remédier à la situation d’urgence et un prix forfaitaire pour les Travaux d’urgence devant être exécutés. Le prix proposé doit être basé sur les Spécifications figurant en Section VII, en utilisant les prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix.  62.2 Si l’exécution des Travaux d’urgence nécessite une activité dont le prix ne figure pas dans le Bordereau des Prix, l’Entrepreneur utilisera les sous-détails de prix figurant dans l’Offre de l’Entrepreneur afin d’établir les prix unitaires des éléments sans prix devant être inclus dans la proposition de prix pour les Travaux d’urgence, en conformité avec la méthodologie pour l’approbation de prix nouveaux dont les parties sont convenues dans le Marché.  62.3 A la réception de la demande pour Travaux d’urgence comprenant la proposition de prix, le Directeur de projet peut émettre un Ordre de Service pour l’exécution des travaux d’urgence en conformité avec la Clause 29.2 du CCAG, pour un prix forfaitaire à payer selon un calendrier de paiement établi en accord avec l’Entrepreneur. Le coût de ces Travaux sera financé par les montants figurant dans la Somme provisionnelle. | |
| 1. Utilisation  de la somme provisionnelle pour les Imprévus | 63.1 L’utilisation de la Somme provisionnelle aux fins de financer des imprévus sera effectuée sous le contrôle et à l’initiative du Directeur de projet, en conformité avec les dispositions  du Marché. | |
| I. Modification des éléments du Marché | | |
| 1. Modification  des Travaux  et Services | 64.1 Introduction de Modification  64.1.1 Si cela est prévu dans le CCAP, le Maître de l’ouvrage disposera du droit de proposer et, ultérieurement, de demander au Directeur de projet de donner instruction à l’Entrepreneur, au cours de l’exécution du Marché, de procéder à toute modification de, ou ajout, ou suppression aux Travaux et Services (ci-après désignée « Modification »), à condition que ladite Modification soit conforme à la définition générale des Travaux et Services, ne constitue pas un travail sans rapport et soit techniquement possible, compte tenu à la fois de l’état d’avancement des Travaux et Services et de la compatibilité technique de la Modification envisagée avec la nature des Travaux et Services spécifiées aux termes du Marché.  64.1.2 Si cela est prévu dans le CCAP, l’Entrepreneur pourra, à différentes reprises au cours de l’exécution du Marché, proposer au Maître de l’ouvrage (avec une copie au Directeur de projet) toute Modification que l’Entrepreneur estimera nécessaire ou souhaitable pour améliorer la qualité, l’efficacité ou la sécurité des Travaux et Services. Le Maître de l’ouvrage pourra, à sa discrétion, approuver ou rejeter toute Modification proposée par l’Entrepreneur.  64.1.3 Nonobstant les Clauses 63.1.1 et 63.1.2, ci-dessus, aucun changement imposé par une défaillance de l’Entrepreneur dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché ne pourra être considéré comme une Modification, et cette modification ne devra en aucun cas entraîner un ajustement du montant du Marché ou du Délai d’achèvement contractuel.  64.1.4 La procédure à suivre pour mettre en œuvre les modifications est précisée dans les Clauses 63.2 et 63.3 du CCAG, et de plus amples détails et modèles de document sont fournis dans la Section Modèles de documents et procédures du Dossier d’appel d’offres.  64.2 Modification à l’initiative du Maître de l’ouvrage  64.2.1 Si le Maître de l’ouvrage propose une Modification conformément à la Clause 63.1.1 ci-dessus, il adressera à l’Entrepreneur une « Demande pour proposition de Modification », demandant à l’Entrepreneur de préparer  et fournir au Directeur de projet, dès que possible,  une « Proposition de Modification » incluant les  éléments suivants :  (a) brève description de la Modification  (b) effet sur le Délai d’achèvement contractuel  (c) estimation du coût de la Modification  (d) effet sur les garanties de performance (s’il y en a)  (e) effet sur toute autre disposition du Marché.  64.2.2 Avant de préparer et de soumettre la « Proposition de Modification », l’Entrepreneur soumettra au Directeur de projet une « Estimation de la Proposition de Modification », qui sera une estimation du coût que représente la préparation et soumission de la Proposition de Modification.  Après avoir reçu l’estimation de l’Entrepreneur pour la Proposition de Modification, le Maître de l’ouvrage :  (a) soit, acceptera l’estimation de l’Entrepreneur et donnera des instructions à l’Entrepreneur pour que celui-ci entame la préparation de la Proposition de Modification ; ou  (b) indiquera à l’Entrepreneur les parties de l’estimation qu’il considère inacceptables, et demandera à l’Entrepreneur de revoir son estimation ; ou  (c) indiquera à l’Entrepreneur que le Maître de l’ouvrage n’a pas l’intention de procéder à  cette Modification.  64.2.3 Lorsqu’il recevra les instructions du Maître de l’ouvrage d’entamer la préparation de la proposition de modification, conformément à l’alinéa (a) de la Clause 63.2.2 ci-dessus, l’Entrepreneur le fera diligemment, et préparera cette modification comme indiqué à la Clause 63.2.1. ci-dessus.  64.2.4 Le montant de toute Modification devra, dans la  mesure du possible, être calculé conformément aux taux et aux prix inclus dans le Marché. Si ces taux et ces prix ne sont pas équitables, les parties devront se mettre d’accord sur des taux spécifiques pour établir la valeur de la Modification.  64.2.5 L’Entrepreneur pourra s’opposer à toute Modification requise par le Maître de l’ouvrage lorsque il apparaîtra, avant ou pendant la préparation de la proposition de Modification, que le respect de ladite Modification et de tous les autres ordres de Modification déjà devenus obligatoires pour l’Entrepreneur aux termes de cette Clause 63 aura pour effet, globalement, d’augmenter ou de réduire de plus de quinze pour cent (15%) le Montant du Marché comme initialement défini dans l’Acte d’engagement. L’Entrepreneur pourra notifier son objection avant de fournir la Proposition de Modification comme décrit ci-dessus. Si le Maître de l’ouvrage accepte l’objection de l’Entrepreneur, le Maître de l’ouvrage devra retirer la Modification proposée et en aviser l’Entrepreneur par écrit.  Le défaut d’objection par l’Entrepreneur n’affectera ni son droit d’objecter à toute Modification ou tout ordre de Modification requis ultérieurement, ni son droit de tenir compte, lors d’une éventuelle objection ultérieure, du pourcentage d’augmentation ou de réduction du montant du Marché occasionné par toute Modification à laquelle l’Entrepreneur ne s’est pas opposé.  64.2.6 Dès réception de la Proposition de Modification, le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur se mettront d’accord sur toutes les données qu’elle contiendra. Dans les quatorze (14) jours qui suivront un tel accord, le Maître de l’ouvrage, s’il a l’intention de poursuivre cette Modification, émettra à l’intention de l’Entrepreneur un ordre de Modification.  Si le Maître de l’ouvrage est dans l’impossibilité de prendre une décision dans les quatorze (14) jours, il l’indiquera à l’Entrepreneur, en précisant quand l’Entrepreneur peut s’attendre à une décision.  Si le Maître de l’ouvrage décide de ne pas donner suite à cette Modification pour quelque raison que ce soit, il le notifiera à l’Entrepreneur dans cette même période de quatorze (14) jours. Dans ce cas de figure, l’Entrepreneur aura droit au remboursement de tous les frais qu’il aura raisonnablement encourus dans la préparation de la Proposition de Modification, dans la mesure où ces frais ne dépassent pas la somme que l’Entrepreneur aura indiquée dans son Estimation de Proposition de Modification soumise conformément à la Clause 63.2.2. ci-dessus.  64.2.7 Si le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur sont en désaccord avec le prix de la Modification, l’ajustement du Délai d’achèvement contractuel ou de toute autre donnée indiquée dans la Proposition de Modification, le Maître de l’ouvrage peut néanmoins donner instruction à l’Entrepreneur de poursuivre la Modification en émettant un Ordre de Modification dans l’attente d’un accord.  Dès réception d’un ordre de modification dans l’attente d’un accord, l’Entrepreneur commencera immédiatement à mettre en œuvre la Modification faisant l’objet d’un tel ordre. Les parties tenteront ensuite de se mettre d’accord sur les points de désaccord relatifs à la proposition  de Modification.  Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les soixante (60) jours suivant la date d’émission d’un Ordre de Modification dans l’attente d’un accord, elles pourront en référer au Conciliateur ou au Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 6.1 du CCAG.  64.3 Modification à l’initiative de l’Entrepreneur  64.3.1 Si l’Entrepreneur propose une Modification, conformément à la Clause 63.1.2, l’Entrepreneur proposera par écrit au Directeur de projet une Proposition de Modification, donnant les raisons pour une telle proposition de Modification, et incluant les informations indiquées dans la Clause 63.2.1.  Dès réception de la Proposition de Modification, les parties suivront la procédure décrite dans les Clauses 63.2.6 et 63.2.7. Toutefois, si le Maître de l’ouvrage décidait de ne pas donner suite, l’Entrepreneur ne serait pas en droit de récupérer les frais de préparation de la Proposition de Modification. | |
| 1. Prolongation  du délai d’achèvement | 65.1 Le(s) Délai(s) d’achèvement contractuel(s) spécifié(s) dans le CCAP sera (seront) prolongé(s) si l’Entrepreneur est retardé ou empêché dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché pour l’un des motifs suivants :  (a) Modification des Travaux et Services aux conditions décrites à la Clause 63 du CCAG ;  (b) événement de force majeure stipulé à la Clause 38 du CCAG, ou circonstance imprévue conformément à la Clause 36 du CCAG ;  (c) demande de suspension ordonnée par le Maître de l’ouvrage conformément à la Clause 58 du CCAG ;  (d) modification de législation ou de réglementation conformément à la Clause 37 du CCAG ;  (e) défaillance ou rupture de ses obligations contractuelles par le Maître de l’ouvrage, ou toute activité, acte ou omission de tout entrepreneur employé par le Maître de l’ouvrage ; ou  (f) tout autre événement spécifiquement mentionné aux termes du Marché ;  cette prolongation sera d’une durée raisonnable quelles que soient les circonstances et reflétera équitablement le retard ou l’empêchement subi par l’Entrepreneur.  65.2 Sauf mention spécifique contraire dans d’autres dispositions du Marché, l’Entrepreneur devra soumettre au Directeur de projet une demande de prolongation du Délai d’achèvement contractuel, accompagnée des renseignements nécessaires sur l’événement ou la circonstance justifiant cette prolongation, le plus tôt possible après le début de l’événement ou de la circonstance en question. Le plus tôt possible après réception de cette demande et compte tenu des états justificatifs de la demande, le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur décideront ensemble de la durée de la prolongation. Si l’Entrepreneur n’accepte pas la proposition de prolongation faite par le Maître de l’ouvrage, il aura le droit d’en référer au Conciliateur ou au Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 6.1 du CCAG.  65.3 L’Entrepreneur devra à tout moment faire son possible pour minimiser tout retard dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché. | |
| 1. Exonération  de l’obligation d’exécution | 66.1 Si le Marché est interrompu en raison du déclenchement d’une guerre ou en raison de tout autre événement échappant totalement au contrôle du Maître d’ouvrage ou de l’Entrepreneur, le Directeur de projet certifiera que le Marché est inexécutable. L’Entrepreneur sécurisera le Site et arrêtera son activité dès que possible après avoir reçu ce certificat et sera payé au titre de tous les travaux exécutés avant de recevoir ce certificat, et au titre de tous les travaux exécutés par la suite et pour lesquels un engagement aura été souscrit. | |
| 1. Fraude et Corruption | 67.1 La Banque exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et de ses règles et procédures de sanctions applicables, établies par le Régime des Sanctions du Groupe de la Banque mondiale, co mme indiqué dans l’Annexe 1 au CCAG.  67.2 Le Maître de l’Ouvrage exige que l’Entrepreneur fournisse les informations relatives aux commissions et indemnités éventuelles versées ou à verser à des agents ou une autre partie en relation avec le processus d’appel d’offres ou l’exécution du Marché. Ces informations doivent inclure au minimum le nom et l’adresse de l’agent ou autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que le motif de la commission, indemnité ou paiement. | |

Annexe 1 au Cahier des Clauses Administratives Générales :

Règlements de la Banque - Pratiques de Fraude et Corruption

***[Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]***

1. Objet

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente annexe, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d’Investissement par la Banque.

2. Exigences

|  |
| --- |
| 2.1 La Banque exige que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires d’un financement de la Banque), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services ou fournisseurs, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que l’ensemble de leur personnel ; se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation des marchés, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.  2.2 En vertu de ce principe, la Banque   1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :   (i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;  (ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou s’abstient d’agir, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation;  (iii) se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités;  (iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et  (v) se livre à des « manœuvres obstructives »  (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou  (bb) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.   1. rejettera la proposition d’attribution d’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés, s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat; 2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur, ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques; 3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[39]](#footnote-39) (ii) de la participation[[40]](#footnote-40) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ; 4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires, consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[41]](#footnote-41) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation de marché, à la sélection et à l’exécution du marché ou contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
|  |

ANNEXE A

Indicateurs de Performance des Dispositions Environnementales, Sociales, Hygiene Et Securité

**Mesures pour Rapports d’Exécution**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les politiques environnementales, sociales, hygiène et sécurité et/ou les exigences ESHS du projet. Les indicateurs nécessaires devraient être déterminés en fonction des risques ESHS des Travaux et non nécessairement par le montant des travaux]***

*Indicateurs pour les rapports périodiques :*

1. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
2. *Incidents relatifs à l’hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
3. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l’agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non résultat) ;*
4. *Etats de tous les permis et accords :*
   1. *Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;*
   2. *Situation des permis et consentements :*
      * *Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d’enrobage), la date de demande, la date d’obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)*
      * *Liste de zones nécessitant l’accord du propriétaire (zone d’emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux   
        (ou représentant) ;*
      * *Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant le mois passé et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limies/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;*
      * *Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités du mois et situation présente).*
5. *Supervision de l’hygiène et la sécurité :*
   1. *Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes et partielles, compte-rendus effectués aux responsables du projet ou des travaux ;*
   2. *Nombre de travailleurs, d’heures de travail, indicateurs d’équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d’EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d’infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;*
6. *Logement des travailleurs :*
   1. *Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;*
   2. *Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l’inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l’assainissement / sanitaires, l’espace, etc. :*
   3. *Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour amélioer les conditions.*
7. *VIH/SIDA : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
8. *Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d’œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les rélamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
9. *Formation :*
   1. *Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;*
   2. *Nombre et dates de discussions concernant les « boites à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et lhygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;*
   3. *Nombre et dates des séances de sensibilisation au VIH/SIDA, nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de ce mois et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l’homme/la femme « porte drapeau » ;*
10. *Supervision environnementale et sociale*
    1. *Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d’inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendus effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;*
    2. *Sociologiste : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendus effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou   
       des travaux ;*
    3. *Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevéss), compte-rendus effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux*
11. *Plaintes/réclamations : liste des plaintes de ce mois et des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d’enregistrement, plaignant, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l’affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :*
    1. *Griefs des travailleurs ;*
    2. *Griefs des communautés ;*
12. *Circulation/trafic et matériels/véhicules :*
    1. *Accidents de circulation implicant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;*
    2. *Accidents de circulation implicant des véhicules ou des propriétés extérieurs au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;*
    3. *Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l’environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)*
13. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
    1. *Poussière : nombre d’arroseuses en service, nombre de jours d’arrosage, nombre de plaintes, avertissement donnés par l’environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions d’enrochements/terres/ matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;*
    2. *Contrôle de l’érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d’eau, inspections de l’environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d’urgence nécessaires afin de limiter l’érosion/la sédimentation ;*
    3. *Carrières, zones d’emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d’enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites ce mois, et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;*
    4. *Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l’information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;*
    5. *Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l’eau ou des sols ;*
    6. *Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;*
    7. *Détails des plantations d’arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées ce mois ;*
    8. *Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées ce mois ;*
14. *Conformité :*
    1. *Etat de la conformité concernant les consentements/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*
    2. *Etat de la conformité concernant les exigences PGES et pour sa mise en œuvre : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;*
    3. *Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des mois précédents concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.*

Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Les Clauses administratives particulières qui suivent complètent les Clauses administratives générales. Dans tous les cas où les dispositions se contredisent, les dispositions ci-après prévaudront sur celles des Clauses administratives générales. Le numéro de la Clause générale à laquelle se réfère une Clause particulière est indiqué entre parenthèses.

Des instructions pour mettre au point le Cahier des clauses administratives particulières sont fournies, en tant que de besoin, dans les notes en italiques se rapportant aux clauses administratives particulières concernées. Lorsque des clauses types sont indiquées, elles ne sont que des illustrations des clauses que le Maître de l’ouvrage doit écrire spécifiquement pour chaque Appel d’offres. Plusieurs clauses ainsi que les informations qui s’y rapportent seront ou bien complétées, ou bien modifiées en prenant en compte les informations fournies par le Soumissionnaire dont l’offre a été retenue par le Maître de l’ouvrage, ou négociée entre le Soumissionnaire et le Maître de l’ouvrage.

**Référence aux Clauses du CCAG**

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | Le Site est consitué des zônes ci-après : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  Le Directeur de projet est : *[Nom de la personne recrutée par le Maître d’Ouvrage en tant que Chef de Projet]* |
| **3** | Les documents ci-après font également partie du Marché : *[insérer la liste des documents ci-dessous et tout autre document pertinent]*  (i) les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre ESHS ; et  (ii) le Code de Conduite (ESHS). |
| **4** | La langue du Marché est : *(insérer*« l**e français »***, en général]*  Le droit applicable au Marché est : *[insérer le droit du pays du Maître d’ouvrage]* |
| **5.** | Adresse du Maître de l’ouvrage pour les notifications : *[****adresse****,* ***numéros de téléphone,******télécopie*** *et* ***courriel****]*  Adresse de l’Entrepreneur pour les notifications : *[****adresse****,* ***numéros de téléphone****,* ***télécopie*** *et* ***courriel****]* |
| **6.** | Le Conciliateur/Comité de Règlement des Différends sera *[insérer « un Conciliateur unique » ou « un Comité de trois membres », selon le cas]* |
| **6.1.2** | L’Autorité de nomination pour le Conciliateur/Comité de Règlement des Différends : *[L’autorité de nomination sera une organisation technique internationale neutre reconnue dans le secteur d’activité]* |
| 6.2.3 | Les Règles de procédure pour l’arbitrage sont:   |  |  | | --- | --- | | a) Marchés avec un Entrepreneur qui n’est pas un national du pays du Maître de l’ouvrage :  *[Pour des marchés signés avec des entreprises étrangères, les Règles d’arbitrage applicables pour le commerce international peuvent présenter des avantages pratiques par rapport aux autres Règles d’arbitrage. La Banque mondiale ne peut être nommée comme arbitre. Parmi les règles qui gouvernent les procédures d’arbitrage, le Maître de l’ouvrage peut envisager de considérer les Règlements d’arbitrage de la Commission des Nations Unies sur le droit du commerce international (CNUDCI), ou les Règlements de conciliation et d’arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), ou d’autres règles reconnues]*  ***Si le Maître de l’ouvrage choisit les règles d’arbitrage de la CNUDCI, la Clause type suivante devrait être insérée :***  Tout litige, controverse, ou exclusion née du présent Marché ou se rapportant au présent Marché ou à une contravention au présent Marché ou à sa résolution ou à sa nullité sera tranché par voie d’arbitrage conformément au Règlement d’arbitrage de la Commission desNations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) actuellement en vigueur. | | | ***Si le Maître de l’ouvrage choisit les règlements de la CCI, la Clause type suivante devrait être insérée :***  Tous différends découlant du présent marché seront tranchés définitivement selon le Règlement de conciliation et d’arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris, France, par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement.  b) Marchés avec des entreprises nationales du pays du Maître de l’ouvrage :  *[Pour des marchés signés avec des entreprises nationales du pays du Maître de l’ouvrage, le Marché peut comprendre une procédure de conciliation et d’arbitrage en conformité avec la législation du pays du Maître de l’ouvrage.]*  ***Pour de tels marchés, la Clause type suivante devrait être insérée :***  Tout différend entre le Maître de l’ouvrage et l’Entrepreneur, qui est un national du pays du Maître de l’ouvrage, né du présent marché ou se rapportant au présent Marché, y compris toute question liée à son existence, sa validité ou sa résolution, sera référé à et tranché définitivement par arbitrage conformément aux lois du pays du Maître de l’ouvrage. | | | *[Le Dossier d’appel d’offres devrait inclure une clause qui serait appliquée dans le cas d’un marché avec une entreprise étrangère et une clause qui serait appliquée dans le cas d’un marché avec une entreprise qui est un national du pays du Maître de l’ouvrage. Au moment de signer le Marché, la Clause qui serait d’application serait retenue dans le marché. La note d’explication qui suit devrait par conséquent être insérée en introduction à la Clause 6.2.3 du CCAG dans le Dossier d’appel d’offres.*  *« La Clause 6.2.3 a) sera retenue dans le cas où le marché est conclu avec un Entrepreneur étranger, et la Clause 6.2.3 b) sera retenue dans le cas où le Marché est conclu avec un national du pays du Maître de l’ouvrage. »]* | |
| **8.4.1** | L’Entrepreneur élaborera et fournira au Directeur de projet pour approbation, les documents ci-après : *[insérer la* ***liste****]*  ***Note :*** *Les documents à fournir et requiérant l’approbation du Directeur de projet seront normalement en relation avec les Travaux d’amélioration, et dans certains cas, les Travaux de réhabilitation* |
| **10.1** | La Date de démarrage sera au plus tard [*insérer le* ***nombre*** *de jours*] jours après la date de notification de l’attribution du Marché par le Maître d’ouvrage.  *[le nombre de jours recommandé est de 45 à 60 jours, en fonction des circonstances locales]* |
| **10.1** | **Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre ESHS**  La disposition ci-après est insérée à la fin de la Clause 10.1 :  « Nonobstant la Date de démarrage comme définie dans la présente clause, l’Entrepreneur ne devra commencer aucune partie des Travaux, y compris la mobilisation et/ou des activités préalables aux travaux (telles que la préparation des emprises des pistes de chantier, les accès aux chantiers, l’installation de chantier, les investigations géotechniques ou recherches de carrières ou zones d’emprunt de matériaux) avant que le Directeur de Projet ait constaté que les mesures appropriées sont en place pour la maitrise des risques environnementaux, sociaux, hygiène et sécurité et des impacts correspondants. Au minimum, l’Entrepreneur doit mettre en œuvre les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre et le Code de Conduite ESHS qu’il a soumis dans son Offre et accepté comme faisant partie du Marché. L’Entrepreneur devra soumettre à l’approbation préalable du Directeur de Projet, au fur et à mesure de l’exécution du Marché, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre additionnelles selon les besoins, afin de gérer les risques et impacts ESHS des travaux en cours. Ces Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre constituent dans leur ensemble le Plan de Gestion environnemental et social de l’Entreprise (PGES-E). Le PGES-E devra être approuvé avant le démarrage des activités de travaux (c’est-à-dire les déblais et excavations, les terrassements, les travaux d’ouvrages, les déviations de cours d’eau et de routes, les activités de carrières ou d’extraction de matériaux, les activités de bétonnage et la fabrication d’enrobés). Le PGES-E approuvé fera l’objet de révision périodiquement (au minimum sur une base semestrielle) et sera mis à jour par l’Entrepreneur avec ponctualité, selon les besoins, afin d’assurer qu’il contient les mesures appropriées pour les Travaux à entreprendre. Le PGES-E mis à jour devra recevoir l’approbation préalable du Directeur de Projet. |
| **10.2** | Le Délai fixé pour atteindre les Niveaux de Service exigés est de : *[insérer le* ***délai****, ou indiquer dans quelle section ou annexe du Marché figure le calendrier correspondant*]. |
| **12.1** | L’Entrepreneur sera autorisé à sous traiter les activités suivantes : *[insérer les* ***activités essentielles*** *ou* ***travaux*** *prévus au Marché]* |
| **12.2** | L’Entrepreneur sera autorisé à sous traiter sous sa responsabilité et sans accord préalable du Maître d’ouvrage, les petits Travaux et Services dont la liste figure ci-après, à condition qu’ils ne représentent pas plus de *[insérer un* ***chiffre****]* pourcent du montant du Marché : *[insérer la liste des* ***types de travaux et services*** *dont la sous traitance est permise dans ces conditions]*  ***Note :*** *Dans les circonstances normales, l’Entrepreneur devrait être autorisé à sous traiter sans approbation préalable du Maître d’ouvrage tous les petits travaux en relation avec les services d’entretien courant. Cependant l’Entrepreneur ne devrait normalement pas être autorisé à sous traiter les activités de gestion et d’autocontrôle.* |
| **14.2** | Le Maître d’ouvrage devra donner totale possession et accorder tout droit d’accès au Site au plus tard à la date : *[insérer la* ***date****].* |
| **17.3** | **Rapports ESHS**  Insérer à la fin de la Clause 17.3 du CCAG :  « En complément au rapport d’avancement, l’Entrepreneur devra remettre un raport sur les indicateurs environnementaux, sociaux, hygiène et sécurité (ESHS) énoncé à l’Annexe 2. Outre les rapports mentionnés à l’Annexe 2, l’Entrepreneur devra notifier immédiatement au Directeur de Projet tout incident des catégories ci-après. Les détails complets concernant ces incidents seront fournis au Directeur de Projet dans les délais convenus avec lui.   1. violation avérée ou possible d’une loi ou d’un accord international ; 2. blessure sérieuse (entrainant une incapacité de travail) ou décès ; 3. dommage ou effet négatif significatif à la propriété privée (par ex. accident automobile, dommage résultant de chutes de pierres, travaux hors limites) ; 4. pollution importance d’un aquifère utilisé pour l’eau potable ou endommagement ou destruction d’espèces ou d’habitats rares ou menacés (y compris les zones protégées) ; ou 5. toute accusation de harcèlement sexuel ou d’inconduite à caractère sexuel, maltraitance d’enfant, agression sexuelle ou autre infraction implicant des enfants. |
| **19.1** | **Personnel-Clé**  Le terme « personnel clé dans la Clause 19.1 du CCAG est remplacé par « Personnel Clé ». Le Personnel Clé est défini comme le personnel de l’Entrepreneur nommé dans le CCAP :  *[insérer le nom de chaque membre du Personnel-Clé agréé par le Maître d’Ouvrage avant la signature du Marché]* |
| **19.2 (h) et (i)** | Les dispositions concernant la prévention du VIH-SIDA *[insérer « s’appliquent » ou « ne s’appliquent pas »].*  *Note : Ces provisions devraient normalement s’appliquer, excepté pour les très petits marchés et/ou des circonstances particulières].* |
| **19.3** | **Code de Conduite (ESHS)**  La disposition ci-après est insérée à la fin de la Clause 19.3 du CCAG :  « Les motifs de retrait d’une personne comprennent le comportement contraire au Code de Conduite (ESHS) (par exemple transmission de maladies transmissibles, harcèlement sexuel, violence à caractère sexiste, activité illégale ou criminelle) » |
| **21** | L’Entrepreneur devra réaliser les Travaux de réhabilitation ci-après, dont le détail figure dans les Spécifications : *[insérer la* ***liste des Travaux de réhabilitation****].* |
| **22** | L’Entrepreneur devra réaliser les Travaux d’amélioration ci-après, dont le détail figure dans les Spécifications, le Bordereau des Prix et le Détail quantitatif et estimatif : *[insérer la* ***liste des Travaux d’amélioration****].* |
| **25.2** | L’Entrepreneur [*insérer «*devra » *ou* « ne devra pas », *selon le cas*] établir une unité d’autocontrôle.  *[Note : L’unité d’autocontrôle devrait toujours être exigée, excepté pour les très petits marchés]* |
| **35.1** | L’Entrepreneur devra contracter et maintenir en vigueur, les assurances énumérées ci-après, pour les montants de couverture minimale et les franchises maximales indiquées : [*insérer la* ***liste des assurances****, y compris les* ***montants*** *et* ***franchises****].* |
| **39.1** | Le Délai fixé pour atteindre les Niveaux de Service exigés est de : *[insérer le délai, ou indiquer dans quelle section ou annexe du Marché figure le calendrier correspondant*].  Le Délai fixé pour achever les Travaux de réhabilitation et d’amélioration (ou une partie des travaux si le Marché prévoit un délai d’achèvement distinct pour cette partie) est : *[insérer le délai, ou indiquer dans quelle section ou annexe du Marché figure le calendrier correspondant*]. |
| **39.3** | Pour les **Travaux de réhabilitation**, la pénalité de retard sera de *[insérer le* ***pourcentage****]* pourcent, par jour de retard, du montant normalement dû pour les Travaux spécifiques pour lesquels l’achèvement est retardé.  Pour les **Travaux d’amélioration**, la pénalité de retard sera de *[insérer le* ***pourcentage****]* pourcent, par jour de retard, du montant normalement dû pour les Travaux spécifiques pour lesquels l’achèvement est retardé. |
| **42.1** | La responsabilité totale que l’Entrepreneur envers le Maître de l’ouvrage, à l’exclusion des réductions de paiement définies à la Clause 47.1 du CCAG, n’excédera pas le montant de *[insérer un* ***montant fixe*** *ou un* ***pourcentage du montant du marché****].* |
| **44.1** | Le montant du Marché sera payé dans les monnaies suivantes [*insérer les* ***monnaies*** *et le* ***pourcentage dans chacune des monnaies****].* |
| **45.1** | Le montant de l’avance de démarrage sera de [*insérer le* ***montant*** *ou le* ***pourcentage du montant du marché****, comme indiqué à l’Acte d’Engagement].*  Le paiement de l’avance sera effectué au plus tard le : *[insérer la* ***date*** *ou un* ***évènement*** *déclencheur].* |
| **45.3** | L’avance de démarrage sera remboursée au cours des *[insérer un* ***nombre de paiements****]* premiers paiements mensuels par déduction au taux de *[insérer* ***pourcentage****]* pourcent des sommes dues à l’Entrepreneur, jusqu’à remboursement de la totalité de l’avance. |
| **47.2** | Les Travaux de réhabilitation seront mesurés de la manière suivante : *[insérer]*  ***Note :*** *Les Travaux de réhabilitation devraient normalement être mesurés sur la base des travaux réalisés* |
| **47.3** | Les Travaux d’amélioration seront mesurés de la manière suivante : [*insérer]*  ***Note :*** *En fonction de leur nature, les Travaux d’amélioration peuvent être mesurés sur la base des travaux réalisés ou des moyens mis en œuvre.* |
| **48** | La révision des prix *[indiquer si elle s’applique ou non]*  Les coefficients sont :  Ac =  Bc = |
| **49.5 (insérer un nouveau 49.6)** | Insérer la Clause 49.6 ci-après :  « 49.6 Si l’Entrepreneur manque ou a manqué à ses activités ou obligations ESHS dans le cadre du Marché, la valeur de ces activités ou obligations, comme déterminée par le Directeur de Projet, pourra faire l’objet d’une retenue jusqu’à la réalisation de ces activités ou obligations, et/ou le coût de rectification ou remplacement, comme déterminé par le Directeur de Projet, pourra faire l’objet d’une retenue jusqu’à la réalisation de la rectification ou du remplacement. Un tel manquement peut inclure, de manière non limitative :   * + - 1. manquement à se conformer aux obligations ou activités ESHS décrites dans les Sécifications des Travaux, pouvant comprendre : activités hors limites du chantier, poussière excessive, manquement au maintien des voies publiques en état d’utilisation sans danger, dommages causés à la végétation hors chantier, pollution de cours d’eau par hydrocarbures ou sédimentation, contamination de terrains, par exemple par hydrocarbures, déchets d’origine humaine, dégradation d’objets archéologiques ou culturels, pollution de l’air comme conséquence de combustion non autorisée et/ou inefficiente :       2. manquement à réviser périodiquement le PGES-E et/ou à le mettre à jour à temps pour traiter les problèmes ESHS émergeants, ou les risques ou effets anticipés ;       3. manquement à mettre en œuvre le PGES-E       4. manquement d’avoir obtenu les consentements/permis requis préalablement à la réalisation des Travaux ou d’activités connexes ;       5. manquement à soumettre les rapports ESHS (décrits dans l’Annexe 2), ou à les soumettre avec ponctualité ;       6. manquement à entreprendre des activités de réhabilitation/ réparation demandées par le Directeur de Projet, dans le délai spécifié (par exemple les activités nécessaires pour rectifier les non-conformités). » |
| **51.1** | La retenue de garantie pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration est de *[insérer le* ***pourcentage****]* pourcent.  La retenue de garantie ne sera pas appliquée pour les types de Travaux de réhabilitation et d’amélioration suivants : *[insérer les* ***types de travaux****, le cas échéant, tels que le rechargement]*. |
| **53.2.1** | Le montant de la garantie de restitution d’avance de démarrage est identique à celui de l’avance de démarrage. |
| **53.3.1** | Une Garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) *[insérer l’option qui convient, en conformité avec les DPAO : « devra » ou « ne devra pas »]* être fournie au Maître d’Ouvrage.  *[Si une Garantie ESHS est demandée, remplacer la Clause 53.3.1 du CCAG par la disposition ci-après ; sinon omettre]*  « La Clause 53.3.1 du CCAG par ce sui suit :  Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie de bonne exécution du Marché et une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS) pour les montants fixés dans le CCAP ci-dessous. » |
| **53.1.1** | Le montant de la garantie de bonne exécution est de *[insérer le montant ou le pourcentage du Montant du Marché]*.  ***[Omettre la disposition ci-après si la garantie de performance ESHS n’est pas demandée]***  La garantie de performance ESHS sera du montant de *[insérer le pourcentage du Montant du Marché, normalement 1% à 3%]* du Montant du Marché.  La somme des garanties bancaires (garantie de bonne exécution et garantie de performance ESHS) ne devra normalement pas excéder 10% du Montant du Marché.  *[Une Garantie bancaire devra être inconditionnelle (à première demande) (voir Scetion X des formulaires de marché) Un montant de 5 à 10% du montant du marché est généralement utilisé pour les garanties bancaires de bonne exécution. Une caution personnelle et solidaire établie par un organisme de caution ou d’une companie d’assurance constitue un engagement à achever la construction au cas où l’Entrepreneur serait en défaut d’exéxution, ou à payer le montant de la caution au Maître d’Ouvrage. Un pourcentage de 30% du montant du marché est généralement utilisé au niveau international pour ce type de garantie (voir section X, Formulaires de marchés* |
| **53.3.2** | La forme de la garantie de bonne exécution est : *[indiquer quelle est la forme de garantie acceptable]*.  La forme de garantie de performance ESHS est : *[indiquer quelle est la forme de garantie acceptable]*. |
| **57.1** | Les Plans de récolement et/ou des manuels de fonctionnement et d’entretien suivants sont exigés dans les délais suivants : *[Le cas échéant, insérer le* ***type de document*** *et le* ***délai*** *de remise par rapport à la réception provisoire ; si la disposition n’est pas applicable, indiquer* ***« sans objet »****]*. |
| **57.2** | Si les documents exigés ne sont pas fournis conformément à la Claause 57.1 du CCAP, la retenue effectuée sera *[insérer le* ***montant****].* |
| **59.2.2(c)** | Les conditions de manquement répété à l’exécution des obligations contractuelles seront réputées remplies si et quand le montant total des réductions de paiement et des pénalités de retard aura atteint *[insérer le* ***pourentage****]* pourcent du Montant du Marché.  *[En fonction du type de routes et de la structure du marché, le pourcentage recommandé est de 10 à 15 pourcent du montant du marché]* |
| **63.1.1** | Le Maître de l’ouvrage dispose du droit de proposer une Modification : Oui *ou* Non *[indiquer si applicable ou non en insérant* ***Oui*** *ou* ***Non*** *selon le cas]* |
| **63.1.2** | L’Entrepreneur pourra proposer au Maître de l’ouvrage une Modification : Oui *ou* Non *[indiquer si applicable ou non en insérant* ***Oui*** *ou* ***Non*** *selon le cas]* |
| **63.2.1** | L’alinéa (e) Clause 63.2.1 est remplacé par ce qui suit et l’alinéa (e) original est renuméroté 63.2.1 (f) :  « des renseignements suffisants concernant ESHS pour permettre une évaluation des risques et impacts ESHS de la Modification ». |
| **63.3.2** | **Analyse de la valeur**  Dans le premier paragraphe, après l’alinéa « *(c) la description de tous les impacts que la modification aurait sur la performance/fonctionalité* » insérer ce qui suit : « ; et (d) des renseignements suffisants concernant ESHS pour permettre une évaluation des risques et impacts ESHS de la Modification ». |
| **63.3.2** | **Analyse de la valeur**  Lorsqu’une proposition fondée sur l’analyse de la valeur est approuvée par le Maître de l’Ouvrage, la rémunération versée à l’Entrepreneur est de *[insérer le pourcentage, qui est habituellement de 50% au maximum]* pour cent de la diminution du Montant du Marché en résultant. |

|  |
| --- |
| Section X. Formulaires du Marché |

Liste des formulaires

[Modèle de Notification d’intention d’attribution 224](#_Toc489009183)

[Modèle de Lettre de notification de l’attribution du marché 229](#_Toc489009184)

[Modèle d’Acte d’engagement 230](#_Toc489009185)

[Modèle de garantie de bonne exécution 232](#_Toc489009186)

[Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution 234](#_Toc489009187)

[Modèle de garantie de performance environnementale, sociale, hygiène   
et sécurité (ESHS) 236](#_Toc489009188)

[Modèle de garantie de remboursement d’avance 238](#_Toc489009189)

[Modèle de garantie de retenue émise en remplacement de la retenue de garantie 240](#_Toc489009190)

Modèle de Notification d’intention d’attribution

**[*La Notification d’intention d’attribution doit être adressée à chacun des Soumissionnaires ayant remis une offre. Le destinataire doit être le représentant autorisé du Soumissionnaire].***

à l’attention du représentant autorisé du Soumissionnaire

Nom : *[insérer le nom du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Adresse : *[insérer l’adresse du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

Adresse courriel : *[insérer adresse courriel du représentant autorisé du Soumissionnaire]*

***[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Soumissionnaires. La Notification doit être envoyée à tous les Soumissionnaires simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].***

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : [*courriel/télécopie*] le [*date*] (heure locale).

**Notification d’intention d’attribution**

**Maître d’Ouvrage:** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer l’intitulé du Marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays du Maître d’Ouvrage]*

**Prêt No./Crédit No./Don No. :** *[insérer la reference du prêt/crédit/don]*

**AO No :** *[insérer le numéro de l’appel d’offres en référence au Plan de Passation des Marchés]*

* 1. Par la présente Notification de l’intention d’attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d’attribuer le Marché ci-dessus. L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Proposition, et/ou
2. soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d’attribuer le marché.
3. **Soumissionnaire retenu**

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. **Nom:** | * 1. [*insérer le nom du Soumissionnaire retenu*] |
| * 1. **Adresse:** | * 1. [*insérer l’adresse du Soumissionnaire retenu*] |
| * 1. **Prix du Marché:** | * 1. [*insérer le prix du Marché du Soumissionnaire retenu*] |

1. **Autres Soumissionnaires *[INSTRUCTIONS: insérer les noms de tous les Soumissionnaires ayant remis une Offre. Lorsque le prix de l’offre a été évalué, indiquez le prix évalué de chaque Offre, ainsi que le prix de chaque Offre tel que lu en séance d’ouverture.]***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| * 1. ***Nom du Soumissionnaire*** | * 1. ***Prix de l’Offre*** | * 1. ***Prix évalué de l’Offre  (si applicable)*** |
| * 1. *[insérer le nom]* | * 1. *[Prix de l’Offre]* | * 1. *[Prix évalué de l’Offre]* |
| * 1. *[insérer le nom]* | * 1. *[Prix de l’Offre]* | * 1. *[Prix évalué de l’Offre]* |
| * 1. *[insérer le nom]* | * 1. *[Prix de l’Offre]* | * 1. *[Prix évalué de l’Offre]* |
| * 1. *[insérer le nom]* | * 1. ***…*** | * 1. ***…*** |
| * 1. *…* |  |  |

1. **Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Offre n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| * 1. ***[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quell(s) l’Offre du Soumissionnaire n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Offre concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Soumissionnaire dans son Offre.]*** |

1. **Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| * 1. **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le [*insérer la date*] (heure local).**   2. Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Offre. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’intention d’attribution.   3. Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit:   **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence:** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*   * 1. Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de 3 jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la période d’attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la période d’attente et confirmerons la date à laquelle la période d’attente prorogée expirera.   2. Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.   3. Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Contrat. |

1. **Comment formuler une réclamation**

|  |
| --- |
| * 1. **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**   2. Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Soumissionnaire, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit:   **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*   * 1. [à ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification] vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d’attribution du marché. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’attente.   2. Informations complémentaires :   3. Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer aux Règles de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d’investissement, en date de juillet 2016 (Règles de Passation de Marchés) (Annexe III). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Recommandation de la Banque Mondiale intitulée « Comment formuler une réclamation relative à la passation des marchés » fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu’un modèle de lettre de réclamation.   4. En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles:  1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Soumissionnaire ayant remis une Offre dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’intention d’attribution. 2. La réclamation peut conteste la décision d’attribution du marché exclusivement. 3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiqués ci-avant. 4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Règles de Passation de Marchés (comme décrits à l’Annexe III). |

1. **Période d’attente**

|  |
| --- |
| * 1. **Date et heure limites: l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’attente est minuit le [*insérer la date*] (heure locale).**   2. La période d’attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention d’attribution.   3. La période d’attente pourra être prorogée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prorogation |

* 1. Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.
  2. Au nom de [insérer le nom du Maître d’Ouvrage]:

**Signature:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Titre/position:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Téléphone:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Courriel:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Modèle de Lettre de notification de l’attribution du marché

*[papier à en-tête du Maître d’Ouvrage]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l’exécution de *[nom du Marché et identification]* pour le montant du Marché d’une contre-valeur de *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires *[Supprimer « rectifié et » ou « et modifié » si seulement l’une de ce mesures s’applique. Supprimer « rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires » si des rectifications ou modifications n’ont pas été effectuées]*, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution et la garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité ***[Omettre la garantie ESHS si elle n’est pas demandée par le Marché]*** dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution et le formulaire de garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité ***[Omettre la référence au formulaire de garantie ESHS si elle n’est pas demandée par le Marché]***de la Section X, Formulaires du marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom du Maître d’Ouvrage]*

Pièce jointe : Acte d’engagement

Modèle d’Acte d’engagement

LE PRÉSENT MARCHÉa été conclu le jour de 20   
entre *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, domicilié à *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommé « le Maître d’Ouvrage ») d’une part et *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,* domicilié à *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») d’autre part :

ATTENDUque le Maître d’Ouvrage souhaite que certains Travaux et Services soient exécutés par l’Entrepreneur, à savoir *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,* et qu’il a accepté l’offre remise par l’Entrepreneur en vue de l’exécution et de l’achèvement desdits Travaux et Services, et de la réparation de toutes les malfaçons y afférentes.

I1 a été convenu de ce qui suit :

1. Dans le présent Marché, les termes et expressions auront la signification qui leur est attribuée dans le Cahier des Clauses administratives du Marché dont la liste est donnée ci‑après.

2. En sus de l’Acte d’engagement, les pièces constitutives du Marché sont les suivantes :

(a) La Lettre de marché ;

(b) La Lettre de Soumission ;

(c) Le Cahier des Clauses administratives particulières ;

(e) Les spécifications générales des Travaux et Services ;

(f) Les plans et dessins ;

(g) Le Bordereau des prix et le Détail quantitatif et estimatif;

(h) Le Cahier des Clauses administratives générales;

(i) Les spécifications générales des Travaux et Services;

(j) Les autres pièces mentionnées à l’Article 4 du Cahier des Clauses administratives particulières.

3. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur, comme mentionné ci-après, l’Entrepreneur s’engage à exécuter les Travaux et Services et à reprendre toutes les malfaçons y afférentes en conformité absolue avec les dispositions   
du Marché.

4. Le Maître d’Ouvrage s’engage à payer à l’Entrepreneur, à titre de règlement pour l’exécution et l’achèvement des Travaux et Services et la reprise des malfaçons y afférentes, les sommes prévues au Marché ou toutes autres sommes qui peuvent être payables au titre des dispositions du Marché, et de la manière stipulée au Marché.

EN FOI DE QUOI les parties ont pris l’engagement d’exécuter cet accord selon les lois de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le jour, mois et année indiqués ci-dessus.

Signature du Maître d’Ouvrage \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de l’Entrepreneur \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Modèle de garantie de bonne exécution

**Option 1: Garantie Bancaire**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION No. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer No]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date]* pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) *[insérer la somme en lettres]*[[42]](#footnote-42). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le ……. *[insérer la date]* jour de ……. *[insérer le mois]*2*…….. [insérer l’année]*,[[43]](#footnote-43) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
[signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.***

Modèle de caution personnelle et solidaire   
de bonne exécution

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres No: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître de l’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de l’organisme de caution*]

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [indiquer le *nom et l’adresse complète du Constructeur titulaire du marché*] (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de bonne exécution à laquelle le Titulaire est assujetti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître de l’Ouvrage*], ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des travaux*] (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date du Marché]*.

Ladite caution s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_[[44]](#footnote-44).

Nous nous engageons à effectuer sur demande de paiement du Bénéficiaire adressée par courrier avec accusé de réception reçue au plus tard à la date d’expiration mentionnée ci-après, et ce jusqu’à concurrence de la somme garantie ci-dessus le versement des sommes dont le Titulaire serait débiteur au titre du Marché du fait de la non-exécution de ses obligations contractuelles. Le présent engagement sera réduit pour moitié sur présentation du procès-verbal de réception fonctionnelle.

La présente garantie expirera au plus tard à l’une des dates la plus proche de[[45]](#footnote-45) :

1. douze (12) mois après la réception soit de (a) ou (b) mentionné ci-dessus ; ou
2. dix-huit (18) mois après la réception de :
   1. une copie du Certificat d’Achèvement ; ou
   2. une lettre recommandée en provenance du Donneur d’ordre, avec une copie de la notification au Directeur de projet indiquant que les installations sont achevées pour mise en service, et indiquant que quatorze (14) jours se sont écoulés depuis la réception de ladite notification (ou sept (7) jours se sont écoulés si la notification était un rappel de notification) et que le Directeur de projet a manqué d’établir un Certificat d’Achèvement ou d’informer par écrit le Donneur d’ordre de tous défauts ou insuffisances ; ou
   3. une lettre recommandée en provenance du Donneur d’ordre indiquant qu’aucun Certificat d’Achèvement n’a été émis, mais que le Maître d’Ouvrage utilise les installations ; ou
3. le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, [[46]](#footnote-46) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

SIGNATURE et authentification du signataire\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et adresse de l’organisme de caution\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation**

[*les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du proposant dans tout pays éligible seront admissibles]*

Modèle de garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité (ESHS)

(garantie bancaire) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque d’émission ou Code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** *[Insérer la date de la garantie]*

**GARANTIE DE PERFORMANCE ESHS No. :** *[Insérer le numéro de reference de la garantie]*

**Guarantor:** *[Insert name and address of place of issue, unless indicated in the letterhead]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour l’exécution de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (\_\_\_\_\_\_\_\_\_)*[[47]](#footnote-47)1. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations environnementales, sociales, hygiène et sécurité (ESHS) au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant   
qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le …… jour de ……..,2*….*,[[48]](#footnote-48)2 et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
[signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.***

Modèle de garantie de remboursement d’avance

**Garantie Bancaire sur Demande**

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garant :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître de l’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du Constructeur]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du marché et description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* (\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres] (\_\_\_\_\_\_\_\_)* *[insérer la somme en lettres]*[[49]](#footnote-49)1. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre : a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de la banque*].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.[[50]](#footnote-50)2 En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

Modèle de garantie de retenue émise en remplacement   
de la retenue de garantie

**Demand Guarantee**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]*

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse du Maître de l’Ouvrage]*

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE ÉMISE EN REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE No. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur, en cas de groupement, nom du groupement]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu avec le Bénéficiaire le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence du marché]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du marché et description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, le Bénéficiaire prélève une retenue de garantie dans la limite du pourcentage établi au Marché (« Retenue de garantie ») et que lorsque la réception provisoire a été prononcée et la première moitié de la Retenue de garantie libérée, la seconde moitié de la Retenue de garantie sera remplacée par une garantie bancaire d’un même montant.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[51]](#footnote-51)1. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre a failli à ses obligations au titre du Marché sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée d’une attestation de la banque du Bénéficiaire déclarant que la seconde moitié de la Retenue de garantie mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’ordre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de la banque du Donneur d’ordre*].

La présente garantie expire au plus tard 21 jours après la date où le Maître de l’Ouvrage a reçu une copie du Certification de Bonne Exécution établi par l’Ingénieur. En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 458.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

Annexe

**Modèle de spécifications pour   
Marchés Routiers à Obligation de Résultats**

Des Spécifications claires et précises sont essentielles pour que les soumissionnaires soient en mesure de répondre de manière réaliste et compétitive aux exigences du Maître d’ouvrage sans émettre de réserves ni conditions dans leurs offres. Dans le cas des **marchés routiers à obligation de résultats,** les Spécifications doivent couvrir des aspects divers (critères de performance, les aspects techniques généraux, l’organisation, la réglementation environnementale, etc. …) et doivent être rédigées de manière à permettre la concurrence la plus étendue possible, tout en présentant clairement les normes requises auxquelles les soumissionnaires doivent se conformer. Les Spécifications doivent être spécialement rédigées par le Maître d’ouvrage pour convenir aux conditions spécifiques de chaque pays et aux routes sur lesquelles porte le marché. Tout en reconnaissant qu’il n’existe pas de spécifications types applicables de manière universelle dans tous les pays, la Banque a préparé un exemple de rédaction ci-après (i) de Spécifications relatives aux obligations de résultat s’appliquant aux Services de gestion et d’entretien, et aux Travaux de réhabilitation et d’amélioration, et (ii) de Spécifications relatives aux procédures de Travaux d’urgence. La Banque suggère le recours à ce texte modèle, qui demandera cependant des adaptations aux circonstances spécifiques des réseaux routiers sous contrat. Le modèle de Spécifications fourni est le reflet des principes de base sur lesquels est fondé le modèle de dossier d’appel d’offres pour marchés routiers à obligation de résultats, et il a été rédigé avec le souci de compatibilité avec les définitions et dispositions du modèle de dossier d’appel d’offres. Le recours au modèle de Spécifications devrait également aider à éviter tout conflit qui pourrait survenir à cause de contradictions possibles entre les diverses parties du dossier d’appel d’offres.

La version finale de la Section VI – Spécifications des Travaux et Services du dossier d’appel d’offres final devrait comprendre au minimum les parties suivantes :

**Partie A : Spécifications relatives aux obligations de résultats** (voir modèle de rédaction en page 1)

Cette partie comprend une description détaillée (i) des concepts sur la base desquels les marchés routiers à obligation de résultats sont préparés, (ii) des Niveaux de Service demandés pour les routes faisant l’objet du marché, (iii) des méthodes et procédures à appliquer pour mesurer la conformité avec les Niveaux de Service, (iv) les réductions de paiement et/ou les pénalités applicables en cas de non-conformité, (v) les travaux initiaux de réhabilitation et les travaux d’amélioration que l’entrepreneur devra exécuter en plus des Services de gestion et d’entretien et les travaux, et (vi) d’autres aspects, tels que l’organisation interne de l’entrepreneur, etc. *Ce document fournit un modèle de rédaction pour cette partie.*

Il est important que les critères de performance traitent tous les aspects du marché et prennent en compte le fait que diverses routes couvertes par le marché pourraient nécessiter divers niveaux de service. En fixant les objectifs de performance, il convient de considérer divers critères (à la fois techniques et pratiques) tels que (i) le volume et la composition du trafic, (ii) si les routes sont urbaines ou rurales, (iii) terrain plat, accidenté ou montagneux, (iv) la qualité et le type de la fondation de la chaussée, (v) la qualité de matériaux de construction disponibles, (vi) la capacité des entrepreneurs disponibles, (vii) toutes contraintes environnementales, telles que les zones protégées, les parcs, les réserves forestières, etc. **Cependant, le critère le plus important probablement est de déterminer le Niveau de Service financièrement acceptable et possible, et justifié sur le plan économique pour la route en question.**

Les tableaux figurant sur les deux pages suivantes indiquent des fourchettes de valeurs à envisager.

**Niveaux de Service types pour Routes non revêtues**

|  | **Moyen** | **Bon** | **Très bon** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Volumes de Trafic types (Véhicules/jour)** | **Moins de 50** | **50 – 150** | **150 – et plus** |
| Vitesse moyenne de circulation (km/h) | 40 | 60 | 70 |
| Dégradation de surface - Diamètre maximum de toute dégradation isolée | 45cm | 35cm | 25cm |
| Dégradation de surface - Nombre max. de désordres de diamètre supérieur au diamètre indiqué sur toute longueur de 100m | 20/30cm | 10/25cm | 2/25cm |
| Temps de réponse pour nettoyage de la surface de chaussée et des accotements, pour motifs relatifs  à la sécurité | 24 hrs | 10 hrs | 6 hrs |
| Temps de réponse pour nettoyage de la surface de chaussée et des accotements, pour tous autres motifs | 14 jours | 7 jours | 4 jours |
| Amplitude de la tôle ondulée | 4.5cm | 3.5cm | 2.5cm |
| Profondeur d’ornièrage | 10.0 cm | 7.0 cm | 5.0 cm |

**Niveaux de Service types pour Routes revêtues**

|  | **Moyen** | **Bon** | **Très bon** | **Excellent** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Volumes de Trafic types (Véhicules/jour)** | **Moins de 250** | **250 - 1000** | **1000 – 5000** | **5000 et plus** |
| Nids de poule (Diam max  de trous isolés) | 40 cm | 30cm | 15cm | Aucun trou n’est permis |
| Nids de poule (nombre max sur toute section de 1000m de diamètre supérieur à 10 cm | 12 | 8 | 4 | Non permis |
| Rebouchage (Temps  de réponse) | 28 jours | 28 jours | 14 jours | 7 jours |
| Fissuration (Temps  de réponse) | 28 jours | 28 jours | 28 jours | 28 jours |
| Temps de réponse pour nettoyage de la surface de chaussée et des accotements, pour motifs relatifs à  la sécurité | 10 hrs | 8 hrs | 6 hrs | 3 hrs |
| Temps de réponse pour nettoyage de la surface de chaussée et des accotements, pour tous autres motifs | 14 jours | 7 jours | 5 jours | 3 jours |
| Orniérage | 4.0 cm | 4.0 cm | 3.0 cm | 2.0 cm |
| Orniérage (Temps  de réponse) | 56 jours | 56 jours | 28 jours | 28 jours |
| Arrachement (Temps  de réponse) | 56 jours | 56 jours | 28 jours | 28 jours |
| Bords de chaussée  dégradés et arrachés  (Temps de réponse) | 56 jours | 56 jours | 28 jours | 28 jours |
| Dénivellation de l’accotement par rapport à la chaussée | 7.5 cm | 5.0 cm | 5.0 cm | 5.0 cm |
| Dénivellation de l’accotement par rapport à la chaussée (Temps de réponse) | 56 jours | 56 jours | 28 jours | 14 jours |
| Accotement revêtus  (Temps de réponse) | 56 jours | 56 jours | 28 jours | 28 jours |

Lorsque le temps de réponse est utilisé en relation avec un critère de performance, il est important de le sélectionner prudemment, car cela a un impact important sur le coût du travail. Il convient de prendre en cpte le temps nécessaire pour :

Identifier le défaut

Planifier l’intervention

Mobiliser les ressources nécessaires

Réaliser l’intervention

et à la technologie disponible – un temps de réponse très court souvent impose le recours à une technologie « en temps réel », qui ne s’impose pas réellement ou ne serait pas appropriée dans bien des cas.

**Partie B : Spécifications générales pour travaux routiers** (aucun modèle n’est fourni dans le présent document)

Cette partie est très spécifique au pays et devrait présenter les normes et spécifications généralement utilisées aux travaux routiers dans le pays, essentiellement en termes de qualité et mise en œuvre. La partie B est applicable particulièrement pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration décrits à la partie A, mais certaines dispositions peuvent également s’appliquer aux Services d’entretien et aux Travaux d’urgence. Note : *le présent document ne fournit pas de modèle de rédaction pour cette partie.*

On devra prendre garde à ne pas spécifier sans nécessité des modes opératoires qui limiteraient la capacité de l’entrepreneur à proposer des solutions innovantes.

**Partie C : Spécifications pour Travaux d’urgence** (voir modèle de rédaction aux pages 57 et suivantes)

Cette partie doit décrire les procédures et autres mesures à appliquer si des Travaux d’urgence doivent être exécutés dans le cadre du Marché. Note : *le présent document fournit un modèle de rédaction pour cette section.* Le recours au modèle de rédaction devrait éviter que le concept de Travaux d’urgence ne soit pas utilisé à tort.

**Partie D : Spécifications relatives aux aspects environnementaux et sociaux** (aucun modèle n’est fourni dans le présent document)

Cette partie devrait présenter les règles à suivre par l’entrepreneur afin de prévenir des dégâts à l’environnement indésirables, et/ou concernant les aspects sociaux concernant le logement, l’assainissement et la santé de la main d’œuvre. Note : *le présent document ne fournit pas de modèle de rédaction pour cette partie.*

D’autres Spécifications peuvent être nécessaires, portant sur l’utilisation des matériaux, du matériel et des équipements par l’entrepreneur, si les dispositions du CCAG et du CCAP sont jugées insuffisantes par le Maître d’ouvrage. Ces aspects peuvent également être traités dans les Spécifications générales relatives aux Travaux routiers.

Les objectifs d’économie, d’efficacité et d’équité lors du processus de passation de marchés seront atteints, la conformité des offres assurée, et la tâche d’évaluation des offres facilitée, si les différentes parties des Spécifications sont préparées de manière adéquate et insérées dans le dossier d’appel d’offres.

Il est toutefois important de rappeler à nouveau que ce modèle de dossier d’appel d’offres ne devrait pas être utilisé pour des routes ou des réseaux routiers en mauvais état, qui nécessiteraient des travaux de remise en état et/ou de réhabilitation très importants et d’un coût élevé avant qu’ils ne puissent être entretenus. Il est recommandé que lorsque les travaux initiaux de remise en état et/ou de réhabilitation ou d’amélioration sont estimés à plus de 40 ou 50 pourcent du montant total de l’estimation, on devrait envisager d’entreprendre ces travaux dans le cadre d’un marché classique basé sur des prix unitaires et un détail quantitatif et estimatif. L’usage du système métrique est recommandé par la BIRD.

On veillera, lors de la préparation des Spécifications, à ce qu’elles ne soient pas trop restrictives pour ce qui concerne les spécifications de normes applicables aux matériaux, matériel et autres fournitures et mise en œuvre. Des normes internationalement reconnues devraient être utilisées dans toute la mesure du possible.

Les présentes **Notes pour la préparation des Spécifications** sont fournies seulement pour l’information du Maître d’ouvrage ou de la personne en charge de la rédaction des Spécifications. Elles ne devraient pas être conservées dans le DAO final.

**Modèle de Rédaction de la Section VI, Partie A   
des Spécifications à objectif de résultats**

[PARTIE A1. Concepts de Base des Marches Routiers a Objectifs de Resultats 251](#_Toc489011032)

[PARTIE A2. Description des Services d Fournir 251](#_Toc489011033)

[2.1 Spécifications générales (pour routes non revêtues et routes revêtues) 251](#_Toc489011034)

[2.1.1 Etendue des Services à fournir 251](#_Toc489011035)

[2.1.2 Description de la zône du projet 251](#_Toc489011036)

[2.1.3 Description des Routes objet du Marché 252](#_Toc489011037)

[2.1.4 Information de référence 252](#_Toc489011038)

[2.1.5 Critères de Conception pour les Travaux de réhabilitation   
et d’amélioration 252](#_Toc489011039)

[2.1.6 Travaux de réhabilitation à exécuter par l’Entrepreneur 252](#_Toc489011040)

[2.1.6.1 Description des Travaux de réhabilitation 253](#_Toc489011041)

[2.1.6.2 Documents relatifs aux Travaux de réhabilitation devant   
être soumis à approbation ou examen 254](#_Toc489011042)

[2.1.6.3 Paiement des Travaux de réhabilitation 254](#_Toc489011043)

[2.1.7 Travaux d’amélioration à exécuter par l’Entrepreneur 255](#_Toc489011044)

[2.1.7.1 Description des Travaux d’amélioration 255](#_Toc489011045)

[2.1.7.2 Documents relatifs aux Travaux d’amélioration devant   
être soumis à approbation ou examen 255](#_Toc489011046)

[2.1.7.3 Paiement des Travaux d’amélioration 255](#_Toc489011047)

[2.1.8 Qualité des Matériaux à utiliser 255](#_Toc489011048)

[2.1.9 Unité d’autocontrôle de l’Entrepreneur 256](#_Toc489011049)

[2.1.10 Matériel de Communication 256](#_Toc489011050)

[2.1.11 Réglementations applicables au Site et Procédures de Travail 257](#_Toc489011051)

[2.1.12 Fonctions du Personnel clé 257](#_Toc489011052)

[2.1.13 Spécification des Critères de Qualité de Service 257](#_Toc489011053)

[2.1.14 Modalités d’inspection des Niveaux de Service 258](#_Toc489011054)

[2.1.14.1 Inspections formelles des Niveaux de Service 258](#_Toc489011055)

[2.1.14.2 Inspections informelles des Niveaux de Service 258](#_Toc489011056)

[2.2 Spécifications pour la Production des Informations sur la Gestion des Routes 259](#_Toc489011057)

[2.2.1 Profil en long (applicable aux routes non revêtues seulement) 259](#_Toc489011058)

[2.2.2 Décompte mensuel 260](#_Toc489011059)

[2.2.3 Programme d’Exécution 263](#_Toc489011060)

[2.2.3.1 Plan d’Assurance Qualité de l’Entrepreneur 263](#_Toc489011061)

[2.2.3.2 Plans de Gestion d’Hygiène et de Sécurité 263](#_Toc489011062)

[2.2.3.3 Procédures d’Urgence et Plan de Remplacement 264](#_Toc489011063)

[2.2.3.4 Plan de Gestion de la Circulation 265](#_Toc489011064)

[2.2.4 Mise à Jour de la Base de Données pour l’Administration de la Route 266](#_Toc489011065)

[2.2.5 Rapport de Remise-Reprise 266](#_Toc489011066)

[2.3 Spécification des Critères de Niveau de Service pour les Routes non revêtues 267](#_Toc489011067)

[2.3.1 Mesures du Service à l’Usager et du Confort de l’Usager   
des Routes non Revêtues 267](#_Toc489011068)

[2.3.1.1 Utilisation de la Route 267](#_Toc489011069)

[2.3.1.2 Vitesse de Circulation Moyenne 267](#_Toc489011070)

[2.3.1.3 Confort de l’Usager de la Route 268](#_Toc489011071)

[2.3.2 Mesures de Durabilité pour les Routes Non Revêtues 269](#_Toc489011072)

[2.3.3 Variations et Conformité Progressive aux Niveaux de Service 270](#_Toc489011073)

[2.3.4 Moyens utilisés pour les inspections des Niveaux de Service   
des *Routes non revêtues* 271](#_Toc489011074)

[2.3.5 Méthodologies utilisées pour évaluer les Niveaux de Service   
sur les routes non revêtues 272](#_Toc489011075)

[2.4 Spécification des Critères de Niveau de Service pour les *Routes revêtues* 277](#_Toc489011076)

[2.4.1 Utilisation de la Route 277](#_Toc489011077)

[2.4.2 Service de l’Usager de la Route et Mesures de Contrôle pour   
les Routes Revêtues 277](#_Toc489011078)

[2.4.3 Mesures de durabilité pour les routes revêtues 281](#_Toc489011079)

[2.4.3.1 L’uni 281](#_Toc489011080)

[2.4.3.2 Déflexion 283](#_Toc489011081)

[2.4.3.3 Largeur de la Chaussée 283](#_Toc489011082)

[2.4.4 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service 283](#_Toc489011083)

[2.4.5 Moyens utilisés pour le contrôle des Niveaux de Service pour   
les Routes Revêtues 285](#_Toc489011084)

[2.4.6 Méthodologie et Procédures à Utiliser pour la Mesure des Niveaux   
de Service sur les Routes revêtues 285](#_Toc489011085)

[2.4.6.1 Méthodologies pour les Mesures de Durabilité 285](#_Toc489011086)

[2.4.6.2 Procédures de Contrôle 287](#_Toc489011087)

[2.5 Signalisation et Sécurité routière 289](#_Toc489011088)

[2.5.1 Mesures des Niveaux de Service pour la Signalisation   
et Sécurité routière 289](#_Toc489011089)

[2.5.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service   
pour la Signalisation et la Sécurité routière 290](#_Toc489011090)

[2.5.3 Procédures de Contrôle 290](#_Toc489011091)

[2.6 Assainissements 291](#_Toc489011092)

[2.6.1 Niveaux de Service 291](#_Toc489011093)

[2.6.2 Variations et Conformité progressive aux Niveaux de Service 292](#_Toc489011094)

[2.6.3 Procédures de Contrôle 292](#_Toc489011095)

[2.7 Végétation 292](#_Toc489011096)

[2.7.1 Niveaux de Service 292](#_Toc489011097)

[2.7.2 Variations et Conformité progressive aux Niveaux de Service 296](#_Toc489011098)

[2.7.3 Moyens utilisés pour évaluer la Conformité aux Niveaux de Service 296](#_Toc489011099)

[2.8 Ouvrages d’Art 296](#_Toc489011100)

[2.8.1 Niveaux de Service 296](#_Toc489011101)

[2.8.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service 297](#_Toc489011102)

[2.8.3 Procédures de Contrôle 298](#_Toc489011103)

[2.9 Talus – Déblais et Eboulements 298](#_Toc489011104)

[2.9.1 Niveaux de Service 298](#_Toc489011105)

[2.9.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service 300](#_Toc489011106)

[2.9.3 Procédures de Contrôle 300](#_Toc489011107)

[2.10 Réductions de paiement et pénalités 300](#_Toc489011108)

[2.10.1 Détermination des Réductions de Paiement 300](#_Toc489011109)

[2.10.2 Détermination des pénalités 306](#_Toc489011110)

PARTIE A1. Concepts de Base des Marches Routiers a Objectifs de Resultats

*[Note : Les concepts de base des marchés routiers à objectifs de résultats sont présentés dans la Préface du dossier d’appel d’offres. Le texte de cette préface, commençant au troisième paragraphe de la préface et finissant juste avant le dernier paragraphe, devrait être copiée et insérée ici]*

PARTIE A2. Description des Services d Fournir

2.1 Spécifications générales (pour routes non revêtues et routes revêtues)

2.1.1 Etendue des Services à fournir

Nonobstant les dispositions de la Clause 7 du Marché, les services à fournir par l’Entrepreneur comprennent toutes les activités, physiques ou autres, que l’Entrepreneur doit entreprendre afin d’assurer la conformité avec les Niveaux de Services et autres critères de résultats et performance définis dans le Marché, et les autres exigences du Marché. En particulier, ces activités comprennent des tâches de gestion et des travaux physiques en relation avec les actifs du capital routier et les éléments suivants :

*[NB : Etablir la liste des actifs du capital routier et des éléments qui doivent être**entretenus dans le cadre du Marché. Cette liste peut comprendre :*

*Les chaussées (routes revêtues)*

*Le revêtement de surface (routes non revêtues)*

*Les dispositifs de signalisation et de sécurité routière*

*Les dispositifs d’assainissement*

*Le contrôle de la végétation*

*Les talus (déblais et remblais)*

*Les ouvrages d’art*

*La gestion du trafic*

*La collecte de données*

*etc.]*

2.1.2 Description de la zône du projet

**Les routes du projet sont situées** …. *[fournir un bref apperçu de la région, y compris de son économie, son climat, sa géographie, et le réseau de transport].*

2.1.3 Description des Routes objet du Marché

Les sections de routes objet du présent Marché sont les suivantes : *[fournir une* ***liste détaillée des routes*** *et/ou sections de routes objet du contrat, en indiquant précisément les localisations des débuts et fins de chaque section].*

2.1.4 Information de référence

Les renseignements ci-après sont fournis aux Soumissionnaires pour leur information générale. Le Maître d’ouvrage ne garantit pas l’exactitude de ces informations et l’Entrepreneur ne pourra pas formuler de réclamation en invoquant des erreurs possibles ou omissions éventuelles dans ces renseignements.

*[Fournir les informations susceptibles d’intéresser les soumissionnaires lors de la préparation de leurs offres, notamment :*

* *les volumes de trafic sur chaque section de route*
* *la composition du trafic*
* *la pluviométrie en termes quantitatifs et modaux*
* *des informations techniques concernant chaque route, telles que la conception d’origine,   
  les travaux précédemment exécutés, etc.*
* *l’historique des travaux d’entretien, le cas échéant*
* *autres informations disponibles.]*

2.1.5 Critères de Conception pour les Travaux de réhabilitation et d’amélioration

Tous les Travaux de réhabilitation et d’amélioration devraient satisfaire les critères de conception minimum suivants :

[*Insérer ici les* ***critères minima de conception*** *qui seront utilisés pour tous travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration éventuellement nécessaires dans le cadre du marché. Il est important de s’assurer que ldes Routes ou sections de Routes aient une durée de vie résiduelle adéquate à la fin du Marché. Les critères devraient être inclus pour*

* *les chaussées (routes revêtues)*
* *le revêtement de surface (routes non revêtues)*
* *les ouvrages d’art*
* *les dispositifs d’assainissement (y compris l‘orage de périodicité de référence que les passages busés doivent pouvoir supporter sans débordement]*
* *les dispositifs de signalisation]*

2.1.6 Travaux de réhabilitation à exécuter par l’Entrepreneur

*[Note : Il est recommandé de conserver à un minimum, les travaux de réhabilitation explicitement obligatoires. Fournir des spécifications détaillées de travaux de réhabilitation importants à des emplacements précis, basées sur une conception détaillée fournie par le Maître d’Ouvrage, serait contraire au concept sous-jacent d’un prix forfaitaire de Marché. Si le Maître d’Ouvrage a l’intention de procéder de cette manière, le dossier devrait être modifié et les prix devraient être demandés sous la forme de prix unitaires « d’intrantts » basés sur un détail quantitatif similaire à celui utilisé pour les Travaux d’urgence.*

*Toutefois, il parait indiqué d’exiger des quantités minimales de travaux à entreprendre pendant la durée du Marché et de les inclure dans le prix forfaitaire. Par exemple :*

*Pour* ***les routes non revêtues****, il serait utile de rendre obligatoires certaines quantités physiques minimales, telles que par exemple, un certain nombre en mètres cubes de matériaux graveleux ou autres matériaux d’apport à ajouter à la route pendant la durée du Marché, sans spécifier nécessairement les emplacements précis où les rechargements devront être effectués. La quantité peut être estimée sur la base d’une étude technique, ou sur des estimations faites par le personnel technique compétent du Maître de l’Ouvrage.*

*Pour* ***les routes revêtues****, il pourrait être exigé que l’Entrepreneur réalise une certaine quantité minimum (en volume ou en tonnage) de béton bitumineuxe sur les routes pendant la durée du Marché. Ou encore, la longueur minimum requise de route à réhabiliter ou à renforcer chaque année pendant la duree du Marché pourrait être spécifiée et il serait laissé au soin de l’entrepreneur de définir les emplacements les plus appropriés pour chaque programme annuel de réhabilitation ou de rechargement. Les quantités minimales pourraient être définies sur la base d’une étude technique ou sur des estimations faites par le personnel technique compétent du Maître de l’Ouvrage.*

*Pour* ***les dalots et les autres structures*** *cela pourrait être une obligation de construire, par exemple, un certain nombre de dalots d’une certaine capacité, ou la construction d’une certaine longueur (en mètre) de murs de soutènement.*

*L’objectif principal en rendant ce type de travaux obligatoire est d’assurer qu’un minimum approprié de travaux de réhabilitation soit réalisé pendant le Marché et d’éviter de graves erreurs d’estimation de la part des soumissionnaires sur la quantité des travaux nécessaires. La définition des travaux de réhabilitation minimaux obligatoires réduit ainsi le risque qu’un soumissionnaire remporte le marché avec uneoffre très basse, mais est ensuite incapable d’honorer ses obligations. Cela garantit aussi que l’Entrepreneur ne compte pas seulement sur des activités d’entretien courant pour satisfaire les niveaux de service l’année ou les deux années précédant la fin du Marché et ne constitue ainsi un nouveau retard de travaux de réhabilitation à l’échéance du Marché.*

*Il y a deux options possibles pour la conception des travaux de réhabilitation. La première est que le Maître de l’Ouvrage fournisse l’avant-projet détaillé à l’Entrepreneur et la seconde est que l’Entrepreneur réalise l’avant-projet détaillérépondant aux critères fournis par le Maître de l’Ouvrage et à la satisfaction de ce dernier. La seconde option est préférable puisqu’elle permet à l’entrepreneur d’innover.]*

2.1.6.1 Description des Travaux de réhabilitation

L’Entrepreneur doit réaliser les quantités minimales suivantes de Travaux de réhabilitation :

*[Fournir une liste indiquant les* ***quantités et types*** *de travaux, y compris les* ***plans et documents techniques*** *(le cas échéant) fournis par le Maître d’ouvrage et le* ***calendrier*** *requis pour la réalisation des Travaux de réhabilitation. Les éléments de cette liste peuvent comprendre le reprofilage et rechargement léger, le reprofilage lourd avec rechargement, les travaux d’accotement, les revêtements bitumineux, la réparation ou le prolongement de passages sous chaussées (buses ou dalots), l’installation de nouveaux passages sous chaussées, la réparation des platelages en bois de ponts, protections contre l’érosion, mise en place de signalisation, etc.]*

L’Entrepreneur doit faire une estimation indépendante des travaux de réhabilitation qui à son avis sont nécessaires pour apporter aux routes les niveaux de service demandés, et il doit inclure le coût de ces travaux soit dans le poste des Travaux de réhabilitation (jusqu’au plafond donné par le Maître de l’Ouvrage dans le Dossier d’Appel d’Offres) soit dans le prix pour les Services d’Entretien. Toutefois, seuls les travaux définis dans le poste des Travaux de réhabilitation feront l’objet de paiement spécifiquement et séparément dans le cadre du Marché. Si d’autres travaux sont nécessaires pour apporter aux routes les niveaux de service demandés, mais que ces travaux ne sont pas compris dans le poste des Travaux de réhabilitation, ils doivent être inclus par les soumissionnaires dans le prix forfaitaire pour les Services d’Entretien. Les Soumissionnaires sont entièrement responsables de l’estimation du type et de la quantité des Travaux de réhabilitation nécessaires pour satisfaire aux conditions du Marché. Durant l’exécution du Marché, l’Entrepreneur n’aura pas le droit de faire des réclamations relatives à des Travaux de réhabilitation qui n’auraient pas été prévus au moment de la préparation de l’offre ou n’étaient pas inclus dans le dossier d’appel d’offres.

La date d’achèvement des Travaux de réhabilitation varie d’une Route à l’autre en fonction du programme d’obtention des niveaux de service comme indiqué dans le calendrier d’obtention des niveaux de service exigés dans *[insérer numéro de* ***clause*** *par exemple 2.3.3 pour les routes revêtues]*.

Les Travaux de réhabilitation mentionnés ci avant ne sauraient être considérés suffisants pour assurer la conformité avec tout Niveau de Service exigé par le Marché.

2.1.6.2 Documents relatifs aux Travaux de réhabilitation devant être soumis à approbation ou examen

Les documents ci après sont désignés en vertu de la Clause 8.4.1 du CCAG :

*[insérer ici la liste des* ***documents*** *relatifs aux Travaux de réhabilitation devant être fournis par l’Entrepreneur, tels que diagrammes linéaires, plans de récollement, etc. Indiquer quels sont les documents qui sont soumis à approbation et qui doit les approuver]*

2.1.6.3 Paiement des Travaux de réhabilitation

Les Travaux de réhabilitation mentionnés ci avant feront l’objet d’un prix forfaitaire inclus dans le Prix du Marché. L’Entrepreneur présentera les factures de Travaux de réhabilitation dans les décomptes mensuels, en fonction des travaux de réhabilitation réalisés et mesurés selon les Prix Unitaires de Produit figurant dans le Bordereau des Prix. *[Note : les Prix Unitaires de Produit sont différents des prix unitaires d’intrants utilisés habituellement dansd les marchés de travaux. Ils sont des prix de produits finis, tels que dalot d’un certain type, le rétablissement de la largeur d’accotement par section d’un km de route, etc.]*

2.1.7 Travaux d’amélioration à exécuter par l’Entrepreneur

*[Note : Il est recommandé de conserver à un minimum les Travaux d’amélioration. Il est important que l’objet du Marché reste la Gestion et l’Entretien des routes et non l’exécution de travaux neufs.]*

2.1.7.1 Description des Travaux d’amélioration

L’Entrepreneur doit réaliser les Travaux d’amélioration ci après :

*[Fournir une liste indiquant les* ***quantités et types*** *de travaux, et le* ***calendrier*** *requis pour   
leur réalisation.]*

2.1.7.2 Documents relatifs aux Travaux d’amélioration devant être soumis à approbation ou examen

Les documents ci après sont désignés en vertu de la Clause 8.4.1 du CCAG :

*[insérer ici la liste des* ***documents*** *relatifs aux Travaux d’amélioration devant être fournis par l’Entrepreneur, tels que plans de conception, plans de récollement, etc. Indiquer quels sont les documents qui sont soumis à approbation et qui doit les approuver]*

2.1.7.3 Paiement des Travaux d’amélioration

Les Travaux d’amélioration mentionnés ci avant seront rémunérés sur la base de prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix. L’Entrepreneur présentera les factures de Travaux d’amélioration dans les décomptes mensuels, en fonction des travaux d’amélioration réalisés et mesurés selon les prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix.

2.1.8 Qualité des Matériaux à utiliser

Nonobstant les dispositions de la Clause 30 du CCA, les matériaux utilisés par l’Entrepreneur devront être en conformité avec les critères de qualité ci après (ou être de qualité supérieure) :

*[indiquer la* ***liste des types de matériaux*** *qui seront probablement utilisés par l’Entrepreneur, tels que pour le béton et les aciers devant être utilisés dans les ouvrages, les aggrégats, latérite, bitume, peinture, etc. et les* ***critères de qualité*** *minimaux pour chacun de ces matériaux]*

Il est porté à la connaissance de l’Entrepreneur que les sites d’emprunts ou carrières suivants   
sont disponibles :

*[fournir la* ***liste, ainsi qu’un plan de site****, pour les sites d’extraction de matériaux graveleux ou d’autres sites connus pour contenir des matériaux pouvant convenir et susceptibles d’être utilisés par l’Entrepreneur. Si les données sont disponibles, indiquer les* ***qualités*** *de matériaux, en dégageant la responsabilité du Maître d’ouvrage. Indiquer les* ***conditions applicables à l’extraction,*** *en particulier les types de permis exigés, le cas échéant, et les droits à acquitter, selon le cas]*

Avant toute extraction de matériaux destinés à être utilisés sur les routes, l’Entrepreneur devra : (i) réaliser les essais de laboratoires nécessaires pour déterminer la qualité des matériaux et (ii) s’assurer que la qualité des matériaux est suffisante pour l’usage envisagé.

L’Entrepreneur pourra utiliser des matériaux provenant d’autres sources, conformément au CCAG, à condition que (i) leur extraction est réalisée en conformité avec la législation, (ii) l’Entrepreneur a informé le Maître d’ouvrage de son intention d’utiliser les matériaux, et (iii) il s’est assuré que les caractéristiques techniques et la qualité des matériaux sont suffisantes pour l’usage envisagé. L’Entrepreneur ne saurait, en aucun cas, présenter une réclamation fondée sur la qualité insuffisante de tout matériau qu’il aurait utilisé.

2.1.9 Unité d’autocontrôle de l’Entrepreneur

Conformément à la Clause 25.2 du CCAG, l’Entrepreneur devra constituer au sein de sa propre organisation, une unité spécifique dotée du personnel qualifié, en charge de vérifier en continu le respect de la conformité de l’Entrepreneur avec les Niveaux de Services exigés. L’unité d’Autocontrôle est aussi responsable de la réalisation des essais de contrôle de qualité nécessaires pour les Travaux de réhabilitation, d’amélioration et d’urgence.

L’unité est responsable de la production et de la présentation de l’information nécessaires à l’Entrepreneur pour préparer les documents nécessaires au Rapport mensuel. D’une manière générale, l’Unité sera responsable de maintenir à tout moment une base de données détaillées et complètes sur l’état des routes ou des sections de route faisant l’objet du Marché, et de fournir à la direction de l’Entrepreneur toutes les informations nécessaires pour une gestion efficace et pour entretenir les routes objet du Marché. L’Unité d’autocontrôle doit également réaliser, en étroite collaboration avec le Directeur de projet, les inspections formelles et programmées des Niveaux de Service, qui auront lieu régilièrement.

La conformité (ou la non-conformité) de l’Entrepreneur avec les exigences de Niveaux de Service fera l’objet de rapport par l’Unité d’autocontrôle au Directeur de projet sous la forme de tableaux comme indiqué en 2.2.3.

2.1.10 Matériel de Communication

*[Note : Conformément à la Clause 5.3 du CCAG, l’Entrepreneur doit fournir et maintenir en permanence, en bon état de fonctionnement, des matériels de communication spécifiés. En fonction des circonstances prévalant dans le pays, il serait utile d’indiquer ici les types de matériels, le nombre d’unités et leur localisation. Le matériel peut compendre des téléphones portables, des téléphones par satellite, des équiepents de radio, télécopieurs, ordinateurs avec accès internet, et/ou similaires]*

2.1.11 Réglementations applicables au Site et Procédures de Travail

*[Insérer les* ***Réglementations*** applicables au ***Site*** *conformément à la Clause 18.3 du CCAG, le cas échéant]*

*[Insérer les* ***Procédures de Travail*** *conformément à la Clause 17.5 du CCAG, le cas échéant. Toutefois, celles-ci ne devraient pas imposer trop de contraintes pour l’Entrepreneur, qui devrait pouvoir effectuer le travail de la manière qu’il estime convenir au mieux pour garantir la conformité aux niveaux de service.]*

2.1.12 Fonctions du Personnel clé

*[Si nécessaire, insérer la liste des positions clés pour le personnel de l’Entrepreneur et   
leurs fonctions]*

2.1.13 Spécification des Critères de Qualité de Service

Pour ce Marché, différents niveaux de service sont requis pour des routes individuelles ou des sections de routes. Les niveaux de service suivants seront appliqués :

*[insérer une* ***liste*** *des niveaux de service applicables au Marché ex. Moyen, Bon, Très bon, et pour les routes revêtues et non revêtues.]*

Le niveau de service applicable à chaque route ou section de route est donné ci-dessous.

*[Insérer**le* ***tableau*** *qui énumère la liste identifiant les route ou sections de route, les longueurs, et le niveau de service applicable. Inclure un résumé des informations correspondantes en bas du tableau conformément au* ***tableau modèle*** *ci-dessous.]*

| ***Route ou Section de Route*** | ***Longueur (km)*** | ***Niveau de Service requis*** |
| --- | --- | --- |
| *Route A* | *33,34* | *Assez bien* |
| *Route B* | *58,35* | *Assez bien* |
| *Route C* | *18,02* | *Très bien* |
| *Route D* | *71,97* | *Bien* |
| *Route E* | *16,77* | *Très bien* |
| *Route F* | *15,13* | *Bien* |
| *Route G* | *7,77* | *Assez bien* |
| ***Total*** | ***221,46*** |  |
| ***Longueur pour Niveau de Service « Très bon »***  ***Longueur pour Niveau de Service »Bon »***  ***Longueur pou Niveau de Service »Moyen »*** | *34,79*  *87,1*  *99,57* |  |

2.1.14 Modalités d’inspection des Niveaux de Service

2.1.14.1 Inspections formelles des Niveaux de Service

On entend par inspection formelle, une inspection programmée à l’avance par le Directeur de projet, et effectuée par l’Entrepreneur (par le biais de son Unité d’autocontrôle) sous la supervision du Directeur de projet. L’objectif principal des inspections formelles est de permettre au Directeur de projet de vérifier les informations présentées par l’Entrepreneur dans son rapport mensuel, et d’émettre le Décompte provisoire pour paiement. Le Directeur de projet doit informer l’Entrepreneur de son intention de procéder à une inspection formelle, au moins 48 heures à l’avance, en précisant la date, l’heure et le lieu où cette inspection formelle doit débuter. L’Entrepreneur est tenu d’être présent à la date, à l’heure et au lieu spécifiés par le Directeur de projet, et de fournir les moyens matériels nécessaires à l’inspection comme indiqué ci-dessous. Les inspections formelles seront normalement, mais pas nécessairement, programmées de manière à commencer dans un délai de moins de cinq (5) jours après la présentation par l’Entrepreneur d’un Décompte Mensuel au Directeur de projet ; et ils devront normalement être achevés dans un délai maximum de trois (3) jours. Les inspections formelles permettent de comparer les informations de conformité fournie par l’Entrepreneur dans les tableaux types qui font partie de son Rapport mensuel, avec les mesurages effectifs sur les sites choisis par le Directeur de projet. Pendant les inspections formelles, le Directeur de projet préparera un bref Mémorandum décrivant (i) les circonstances générales de la visite effectuée, y compris la date, les sections de routes visitées, les personnes présentes, etc., (ii) tout cas de non-conformité ayant pu être observé, et (iii) le délai accordé par le Directeur de projet à l’Entrepreneur pour remédier aux vices constatés. Sur la base des résultats de l’inspection formelle, le Directeur de projet rectifiera immédiatement toutes éventuelles erreurs ou déclarations inexactes figurant dans le décompte de l’Entrepreneur, qu’il contresignera et soumettra au Maître de l’Ouvrage pour paiement, ainsi qu’à l’Entrepreneur pour information.

Des inspections formelles seront également programmées pour le suivi des visites effectuées sur place, dont l’objectif consiste à vérifier si l’Entrepreneur a remédié aux causes des non-conformités précédentes, dans le délai accordé par le Directeur de projet et spécifié dans le Mémorandum.

2.1.14.2 Inspections informelles des Niveaux de Service

Le Directeur de projet peut procéder à des inspections informelles des Niveaux de Service au titre du mandat général que lui a confié le Maître d’Ouvrage. Il peut agir ainsi de sa propre initiative, à tout moment et à tout endroit sur les routes objet du Marché. Il doit utiliser ses propres moyens pour ces contrôles. S’il détecte des sections de routes sur lesquelles les critères du Niveau de Service ne sont pas respectés, il est tenu d’en informer l’Entrepreneur par écrit dans un délai de 24h, pour permettre l’Entrepreneur de prendre le plus tôt possible les mesures correctives. Les conclusions des inspections informelles ne peuvent être utilisés par le Directeur de projet pour rectifier les décomptes mensuels de l’Entrepreneur ni pour effectuer de déductions, ou appliquer des pénalités, sauf dans le cas où la route a été complètement coupée et lecritère d’Utilisation de la Route n’est pas respecté.

2.2 Spécifications pour la Production des Informations sur la Gestion   
des Routes

Les critères de Niveau de Service ci après seront appliqués à tous les livrables nécessaires pour la gestion continue du Marché et du réseau routier.

2.2.1 Profil en long (applicable aux routes non revêtues seulement)

Conformément à la Clause 18.1.1 du CCAG, lors du démarrage des travaux, l’Entrepreneur commencera immédiatement un **levé topographique** de toutes les routes et sections de route objet du Marché et sur la base de ce levé :

* il établira le **profil en long réel** des routes losr du démarrage des travaux, et
* il déterminera le **profil en long nécessaire**, que selon l’Entrepreneur, il sera nécessaire de réaliser, non seulement pour atteindre les niveaux de service requis, mais aussi pour assurer la durabilité de la route dans le long terme. En déterminant le profil en long nécessaire, l’Entrepreneur devra (i) tenir compte des Travaux de réhabilitation et/ou d’amélioration exigés par le Marché, le cas échéant, (ii) prendre en compte tout spécialement les besoins d’assainissement et de protection contre les inondations, et (iii) collaborer étroitement avec le Directeur de projet. En particulier, il doit fournir au Directeur de projet, toutes les informations utilisées et les critères appliqués dans la détermination du profil en long nécessaire.

Dans le cas où le profil en long réel existe déjà pour tout ou partie des routes et a été remis par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur, l’Entrepreneur devra néanmoins prendre toute mesure nécessaire pour s’assurer (et assurer le Maître d’ouvrage) de l’exactitude des données du levé de profil en long réel à la date de démarrage.

Lors du levé topographique, et lors de la préparation des profils en long réel et nécessaire, l’Entrepreneur coopérera étroitement avec le Directeur de projet. En particulier, il garantira que le Directeur de projet aura accés à toutes les informations collectées par l’Entrepreneur et utilisées dans la détermination du profil en long.

Dans tous les cas, l’Entrepreneur préparera et remettra formellement au Directeur de projet les profils en long établis (réel et nécessaire) dans les *[insérer nombre de jours]* jours suivant la Date de démarrage. Le Directeur de projet aura le droit de refuser les profils en longs exigés, présentés par l’Entrepreneeur dans les cas où (i) il apparaît clairement que le profil en long nécessaire tel que présenté par l’Entrepreneur est insuffisant pour garantir raisonnablement tous les niveaux de service exigés par le Marché, ou (ii) ils ne satisfont pas aux exigences du Marché concernant les Travaux de réilitation et d’amélioration prévus au Marché. Le rejet par le Directeur de projet doit être accompagné par des explications claires et détaillées portant sur les motifs de son refus, et des suggestions portant sur les modifications susceptibles de corriger les motifs du rejet. Si le Directeur de projet ne refuse pas le profil en long nécessaire présenté par l’Entrepreneur dans les vingt huit (28) jours suivant sa réception, en indiquant dans le même temps les motifs de son refus, ce profil en long deviendra automatiquement la référence pour le critère de durabilité, comme défini ailleurs dans ce marché.

Cependant, l’Entrepreneur ne saurait présenter une quelconque réclamation fondée sur des insuffisances réelles ou potentielles concernant l’altitude ou toute autre caractéristique du profil en long nécessaire, même dans les cas où (i) la non-conformité avec le critère de niveau de service pourrait être liée directement à une telle insuffisance, ou (ii) le Directeur de projet a approuvé, ou n’a pas rejeté le profil en long nécessaire proposé par l’Entrepreneur.

2.2.2 Décompte mensuel

Le Décompte mensuel à remettre conformément à la Clause 49.1 du CCAG devra avoir le   
format suivant :

*[Insérer* ***modèle pour le Décompte mensuel****. Un modèle provenant d’un Marché pour un réseau de routes non revêtues a été inclus dans la page suivante]*

La conformité (ou non-conformité) des activités de l’Entrepreneur sera signalée par l’Unité d’autocontrôle au Directeur de projet sous forme de tableaux pour lesquels un format standard obligatoire est adopté. Il y a un tableau pour chaque route ou section de route. Les tableaux font partie du décompte mensuel de l’Entrepreneur, et ils peuvent être complétés par des commentaires pour lesquels un format spécifique n’est pas nécessaire. Le format du tableau standard obligatoire est le suivant :

*[Insérer le* ***modèle des tableaux standard obligatoires pour les routes non revêtues ou******revêtues****, ou pour les deux, le cas échéant.* *Un modèle provenant d’un Marché pour un réseau non revêtu a été inclus après le modèle de décompte mensuel.]*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Décompte mensuel pour le Marché** | | | | | | | | | | *Nom du Marché* | | | Mois du Marché : 12 (Septembre 2005) | | |
| Route ou section de route : | | | | | | | | | | *Route A et Route B* | | |
| Niveau de Service exigé | | | | | | | | | | Très bon | | |
| Longueur de la route au niveau de service exigé (km) | | | | | | | | | | 34,8 | | |
| Critères de Niveau  de Service | Conformité requise | | | Conformité réelle | | | | | | | | | Non-conformité | | Réduction de paiement |
| Objectif | Km 1 | | Critères de conformité | | | Route A | | Route B | | | Longueur totale conforme (km) 2 | Longueur  non-conforme (3)  (1-2) | % de Réduction de paiement (4) | Km  (5 = 3x4) |
| 1. Utilisation de  la Route | 100% | 34,8 | | Interruption de la circulation (km jours) | | | 100% | | 100% | | | 34,8 | 0 | 1%  Sous total | 0  0 |
| 2 Vitesse de Circulation moyenne | 60 km/h |  | | Vitesse moyenne (5 km/h en dessous de l’objectif) | | | 60 km/h | | 60 km/h | | | 34,8 | 0 | 1%  Sous total | 0  0 |
| 3. Confort de l’Usager de la Route | 43% | 15,0 | | Amplitude de tôle ondulée  Profondeur des ornières  Dégradations individuelles  Dégradations totales de la zone  Signalisation routière | | | 12  8  18  18  25% | | 14  6  16.8  16.8  30% | | | 26  14  24,8  34,8  9,5 | 0.00  0.96  0.00  0.00  5.46 | 50%  50%  50%  10%  25%  Sous total | 0  0.48  0  0  1.37  1.85 |
| 4. Durabilité | 38% | 13,2 | | Hauteur de la végétation  Enlèvementde la végétation  Largeur de route utilisable  Profil longitudinal  Assainissement | | | 18  18  6  Non évalué  12 | | 16.8  16.8  3  ce mois  7 | | | 34,8  34,8  9  34,8  19 | 0.00  0.00  4.22  0.00  0.00 | 25%  25%  10%  10%  50%  Sous total | 0  0  0.42  0  0  0.42 |
|  | | | | | | | | | | | | | | TOTAL | 2,27 |
|  | | | | | | | | Longueur en km à payer à ce niveau de service, ce mois : 32,53 | | | | | | | |
| Récapitulatif du Paiement – Marché ROR/1 | | | | | | | | | | |
| Mois du Marché : 12 | | | | | | | | | | |
| Niveau de Service | | | Réseau  km | | Pénalité  km | Km à payer ce mois | | | | |
| TRES BON | | | 34,8 | | 2,27 | 32,53 | | | | |
| BON | | | 87,1 | | 5,62 | 81,48 | | | | |
| MOYEN | | | 99,6 | | 7,30 | 92,3 | | | | |
| TOTAL | | | 221,5 | | 16,19 | 206,31 | | | | |
| Paiement total à effectuer ce mois | | | Taux par km x km à payer | | | | | | | |

**FORMAT DE TABLEAU POUR RAPPORT DE CONFORMITE AVEC LES NIVEAUX DE SERVICES EXIGES   
(pour Routes non revêtues)**

**INSPECTION DES NIVEAUX DE SERVICE POUR LE MOIS DE …………………….20…**

Marché No. : …………………….. Date de l’inspection : …………….

Entrepreneur : …………………….. Personnes présentes :

Section de route : ……………………..

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | **CRITERIA** | | | |  |
| SECTIONS | | **CONFORT DE L’USAGER** | | **DURABILITE DE LA ROUTE** | | SOUS-CRITERE |
| De | à | En conformité | Non conformité | |  |  | | --- | --- | | En conformité | Non conformité | | Non conformité | EN NON CONFORMITE |
|  |  |  |  |  |  |  |
| *[specifier]* | *[specifier]* | [*inserer « X »  ou laisser vide*] | [*inserer « X »  ou laisser vide*] | [*inserer « X »  ou laisser vide*] | [*inserer « X »  ou laisser vide*] | *[specifier le sous critére en non conformité]* |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

**Utilisation de la Route** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer « conforme » ou « non conforme »]* **Vitesse de circulation** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer « conforme » ou   
« non conforme »]*

km/h *[insérer la vitesse moyenne mesurée, si disponible]*

Préparé par l’Unité d’autocntrôle de l’Entrepreneur Certifié par le Maître d’ouvrage ou son représentant

………………………………….………. [*Signature*] ………………………………………………. [*Signature*]

2.2.3 Programme d’Exécution

Conformément à la clause 17.2 du CCAG, l’Entrepreneur devra soumettre un Programme d’Exécution dans un délai de vingt-huit (28) jours après la signature duMarché. Le programme doit comprendre, mais ne se limite pas, aux articles suivants :

2.2.3.1 Plan d’Assurance Qualité de l’Entrepreneur

L’objectif du Plan d’Assurance Qualité est d’intégrer les exigences du marché et les systèmes d’assurance qualité de l’Entrepreneur pour réaliser les Services.

Le Plan d’Assurance Qualité de l’Entrepreneur décrit les méthodes et les procédures qu’appliquera l’Entrepreneur pour l’exécution du Marché, y compris la manière pour l’entrepreneur de :

1. identifier les exigences de qualité spécifiques au marché,
2. planifier et exécuter le travail pour satisfaire ces conditions
3. contrôler et/ou évaluer le travail pour garantir la conformité aux critères de qualité
4. enregistrer et contrôler les résultats comme preuve de la conformité, et
5. garantir qu’une action rapide est entreprise pour rectifier toute non-conformité.

Le Plan d’Assurance Qualité de l’Entrepreneur doit décrire clairement les systèmes, les procédures et les méthodes qui seront utilisés pour assurer et contrôler la conformité des Services.

2.2.3.2 Plans de Gestion d’Hygiène et de Sécurité

Si cela est requis dans le CCAP, le Programme d’Exécution devrait inclure un Plan de Gestion d’Hygiène et de Sécurité.

L’objectif du Plan de Gestion d’Hygiène et de Sécurité est de promouvoir une attitude responsable par rapport à l’hygiène et la sécurité du travail et la conformité aux dispositions de ***[****insérer* ***loi/règlement approprié****].*

Du fait de la nature des Services, l’Entrepreneur peut de temps à autre être exposé à des situations dangereuses qui pourraient entraîner des risques de différents degrés, pour le personnel contractant et/ou le public.

Des situations surviendront où il ne sera pas possible d’éliminer ou de circonvenir des risques sérieux. Dans de telles situations, les risques doivent être réduits au maximum en garantissant que des systèmes de protection planifiés (ex. équipement, vêtement) sont effectivement utilisés.

Le Plan de Gestion d’Hygiène et de Sécurité doit toujours être appliqué par le personnel de l’Entrepreneur et de tous les sous-traitants à tous moments.

Le Plan de Gestion d’Hygiène et de Sécurité devrait, quand il est mis en oeuvre de manière conforme aux conditions du plan :

(a) Garantir l’identification systématique des risques existants et nouveau(x) sur le(s)   
site(s) d’activité

1. Assurer la minimisation des risques importants, si l’élimination et l’isolement sont tous les deux infaisables
2. Assurer la mise à disposition et l’utilisation des mesures de protection appropriées
3. Inclure des procédures d’urgence pour faire face au déversement accidentel, pollution ou danger imminent
4. Assurer une revue et une évaluation périodique de chaque risque identifié et faire le suivi des employés exposés à ces risques
5. Assurer qu’un compte rendu soit effectué et enregistré pout tout incident de sécurité sur le lieu de travail afin que les problèmes d’hygiène et de sécurité soient traités rapidement et périodiquement. C’est une condition de ce Marché que le Directeur de projet soit avisé immédiatement de tout incident de ce genre.

Le délai de fourniture du Programme initial d’Hygiène et de Sécurité est au plus tard *[indiquer* ***nombre*** *de jours]* jours après la Date de Démarrage.

2.2.3.3 Procédures d’Urgence et Plan de Remplacement

Si cela est exigé dans le CCAP, le Programme d’Exécution devra comprendre des Procédures d’Urgence et des Plans de Remplacement qui établiront les rôles, les pratiques et les procédures durant les types spécifiques de cas d’urgence identifiés dans les plans et les plans de remplacement associés à la fermeture des routes. Les Procédures d’Urgences et les Plans de Remplacement doivent être élaborés par l’Entrepreneur et approuvés par le Directeur de projet et toutes autres parties prenantes que le Directeur de projet pourrait identifier.

L’objectif des Procédures d’Urgence et des Plans de Remplacement est d’assurer la sécurité du personnel de l’entrepreneur et des usagers de la route en cas d’urgence et/ou fermeture de la route. Il devrait comprendre :

* un système de communication efficace d’enregistrement des événements
* le nom, le contact et les fonctions spécifiques du personnel de l’Entrepreneur désigné pour répondre en cas d’urgence
* le contact des autres parties qui ont besoin d’être informées en cas d’urgence ex. la police
* des procédures détaillées de réponse aux cas d’urgences
* les itinéraires de déviation possibles dans le cas de fermeture de la route

Le délai de fourniture des Procédures initiales d’Urgence et Plan de Remplacement devrait être au plus tard *[indiquer* ***nombre*** *de jours]* jours après la Date de Démarrage.

2.2.3.4 Plan de Gestion de la Circulation

Si cela est exigé dans le CCAP, le Programme d’Exécution comprendra un Plan de Gestion de la Circulation. Le Plan de Gestion de la Circulation établit les pratiques pour la gestion de la circulation sur les sites de travail. Le Plan de Gestion de la Circulation doit être élaboré par l’Entrepreneur et approuvé par le Directeur de projet.

Les objectifs du Plan de Gestion de la Circulation consistent à :

1. déterminer et décrire clairement les responsabilités et la chaîne de commandement pour la mise au point, la mise en œuvre, et la gestion des mesures et systèmes de contrôle de la circulation.
2. établir les conditions minimales de contrôle provisoire de la circulation
3. établir le minimum géométrique, de profil en travers et des normes de revêtement pour des travaux provisoires
4. établir les transitions appropriées et permettre une circulation sécurisée et efficace dans, à travers et hors des sites de travail
5. protéger à tout moment le personnel de l’Entrepreneur
6. protéger à tout moment les actifs et les ressources de l’Entrepreneur.
7. satisfaire les exigences opérationnelles de la route

Le Plan de Gestion de la Circulation doit comprendre au moins les aspects suivants :

* + Un processus formel pour la préparation, la révision et l’approbation du Plan de Gestion de la Circulation
  + Un système de localisation et de contrôle des documents pour assurer que seul le dernier exemplaire en vigueur du Plan de Gestion de la Circulation est en usage
  + Les détails de contact pour l’Entrepreneur, le Mandant, les services d’urgence et autres parties prenantes
  + Les schémas, les méthodes etc, pour la mise en œuvre du contrôle de la circulation en garantissant chaque aspect des Services (y compris les schémas, et les méthodes spécifiques à un site d’activité particulier, dans les cas où les Services requiérent des mesures de contrôle de la circulation différentes des règlements standard)

2.2.4 Mise à Jour de la Base de Données pour l’Administration de la Route

Actuellement, l’Administration routière exploite les données suivantes en relation avec les actifs qui doivent être entretenus dans le cadre du Marché, soit en version électronique soit sur papier.

*[Insérer* ***liste –*** *au minimum, celle-ci devrait comprendre les données collectées par le consultant pour la préparation du dossier d’appel d’offres MROR.]*

L’Entrepreneur doit fournir toutes informations nécessaires pour conserver ces données dans un état d’exactitude, de mise à jour et de complétude appropriés aux utilisateurs pour lesquels les données sont destinées.

L’Entrepreneur doit fournir des copies sur papier et/ou en version électronique des informations à l’Administration routiére comme demandées de façon raisonnable.

Les délais de livraison et les fréquences de mise à jour sont *[insérer* ***les délais*** *appropriés, les mises à jour trimestrielles sont recommandées]*

2.2.5 Rapport de Remise-Reprise

Immédiatement avant l’achèvement du marché, l’Entrepreneur préparera un *Rapport de*Remise-reprise*.* L’objectif du Rapport de Remise-reprise est de faciliter la transition vers   
le marché suivant et d’assurer que l’entrepreneur suivant soit informé des problèmes en suspens. Le Rapport :

1. Résumera tous problèmes non résolus ;
2. Inclura les séries de données complètes les plus récentes sur les routes couvertes par le marché, et
3. Fournira les détails suivants :
   1. Un programme sur les défectuosités rémanentes et les responsabilités correspondantes, le cas échéant
   2. Tous problèmes non résolus, surtout ceux qui peuvent avoir un impact sur l’Entrepreneur suivant
   3. Les détails de tous problèmes difficiles
   4. Tout suivi spécial en cours/ besoins d’intervention.

2.3 Spécification des Critères de Niveau de Service pour les Routes non revêtues

Les critères de Niveau de Service suivants seront appliqués pour toutes les routes non revêtues inclues dans le marché. Cette section spécifie les niveaux de qualité à respecter pour deux critères d’ensemble :

* Service et Confort de l’Usager de la Route
* Mesures de Durabilité

2.3.1 Mesures du Service à l’Usager et du Confort de l’Usager des Routes non Revêtues

2.3.1.1 Utilisation de la Route

L’Entrepreneur devra s’assurer que la route soit ouverte à la circulation et permette une circulation ininterrompue à tout moment. **Les exceptions admises sont :** *[spécifier* ***les exceptions****, le cas échéant]*

*[Note : Les exceptions à admettre devront être précisées en fonction du contexte local de chaque route. Elles peuvent varier entre deux extrêmes : du minimum de fermeture de quelques heures après des accidents de route graves, au maximum de coupure de plusieurs mois par an pour les routes sujettes à de fréquentes inondations lors de la saison des pluies. Les routes dans les zones montagneuses peuvent être exposées à des éboulements et exigent davantage d’exceptions que les routes en terrain plat. Pour les pays qui connaissent de fortes saisons de pluies, les exceptions à admettre varient entre la saison des pluies et la saison sèche. Dans certains pays, l’Entrepreneur peut être autorisé à installer des barrièresde pluie qui peuvent rester fermées pendant les pluies et jusqu’à un certains nombres d’heures après la fin de la précipitation. Si le marché englobe un réseau de routes qui inclut plusieurs catégories de routes différentes, il pourrait y avoir aussi plusieurs catégories d’exceptions. En général, quand on définit les exceptions, il est très important d’étudier de près les conditions locales et d’éviter les règles trop restrictives.]*

2.3.1.2 Vitesse de Circulation Moyenne

L’Entrepreneur doit veiller à ce qu’un véhicule de type défini ci-dessous puisse circuler en   
toute sécurité (i) à une certaine vitesse moyenne définie ci-dessous, et (ii) de manière que l’état de surface de la route ne contraigne jamais le véhicule à rouler à une vitesse inférieure à un certain minimum.

**Véhicule :** *[indiquer le véhicule, y compris* ***la marque et le modèle****]*

*[Note : Le véhicule retenu doit être le type de véhicule le plus courant utilisé par les usagers   
de la route considérée. L’objectif est de permettre aux usagers de la route de participer,   
au moins de façon informelle, au contrôle du respect de ce critère de Niveau de Service   
par l’Entrepreneur.]*

**Vitesse de circulation moyenne :** *[insérer* ***vitesse moyenne****]*

*[Note : (i) Il peut y avoir plus d’une vitesse définie, s’il y a des conditions différentes pour différentes catégories de routes dans le réseau. (ii) La vitesse exigée peut augmenter dans le temps, si l’Entrepreneur est censé améliorer progressivement le Niveau de Service de la route. (iii) Dans la région caractérisée par des saisons de pluies très marquées et des conditions de sol difficiles, il peut être recommandé de réduire la vitesse moyenne exigée pendant la saison de pluies. Aussi, le concept de la contrainte de la vitesse minimum peut être utilisé dans quelque cas, qui est la vitesse la plus basse, à laquelle un usager devrait ralentir à cause des insuffisances de la surface de route.]*

2.3.1.3 Confort de l’Usager de la Route

L’usager de la route doit être en mesure de circuler dans certaines conditions de confort et de sécurité, ce qui dépend de plusieurs critères définis ci-dessous. L’exigence des critères relatifs au confort de l’usager de la route est graduelle, au sens où il est appliqué à un certain pourcentage du réseau, en expansion selon le calendrier montré plus loin dessous, jusqu’à ce qu’une conformité de 100% soit atteinte après un temps donné.

*[Note : Dans la plupart des cas, la condition initiale des routes sous contrat est telle qu’il ne serait pas réaliste de s’attendre à une conformité complète aux critères de confort de l’usager de la route dès le début du marché. Il est recommandé d’utiliser un calendrier pour la conformité, dont un modèle est montré plus loin en bas.]*

|  |  | Moyen | Bon | Très bon |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Amplitude de tôle ondulée sur la Route | Valeur maximum admise en un point quelconque de la route :  *[insérer* ***la valeur*** *pour chaque niveau de service, le maximum recommandé est entre 2,5 cm et 4,5 cm]* |  |  |  |
| Profondeur des Ornières | Valeur maximum admise en un point quelconque de la route :  *[insérer l****a valeur*** *pour chaque niveau de service, le maximum recommandé est entre 3,5 cm et 5 cm]* |  |  |  |
| Autres dégradations de  la chaussée (nids de poule, érosions et autres types analogues de dégradations, en dehors de la tôle ondulée et des ornières) | Dimension maximum admise pour toute dégradation simple :  *[insérer* ***les valeurs pour chaque niveau de service****, la valeur suggérée est entre 30 cm et 45 cm]*  Nombre maximum cumulé admis de dégradations de toute dimension supérieure à [*insérer la valeur, la valeur suggérée est entre 15 cm et 30 cm]* sur toute section de 1000 m : |  |  |  |
| **Propreté de la surface  de la chaussée et  des accotements.** | La surface de la route doit toujours être propre et exempte de terre, de débris, détritus et d’autres objets.  Les terres, les débris et les obstacles doivent être enlevés :   * Dans un délai de *[insérer le délai, le délai recommandé est entre 1 h et 24 heures]* s’ils représentent un danger pour la sécurité de la circulation. * Dans un délai de [*insérer la valeur, la valeur recommandée est entre 3 jours et 14 jours*] s’ils ne représentent aucun danger pour la sécurité de la circulation. |  |  |  |

2.3.2 Mesures de Durabilité pour les Routes Non Revêtues

Les activités de gestion et d’entretien de la route mises en oeuvre par l’Entrepreneur pendant toute la durée du marché ne doivent pas compromettre la durabilité à long terme de la route, qui dépend de plusieurs critères définis ci-dessous.

*[Note : « Durabilité de la Route » recouvre un ensemble de critères qui pour la plupart, n’ont pas d’incidence directe et immédiate pour l’usage de la route à court terme, mais qui n’en sont pas moins très importants pour « la durabilité » physique de la route à long terme. Dans la plupart des cas, l’état initial des routes objet du marché est tel qu’on ne peut raisonnablement s’attendre à ce que les critères de durabilité soient intégralement respectés dès la mise en œuvre du marché. Il est recommandé d’établir pour cela un calendrier pour la conformité, dont un exemple est présenté plus bas.]*

|  |  |
| --- | --- |
| Profil en longueur nécessaire | Tolérance verticale négative maximum acceptée :  *[insérer* ***la valeur,*** *la valeur recommandée est de moins trois centimètres (3,0 cm au dessous du profil en long exigible) ;  il n’y a pas de limite pour les écarts positifs]* |
| Largueur de la Surface de Chaussée utilisable | Route 1 : …… *[insérer* ***valeur****]* mètres  Route 2 : *…… [insérer* ***valeur****]* mètres  Route ………… Tolérance négative maximum acceptée :  *[insérer* ***la valeur****, recommandée est une valeur dans l’ordre de moins 20 centimètres (20 cm de moins que la largeur de  la surface de la chaussée utilisable souhaitée]* |

2.3.3 Variations et Conformité Progressive aux Niveaux de Service

Afin de prendre en compte la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, la conformité à aucun des critères de niveau de service n’est exigée jusqu’à : *[insérer le* ***nombre*** *de jours après la signature ou la notification légale complète du marché, entre 60 et 90 jours sont recommandés]*

Le tableau suivant indique les variations et les conditions d’exigences de la conformité progressive avec les niveaux de service dans le temps : *[insérer* ***tableau****]*

*[Note : Le tableau suivant est un exemple provenant d’un marché de 4 ans, qui peut être adapté aux conditions spécifiques du marché et des routes en faisant l’objet.]*

**MODELE D’ECHEANCIER pour les routes non revêtues** *(à titre purement indicatif)*

|  | **Echéancier de l’exigibilité du respect des Niveaux de Service** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| No. de mois depuis le début du Marché | **Utilisation de  la route(s)**  Conformité  requise sur  *(le % de la longueur totale  des routes sous  le contrat)* | **Vitesse de Circulation Moyenne**  Vitesse minimum pouvant être maintenue dans de bonnes conditions de sécurité  *(en Km/h)* | **Confort de l’Usager de  la Route**  Conformité  requise sur  *(le % de la longueur totale  des routes sous  le contrat)* | **Durabilité de  la route(s)**  Conformité  requise sur  *(le % de la longueur totale  des routes sous  le contrat)* |
| 1 et 2 | Pas de seuil minimum | Pas de seuil minimum | Pas de seuil minimum | Pas de seuil  minimum |
| 3 | 100 | 40 | 3 | 2 |
| 4 | 100 | 40l | 8 | 4 |
| 5 | 100 | 50 | 13 | 7 |
| 6 | 100 | 50 | 18 | 11 |
| 7 | 100 | 50 | 24 | 15 |
| 8 | 100 | 60 | 30 | 20 |
| 9 | 100 | 60 | 36 | 25 |
| 10 | 100 | 60 | 42 | 30 |
| 11 | 100 | 60 | 50 | 35 |
| 12 | 100 | 60 | 60 | 40 |
| 13 | 100 | 60 | 70 | 45 |
| 14 | 100 | 60 | 80 | 51 |
| 15 | 100 | 60 | 90 | 57 |
| 16 | 100 | 60 | 100 | 63 |
| 17 | 100 | 60 | 100 | 69 |
| 18 | 100 | 60 | 100 | 75 |
| 19 | 100 | 60 | 100 | 81 |
| 20 | 100 | 60 | 100 | 87 |
| 21 jusqu’à la Fin du marché | 100 | 60 | 100 | 100 |

*[Note : Si le marché porte sur plusieurs réseaux de routes avec différentes conditions de Niveau de Service, il conviendra de présenter un tableau distinct pour chaque réseau. Dans les pays qui connaissent des saisons de pluies très marquées, il s’avère déraisonnable d’exiger le respect intégral de tous les critères pendant les saisons de pluies, et des tableaux distincts pourront être établis pour les saisons sèches et les saisons de pluies. En particulier, il pourrait être nécessaire de suspendre toute augmentation du pourcentage du réseau où l’Entrepreneur doit se conformer aux conditions de Confort de l’Usager, et aux conditions de Durabilité. Ces limitations et éventuellement d’autres doivent être soigneusement évaluées par ceux qui préparent les Spécifications.]*

2.3.4 Moyens utilisés pour les inspections des Niveaux de Service des *Routes non revêtues*

Pour les inspections formelles du respect du Niveau de Service, l’Unité d’Autocontrôle de l’Entrepreneur travaillera en étroite collaboration avec le Directeur de projet, et sous sa supervision. Les moyens matériels nécessaires à ces contrôles seront fournis par l’Entrepreneur ; ce sont les mêmes que ceux normalement utilisés par l’Unité d’Autocontrôle pour le contrôle interne permanent du respect des Niveaux de service par l’Entrepreneur, en particulier :

1. Des véhicules du type suivant : *[spécifier* ***le nombre*** *et le* ***type*** *de véhicules].* Le (ou les) véhicule(s) doivent être en bon état et conformes à leurs spécifications d’origine, sans aucune modification susceptible d’affecter leurs caractéristiques de conduite. *[Note : Le (ou les) véhicule(s) doivent être du type le plus couramment utilisé par les usagers de la route. On pourra spécifier différents types de véhicules selon les groupes de routes].*
2. Personnel qualifié et personnel d’appui *[spécifier le nombre et le type de personnel, il devra normalement s’agir, au minimum, du personnel qualifié de l’Unité d’Autocontrôle et deux auxiliaires].*
3. Tous les outils et instruments nécessaires, conformément aux indications fournies dans les paragraphes décrivant les méthodologies des inpections.

2.3.5 Méthodologies utilisées pour évaluer les Niveaux de Service sur les routes   
non revêtues

(a) **Utilisation de la Route (ou des Routes) :** il n’y a pas de méthode d’essai spécifique pour ce critère, autre que de conduire sur la route de manière normale, en utilisant le type de véhicule indiqué au paragraphe précédent. Ce critère sera réputé non satisfait si la route est coupée à un endroit quelconque. Le critère sera cependant satisfait s’il est possible de poursuivre le parcours sur la route, sans que le véhicule ne soit endommagé du fait deu mauvais état de la route.

*[Note : Par exemple, si le véhicule heurte un obstacle sur la surface de la chaussée et que le système d’échappement s’en trouve endommagé, le critère n’est évidemment pas satisfait. Par contre, si un éboulement encombre la moitié de la chaussée, mais qu’il est aisément possible de contourner l’obstacle en faisant usage de l’autre demi chaussée, le critère est réputé satisfait]*

(b) **Vitesse moyenne de circulation :** pour la vérification de la vitesse moyenne de circulation, la première étape consiste à définir les sections tests de la route. Les longueurs des sections tests devraient correspondre à une demi heure de temps de conduite au minimum (par ex. 30 km de longueur pour une vitesse moyenne de circulation demandée de 60 km/h).   
La seconde étape est de circuler sur la section test définie dans des conditions normales de sécurité, dans le véhicule fourni par l’Entrepreneur et conduit par un chauffeur fourni par l’Entrepreneur. Le chauffeur doit à tout moment respecter les règles de circulation, et notamment les vitesses-limites autorisées. Les durées d’arrêt non prévues qui ne sont pas en relation avec l’état de la route (comme des barrières de contrôle, pannes ou autres incidents) devront être déduites du temps total de parcours. A l’exception des ralentissements et arrêts normaux et obligatoires (aux intersections, limitations de vitesse, stops, passages piétons, traversées de villages, etc.) la vitesse de circulation ne devrait à aucun moment être limitée du fait de l’état de la route au dessous d’un minimum spécifié dans le marché, et la vitesse moyenne de circulation sur la section de route inspectée doit être supérieure ou égale au seuil donné dans le Tableau récapitulatif figurant ci après dans les Spécifications. Dans tous les cas, la sécurité des passagers du véhicule test, ainsi que celle des autres usagers ne doit jamais être mise en danger. Le Directeur de projet est seul juge de décider si une vitesse est sans danger ou non.

A l’issue du test, le véhicule utilisé ne doit pas avoir subi de dommage mécanique provoqué par la vitesse de circulation, au cas où cette vitesse aurait été excessive eu égard à l’état de la section test de route. Si le véhicule a subi de tels dommages, le test est négatif et le niveau de service n’est pas satisfait.

(c)  **Amplitude de la tôle ondulée :** L’amplitude de la tôle ondulée est un des critères de confort de l’usager. Elle sera contrôlée sur des sections de route définies par le Directeur de projet, sur la base de l’apparence visuelle. La mesure de l’amplitude sera effectuée en plaçant une régle de trois mètres de longueur sur la surface de la chaussée, perpendiculairement à son axe, aux endroits définis par le Directeur de projet, et en mesurant la hauteur entre la règle et le point le plus bas de l’ondulation.

L’amplitude maximale de l’ondulation sera enregistrée, et si elle excède la valeur d’ondulation figurant dans le Tableau récapitulatif ci après, la section de route de un (1) km sur laquelle la tôle ondulée se trouve sera réputée en non-conformité.

(d) **Profondeur d’orniérage ;** La profondeur d’orniérage est un des critères de confort de l’usager. Elle sera contrôlée sur des sections de route définies par le Directeur de projet, sur la base de l’apparence visuelle. La mesure de l’amplitude sera effectuée en plaçant une régle de trois mètres de longueur sur la surface de la chaussée, perpendiculairement à son axe, aux endroits définis par le Directeur de projet, et en mesurant la hauteur entre la règle et le point le plus bas de l’ornière.

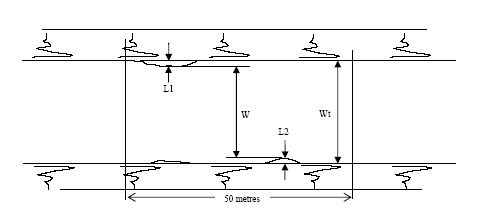
La profondeur maximale de l’ornièrage sera enregistrée, et si elle excède la valeur d’ornièrage figurant dans le Tableau récapitulatif ci après, la section de route de un (1) km sur laquelle la tôle ondulée se trouve sera réputée en non-conformité.

(e) **Autres dégradations de surface :** Les autres dégradations de surface sont des critères de confort de l’usager. Elles seront contrôlées sur des sections de route définies par le Directeur de projet, sur la base de l’apparence visuelle. Les dégradations de surface individuelles seront mesurées à la régle. Le « diamètre équivalent » est défini comme la moyenne de la plus grande dimension de la dégradation et d’une seconde mesure pris perpendiculairement à la première.

Pour toute section de route de un (1) km de longueur, la conformité à ce critère exige que (i) aucune dégradation individulle (autre que l’orniérage et la tôle ondulée) n’ait un « diiamétre équivalent » supérieur à la valeur maximale spécifiée et (ii) le nombre de dégradations individuelles sur une section de 1 km est inférieur au seuil figurant dans le Tableau récapitulatif ci après.

(f) **Largueur de la surface de chaussée utilisable :** La largueur de la surface de chaussée utilisable est un des critères de « Durabilité de la Route ». Elle sera mesurée sur des sections de routes choisies par le Directeur de projet sur simple examen visuel, en particulier dans les endroits où des cas d’érosion ou d’autres dégradations existent, qui limitent la largeur de la bande circulable. La largeur de la chaussée utilisable est mesurée au moyen d’un mètre ruban et/ou   
de règles.

Pour tout kilomètre de section de route, le Directeur de projet choisira une sous-section de   
50-mètres où la mesure sera effectuée. Le long de cette sous-section, le Directeur de projet repérera ensuite, pour chaque côté de la route, la dégradation individuelle qui crée la plus forte réduction de la bande circulable. Pour chacun de ces deux points, il mesurera alors la distance (L) entre le bord théorique de chaussée utilisable (basé sur la largueur de la chaussée utilisable dans le marché) et le point de dégradation le plus profond, obtenant deux valeurs (L1 et L2). La largeur réelle de la chaussée utilisable s’obtient en déduisant (L1 + L2) de la largeur de chaussée théorique spécifiée dans le marché. (voir le schéma ci-aprés). Si l’un ou l’autre de ces critères est dépassé, la section d’un kilomètre où ils sont situés sera jugée non conforme.



Pour un kilomètre quelconque de section de route, le respect de ce critère suppose qu’il n’y ait aucune sous-section de 50 mètres où la largeur effective de chaussée utilisable (montré comme W dans le schéma) est inférieure à la largeur spécifiée dans le Tableau récapitulatif ci-dessous (clause 2.3.6), moins la tolérance admise comme indiquée dans le Tableau récapitulatif.

**(g) Profil en long nécessaire :** Le Profil en long nécessaire est un des critères de « Durabilité de la Route ». Elle sera mesurée sur des sections de routes choisies par le Directeur de projet. Durant la période initiale pendant laquelle l’Entrepreneur exécute des travaux destinés à augmenter progressivement le pourcentage du réseau routier en conformité, des mesures seront fréquemment réalisées et leur localisation sera fonction des emplacements auxquels l’Entreprise réalise les travaux. Lorsque la conformité à 100% aura été obtenue, le Directeur de projet pourra ensuite choisir pendant la durée ultérieure du Marché de restreindre les inspections aux zones qu’il considère « critiques ». Cependant, à l’approche de l’échéance du Marché, la totalité du profil en long des routes faisant l’objet du Marché devra être vérifié. Les mesures seront prises aux mêmes emplacements qui avaient été utilisés pour le profil en long initial au commencement du marché. Le matériel utilisé sera le matériel normalement utilisé pour les levés topographiques.

Afin d’être représentatif d’une section d’un km de route, cinq (5) points de mesure seront utilisés, esspacés de 200 mètres (distance entre profils en travers de 200 m).

La conformité à ce critère exige qu’au maximum un (1) profil présente un écart négatif supérieur à la tolérance indiquée dans le Marché. Les écarts positifs sont tolérés, à moins que les spécifications n’en disposent autrement.

2.3.6 Tableau récapitulatif des Valeurs maximales et minimales

*[Note : le tableau suivant est un exemple provenant d’un marché pour des routes non revêtues qui doit être adapté aux conditions spécifiques du marché.]*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Route** | **Niveau de Service Requis** | **Vitesse de Circulation** | **Confort de l’Usager de la Route** | | | | **Durabilité** | | | | |
| **Vitesse Moyenne (km\h)** | **Amplitude d’ondulation max**  **(cm)** | **Profondeur ornière max (cm)** | **Autres Dégradation  de Surfaces** | | **Végétation** | | **Larguer de la route utilisable** | | **Profil longitudinal** |
| **Dimension max pour une dégradation unique (cm)** | **Nombre max pour une section de 1 km de long** | **Hauteur libre min au dessus de la surface de la route (m)** | **Hauteur maximum permise (cm)** | **Largeur nécessaire (m)** | **Tolérance**  **(cm)** | **Tolérance (cm)** |
| Route A | Moyen | 40 | 5.0 | 10.0 | 45.0 | 20 | 4.5 | 30 | 5.0 | 20 | 3 |
| Route B | Bon | 40 | 5.0 | 10.0 | 45.0 | 20 | 4.5 | 30 | 5.0 | 20 | 3 |
| Route C | Très bon | 60 | 2.5 | 5.0 | 30.0 | 2 | 4.5 | 30 | 6.0 | 20 | 3 |
| Route D | Bon | 50 | 3.5 | 7.0 | 40.0 | 10 | 4.5 | 30 | 5.0 | 20 | 3 |
| Route E | Très bon | 60 | 2.5 | 5.0 | 30.0 | 2 | 4.5 | 30 | 6.0 | 20 | 3 |
| Route F | Bon | 50 | 3.5 | 7.0 | 40.0 | 10 | 4.5 | 30 | 5.0 | 20 | 3 |
| Route G | Moyen | 40 | 5.0 | 10.0 | 45.0 | 20 | 4.5 | 30 | 5.0 | 20 | 3 |

2.4 Spécification des Critères de Niveau de Service pour les *Routes revêtues*

Les critères de Niveau de Service suivants seront appliqués pour toutes les routes revêtues inclues dans le marché. Cette section spécifie les niveaux de qualité à respecter pour trois critères d’ensemble :

* Utilisation de la Route
* Service et Confort de l’Usager de la Route
* Mesures de Durabilité

2.4.1 Utilisation de la Route

L’Entrepreneur devra s’assurer que la route soit ouverte à la circulation et permette une circulation ininterrompue à tout moment. **Les exceptions admises sont :** *[spécifier* ***les*** *exceptions, le cas échéant]*

*[Note : Les exceptions à admettre devront être précisées en fonction du contexte local de chaque route. Elles peuvent varier entre deux extrêmes : du minimum de fermeture de quelques heures après des accidents de route graves, au maximum de coupure de plusieurs mois par an pour les routes sujettes à de fréquentes inondations lors de la saison des pluies. Les routes dans les zones montagneuses peuvent être exposées à des éboulements et exigent davantage d’exceptions que les routes en terrain plat. Pour les pays qui connaissent de fortes saisons de pluies, les exceptions à admettre varient entre la saison des pluies et la saison sèche. Dans certains pays, l’Entrepreneur peut être autorisé à installer des barrièresde pluie qui peuvent rester fermées pendant les pluies et jusqu’à un certains nombres d’heures après la fin de la précipitation. Si le marché englobe un réseau de routes qui inclut plusieurs catégories de routes différentes, il pourrait y avoir aussi plusieurs catégories d’exceptions. En général, quand on définit les exceptions, il est très important d’étudier de près les conditions locales et d’éviter les règles   
trop restrictives.]*

2.4.2 Service de l’Usager de la Route et Mesures de Contrôle pour les Routes Revêtues

Les critères de niveau de service pour les services de l’usager de la route et le confort sur les routes revêtues sont définis comme suit :

*[Note : Le tableau suivant est un modèle qui peut servir de base au tableau réel devant   
figurer dans le dossier d’appel d’offres. Des modifications et des ajouts seront peut-être nécessaires afin de prendre en compte le contexte propre au pays ou au réseau routier considéré. Le texte additionnel a besoin d’être ajouté afin d’expliquer plus en détail tous critères spécifiques, si jugé nécessaire.]*

| **Elément** | **Niveau de Service** | **Mesure/Détection** | **Délai accordé pour réparations ou Tolérance admise** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nids de poule -** | Dimension maximum permise de tout nid de poule individuel  *[insérer la* ***valeur****, on suggère entre zéro et 40 cm).*  Nombre maximum cumulé permis de nids de poule avec un diamètre équivalent supérieur à 100 mm dans toute section continue de 1000m.  *[Insérer* ***la valeur****, la valeur suggérée est entre zéro et 10 par km de route].* | Contrôle visuel.  Règle | Aucune tolérance accordée |
| **Réparation** | Réparations (i) doivent être de forme carrée ou rectangulaire, (ii) doivent être à niveau par rapport au reste de la chaussée, (iii) doivent être faites au moyen de matériaux analogues à ceux dont est composé la chaussée avoisinante, et (iv) ne doivent pas présenter des fissures de plus de trois (3) mm de large. | * Contrôle visuel (pour la détection de la forme et du matériau utilisé) * Règle (pour vérifier si la réparation est à niveau par rapport au reste de la chaussée) * Petite règle transparente (pour les fissures) | Les réparations non conformes doivent être reprises dans un délai de …jours après leur détection  *[insérer* ***la valeur*** *pour chaque niveau de service – une période entre 7 et 28 jours est recommandée]*. |
| **Fissuration de  la chaussée**  (Une fissure est une ouverture linéaire sur la chaussée avec  une largeur de plus de 3 mm.) | Il ne doit pas y avoir de fissures de plus de 3 mm de largeur | Largeur des fissures mesurées avec une petite règle transparente.  Pour les **fissures isolées**, la « zone fissurée » inclut 0,5 m de chaque côté de la fissure, multipliée par la longueur de la fissure plus 0,5 m à chaque extrémité. | Fissures plus de 3 mm de large doivent être colmatées dans un délai de [insérer *la* ***Valeur*** *– une période de 28 jours est recommandée]* jour après leur détection. |
| **Fissures multiples dans  la chaussée** | Pour une section quelconque de 50m de chaussée, la zone fissurée ne peut représenter plus de dix (10) pourcent de la surface de  la chaussée. | Pour les **fissures multiples** et celles qui se croisent, la « zone fissurée » est une zone de forme carrée aux bords parallèles à l’axe de circulation, qui englobe totalement les fissures, de sorte que celle-ci ne soient pas à moins de 0,25 m des bords du carré. | Les zones avec des fissures multiples doivent être colmatées dans un délai de [insérer *la* ***Valeur****– une période de 28 jours est recommandée]* jours après leur détection. |
| **Propreté de la surface de la chaussée et des accotements.** | La surface de la route doit être constamment propre et exempte de terre et de débris, détritus et autres objets. | Contrôle visuel | La terre, les débris et les obstacles doivent être enlevés :   * Dans un délai de *[insérer* ***la valeur*** *pour chaque type de niveau de service, le délai recommandé est entre 1 et 8 heures]* si  leur présence représente un danger pour la sécurité de la circulation * Dans un délai de *[insérer la* ***valeur*** *pour chaque niveau de service, la valeur recommandée est entre 3 jours et  14 jours]* si leur présence ne représente aucun danger pour la sécurité de la circulation. |
| **Orniérage** | Il ne doit pas y avoir d’ornières de plus de *[insérer* ***la valeur****]* mm de profondeur.  Un orniérage de plus de (10) mm ne doit pas être présent sur plus de cinq pourcent de toutes les sections de route définies dans  le marché  *[Note : Une profondeur maximum tolérable de l’ornière entre 20 et 40 mm est recommandée]* | Mesuré au moyen de 2 règles (une règle horizontale de 3 m  de long placée perpendiculairement en travers de la voie de circulation ; la profondeur de l’ornière mesurée comme l’espace entre la règle horizontale et le point le plus bas de l’ornière, utilisant une petite règle avec une échelle en mm) | Un orniérage supérieur à la valeur seuil doit être éliminé dans un délai de *[insérer* ***le nombre,*** *une période entre 28 - 56 jours est recommandée]* de jours. |
| **Arrachement** | Il ne doit pas y avoir de surfaces d’arrachement. | Contrôle visuel. | Les surfaces affectées doivent être colmatées dans un délai de [*insérer* **la valeur** pour chaque niveau de service, la valeur recommandée est entre 28 – 56 jours]) jours après leur détection. |
| **Epaufrement  de bords de chaussée** | Il ne doit pas y avoir d’épaufrement, ou de fragments de la chaussée qui s’effritent  aux bordures. | Contrôle visuel | Les réparations doivent être achevées dans un de délai de …. jours après la détection du problème.  [*insérer* *la* ***Valeur*** *pour chaque niveau de service – une période entre 28 et 56 jours est recommandée)* |
| **Niveau des accotements  par rapport à  la chaussée** | La différence de niveau en bordure de la chaussée ne doit pas être supérieure à *[insérer  la* ***valeur****]* mm.  *[Note : Un maximum de 75 mm ne doit pas être dépassé.]* | Mesuré au moyen d’une règle, avec une échelle en mm. | Les réparations doivent être achevées dans un délai de *[insérer la* ***Valeur*** *pour chaque niveau de service – une période entre 28 et 56 jours est recommandée]* jours après la détection  du problème. |
| **Accotements revêtus** | Doivent toujours être :   * imperméabilisés pour éviter  la pénétration de l’eau * sans aucune déformation  et érosion * sans nids de poule et  sans érosions | Contrôle visuel | Les réparations devraient être achevées dans un délai de *[insérer* ***la Valeur*** *pour chaque niveau de service – une période entre 28 et 56 jours est recommandée]* jours après la détection  du problème. |

2.4.3 Mesures de durabilité pour les routes revêtues

2.4.3.1 L’uni

L’Entrepreneur est chargé de veiller à ce que l’IRI reste inférieur aux valeurs seuils indiquées dans le tableau ci-dessous : *[insérer le* ***tableau****, voir l’exemple de tableau ci-dessous.]*

*[Note : Bien que la rugosité de la route puisse également être considérée comme Mesure de Confort de l’Usager de la Route, au terme du présent marché, elle est considérée comme une Mesure de Durabilité de la Route.]*

*[Note : Il y a trois valeurs seuils :*

* *Moyenne sur la ou les route(s) ou la ou les section(s) complète(s) - - indiquer le maximum admis pour l’IRI moyen sur chacune de ces routes ou sections]*
* *Moyenne maximum admise sur une section d’un km quelconque de cette ou ces route(s) ou de cette ou ces section(s) - - indiquer le maximum admis pour l’IRI moyen sur un km de chaque route ou section*
* *Moyenne maximum admise pour de nouvelles chaussées construites dans le cadre des travaux de réhabilitation.]*

| **Elément** | **Niveau de Service** | **Mesure/Détection** | **Délai accordé pour réparations ou Tolérance admise** |
| --- | --- | --- | --- |
| **IRI Maximum pour toute section de 1 km de route existante** | Valeur moyenne pour toute section de route de 1 km doit être inférieure au seuil ci-dessous (en termes de IRI moyen)  Route 1 : ……..IRI  Route 2 : ……..IRI  Route 3 : ……..IRI  Route … | Mesure par matériel qualibré (Bump Integrator) | Aucune tolérance admise |
| **IRI Maximum pour toute section de chaussée nouvelle** | Valeur moyenne pour toute section de route de 1 km doit être inférieure au seuil ci-dessous (en termes de IRI moyen)  Route 1 : ……..IRI  Route 2 : ……..IRI  Route 3 : ……..IRI  Route … | Mesure par matériel qualibré (Bump Integrator) | Aucune tolérance admise |
| **IRI Moyen Maximum pour l’ensemble de  la route** | Valeur moyenne pour l’ensemble de la route  ou section de route doit être inférieure au seuil  ci-dessous (en termes de IRI moyen)  Route 1 : ……..IRI  Route 2 : ……..IRI  Route 3 : ……..IRI  Route … | Mesure par matériel qualibré (Bump Integrator) | Aucune tolérance admise |

2.4.3.2 Déflexion

L’Entrepreneur est chargé de veiller à ce que la déflexion moyenne de la chaussée sur une section quelconque de un km reste inférieure aux valeurs seuils indiquées dans le tableau ci-dessous : *[insérer le* ***tableau****, voir exemple de tableau]*

| **Elément** | **Niveau de Service** | **Mesure/Détection** | **Délai accordé pour réparations ou tolérances admises** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Déflexion** | La valeur moyenne pour la section doit être inférieure aux valeurs seuils indiqués pour chaque section.  Route 1 : .……  Route 2 : ……..  Route 3 : …….  Route ... | Mesurée tous les 50 mètres au moyen de la poutre Benkelman. La valeur seuil s’applique à la moyenne obtenue sur une section  de ………mètres. | Aucune tolérance admise. |

2.4.3.3 Largeur de la Chaussée

L’Entrepreneur est chargé de veiller à ce que la largeur de la chaussée soit au moins égale à celle spécifiée ci-dessous. *[insérer le* ***tableau ;*** *la largeur minimum de la chaussée devrait être définie pour chaque section de route dans le marché]*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Elément** | **Niveau de Service** | **Mesure/Détection** | **Délai accordé pour réparations ou tolérances admises** |
| **Largeur de la Chaussée** | La largeur de la chaussée doit être au moins égale à celle spécifiée dans le marché | Mesure manuelle en utilisant un mètre  ruban métallique | Aucune tolérance admise |

2.4.4 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, on n’attend pas de celui-ci, qu’il respecte tous les critères de niveau de service avant : *[insérer* ***nombre de jours*** *à compter de la Date de Démarrage]*

*[Note : le tableau suivant est un exemple qui doit être adapté aux exigences spécifiques   
du marché]*

**MODELE DE CHRONOLOGIE pour les routes non revêtues** *(à titre purement indicatif)*

| **Chronologie de l’exigibilité du respect des Niveaux de Service** | | | |
| --- | --- | --- | --- |
| No. de mois depuis le début du Marché | **Utilisation de la  (des) route(s)**  Conformité requise sur  *(le % de la longueur totale des routes  du marché)* | **Confort de l’Usager  de la Route**  Conformité requise sur  *(le % de la longueur totale des routes  du marché)* | **Durabilité de la  (des) route(s)**  Conformité requise sur  *(le % de la longueur totale des routes  du marché)* |
| 1 et 2 | Pas de seuil minimum | Pas de seuil minimum | Pas de seuil minimum |
| 3 | 100 | 3 | 2 |
| 4 | 100 | 8 | 4 |
| 5 | 100 | 13 | 7 |
| 6 | 100 | 18 | 11 |
| 7 | 100 | 24 | 15 |
| 8 | 100 | 30 | 20 |
| 9 | 100 | 36 | 25 |
| 10 | 100 | 42 | 30 |
| 11 | 100 | 50 | 35 |
| 12 | 100 | 60 | 40 |
| 13 | 100 | 70 | 45 |
| 14 | 100 | 80 | 51 |
| 15 | 100 | 90 | 57 |
| 16 | 100 | 100 | 63 |
| 17 | 100 | 100 | 69 |
| 18 | 100 | 100 | 75 |
| 19 | 100 | 100 | 81 |
| 20 | 100 | 100 | 87 |
| 21 | 100 | 100 | 93 |
| 22 jusqu’à  la fin du Marché | 100 | 100 | 100 |

*[Note : Si le marché porte sur plusieurs groupes de routes pour lesquels différents Niveaux de Service sont requis, il conviendra de prévoir un tableau distinct pour chaque groupe. Dans les pays qui connaissent des saisons de pluies très marquées, il s’avère déraisonnable d’exiger le respect intégral de tous les critères pendants la saison des pluies, et des tableaux distincts pourront être établis pour les saisons sèches et les saisons de pluies. En particulier, il peut être nécessaire de suspendre toute augmentation du pourcentage du réseau où l’Entrepreneur doit se conformer au Confort de l’Usager de la Route et aux exigences de Durabilité. Celles-ci et d’autres limitations potentielles doivent être évaluées soigneusement par ceux qui préparent les Spécifications Techniques.]*

2.4.5 Moyens utilisés pour le contrôle des Niveaux de Service pour les Routes Revêtues

Pour les inspections formelles du respect des Niveaux de Service, l’Unité d’Autocontrôle de l’Entrepreneur travaillera en étroite collaboration avec le Directeur de projet, et sous sa supervision. Les moyens matériels nécessaires à ces contrôles seront fournis par l’Entrepreneur ; ce sont les mêmes que ceux utilisés par l’Unité d’Autocontrôle pour le contrôle interne permanent du respect des Niveaux de Service par l’Entrepreneur, en particulier :

1. Des véhicules du type suivant : *[spécifier* ***le nombre et type*** *de véhicules]*
2. *[Note : Le(s) véhicule(s) devraient être du type le plus couramment utilisé par les usagers de la route. On pourra spécifier différents types de véhicules selon les différents groupes de routes.]*
3. Personnel qualifié et personnel d’appui : *[spécifier* ***le nombre et le type*** *de personnel, il devrait normalement s’agir, au minimum, du personnel qualifié de l’Unité d’Autocontrôle et deux assistants.]*
4. Tous les équipements, outils et instruments nécessaires, conformément aux indications fournies dans les paragraphes décrivant les méthodologies d’inspection.

2.4.6 Méthodologie et Procédures à Utiliser pour la Mesure des Niveaux de Service sur les Routes revêtues

2.4.6.1 Méthodologies pour les Mesures de Durabilité

Les méthodologies à utiliser pour les contrôles des Niveaux de Service sont les suivantes : *[Identifier* ***les méthodes****; si nécessaire, donner les détails dans les annexes]*

*[Note : Cette section doit être complétée par une description détaillée des méthodologies à utiliser pour la mesure des Niveaux de Service des routes revêtues en particulier. La recommandation générale suivante devrait être prise en considération :*

***Uni***

*Une variété de systèmes est disponible pour mesurer la qualité du trajet sur la route comme indiquée par la statistique de l’uni. Alors que des variations existent, ces différents systèmes peuvent être catégorisés globalement dans l’un des deux types suivants :*

* *Mesures des types de réponses*
* *Profilomètres*

*Le premier des deux donne une estimation de l’uni de la route directement dérivée du mouvement du véhicule le long de la route. Ceux-ci doivent être calibrés par rapport à l’uni de référence. Des exemples de cette approche incluent l’Intégrateur de Bosse (Bump Integrator).*

*Le second groupe de dispositifs enregistre le profil d’altitude du revêtement de la route et ceci est utilisé pour établir l’uni. Dans cette catégorie de dispositifs on trouve des dispositifs simples actionnés à la main ou des systèmes à bord de véhicule.*

*Pour la flexibilité de l’utilisation des données, les rendements devraient être exprimés à la fois dans l’Index de Rugosité International (IRI en m/km) plus toutes variations locales en service (NAASRA counts, Bump Index etc).*

*L’intervalle de rapport pour les données de l’uni devrait être tel qu’il est à la fois suffisamment long pour inclure toutes les longueurs d’onde du profil de la route qui constituent l’uni, mais peut être aussi suffisamment court pour que l’Entrepreneur qui effectue l’entretien puisse identifier les défauts distincts qui s’ajoutent à l’ensemble de l’uni. Souvent de ces deux demandes parallèles résulteront deux valeurs séparées fournies, l’une calculée à des intervalles de 50 ou 100m, et l’autre à des intervalles de10 ou 20m.*

*En décidant de la méthodes utilisée pour enregistrer l’uni, un nombre de facteurs devrait être considérés, y compris :*

* *La précision requise pour les mesures. Typiquement, s’il y a des conséquences financières (bonus ou pénalités) concernées, à ce moment là, plus d’exactitude d’information   
  est requise.*
* *La robustesse du matériel par rapport aux conditions d’exploitation qui seront rencontrées. Bien que souvent moins précis, les appareils de mesure de réponse sont souvent plus robustes que les dispositifs de haute technologie.*
* *La technologie à utiliser pour l’entretien et la réhabilitation du réseau de route. Cela ne sert pas à grand-chose de mesurer l’uni avec grande précision, si le travail est entrepris à un standard relativement bas en utilisant des méthodes de technologie peu avancée.*

*Typiquement, les appareils de mesure de réponse sont utilisés quand la rugosité est > 6 m/km IRI ou les routes ne sont pas fermées. Les Profilomètres sont utilisés quand une haute précision est requise.*

*Quel que soit le type de dispositif utilisé, il doit être calibré/validé sur la variété des conditions de la route et les vitesses des véhicules raisonnablement prévisibles pendant les enquêtes.   
Une telle calibration/validation devrait être entreprise pendant la phase de collecte de   
données suivant les recommandations du fabricant et les observations pendant des   
utilisations antérieures.*

***Déflexion***

*La déflexion de la route est considérée comme une indication de sa capacité de porter des charges. Comme pour l’uni, il existe différentes méthodes pour déterminer la solidité de la chaussée, le plus commun, étant le Déflectomètre à chute de poids (FWD) et la Poutre de Benkelman (BB). Avec ces deux appareils, un poids est appliqué sur la route et ensuite la déflexion en résulatant, de la surface de la route est mesurée. L’ampleur et la forme   
des déflexions à des distances variables de la charge sont alors utilisées pour en déduire la capacité structurelle.*

*L’intervalle d’essai pour la gestion du réseau est généralement moindre que celle requise pour la conception de la chaussée. Alors que les résultats à 10m ou 20m d’intervalles peuvent être requis pour la conception de la chaussée, pour la gestion du réseau, des intervalles de plusieurs centaines de mètres sont assez courants. Plus les méthodes de construction et les conditions de la couche de forme sont uniformes, alors l’intervalle de l’essai peut être plus élevésans perte importante de fiabilité des résultats.*

*L’humidité et d’autres facteurs peuvent jouer un rôle important dans les déflexions mesurées et dans la manière de déterminer la durée de vie restante des chaussées. Il est nécessaire de décrire la méthodologie à utiliser pour normaliser les résultats provenant d’une étude aux suivantes. Ceci est important quand les paiements des bonus/pénalités sont en jeu, basés sur la durée de vie restante estimée de la chaussée.*

*Il y a une expérience robuste indiquant que les déflexions ne changent pas considérablement d’une année à l’autre, jusqu’à ce qu’on soit proche du moment de défaillance structurelle de la chaussée. Sur cette base, un programme continu d’essai peut bien fournir assez de résultats pour la gestion des actifs.]*

2.4.6.2 Procédures de Contrôle

Les inspections formelles des Niveaux de Service sur les routes revêtues seront effectuées en suivant les procédures présentées dans cette section.

*(a) Utilisation de la Route*

Il n’y pas de méthode d’essai particulière pour l’utilisation de la route, autre que conduire sur la route d’une manière normale, utiliser le type de véhicule indiqué dans le paragraphe précédent. La condition n’est pas remplie si la route est coupée à un point quelconque. La condition est toutefois remplie s’il est possible de continuer à conduire sur la route, et sans que le véhicule ne subisse un dégât quelconque causé par le mauvais état de la route.

*(b) Mesures du Confort de l’Usager de la Route et de la Largeur de la Chaussée*

Des procédures de contrôle des mesures des opérations et des aspects de la route, de la largeur de la chaussée devront être conformément à la Clause 2.1.14.1.et la Clause 2.4.2

**(c) Uni de la Route**

Chaque année et chaque fois que la chaussée a été modifiée par des réhabilitations, des travaux de revêtement ou similaires, l’uni de la route sera mesuré par l’Entrepreneur sous la supervision du Directeur de projet. La méthode à employer pour la mesure est présentée dans l’annexe correspondante des Spécifications.

Si la mesure révèle que l’uni de la route est supérieur au seuil établi, le Directeur de projet établira un calendrier pour que l’Entrepreneur prenne les mesures correctives nécessaires. Ce calendrier devrait normalement assurer que les travaux correspondants sont achevés dans un délai de quatre mois et avant que la mesure suivante ne doive être exécutée. Le Directeur de projet doit toutefois accorder un délai plus long si, à son avis, la situation le justifie.

Les critères pour « le Service et le Confort de l’Usager de la Route » seront vérifiés dans les sections de routes sélectionnées par le Directeur de projet sur la base de l’aspect visuel. Si la valeur mesurée dépasse la valeur maximum spécifiée, la section d’un kilomètre où le problème se produit, sera jugée non conforme.

Les réductions de prix applicables pour non conformité à l’exigence de Niveau de Service sur l’uni de la route, au-delà de la date limite déterminée par le Directeur de projet, sont fixées à *[insérer* ***montant et unité****].*

*[Note : Il est recommandé de fixer un montant par section de 100 mètres de voie de circulation non-conforme ; le montant recommandé est de 4 dollar EU par jour. Par exemple, pour une section de 5000 mètres de route à deux voies non conformes, les* réductions de prix *applicables seraient de 400 US$ par jour.]*

***(d) Déflexion de la Route***

L’Entrepreneur est tenu de garantir que la déflexion de la chaussée des routes objet du Marché est inférieure aux valeurs seuils indiquées dans les Spécifications, à un temps donné de l’exécution du marché. Le temps en question est : *[insérer le* ***temps****]*

*[Note : Ces critères de Niveau de service doivent surtout permettre d’obtenir que les routes objet du marché soient structurellement en bon état à la fin du marché. Ces critères doivent être adossés à une garantie appropriée, du type garantie de bonne exécution. Le temps où les seuils de déflexion entrent en vigueur doit être fixé de manière à permettre à l’Entrepreneur de procéder aux éventuels travaux de renforcement avant la fin du marché. Il est suggéré de fixer ce temps à un an avant la fin du Marché. Pour les marchés couvrant des réseaux routiers plus vastes, un calendrier échelonné pourra être fixé, avec des échéances différentes pour les diverses parties du réseau considéré. Par exemple, 40% du réseau doit être en conformité 18 mois avant la fin du marché, un autre 40% doit être en conformité 12 mois avant la fin du marché, et les 20% restants doivent être en conformité 6 mois avant la fin du marché.]*

La méthodologie à utiliser pour la mesure de la déflexion de la chaussée est présentée dans l’annexe correspondante des Spécifications.

Pour chacune des routes objet du marché, l’Entrepreneur est tenu de mesurer la déflexion de la chaussée au moins une fois par an, dans le cadre de ses activités ordinaires de suivi et d’évaluation. Il informera le Directeur de projet au moins une semaine à l’avance du lieu et du moment où doivent être effectuées les mesures de déflexion de la chaussée, afin de permettre au Directeur de projet d’assister au processus et d’en vérifier les résultats. Si l’une de ces mesures révèle que la déflexion de la chaussée est supérieure au seuil fixé, le Directeur de projet imposera un calendrier à l’Entrepreneur pour que celui-ci réalise les actions correctives nécessaires, et puisse les achever au plus tard au moment fixé pour l’entrée en vigueur des seuils de déflexion. Le Directeur de projet peut néanmoins accorder un délai plus long si, à son avis, les circonstances le justifient.

Le Maître de l’Ouvrage est habilité à retenir la garantie de bonne exécution fournie par l’Entrepreneur jusqu’à ce que l’ensemble des routes objet du marché réponde aux critères de déflexion de la chaussée. S’il s’avère, à la fin du marché, que l’Entrepreneur n’a pas respecté les critères de niveau de service sur la déflexion de la chaussée, le Maître de l’Ouvrage sera habilité à engager d’autres entrepreneurs pour exécuter les travaux nécessaires afin d’assurer le respect des critères de déflexion de la chaussée, et à utiliser, dans sa totalité ou en partie, le montant de la garantie de bonne exécution afin de payer ces travaux. En tout état de cause, si à la fin du marché, l’Entrepreneur n’a pas exécuté les travaux nécessaires pour résoudre un cas de non-respect des critères de déflexion de la chaussée, l’Entrepreneur perdra tout droit au remboursement de la garantie de bonne exécution.

2.5 Signalisation et Sécurité routière

2.5.1 Mesures des Niveaux de Service pour la Signalisation et Sécurité routière

L’Entrepreneur est chargé de veiller à ce que l’ensemble de la signalisation horizontale et verticale, ainsi que les glissières de sécurité et autres dispositifs de sécurité routière sont conformes à *[insérer soit un inventaire complet pour les routes objet du marché, soit une norme nationale ou internationale donnée que le pays aurait adoptée.]*.

Les exigences de Niveau de Service pour la signalisation ou les dispositifs de sécurité routière sont indiquées dans le tableau suivant : *[voir exemple de tableau ci-dessous]*

| **Elément** | **Niveau de Service** | **Mesure/**  **Détection** | **Délai accordé pour réparations ou tolérance admise** |
| --- | --- | --- | --- |
| Panneaux informatifs | Les panneaux doivent être présents, complets, propres, lisibles, et en bon état structurel | Contrôle visuel | Les panneaux absents ou défectueux doivent être remplacés dans un délai de quatorze (14) jours.  Les glissières de sécurité endommagées par des accidents doivent être remplacées dans un délai de sept (7) jours |
| Panneaux d’avertissement | | Les panneaux doivent être présents, complets, propres, lisibles et en bon état structurel ; et bien visible  la nuit. | Contrôle visuel |  |
| Panneau de prescription | | Les panneaux doivent être présents, complets, propres, lisibles et en bon état structurel ; et bien visible  la nuit. | Contrôle visuel |
| Eléments de marquage au sol horizontal et/ou peinture de la chaussée | | Doivent être présents, lisibles et adhérer correctement à la chaussée. Les microsphères doivent être fermes et visibles. | Contrôle visuel |
| Bornes et panneaux indicateurs | | Doivent être présents, complets, propres, lisibles et en bons états ; peints en surface ou couverts | Contrôle visuel |
| Glissières de sécurité | | Doivent être présentes, propres, ne pas présenter de dommages importants ; exemptes de corrosion. | Contrôle visuel |

2.5.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service pour la Signalisation et la Sécurité routière

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, la conformité à tous les critères de niveau de service devra être conforme au calendrier pour les Niveaux de Confort et de Service de l’Usager de la Route.

Autres limitations à l’exigence de conformité sont :

2.5.3 Procédures de Contrôle

Le contrôle visuel sera entrepris comme faisant partie des inspections formelles et inspections informelles.Les critères pour la Signalisation et la Sécurité Routière seront vérifiés aux sections sélectionnées par le Directeur de projet basées sur l’aspect visuel. Le Directeur de projet sera le seul juge de conformité. Si un critère spécifique n’est pas satisfait, la section d’un kilomètre où se produit le défaut, sera jugée non conforme**.**

2.6 Assainissements

2.6.1 Niveaux de Service

D’une manière générale, l’Entrepreneur doit assurer que tout les dispositifs et ouvrages d’assainissement sont sans obstructions susceptibles de réduire leur section d’écoulement normale et d’entraver le libre écoulement de l’eau.

Les exigences de Niveau de Service pour les ouvrages ou les dispositifs de drainage sont montrés dans le tableau ci-dessous : *[voir exemple de tableau ci-dessous]*

| **Elément** | | **Niveau de service** | | **Mesure/ Détection** | | **Délai accordé pour réparations ou tolérance admises** | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Fossés et drains verticaux revêtus | | Doivent être propres  et le revêtement ne présente aucun dommage significatif. | | Contrôle visuel | | Tolérance admise :  Obstructions équivalant à moins de 10% de la capacité du dispositif.  Les obstructions doivent être dégagées dans un délai de sept (7) jours après leur détection.  Les dommages doivent être réparés dans les trois semaines après leur détection. | |
| Fossés et drains verticaux non revêtus | | Doivent être propres et libre d’obstructions. | |  | |  | |
| Collecteurs | | Doivent être propres et libre de tout obstacle, et ne pas présenter de dommage structurel. Doivent être solidement maintenus par le sol ou les matériaux environnants. | |  | |
| Buses et similaire | | Doivent être propres et libres d’obstructions,  et ne pas présenter de dommage structurel. Doivent être solidement maintenues par le sol ou les matériaux environnants. | |  | |

2.6.2 Variations et Conformité progressive aux Niveaux de Service

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, la conformité à tous les critères de niveau de service devra être conforme au calendrier des Critères de Durabilité de la Route, spécifié dans *[*insérer le numérode **la clause*].***

2.6.3 Procédures de Contrôle

La propreté et la condition des structures de drainage (y compris les fossés, les ponceaux submersibles et autres types de dispositifs d’assainissement) font partie des critères de « Durabilité de la route ». Elles sont vérifiées d’une façon régulière, en particulier avant et pendant la saison des pluies. Les dispositifs d’assainissement à inspecter sont déterminés par le Directeur de projet. Le contrôle se fait visuellement.

Le principe de base utilisé pour déterminer la propreté des structures ou dispositifs d’assainissement est « le pourcentage de section d’écoulement théorique de la structure ou du dispositif qui est dégagé ». Ce pourcentage est spécifié dans le Tableau récapitulatif ci-dessus. Pour une section de route d’un km, la propreté des fossés doit être vérifiée au moins sur deux sous-sections de 50 mètres chacune.

Pour toute section de route d’un km, la conformité à ce critère exige que (i) tous les dispositifs d’assainissement soient propres au sens défini ci-dessus ; (ii) toutes les structures et dispositifs soient en bon état structurellement, à la satisfaction du Directeur de projet.

2.7 Végétation

2.7.1 Niveaux de Service

Cette section spécifie les Niveaux de Service auxquels la végétation poussant sur l’emprise de la route devra se conformer :

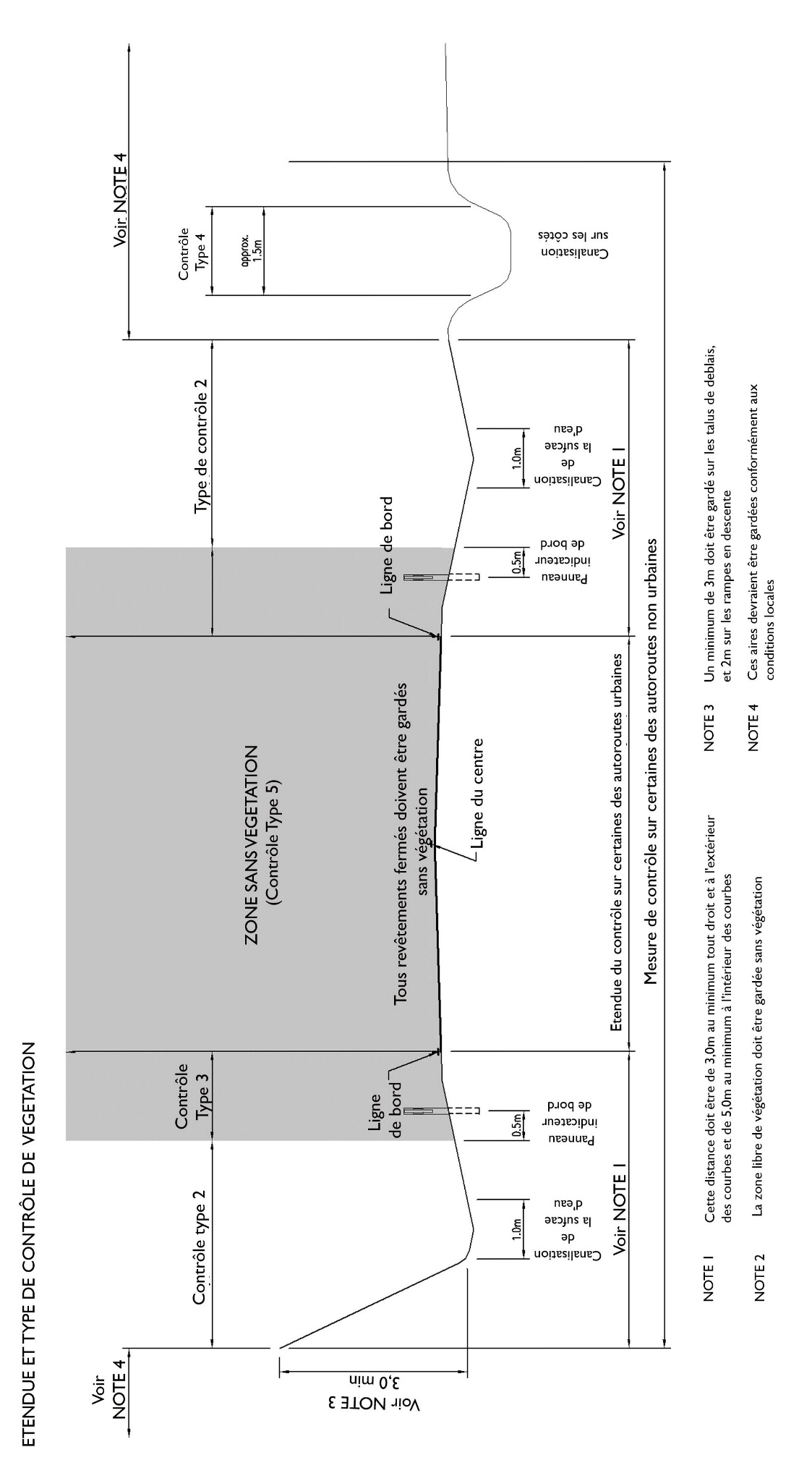
La végétation devrait être contrôlée en termes de hauteur, de localisation et selon les limitations présentées dans le tableau et schéma ci-dessous.

*[insérer* ***le tableau et schéma associé*** *pour définir les critères].*

*[Note :le tableau et le schéma suivant sont un exemple qui doit être adapté aux exigences spécifiques du marché]*

**Tableau 1 : Type de Contrôle de Végétation**

| **Type** | **Hauteur (mm)** | **Caractéristiques appliquée à :** |
| --- | --- | --- |
| 1 | 25 – 75 | Accotements de route urbaine, les séparateurs, les refuges et les accotements de route, l’herbe dans les aires de repos (y compris autour du mobilier des aires de repos). |
| 2 | 25 – 300 | Routes non urbaines et les grandes zones végétales, y compris les dispositifs d’assainissement de surface ayant une pente ≥ 3%. |
| 3 | Pas de végétation ou peu de végétation1 *[Note : La végétation jusqu’à 200 mm de haut peut être acceptable pour  ces zones]* | Contrôle de végétation autour de :   * Indicateurs de rive * Panneaux indicateurs * Repères de pont et repères de dalot * Glissiéres de sécurité * Rambardes * Poteaux d’éclairage * Culées de pont |
| 4 | Pas de végétation ou peu de végétation 1 | S’applique au contrôle de végétation autour de :   * Extrémités de dalot * Murs de tête de dalot * Evacuations latérales * Chenaux dedalot * Dispositifs d’assainissement de surface ayant une pente < 3% (à l’exception de ceux pour lesquels la tonte est prévue dans le marché) * Fosses des ponts-bascules * Bord de trottoir et fil d’eau * Fossés revêtus * Toutes surfaces imperméabilisées * Accotements revêtus * Platelages de ponts. |
| 5 | Croissance supprimée quand elle envahit la Zone sans végétation par le côté ou le dessus. | S’applique au contrôle de la végétation dans l’espace, y compris les arbres, la broussaille ou les branches qui pendent dans la Zone sans Végétation (dans un espace de 0,5m des panneaux indicateurs de bord ou dans un espace de 6,0m au dessus de la chaussée)  (Voir schémas 6 et 7) |



2.7.2 Variations et Conformité progressive aux Niveaux de Service

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, la conformité à tous critères de niveau de service devra être conforme au calendrier du Service de l’Usager de la Route et des Mesures de Confort spécifiés ci-dessus. *[Insérer* ***Clause*** *numéro]*

Autres limitations pour la conformité à l’exigence sont :

*[Note : Les limitations peuvent varier d’une route à l’autre et peuvent inclure des limitations sur l’utilisation des herbicides, etc]*

2.7.3 Moyens utilisés pour évaluer la Conformité aux Niveaux de Service

La hauteur de la végétation, et son dégagement au dessus de la surface de la route, font partie des critères de « Confort de l’Usager de la Route ». Ils seront mesurés aux sections de routes sélectionnées par le Directeur de projet, sur la base de leur aspect visuel. La hauteur est mesurée en utilisant une règle ; elle est définie comme la distance verticale entre le sol et le point le plus haut de la végétation. Le dégagement (ou espace libre) est également mesuré à l’aide d’une règle ; il est défini comme la distance verticale entre le sol et le point le plus bas de l’arbre (ou autre plante) au dessus de la surface de la route.

La hauteur moyenne de la végétation dans une section d’un km sera égale à la moyenne des cinq valeurs mesurées dans les sections sélectionnées par le Directeur de projet.

Pour toute section de route d’un km, la conformité à ce critère exige que la hauteur moyenne de la végétation mesurée dans la section d’un km soit inférieure à la valeur maximum spécifiée dans le marché.

2.8 Ouvrages d’Art

L’Entrepreneur est chargé de l’entretien courant de tous les ponts et ouvrages analogues le long des routes et sections objet du marché. Il sera en particulier responsable du bon fonctionnement des ouvrages d’art (peinture des structures métalliques, revêtement des voies de circulation, état et présence de garde-fous), ainsi que de la sécurité et du confort des usagers de la route lorsqu’ils utilisent ces ouvrages d’art à des vitesses normales. Néanmoins, la reconstruction et l’amélioration des ponts et ouvrages analogues n’entrent pas dans les obligations de l’Entrepreneur, à moins que les Spécifications ne le prévoient par ailleurs.

2.8.1 Niveaux de Service

Les exigences de Niveau de Service pour les ponts, les murs de soutènements et les ouvrages analogues sont indiquées dans le tableau suivant :

*[Note : Le tableau ci-dessous est fourni à titre d’exemple pour servir éventuellement de base au tableau qui devra figurer dans le dossier d’appel d’offres et le marché. Des modifications et des ajouts seront peut–être nécessaires afin de tenir compte du contexte réel du pays ou du réseau routier considéré. D’autres ajouts pourront s’avérer utiles afin d’expliquer plus en détail tels ou tels critères spécifiques, si jugé nécessaire.]*

| **Elément** | **Niveau de service** | **Mesure/ Détection** | **Délai accordé pour réparations ou tolérance admises** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Structures  en acier ou autres structures métalliques** | Des garde-fous doivent être présents et ne sont pas déformés. Toutes les parties métalliques de l’ensemble de la structure devraient être peintes  ou sinon dépourvues de corrosion. Système de drainage en bon état et pleinement opérationnel. | Contrôle visuel | L’Entrepreneur doit aviser immédiatement le Directeur de projet au cas où une condition quelconque menace l’intégrité structurelle de la structure |
| **Structures  de béton** | Des garde-fous doivent être présents et peints. Les poutres et toutes autres parties structurelles doivent être en bon état et pleinement fonctionnels. Le système de drainage doit être en bon état et pleinement fonctionnel. | Contrôle visuel | L’Entrepreneur doit aviser immédiatement le Directeur de projet au cas où une condition quelconque menace l’intégrité structurel de la structure |
| **Joints de dilatation** | Doivent être propres et en bon état | Contrôle visuel | Les dommages et les dégâts doivent être réparés dans un délai de sept (7) jours. |
| **Murs de soutènement** | L’Entrepreneur doit vérifier la présence et le bon état des murs de soutènement et leur drainage. | Contrôle visuel |  |
| Lits de cours d’eau | L’Entrepreneur doit assurer le libre écoulement des eaux sous les ponts et jusqu’à 100 mètres en amont. L’Entrepreneur doit veiller à maintenir le gabarit de conception sous le pont. L’Entrepreneur devra prendre des mesures raisonnables pour contrôler l’érosion autour des culées et des piles du pont. | Contrôle visuel | Les causes de non-conformité doivent être éliminées dans un délai de quatorze (14) jours après que l’eau se soit suffisamment retirée pour permettre des conditions de travail minimum. |

2.8.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, les critères de niveau de service seront en conformité au plus tard *[insérer le* ***nombre de jours*** *après la signature ou la notification du marché ; le délai recommandé est entre 60 et 90 jours].*

Les autres limitations à l’exigence de la conformité sont :

*[Note : Les limitations peuvent varier d’une route à l’autre. Dans quelques cas, il serait plus pratique de préparer un tableau de même structure que le tableau utilisé pour les routes   
non revêtues]*

2.8.3 Procédures de Contrôle

Les contrôles visuels seront menés lors des Inspection formelles et Inspections informelles. Les critères pour les Ouvrages d’Art seront vérifiés aux points sélectionnés par le Directeur de projet, se reposant sur leur aspect visuel. Le Directeur de projet sera le seul juge de la conformité. Si un critère spécifique n’est pas satisfait, la section d’un kilomètre où se produit le problème sera jugée non conforme**.** *[Note : Si souhaité par l’Administration routiére, la spécification peut stipuler un contrôle annuel de tous les ouvrages d’art par un ingénieur d’ouvrage d’art qualifié ou Inspecteur de Pont. Sinon ce contrôle peut faire partie des termes de références de l’Ingénieur de Supervision]*

2.9 Talus – Déblais et Eboulements

L’Entrepreneur est responsable de l’entretien de tous talus de remblais et de déblais le long des sections de route objet du marché. Il est en particulier responsable d’assurer qu’ils sont stables, ne présentent aucune déformation et érosion. Cependant, la reconstruction et les améliorations importantes des ouvrages de souténement et la stabilisation des talus n’entrent pas dans les obligations de l’Entrepreneur, à moins que les Spécifications ne le prévoient par ailleurs.

2.9.1 Niveaux de Service

Les exigences de Niveau de Service sont indiqués dans le tableau suivant. *[Note : Le tableau ci-dessous est fourni à titre d’exemple pour servir éventuellement de base au tableau qui devra figurer dans le dossier d’appel d’offres et le marché. Des modifications et des ajouts seront peut–être nécessaires afin de tenir compte des réalités du pays ou du réseau routier considéré. D’autres ajouts pourront s’avérer utiles afin d’expliquer plus en détail tels ou tels critères spécifiques, si jugé nécessaire.]*

| **Elément** | **Niveau de service** | **Mesure/ Détection** | **Délai accordé pour réparations ou tolérance admises** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Talus de remblais** | Ne doivent pas présenter de déformations ou d’érosions. | Contrôle visuel | Les réparations doivent être réalisées dans un délai de sept (7) jours après la détection du problème |
| **Dégagement des éboulements** | Les éboulements de matériaux des talus sur la route sont considérés comme Situation d’Urgence si   * Le volume des matériaux est supérieur à  500 m3, ou * Si l’éboulement bloque toutes les voies de circulation, interrompant totalement le trafic, et le volume est supérieur à 50 m3. | Si l’Entrepreneur veut invoquer les dispositions du marché relatives aux situations d’urgence,  il fera une estimation des volumes en cause et informera le Directeur de projet, qui procédera aux vérifications voulues. | La circulation doit être rétablie dans un délai maximum de 6 heures.  Le délai accordé pour le dégagement des autres matériaux de l’éboulement est fixé par le Directeur de projet conformément aux dispositions prévues pour les situations d’urgence. |
| **Talus de déblais** | Les talus de déblais doivent être stables, et/ou des murs de soutènement et dispositifs de stabilisation des talus adéquats doivent être en place. | Contrôle visuel pour détecter la présence de matériaux éboulés sur les accotements ou  les chaussées | Les matériaux éboulés des talus doivent  être enlevés  Pour les volumes inférieurs à 50 m3 :   * de la chaussée, dans un délai de 4 heures après leur détection * des accotements, dans un délai de 48 heures après leur détection.   Pour les volumes entre 50 m3 et 500 m3   * de la chaussée, dans un délai de 24 heures après la détection * des accotements dans un délai de 96 heures après leur détection   Note : Des règles différentes s’appliquent aux éboulements entrant dans la catégorie de « situation d’urgence » |

2.9.2 Variations et conformité progressive aux Niveaux de Service

Afin de respecter la période de mobilisation initiale de l’Entrepreneur, ces niveaux de service devraient être conformes au calendrier des Critères de Durabilité de la Route spécifiés ci-dessus dans *[Insérer le* ***numéro de la clause]***.

2.9.3 Procédures de Contrôle

Les contrôles visuels seront entrepris lors des Inspections formelles et Inspections informelles. Les critères pour les talus seront vérifiés dans les sections sélectionnées par le Directeur de projet se reposant sur l’aspect visuel. Le Directeur de projet sera le seul juge de la conformité. Si un critère spécifié n’est pas satisfait, la section d’un kilomètre où se produit le problème sera jugée non conforme**.**

2.10 Réductions de paiement et pénalités

Conformément aux clauses du CCAG correspondantes, des réductions de paiement sont appliquées dans le cas de non-conformité aux exigences du Niveau de Service, alors que les pénalités sont appliquées dans le cas de non-conformité aux Travaux de réhabilitation et d’Amélioration requis.

2.10.1 Détermination des Réductions de Paiement

Les résultats de chaque inspection formelle des Niveaux de Service et autres critères de performance seront consignés par le Directeur de projet sous la forme d’un Mémorandum ou Procès-verbal. Le Mémorandum spécifiera le type et la localisation de toute non-conformité détectée, en particulier les non conformités qui sont déjà indiquées dans les tableaux standards fournis par l’Entrepreneur comme faisant partie du Décompte mensuel. Pour chaque cas individuel de non-conformité, le Directeur de projet déterminera une date à laquelle l’Entrepreneur doit avoir pris les mesures nécessaires afin de remédier à la cause de   
non-conformité. Une visite de Site de vérification est donc nécessaire à la date fixée par le Directeur de projet, ou aussitôt après, afin de vérifier que l’Entrepreneur a effectivement rectifié la non-conformité.

Si à la date indiquée dans le Mémorandum, l’Entrepreneur n’a pas remédié à la cause de non-conformité, indépendamment du motif donné pour le manquement, l’Entrepreneur doit supporter les réductions de paiement conformément aux clauses pertinentes du CCAG.

Les réductions de paiement sont variables dans le temps. Si l’Entrepreneur manque à ses engagements de remédier à la cause de non-conformité pour laquelle une réduction de paiement a déjà été appliquée, le montant de la réduction augmente tous les mois pour cette cause particulière de non-conformité, sans plafond à appliquer, jusqu’à ce que la conformité ait été établie.

Le calcul des montants initiaux (premier mois) de réduction, et la formule applicable pour leur ajustement en fonction du temps, est basé sur les règles suivantes :

Pour les routes non revêtues : Les tableaux suivants s’appliquent :

*[insérer* ***Tableau*** *pour le calcul des Réduction de Paiement.]*

*[Note : Le Tableau suivant est fourni comme exemple pour les routes non revêtues, emprunté à un marché existant. Il peut servir de guide au personnel préparant des documents d’appel d’offres spécifiques. Bien entendu, il a besoin d’être ajusté à la situation spécifique de la zone où les routes objet du marché sont localisées****. La préparation de ce tableau est probablement la partie la plus difficile et la plus délicate de l’ensemble de la préparation du document d’appel d’offres.*** *Si les taux unitaires des pénalités sont trop élevés, les soumissionnaires éventuels percevront un haut niveau de risque et présenteront des prix élevés, ou ne présenteront pas d’offre. Si les taux unitaires sont trop bas, l’Entrepreneur n’aura pas assez de motivation pour se conformer aux exigences du marché. Il est vivement conseillé d’effectuer des simulations en nombre suffisant, en prenant en considération les situations probables de non-conformité partielle qui peuvent se produire.]*

| **CRITERES** | **CONDITIONS D’APPLICATION  DES REDUCTIONS** | **TAUX UNITAIRE  DE NON-CONFORMITE** | **reference aux specifications (Paragraphe No )** | **Référence aux modalité de contrôle**  **(Paragraphe No )** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Utilisation de la route** | Coupure de la circulation des véhicules à moteur (véhicules légers et/ou poids lourds) quelque part le long de la nouvelle route ou section de route. | 20 % de la somme forfaitaire mensuelle pour l’ensemble de la route et toutes autres routes affectées objet du marché pour chaque jour de non-conformité |  |  |
| **Vitesse de circulation moyenne** | La vitesse de circulation moyenne sur la route ou section de route est inférieure à la valeur seuil exigée. | 10 % de la somme forfaitaire mensuelle, appliqué pour l’ensemble de la route pour chaque tranche de 5 km/h en dessous du seuil |  |  |
| **Confort de l’Usager de la Route** | *Amplitude d’ondulation (maximum*) : L’amplitude maximum mesurée quelque part dans une section d’un km est au dessus de la valeur seuil. | 50 % de la somme forfaitaire mensuelle pour la longueur de route qui n’est pas conforme |  |  |
|  | *Profondeur de l’ornière (maximum)* : la profondeur de l’ornière maximum mesurée à toute section d’un km est au dessus de la valeur seuil | 50 % de la somme forfaitaire mensuelle pour la longueur de route qui n’est pas conforme |  |  |
|  | *Dégradations du revêtement :* la dimension maximum ou le nombre cumulé de dégradation qui dépasse les valeurs seuils, sur toute section d’un km | 50 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |
| **Signalisation  & Sécurité Routière** | *Signalisation routière verticale :* une ou plusieurs signalisations routières sont absentes, détruites, illisibles, placées incorrectement ou non fonctionnelles | 25 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |
| **Végétation** | *Hauteur (maximum)* : *de la végétation. La hauteur maximum mesurée à tout endroit d’une section d’un km est supérieure à la valeur seuil* | 25 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |
|  | *Végétation (dégagement au dessus de la route) :* Le dégagement vertical entre le revêtement de la route et le point le plus bas d’un arbre ou d’autre plante est inférieur à la valeur seuil | 25 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |
| **Durabilité de  la route** | *Largeur du revêtement de route utilisable :* Pour une section d’un km, à mesurer sur des sous-sections de 50m chacune. La largeur de route utilisable est déterminée pour chaque sous-section. Si la largeur de route utilisable dans toute sous-section est inférieure à la valeur seuil moins la tolérance permise, la section d’un km n’est pas conforme. | 10 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |
|  | *Profil en long nécessaire :* Pour une section d’un km, si deux ou plus parmi les vingt profils présentent une hauteur inférieure à la hauteur exigée dans le profil en long, moins la tolérance admise, la section d’un km n’est pas conforme | 10 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section de route d’un km, pour chaque tranche de 3 cm en dessous de la valeur seuil |  |  |
| **Drainage** | *Propreté et état des ouvrage/ dispositifs d’assainissement (fossés latéraux)* : Pour une section d’un km, à mesurer sur des sous-sections de 50 m chacune. S’il existe des obstructions inacceptables sur plus d’une sous-section, la section d’un kilomètre est jugée non conforme | 50 % de la somme forfaitaire mensuelle pour un km, appliqué à chaque section d’un km qui n’est pas conforme |  |  |

Note : (i) Les taux unitaires de réductions (« TURu) indiqués dans le tableau ci-dessus sont applicables au cours des   
30 premiers jours de non-conformité.

(ii) Si un cas de non-conformité n’a pas été rectifié dans un délai de trente jours, les réductions applicables pour les périodes au-delà de 30 jours sont calculés eu moyen de la formule suivante :

**TUR = 2n TURu**

sachant que :

J = nombre de jours de non-conformité, et n =  arrondi à l’unité (sans décimales)

Pour les routes revêtues, il a trois types de Réduction de paiement :

1. **Réductions pour non-conformité des Mesures de Confort de Service de l’Usager de   
   la Route :** Pour toute route ou section de route spécifiée dans la Section II du présent document (Données particulières de l’Appel d’Offres), le Maître d’Ouvrage peut réduire le paiement de la somme forfaitaire mensuelle par le pourcentage de kilomètres non conformes comme déterminé par le Directeur de projet chaque mois. *[Clause 2.1.14.1]*. Le paiement sera par conséquent égal à la somme forfaitaire de base multipliée par le ratio de la longueur de la route conforme sur la longueur totale du réseau.

(ii) **Réductions pour non-respect du critère de l’uni de la chaussée :** Calculée sur la base des disposition indiquées dans la section 2.5.4.2 (b) des Spécifications. Le montant de la réduction doit être déduit par le Maître d’Ouvrage des paiements des sommes forfaitaires mensuelles dues à l’Entrepreneur.

(iii) **Réductions** **pour non-respect du critère de déflexion de la chaussée :** En cas de non-conformité, les réductions sont égales au montant nécessaire au Maître d’Ouvrage pour faire effectuer les travaux devant permettre d’établir les conditions de conformité que l’Entrepreneur aurait dû respecter selon le marché. Toutefois le montant maximum de réfaction applicable par le Maître d’Ouvrage au titre du non-respect du critère de Niveau de Service pour la déflexion de la chaussée est égal à la garantie de bonne exécution fournie par l’Entrepreneur pour l’ensemble   
du marché.

2.10.2 Détermination des pénalités

*[insérer* ***la section*** *sur les modalités de détermination des pénalités en cas de non-respect de l’exécution des travaux de réhabilitation et d’amélioration. Ceci devrait être fait au cas par cas, étant donné que l’étendue des travaux de réhabilitation et d’amélioration peut être complètement différente d’un marché à l’autre.]*

## Modèle de texte proposé pour la Section VI, Partie C

## Spécifications pour les Travaux d’urgence

**Table des matières**

Partie C1 Spécifications pour les Travaux d’urgence

1. Définition des « Phénomènes naturels imprévisibles »

2. Procédure de demande de Travaux d’urgence

3. Rémunération des Travaux d’urgence

4. Montant provisoire des Travaux d’urgence

5. Obligations de l’Entrepreneur lors des situations d’urgence et dans le cadre de Travaux d’urgence

6. Réparations mineures rendues nécessaires par des « Phénomènes naturels imprévisibles »

1. Définition de « Phénomènes Naturels Imprévisibles »

Les Travaux d’urgence sont destinés à réparer les dégâts directement causés aux routes objet du marché par des phénomènes naturels imprévisibles aux conséquences exceptionnelles qui se produisent dans la zone des routes ou qui, s’étant produit ailleurs, ont néanmoins un impact direct sur les routes. Les « Phénomènes naturels imprévisibles » se définissent ainsi*: [indiquer le type de phénomènes et les valeurs seuils correspondantes]*

*[Note : Les « Phénomènes naturels imprévisibles » sont généralement définis comme (i) des pluies et vents d’une intensité et/ou d’une durée extraordinaire, (ii) des glissements de terrain majeurs ayant leur origine en dehors de l’emprise de la route, (iii) des inondations durant lesquelles le niveau de l’eau dépasse un niveau maximum donné, (iv) des séismes d’une intensité supérieure à un niveau donné, etc. La définition de ces phénomènes et événements est nécessairement en fonction du pays considéré, et même des différentes régions d’un pays donné. Ils doivent être spécifiés de manière à exclure les dégâts « ordinaires », tels que les chutes d’arbres sur la chaussée, les cas d’érosions mineures de la chaussée et des remblais, et les dommages provoqués par les accidents de circulation ; ceux-ci doivent être réparés par l’Entrepreneur dans le cadre des obligations normales qui lui incombent au titre du marché.]*

Sans être limitative, la liste suivante indique les dégâts nécessitant des Travaux d’urgence*: [Indiquer la liste.]*

[Note : Exemples illustrant la manière dont les dégâts admissibles peuvent être définis : (i) destruction complète d’un passage busé à la suite de pluies exceptionnelles entraînant l’interruption de la circulation routière, (ii) coupure de la route à la suite d’inondations avec dépôt de plus de 100 (cent) mètres cubes de matériaux sur une section de route de 500 mètres de long, (iii) submersion de la route sur plus de 100 mètres, à condition que l’inondation ne résulte pas de défaut du système d’assainissement ou d’un manque d’entretien des ouvrages d’assainissement, etc.]

2. Procédure de demande de Travaux d’urgence

Si des dégâts manifestement dûs à des « Phénomènes naturels imprévisibles » entraînent une réduction des Niveaux de Service en dessous des valeurs seuils normales spécifiées dans le présent marché, l’Entrepreneur pourra soumettre au Directeur de projet une demande formelle en vue d’entreprendre les Travaux d’urgence spécifiquement conçus pour remédier à ces dégâts. Si l’Entrepreneur décide de formuler une demande de Travaux d’urgence, il devra (i) informer immédiatement le Directeur de projet de son intention par téléphone, par radio, ou par d’autres moyens, (ii) documenter les circonstances de cas de Force Majeure et les dégâts qu’il a provoqués, au moyen de photographies, d’images vidéo et d’autres moyens adéquats, (iii) établir une demande par écrit, en indiquant le type de travaux qu’il compte exécuter, leur emplacement exact et leurs quantités et coûts estimatifs, en y joignant des documents photographiques. En tout état de cause, une demande de Travaux d’urgence doit être formulée immédiatement dès que l’Entrepreneur prend connaissance de l’existence des dégâts provoqués par des « Phénomènes naturels imprévisibles ».

Le Directeur de projet, dès réception de la demande et, au plus tard dans les 24 heures suivantes, évaluera la demande faite par l’Entrepreneur, sur la base d’une visite des lieux, et donnera un ordre d’exécution des Travaux d’urgence. L’ordre précisera le type de travaux, leurs quantités estimatives, la rémunération à verser à l’Entrepreneur, et le délai accordé pour l’exécution de ces travaux. L’ordre pourrait indiquer une exigence d’évaluation par un ingénieur/géotechnicien des options pour les réparations permanentes du Site.

3. Rémunération des Travaux d’urgence

Les Travaux d’urgence sont rémunérés par le Maître d’Ouvrage sous forme de forfait pour chaque ordre d’exécution, établi sur la base des estimations de quantités et des prix unitaires indiqués dans le Bordereau des Prix, et conformément aux clauses applicables du CCAG. Les postes et les prix unitaires à appliquer sont spécifiés dans la Section IV (Documents constitutifs de l’offre – Bordereau des Prix) du dossier d’appel d’offres.

*[Note : Le bordereau des prix unitaires pour les Travaux d’urgence doit être inclus dans le* Bordereau des Prix*applicable du dossier d’appel d’offres, et devra lister (i) les types de travaux probables à exécuter en cas d’urgence et (ii) des quantités hypothétiques pour ces travaux. Les soumissionnaires donnent alors leurs prix comme faisant partie de leur offre. Comme alternative, le Maître d’Ouvrage peut définir les taux qui seront utilisés pour rémunérer l’Entrepreneur. Si cette option est retenue, les prix unitaires ne font pas l’objet de la mise en concurrence et devraient être établis pendant la préparation du dossier d’appel d’offres, en calculant les prix moyens sur plusieurs marchés récemment exécutés dans des zones qui présentent des conditions analogues à celui des routes objet du marché.]*

4. Provision pour les Travaux d’urgence

Le montant total du marché inclura une Somme forfaitaire pour les quantités provisionnelles des Travaux d’urgence pendant la durée du marché, conformément aux Données particulières de l’appel d’offre. Les paiements réels pour les Travaaux d’urgence seront basés sur les taux offerts.

*[Note : La somme provisionnelle est un pourcentage de la somme de tous autres prix composant le marché. Le pourcentage peut varier largement d’un marché à un autre, en fonction du contexte particulier de la zone dans laquelle sont situées les routes objet du marché. Il sera probablement plus élevé pour des routes de montagne que pour des routes en terrain plat, mais bien d’autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte. En règle générale, la provision peut être estimée entre 5 et 25 pourcent du montant total du marché.]*

5. Obligations de l’Entrepreneur lors des situations d’urgence et dans le cadre des Travaux d’urgence

Compte tenu de la nature du présent marché, et du fait que les Travaux d’urgence sont rémunérés séparément, l’Entrepreneur, durant l’exécution des Travaux d’urgence, restera en charge d’assurer les Niveaux de Service normaux sur toutes les routes objet du marché. En particulier, l’Entrepreneur devra assurer dans la mesure du raisonnable et du possible, l’utilisation   
normale de l’ensemble des routes objet du marché, y compris les sections affectées par des   
situations d’urgence.

Si la circulation routière a été interrompue du fait d’une situation d’urgence, l’Entrepreneur prendra les mesures nécessaires (i) pour rouvrir la route au trafic dans un délai le plus court possible, et (ii) pour la garder ouverte pendant les travaux d’urgence, ceci sans pouvoir prétendre à une rémunération particulière à ce titre. Cela vaut tout particulièrement pour les arbres et autres objets tombés sur la chaussée, les dégâts causés aux rampes d’accès aux ponts, l’érosion des remblais, l’effondrement des talus, les accidents de la circulation, les inondations, etc.

6. Réparations mineures rendues nécessaires par des « Phénomènes naturels imprévisibles »

Si les travaux nécessaires pour réparer les dégâts provoqués par des « Phénomènes naturels imprévisibles » sont inférieurs à certaines valeurs seuils, l’Entrepreneur exécutera ces travaux dans le cadre de ses obligations normales et sans avoir le droit d’invoquer les dispositions du marché concernant les situations d’urgence et la rémunération des travaux d’urgence. En cas pareil, le consentement du Directeur de projet n’est pas requis et l’Entrepreneur exécutera simplement les travaux de sa propre initiative. Il informera néanmoins le Directeur de projet des dégâts constatés et des mesures correctives prises.

Les valeurs seuils pour les réparations mineures sont présentées dans le tableau ci-dessous*: [insérer* ***le tableau****]*

*[Note : Le tableau ci-dessous est fourni à titre d’exemple et pourra nécessiter des adaptations au contexte particulier des routes objet du marché]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Poste** | **Unité** | **Quantité pour une situation d’urgence** |
| Eboulements de matériaux sur la route | M3 | 200 |
| Dalots | Nombre | 1 |
| Béton bitumineux | M3 | 20 |
| Couche de base | M3 | 50 |
| Béton | M3 | 5 |
| Remblais | M3 | 200 |

1. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des offres sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit: « 3 Un Soumissionnaire peut présenter une offre pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. Un Soumissionnaire désirant offrir un rabais dans le cas où plusieurs marchés leur seraient attribués, seront autorisés à le faire, mais ils devront indiquer ces rabais dans le Formulaire d’Offre ». [↑](#footnote-ref-1)
2. *[insérer, si applicable: « ce contrat sera financé conjointement par (insérer le nom du cofinancier) ». La passation du Marché sera conforme aux règles de passation des marchés de la Banque mondiale]* [↑](#footnote-ref-2)
3. Fournir une brève description de la nature des travaux, y compris leur envergure, site du Projet, délai de d’exécution, application ou non de marge de préférence et autre information de nature à permettre aux soumissionnaires potentiels de décider de leur participation ou non à l’Appel d’offres. Le document d’Appel d’offres peut exiger des soumissionnaires une expérience ou des compétences particulières; si tel est le cas, ces exigences doivent être formulées dans ce paragraphe. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le bureau où les documents peuvent être consultés et obtenus, et celui où les offres doivent être soumises ne sont pas nécessairement les mêmes. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître de l’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-5)
6. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-6)
7. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-7)
8. Indiquer l’adresse pour le dépôt des offres si elle est différente de l’adresse de consultation ou de retrait du document. [↑](#footnote-ref-8)
9. [↑](#footnote-ref-9)
10. 1 Substituer, le cas échéant, « a obtenu » par « a sollicité »et le mot « prêt » par « crédit » ou « don ». [↑](#footnote-ref-10)
11. Substituer, le cas échéant, l’expression « la Banque mondiale » par « la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) » ou « l’Association internationale pour le développement (AID) ». [↑](#footnote-ref-11)
12. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des offres sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit: « 3 Un Soumissionnaire peut présenter une offre pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. Un Soumissionnaire désirant offrir un rabais dans le cas où plusieurs marchés leur seraient attribués, seront autorisés à le faire, mais ils devront indiquer ces rabais dans le Formulaire d’Offre ». [↑](#footnote-ref-12)
13. *[insérer, si applicable: « ce contrat sera financé conjointement par (insérer le nom du cofinancier) ». La passation du Marché sera conforme au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale].* [↑](#footnote-ref-13)
14. Remplacer par « groupement xyz », le cas échéant. [↑](#footnote-ref-14)
15. Ces sections du texte doivent être ajoutées lorsque le projet est divisé en plusieurs lots et que la pré-qualification a été faite pour plusieurs lots. La deuxième section doit être adaptée en fonction du ou des lots pour lesquels le candidat est invité à soumissionner. [↑](#footnote-ref-15)
16. Le bureau où l’on consulte et d’où sont émis les Dossiers d’appel d’offres et celui où sont déposées les offres peuvent être identiques ou différents. [↑](#footnote-ref-16)
17. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître de l’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier d’Appel d’offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-17)
18. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-18)
19. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-19)
20. Coordonner avec l’Article 25 des IS, « Ouverture des plis ». [↑](#footnote-ref-20)
21. Un marché sera considéré en défaut d’exécution par le Maître de l’Ouvrage lorsque le défaut d’exécution n’a pas été contesté par l’Entrepreneur y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu’il a fait l’objet de contestation par l’Entrepreneur mais a été réglé entièrement à l’encontre de l’Entrepreneur. Le défaut d’exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels le Maître de l’Ouvrage n’a pas obtenu gain de cause au cours du règlement des litiges. Le défaut d’exécution doit être confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du Candidat ont été épuisés. [↑](#footnote-ref-21)
22. Ce critère s’applique également aux marchés exécutés par le Soumissionnaire en tant que membre d’un Groupement. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le Soumissionnaire fournira des informations précises dans sa Soumission au sujet des litiges ou différends portant sur les marchés achevés ou en cours d’exécution au cours des 5 dernières années. Des antécédents de différends conclus de manière systématique à l’encontre du Soumissionnaire en tant qu’entité unique ou en tant que membre d’un groupement sont susceptibles de justifier la disqualification du Soumissionnaire. [↑](#footnote-ref-23)
24. Le Maître d’Ouvrage pourra utiliser ces informations afin d’obtenir des renseignements supplémentaires ou des éclaircissements durant l’appel d’offres et le processus de vérification (due diligence) associé. [↑](#footnote-ref-24)
25. Lorsque le Soumissionnaire a participé en tant que membre d’un groupement ou sous-traitant, au titre de ce critère, seule la part spécifique du Soumissionnaire et non celle du Groupement ou de l’entrepreneur principal devra être prise en considération. [↑](#footnote-ref-25)
26. Le volume, nombre ou taux de production de toute activité clé peut être démontré à travers un ou plusieurs marchés combinés si exécuté de manière simultanée. Le taux de production sera le taux annuel pour l’activité (les activités) de construction principale(s). [↑](#footnote-ref-26)
27. La similarité sera établie en fonction de la taille physique, de la complexité, des méthodes / technologies de construction et/ou d’autres caractéristiques décrites dans la Section VII, Spécifications des Travaux. L’agrégation d’un nombre de marchés de petits montants (inférieurs à la valeur indiquée dans la colonne « critère ») pour atteindre le chiffre du montant requis ne sera pas acceptée. [↑](#footnote-ref-27)
28. Par achèvement pour l’essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus des travaux prévus au marché. [↑](#footnote-ref-28)
29. Dans le cas d’un groupement, les montants des marchés achevés par chaque membre ne peuvent être combinés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché au titre de ce critère est atteint. De la même manière que pour l’entité unique, Chaque marché exécuté par chaque membre présenté au titre de ce critère doit satisfaire au montant minimum par marché requis. Afin de déterminer si le groupement répond au critère de qualification, seul le nombre de marchés achevés par tous les membres, chaque marché étant équivalent au montant minimum requis peut être agrégé. [↑](#footnote-ref-29)
30. Lorsque le Soumissionnaire a participé en tant que membre d’un groupement ou sous-traitant, au titre de ce critère, seule la part spécifique du Soumissionnaire et non celle du groupement ou de l’entrepreneur principal devra être prise en considération. [↑](#footnote-ref-30)
31. Le volume, nombre ou taux de production de toute activité clé peut être démontré à travers un ou plusieurs marchés combinés si exécutés de manière simultanée. Le taux de production sera le taux annuel pour l’activité (les activités) de construction principale(s). [↑](#footnote-ref-31)
32. L’expérience minimale requise pour un marché à lots multiples sera la somme des critères minima requis pour chaque lot. [↑](#footnote-ref-32)
33. [↑](#footnote-ref-33)
34. L’expérience spécifique d’un sous-traitant spécialisé peut être prise en considération. [↑](#footnote-ref-34)
35. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la pré-qualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-35)
36. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-36)
37. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-37)
38. *La somme des deux coefficients Ac et Bc devrait être 1 (un) dans la formule pour chacune des monnaies. Le coefficient A, correspondant à la portion non ajustable des paiements, est un chiffre fixé par le Maître d’ouvrage (en général 0,15)   
    afin de prendre en compte les éléments de coût fixe ou d’autres éléments non ajustables. La somme des ajustements effectués dans chaque monnaie est ajoutée au Prix du Marché.* [↑](#footnote-ref-38)
39. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la pré-qualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-39)
40. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-40)
41. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-41)
42. *Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-42)
43. *Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de la réception définitive des travaux. Le Maître de l’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître de l’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-43)
44. *L’organisme de caution doit insérer un montant représentant le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-44)
45. Ce texte doit être révisé comme et où il est nécessaire pour tenir compte : (i) d’une réception partielle des installations conformément à l’article 25.4 des CCAG ; et (ii) de l’extension de la garantie de bonne exécution lorsque le Constructeur est responsable de l’obligation de garantie prolongée en vertu de l’alinéa 27.10 des CCAG (bien que dans ce dernier cas le Maître d’Ouvrage pourrait vouloir envisager une garantie prolongée en remplacement de l’extension de la garantie de bonne exécution). [↑](#footnote-ref-45)
46. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de fin des travaux. Le Maître de l’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître de l’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-46)
47. 1 *Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-47)
48. 2 *Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de la réception définitive des travaux. Le Maître de l’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître de l’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-48)
49. 1 *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître de l’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-49)
50. 2 *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître de l’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-50)
51. 1 *Le Garant doit insérer un montant représentant la moitié de la Retenue de garantie ou si le montant de la Garantie de bonne exécution au moment de la Réception provisoire est inférieur à la moitié de la Retenue de garantie, la différence entre la moitié de la Retenue de garantie et le montant de la Garantie de bonne exécution soit dans la (ou les) monnaie(s) de la seconde moitié de la Retenue de garantie telles que mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Bénéficiaire.* [↑](#footnote-ref-51)